



Statistiques sur
l'industrie du film

édition 2005

Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques qui y sont disponibles,
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone: (418) 691-2401

ou

Téléphone: 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web: www.stat.gouv.qc.ca

Cette publication a été élaborée à l'initiative et sous la supervision de l'Institut de la statistique du Québec, avec la collaboration de la Cinémathèque québécoise, de la Régie du cinéma, et de la Société de développement des entreprises culturelles.

Cette édition a été produite par
l'Institut de la statistique du Québec.

Les Publications du Québec en assurent la diffusion.
1500-D, boul. Charest Ouest, 1^{er} étage
Sainte-Foy (Québec)
G1N 2E5

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec
3^e trimestre 2005
ISBN 2-551-22793-3 (imprimé)
ISBN 2-551-22794-1 (PDF)

© Gouvernement du Québec

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation expresse de
l'Institut de la statistique du Québec.

Septembre 2005



AVANT-PROPOS

Voici l'édition 2005 de la publication *Statistiques sur l'industrie du film*. Cette publication statistique apporte un éclairage particulier sur cette industrie dont l'évolution a été fulgurante au cours des vingt-cinq dernières années avec l'apparition de nouvelles technologies, tant au niveau de la production que de la diffusion.

Tout comme les éditions précédentes, *Statistiques sur l'industrie du film, édition 2004* ne contient que les indicateurs principaux. Ainsi, toutes les données disponibles font l'objet d'une publication séparée.

Le premier objectif de cette publication demeure la présentation d'un bilan statistique de l'industrie du film au Québec, et les nombreux tableaux qu'elle contient, portant sur les cinq dernières années, permettent de suivre l'évolution de l'industrie. Quant à sa présentation, elle vise à en simplifier la consultation et à la rendre agréable et pratique. La publication présente d'abord les données relatives à la production cinématographique, puis le financement de ces productions et les résultats de la distribution. Viennent ensuite les données sur l'infrastructure, les résultats de l'exploitation et de la diffusion jusqu'à l'ultime étape de la vie d'un film, c'est-à-dire sa conservation. On y trouvera également des comparaisons avec l'industrie cinématographique d'autres pays. De plus, cette année, la publication présente pour la première fois des résultats concernant les artisans de l'industrie du film.

Cet ouvrage est le fruit de la collaboration de nombreux partenaires dont s'est entouré l'Institut de la statistique du Québec, l'instigateur et le coordonnateur du projet: la Régie du cinéma ainsi que la Cinémathèque québécoise participent à la planification du contenu et fournissent les données statistiques, alors que la Société de développement des entreprises culturelles collabore à l'analyse et à l'interprétation des statistiques. Tous ont participé à sa rédaction à titre de rédacteur ou de corédacteur.

Les concepteurs de cet ouvrage souhaitent que les lecteurs aient autant de plaisir à le consulter qu'ils en ont eu à le réaliser.

Le directeur général,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Yvon Fortin'.

Yvon Fortin

Cette publication a été
réalisée par :

Benoit Allaire, responsable de projets
Denis Chalifour, technicien en administration
Observatoire de la culture et des communications du Québec
Institut de la statistique du Québec

Sous la direction de :

Dominique Jutras, responsable de projets
Société de développement des entreprises culturelles
Serge Bernier, directeur
Observatoire de la culture et des communications du Québec
Institut de la statistique du Québec

Ont apporté leur précieuse collaboration :

Denis Ouellette-Roussel, sociologue et chercheur indépendant
Jean-Pierre Gagnon, Régie du cinéma
Marielle Audet, Société de développement des
entreprises culturelles
Carole Line Robert et Pierre Jutras, Cinémathèque québécoise
Geneviève Laplante, pour la révision linguistique
Institut de la statistique du Québec
Sylvie Vallières, pour les figures
Institut de la statistique du Québec
Claudette D'Anjou et Kevin Pouliot, pour la mise en page
Institut de la statistique du Québec

Remerciements :

Nous tenons à remercier chaleureusement l'Association des
propriétaires de cinémas et ciné-parcs du Québec pour leur
collaboration enthousiaste à l'enquête auprès des cinémas et
ciné-parcs.

Pour tout renseignement concernant
le contenu de cette publication :

Observatoire de la culture et des communications du Québec
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone : (418) 691-2414
Télécopieur : (418) 643-4129

Photo de la couverture :

Dans une galaxie près de chez vous
Photo : Yannick MacDonald

Abréviations et symboles

% Pour cent ou pourcentage
n Nombre
.. Donnée non disponible
... N'ayant pas lieu de figurer
– Néant ou zéro
— Donnée infime

x Donnée confidentielle
e Donnée estimée
r Donnée révisée
k Millier
M Million

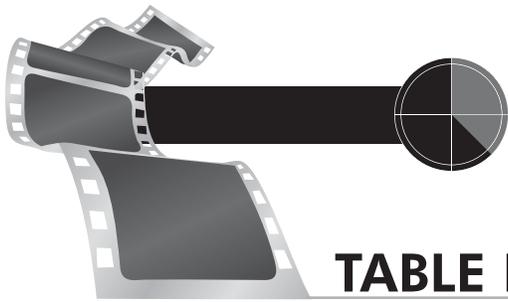


TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1	La production cinématographique	11
CHAPITRE 2	Le financement	21
CHAPITRE 3	Le classement des films	35
CHAPITRE 4	La distribution	43
CHAPITRE 5	L'infrastructure d'exploitation.....	55
CHAPITRE 6	Les résultats d'exploitation	65
CHAPITRE 7	Les autres marchés du film	87
CHAPITRE 8	Le profil du public	93
CHAPITRE 9	Le patrimoine cinématographique	105
CHAPITRE 10	Le cinéma dans le monde.....	121
CHAPITRE 11	Les mesures fiscales relatives à l'industrie du film	129

Liste des tableaux

Tableau 1.1 Nombre de longs métrages produits, selon le principal marché, Québec, 2000-2004	12	Tableau 1.11 Répartition des productions et des coproductions de longs métrages destinés à la télévision, Québec, 2000-2004	17	Tableau 3.5 Nombre de films classés, destinés au visionnement privé, selon la langue, Québec, 2004	41
Tableau 1.2 Nombre de longs métrages produits, selon le marché et le genre, Québec, 2003 et 2004	13	Tableau 1.12 Nombre de productions et de coproductions, selon le principal marché, Québec, 2003 et 2004	17	Tableau 3.6 Répartition des films en exploitation, selon le pays d'origine, Québec, 2000-2004	42
Tableau 1.3 Nombre de productions considérées comme le premier long métrage d'un cinéaste, selon le marché, Québec, 2000-2004	13	Tableau 2.1 Nombre de productions et valeur totale du financement, selon le type de production, Québec, 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004	23	Tableau 4.1 Revenus bruts des distributeurs selon la catégorie de permis, Québec, 2000-2004	45
Tableau 1.4 Nombre de longs métrages produits, selon le format, le marché et le genre, Québec, 2003 et 2004	13	Tableau 2.2 Sources de financement des productions ayant obtenu une décision préalable favorable, selon le type de production, Québec, 2003-2004	24	Tableau 4.2.1 Revenus bruts rapportés par les titulaires d'un permis de distributeur délivré par la Régie du cinéma, par catégorie de permis et selon le marché, Québec, 2003	45
Tableau 1.5 Nombre de longs métrages produits, selon la langue, Québec, 2000-2004	14	Tableau 2.3 Répartition des sources de financement, selon le type de production, Québec, 2003-2004	24	Tableau 4.2.2 Revenus bruts rapportés par les titulaires d'un permis de distributeur délivré par la Régie du cinéma, par catégorie de permis et selon le marché, Québec, 2004	46
Tableau 1.6 Répartition des productions entièrement québécoises et des coproductions, Québec, 2000-2004	15	Tableau 2.4 Financement public, selon le type de production, Québec, 2003-2004	31	Tableau 4.3 Nombre de distributeurs titulaires d'un permis général, par tranche de revenus, selon le marché, Québec, 2004	46
Tableau 1.7 Répartition des productions entièrement québécoises et des coproductions, Québec, 2000-2004	16	Tableau 2.5 Financement public et total, Québec, 1998-1999 à 2003-2004	32	Tableau 4.4 Résultats d'exploitation des cinémas et des ciné-parcs, selon la catégorie de permis du distributeur, Québec, 2004	47
Tableau 1.8 Nombre de productions et de coproductions de longs métrages destinés aux cinémas, Québec, 2000-2004	16	Tableau 2.6 Structure de financement, selon le type de production, Québec, 2003-2004	34	Tableau 4.5 Nombre moyen de copies par film destinées aux cinémas et ciné-parcs, selon le pays d'origine, Québec, 2000-2004	49
Tableau 1.9 Répartition des productions et des coproductions de longs métrages destinés au cinéma, Québec, 2000-2004	16	Tableau 3.1 Nombre de films classés, Québec, 2000-2004	36	Tableau 4.6 Nombre de copies de films distribuées aux cinémas et ciné-parcs, selon le pays d'origine des films et la langue, Québec, 2000-2004	50
Tableau 1.10 Nombre de productions et de coproductions de longs métrages destinés à la télévision, Québec, 2000-2004	17	Tableau 3.2 Nombre de films classés, destinés à être présentés en public, selon la catégorie de classement, Québec, 2004	38	Tableau 4.7 Nombre de copies de films distribuées aux cinémas et ciné-parcs, selon le pays d'origine des films et la catégorie de distributeurs, Québec, 2000-2004	52
		Tableau 3.3 Nombre de films classés, destinés à être présentés en public, selon la langue, Québec, 2004	39		
		Tableau 3.4 Nombre de films classés, destinés au visionnement privé, selon la catégorie de classement, Québec, 2004	40		

Tableau 5.1 Nombre d'établissements et de permis selon la catégorie d'établissement, Québec, 2000-2004, au 31 décembre	56	Tableau 6.5 Assistance, recettes et projections, selon le pays d'origine des films et la langue, Québec, 2004	75	Tableau 7.4 Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, selon la taille de l'inventaire de vidéocassettes et de DVD, par région administrative, Québec, 2004	89
Tableau 5.2 Répartition des établissements et des écrans en fonction de leurs propriétaires, Québec, 2002-2004	57	Tableau 6.6 Assistance, recettes et projections dans les cinémas, par région administrative, Québec, 2004	79	Tableau 7.5 Commercialisation des films et des programmes télévisés sur support vidéo, Québec, 2004 et avril 1989 à décembre 2004	90
Tableau 5.3 Répartition des établissements selon le nombre d'écrans en activité, Québec, 18 mars 2005	58	Tableau 6.7 Nombre de films présentés dans les salles de cinéma et ciné-parcs, selon la catégorie, Québec, 2000-2004	81	Tableau 7.6 Nombre de films et de programmes télévisés commercialisés sur support vidéo, selon l'année de production, Québec, 2004	91
Tableau 5.4 Nombre annuel moyen d'établissements, d'écrans et de fauteuils, Québec, 2000-2004	59	Tableau 6.8 Films à succès, en ordre décroissant de l'assistance, toutes origines confondues, Québec, du 1 ^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2004	82	Tableau 7.7 Nombre de films et de programmes télévisés commercialisés sur support vidéo, selon le pays d'origine et la langue, excluant les coffrets, Québec, 2004	91
Tableau 5.5 Nombre total de salles de cinéma et de fauteuils, Québec, 1985-2004	60	Tableau 6.9 Films à succès, en ordre décroissant de l'assistance, films québécois seulement, Québec, du 1 ^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2004	83	Tableau 8.1 Taux d'accessibilité et de fréquentation des cinémas et des ciné-parcs selon les régions administratives, Québec, 2004	94
Tableau 5.6 Nombre et caractéristiques des cinémas et des ciné-parcs, par région admi- nistrative, Québec, 2000-2004	62	Tableau 6.10 Films à succès, en ordre décroissant de l'assistance, toutes origines confondues, Québec, du 1 ^{er} janvier 1985 au 31 décembre 2004	84	Tableau 8.2 Taux de fréquentation des cinémas et des ciné-parcs selon certaines caractéristiques sociodémographiques, Québec, 1994, 1999 et 2004	95
Tableau 5.7 Nombre d'établissements et d'écrans par 100 000 habitants selon la région administrative, Québec, 2000-2004	63	Tableau 6.11 Films à succès, en ordre décroissant de l'assistance, films québécois seulement, Québec, du 1 ^{er} janvier 1985 au 31 décembre 2004	85	Tableau 8.3 Taux d'accessibilité et de fréquentation des cinémas et des ciné-parcs selon certaines caractéristiques sociodémographiques, Québec, 2004	96
Tableau 6.1 Évolution de l'assistance, du nombre de projections, du prix d'entrée moyen et du nombre de fauteuils disponibles, salles de cinéma, Québec, 1985-2004	66	Tableau 7.1 Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, selon le caractère de l'activité, Québec, 2000-2004	88	Tableau 8.4 Fréquence des sorties au cinéma selon certaines caractéristiques sociodémographiques, Québec, 2004	97
Tableau 6.2 Projections selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 2000-2004	68	Tableau 7.2 Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, selon la taille de l'inventaire de vidéocassettes et de DVD, Québec, 2000-2004	88		
Tableau 6.3 Assistance selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 2000-2004	71	Tableau 7.3 Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, par région administrative, Québec, 2004	89		
Tableau 6.4 Recettes selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 2000-2004	74				

Tableau 8.5 Proportion des ménages possédant un appareil de visionnement de films selon certaines caractéristiques sociodémographiques, Québec, 1994, 1999 et 2004	99	Tableau 10.1 Production de longs métrages destinés au cinéma, 2000-2004	122	Tableau 11.3 Ventilation des dépenses de doublage selon le premier marché des productions cinématographiques et télévisuelles et la catégorie de contrat, Québec, 2004-2005	131
Tableau 8.6 Proportion des ménages possédant un appareil de visionnement de films selon le type d'appareil et certaines caractéristiques sociodémographiques, Québec, 2004	100	Tableau 10.2 Nombre d'écrans de cinéma et de ciné-parc, 2000-2004	122	Tableau 11.4 Productions cinématographiques et télévisuelles et montant du crédit d'impôt attribué selon l'année de tournage, Québec, 1998-2005	132
Tableau 9.1 Progression des collections de films et bandes vidéo de la Cinémathèque québécoise, 1999-2000 à 2003-2004	107	Tableau 10.3 Assistance dans les salles de cinéma et les ciné-parcs, 2000-2004	123	Tableau 11.5 Productions cinématographiques et télévisuelles visées, par année de tournage selon le pays d'origine, Québec, 1998-2005	133
Tableau 9.2 Progression des collections afférentes au film de la Cinémathèque québécoise, 1999-2000 à 2003-2004	108	Tableau 10.4 Indice de fréquentation des salles de cinéma, 2000-2004	123		
Tableau 9.3 Bilan de la fréquentation des projections de la Cinémathèque québécoise, 2003-2004	111	Tableau 10.5 Part des recettes des films nationaux dans leur propre marché, 2000-2004	123		
Tableau 9.4 Bilan de la fréquentation aux autres activités de la Cinémathèque québécoise, 2003-2004	116	Tableau 10.6 Panorama statistique de l'industrie cinématographique, 2004	126		
		Tableau 11.1 Productions cinématographiques et télévisuelles doublées selon le premier marché et le format, Québec, 2004-2005	130		
		Tableau 11.2 Productions cinématographiques et télévisuelles doublées selon la valeur des contrats, les dépenses admissibles, le crédit d'impôt et le premier marché, Québec, 2004-2005	130		

Liste des figures

Figure 1.2 Nombre de productions entièrement québécoises et de coproductions, Québec, 2000-2004	14	Figure 3.5 Longs et courts métrages destinés à être présentés en public, selon la langue, Québec, 2004	39	Figure 4.7 Nombre de copies de films destinées aux cinémas et ciné-parcs selon la catégorie de distributeurs, Québec, 2000-2004	51
Figure 2.1 Valeur totale du financement, selon le type de production, Québec, 1993-1994 à 2003-2004	23	Figure 3.6 Longs et courts métrages destinés au visionnement privé, selon le classement, Québec, 2004	40	Figure 5.1 Nombre d'établissements et de permis selon la catégorie d'établissement, Québec, 31 décembre 2004	56
Figure 2.2 Sources de financement des longs métrages de fiction, Québec, 2003-2004	25	Figure 3.7 Longs et courts métrages destinés au visionnement privé, selon la langue, Québec, 2004	41	Figure 5.2 Répartition des établissements, des écrans et des fauteuils des cinémas et ciné-parcs selon qu'ils sont exploités par des corporations ou des indépendants, Québec, 31 décembre 2004	57
Figure 2.3 Sources de financement des courts et moyens métrages de fiction, Québec, 2003-2004	27	Figure 3.8 Origine des films en exploitation dans les salles de cinéma et ciné-parcs, selon le pays d'origine, Québec, 2004	42	Figure 5.3 Cinémas et ciné-parcs selon le nombre d'écrans en activité, Québec, 18 mars 2005	58
Figure 2.4 Sources de financement des documentaires, Québec, 2003-2004	27	Figure 4.1 Revenus bruts des distributeurs selon la catégorie de permis, Québec, 2000-2004	45	Figure 5.4 Nombre annuel moyen d'établissements et d'écrans en activité, Québec, 1980-2004	59
Figure 2.5 Sources de financement des productions télévisuelles, Québec, 2003-2004	28	Figure 4.2 Nombre de distributeurs titulaires d'un permis général, par tranche de revenus, Québec, 2002, 2003 et 2004	47	Figure 5.5 Nombre annuel moyen d'écrans de cinéma et de fauteuils par écran, Québec, 1980-2004	60
Figure 2.6 Financement public et total, Québec, 1995-1996 à 2003-2004	32	Figure 4.3 Répartition de l'assistance, des recettes et des projections dans les cinémas et ciné-parcs, selon la catégorie de permis du distributeur, Québec, 2004	48	Figure 5.6 Nombre moyen d'écrans en activité par région administrative, Québec, 2004	61
Figure 3.1 Nombre de longs métrages classés, destinés à être présentés en public ou en visionnement privé, Québec, 2004	36	Figure 4.4 Nombre moyen de copies par film destinées aux cinémas et ciné-parcs selon le pays d'origine, Québec, 2004	48	Figure 5.7 Nombre annuel moyen d'écrans de cinémas et de ciné-parcs en activité par 100 000 habitants selon la région administrative, 2004	64
Figure 3.2 Nombre de longs métrages classés, destinés à être présentés en public, Québec, 2000-2004	36	Figure 4.5 Films mis en circulation au cours de l'année et films projetés dans les cinémas et ciné-parcs, Québec, 2000-2004	49	Figure 6.1 Évolution de l'assistance, du nombre de projections et de fauteuils disponibles dans les salles de cinéma, Québec, 1985-2004 (1985=100)	66
Figure 3.3 Nombre de longs métrages classés, destinés au visionnement privé, Québec, 2000-2004	37	Figure 4.6 Nombre de copies de films destinées aux cinémas et ciné-parcs selon la langue, Québec, 2000-2004	51	Figure 6.2 Assistance au cinéma, Québec, 1937-2004	67

Figure 6.3 Projections selon la langue, Québec, 2000-2004	69	Figure 6.9 Nombre de films présentés dans les salles de cinéma et les ciné-parcs, selon la catégorie, Québec, 2004	81
Figure 6.4 Projections selon la langue et la catégorie de classement, Québec, 2004	70	Figure 7.1 Commerces de détail de matériel vidéo, selon le caractère de l'activité et la taille de l'inventaire de vidéocassettes et de DVD, Québec, 2004	88
Figure 6.5 Assistance selon la langue de projection des films, Québec, 2000-2004	72	Figure 7.2 Attestations émises pour les films commercialisés sur support vidéo, selon le pays d'origine, Québec, 2004	90
Figure 6.6 Assistance selon la langue et la catégorie de classement, Québec, 2004	72		
Figure 6.7 Répartition des projections selon le pays producteur, Québec, 2004	77		
Figure 6.8 Répartition de l'assistance selon le pays producteur, Québec, 2004	77		



*Dans une galaxie près de
chez-vous*

Photo : Yannick MacDonald



CHAPITRE 1

LA PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE

Dominique Jutras

Le bilan de l'année 2004 comporte 27 films (60 minutes et plus) destinés à une exploitation en salle. En outre, 21 longs métrages ont été réalisés pour la télévision et le marché de 17 autres est davantage celui des circuits parallèles et du DVD. Au total, 65 longs métrages ont été produits comparativement à 66 l'année précédente. Néanmoins, ce résultat se distingue de la moyenne des dix dernières années qui est de 28 films, de 26 productions télévisuelles et de 9 productions pour les autres fenêtres de diffusion.

Le nombre de films pour exploitation dans les salles de cinéma s'est maintenu par rapport à l'année précédente. Par contre, le nombre de téléfilms ou de documentaires de plus de 60 minutes destinés à la télédiffusion connaît un net ralentissement, car on dénombre 21 productions en 2004 comparativement à 30 l'année précédente.



Ma vie en cinémascope
Photo : Alliance Atlantis Vivafilm

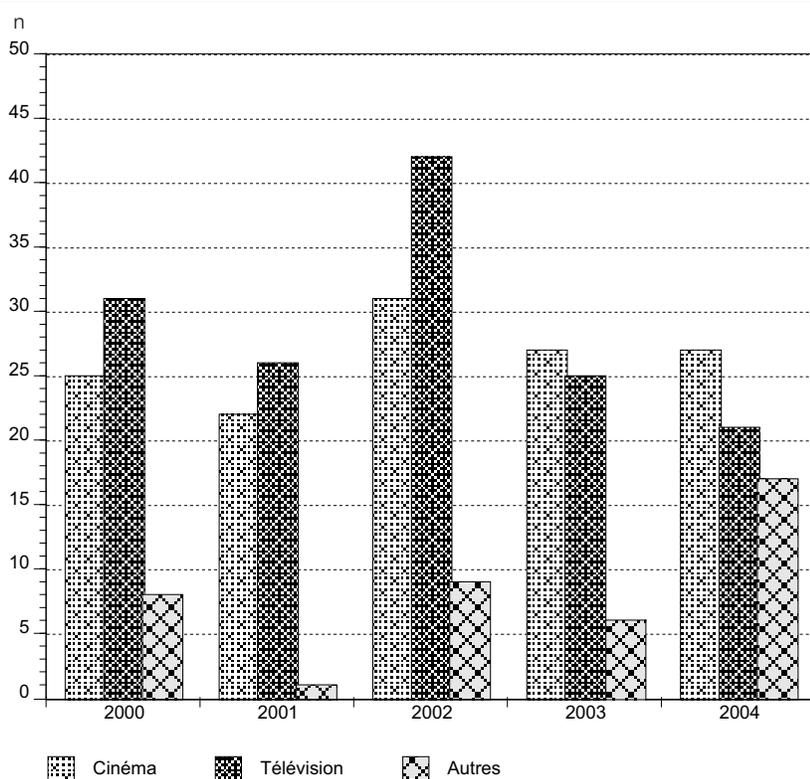
Tableau 1.1
**Nombre de longs métrages produits, selon le principal marché,
 Québec, 2000-2004**

Année	Cinéma	Télévision	Autres		Total
			n		
2000	25	31	8		64
2001	22	26	1		49
2002	31 ^r	43 ^r	9		83 ^r
2003	27	30 ^r	9		66 ^r
2004	27	21	17		65

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Figure 1.1
**Nombre de longs métrages produits, selon le principal marché,
 Québec, 2000-2004**



Compilation : SODEC.

Le genre

Le nombre d'œuvres de fiction s'est légèrement accru : il est de 44, soit 3 de plus que l'année précédente, et on compte 21 documentaires, c'est-à-dire un de moins qu'en 2003. La répartition des genres entre le documentaire – un tiers de la production – et les œuvres de fiction – deux tiers de la production – se maintient à peu près dans ces proportions depuis quatre ans.

La langue

La répartition des œuvres selon la langue de production indique la primauté du français comme langue de tournage. Près des trois quarts des productions sont tournées en français, soit 46 longs métrages. L'anglais est utilisé sur 14 % des plateaux (9 productions), tandis que 10 productions (15 %) recourent à d'autres langues comportant souvent le français. De 1995 à 2004, on a tourné en moyenne annuellement 37 longs métrages en langue française et 22 en langue anglaise. La tendance s'est modifiée au cours des cinq dernières années. Ainsi, la moyenne annuelle de 2000 à 2004 est de 42 productions en français et de 17 en anglais.

Le support de tournage

Presque 50 % des tournages sont effectués avec de l'équipement numérique : 32 longs métrages ont utilisé cette technologie, 18 autres se sont servis de la pellicule photographique 35 mm, 7 de la vidéo analogique, tandis que les pellicules super 16 et 16 mm ont été utilisées chacune pour 4 productions. Ainsi, 28 % des longs métrages ont utilisé la pellicule 35 mm, ce qui représente un net recul par rapport à 2003 (36 %) et à 2000 (47 %).

Tableau 1.2

Nombre de longs métrages produits, selon le marché et le genre, Québec, 2003 et 2004

Année	Fiction	Documentaire	Docu-fiction	Animation	Autres	Total
2003	40^r	22^r	3^r	1	–	66^r
Cinéma	27	–	–	–	–	27
Télévision	7 ^r	20 ^r	2 ^r	1	–	30 ^r
Autres	6 ^r	2	1	–	–	9 ^r
2004	43	21	–	1	–	65
Cinéma	25	1	–	1	–	27
Télévision	8	13	–	–	–	21
Autres	10	7	–	–	–	17

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Tableau 1.3

Nombre de productions considérées comme le premier long métrage d'un cinéaste, selon le marché, Québec, 2000-2004

Année	Cinéma	Télévision	Autres	Total
2000	8	2	4	14
2001	6	6	1	13
2002	10	16	7	33
2003	8	8 ^r	5 ^r	21
2004	10	6	7	23

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Tableau 1.4

Nombre de longs métrages produits, selon le format, le marché et le genre, Québec, 2003 et 2004

Année	Cinéma		Télévision			Autres			Total
	Fiction	Documentaire	Fiction	Documentaire	Autres	Fiction	Documentaire	Autres	
n									
2003	27	–	7^r	20^r	3^r	4^r	5^r	–	66^r
35 mm	17	–	1 ^r	–	1	2	2	–	23 ^r
Super 35	–	–	1 ^r	–	–	–	–	–	1 ^r
16 mm	1	–	–	2	–	–	–	–	3
Super 16	5	–	2	–	1	–	–	–	8
Vidéo	4	–	3 ^r	18 ^r	1 ^r	2 ^r	3 ^r	–	31 ^r
2004	26	1	8	13	–	10	7	–	65
35 mm	14	–	3	–	–	1	–	–	18
Super 35	–	–	–	–	–	–	–	–	–
16 mm	2	–	–	–	–	2	–	–	4
Super 16	1	–	3	–	–	–	–	–	4
Vidéo	–	–	–	3	–	2	2	–	7
Numérique	9	1	2	10	–	5	5	–	32

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Tableau 1.5

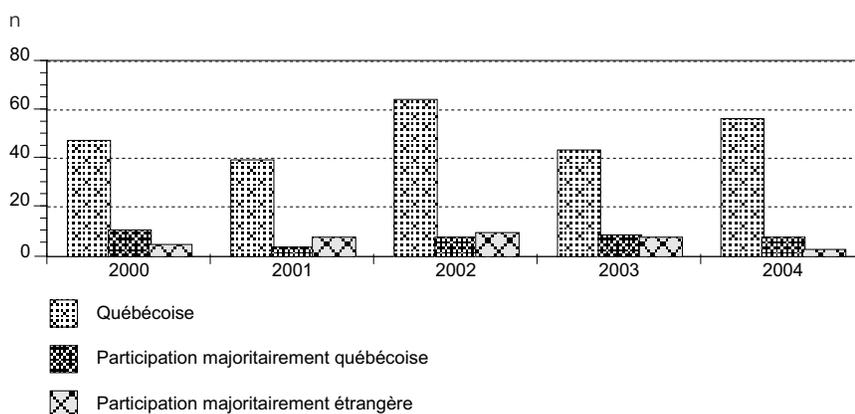
Nombre de longs métrages produits, selon la langue, Québec, 2000-2004

Année	Français	Anglais	Autres		Total
			n		
2000	35	28	1	(tzozil/espagnol/français)	64
2001	36	8	3	(français/anglais)	49
2002	49 ^r	20	1	(français/anglais/parsi)	83 ^r
			1	(français/espagnol/maya-chuj)	
			3	(français/anglais)	
			1	(espagnol)	
			1	(japonais)	
			1	(naxi)	
			1	(français/espagnol)	
			1	(français/anglais/hébreu/arabe)	
			1	(français/créole)	
			1	(français/sussu)	
2003	43 ^r	18 ^r	2	(plusieurs)	66 ^r
			3 ^r	(français/anglais)	
			1	(anglais/espagnol)	
2004	46	9	1	(français/innu/algonquin/russe)	65
			4	(français/anglais)	
			1	(arabe)	
			1	(arménien)	
			1	(français/russe)	
			1	(hébreu/anglais/allemand)	
1	(portugais/espagnol)				
			1	(tibétain)	

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Figure 1.2

Nombre de productions entièrement québécoises et de coproductions, Québec, 2000-2004

Compilation : SODEC.

LE CINÉMA

Les films destinés aux salles de cinéma commerciales achevés en 2004 (année du copyright apparaissant au générique) sont au nombre de 27, soit exactement la même production qu'en 2003. Ce nombre correspond, à un film près, au volume annuel moyen de production des dix dernières années (28 films). Dans ce lot, on compte un documentaire et un film d'animation 3D.

Une troisième fois en dix ans, il y a 10 premières œuvres de nouveaux cinéastes. Cette fois, cependant, cela représente 37 % des films réalisés pour l'exploitation en salle commerciale. En général, les premières œuvres constituent le quart des films produits dans l'année.

Cette année, 14 films destinés aux salles de cinéma ont été tournés avec la pellicule 35 mm – trois de moins qu'en 2003 –, ce qui représente 54 % des films produits pour le cinéma. L'usage des pellicules 16 mm et super 16 devient marginal puisque 12 % des films sont tournés avec ces pellicules argentiques. Ainsi, la tendance est de faire usage de caméras numériques : neuf productions utilisent cet outil (35 % des films). Une fois achevées les étapes de postproduction, le film est transféré sur de la pellicule 35 mm afin de permettre son exploitation en salle.

Tableau 1.6

Répartition des productions entièrement québécoises et des coproductions, Québec, 2000-2004

Année	Productions entièrement québécoises	Coproductions à participation majoritairement québécoise	Coproductions à participation majoritairement étrangère	Coproductions à parts égales	Total	Principaux partenaires	Total coproduction		
							n	%	
2000	47	10	7	–	64	France	10	17	26,6
						Canada (Ontario)	4		
						Allemagne	2		
						Belgique	2		
						Afrique du Sud	1		
						Canada (Nouveau-Brunswick)	1		
2001	39	3	7	–	49	Grande-Bretagne	1	10	20,4
						France	7		
2002	65 ^r	7	9	2	83 ^r	Canada (Ontario)	3	18	21,7 ^r
						France	8		
2003	49 ^r	8 ^r	7	2	66 ^r	Royaume-Uni	3	17 ^r	25,8 ^r
						Canada (Ontario)	3		
						Canada (Alberta)	1		
						Canada (Manitoba)	1		
						Canada (Nouveau-Brunswick)	1		
						Chili	1		
						Chine	1		
						Espagne	1		
						Grande-Bretagne	1		
						Islande	1		
						Japon	1		
						Sénégal	1		
						Suisse	1		
						France	8		
Grande-Bretagne	3								
2004	56	7	2	–	65	Canada (Nouveau-Brunswick)	2	9	13,8
						Canada (Ontario)	2		
						Autriche	1		
						Canada (Alberta)	1		
						France	7		
Grande-Bretagne	4								
Allemagne	1								
Espagne	1								
Israël	1								

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Tableau 1.7

Répartition des productions entièrement québécoises et des coproductions, Québec, 2000-2004

Année	Productions québécoises	Coproductions
	%	
2000	73,4	26,6
2001	79,6	20,4
2002	78,3 ^r	21,7 ^r
2003	74,2 ^r	25,8 ^r
2004	86,2	13,8

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Tableau 1.8

Nombre de productions et de coproductions de longs métrages destinés aux cinémas, Québec, 2000-2004

Année	Total	Productions québécoises	Coproductions			Total
			À participation majoritairement québécoise	À participation majoritairement étrangère	À parts égales	
n						
2000	25	17	4	4	–	8
2001	22	15	1	6	–	7
2002	31	18	5	7	1	13
2003	27	16	5	5	1	11
2004	27	20	6	1	–	7

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Tableau 1.9

Répartition des productions et des coproductions de longs métrages destinés au cinéma, Québec, 2000-2004

Année	Productions	Coproductions québécoises
	%	
2000	68,0	32,0
2001	68,2	31,8
2002	58,1	41,9
2003	59,3	40,7
2004	74,1	25,9

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Les nouveaux procédés numériques séduisent les cinéastes confirmés, mais pas autant que ceux encore en début de carrière, car quatre cinéastes confirmés ont fait appel au numérique comparativement à six débutants.

On a tourné 21 films en français, soit 3 de plus que l'année précédente. Trois films ont été tournés en anglais, comparativement à huit en 2003; un a été tourné en anglais et en français, on compte une coproduction en hébreu, en anglais et en allemand et, enfin, un documentaire en tibétain. Au total, 78 % des films ont donc été tournés en français.

Enfin, dans les 27 films terminés en 2004, on inclut 7 coproductions, soit 4 de moins que l'année précédente. Six films ont été financés par des sources majoritairement québécoises et un autre a bénéficié d'investissements majoritairement étrangers. Mentionnons que l'année a été marquée par cinq coproductions avec la France, avec un financement majoritaire québécois (y compris trois coproductions tripartites dont l'une avec l'Espagne et deux avec la Grande-Bretagne), et par trois coproductions avec la Grande-Bretagne avec, une fois encore, un financement majoritaire québécois (y inclus deux coproductions tripartites). On note aussi une coproduction multipartite avec Israël et l'Allemagne.

LA TÉLÉVISION

L'année 2004 a été moins productive du côté de la télévision avec 21 longs métrages comprenant 8 téléfilms (longs métrages de fiction tournés pour la télévision) et 13 documentaires. Ce résultat est largement inférieur à la moyenne des cinq dernières années, qui comporte 11 téléfilms et 17 documentaires.

La diminution du nombre des documentaires est évidente, car 13 titres ont été produits en 2004 comparativement à 20 l'année précédente et 27 en 2002. Parmi ces documentaires, sept ont été réalisés au sein d'entreprises de production privées, cinq par le bureau de Montréal de l'Office national du film du Canada (ONF) et un autre en coproduction, avec une entreprise privée et l'ONF.

Parmi les œuvres pour la télévision, 15 ont été tournées en français (dont 10 documentaires), tandis que 3 téléfilms ont utilisé l'anglais, et 3 documentaires ont été produits en arabe, en arménien ou en espagnol et portugais. C'est la deuxième année consécutive qu'on observe un si petit nombre de productions télévisuelles en langue anglaise. La moyenne des cinq dernières années est de sept téléfilms; cette année, on n'en compte que trois.

Le marché de la télévision s'enrichit de six premières réalisations : deux documentaires et quatre téléfilms, ce qui se compare au résultat de

Tableau 1.10

Nombre de productions et de coproductions de longs métrages destinés à la télévision, Québec, 2000-2004

Année	Total	Productions québécoises	Coproductions			Total
			À participation majoritairement québécoise	À participation majoritairement étrangère	À parts égales	
n						
2000	31	22	6	3	–	9
2001	26	23	2	1	–	3
2002	43 ^r	40 ^r	2	1	–	3
2003	30 ^r	25 ^r	2 ^r	2	1	5 ^r
2004	21	19	1	1	–	2

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Tableau 1.11

Répartition des productions et des coproductions de longs métrages destinés à la télévision, Québec, 2000-2004

Année	Productions québécoises	Coproductions
	%	
2000	71,0	29,0
2001	88,5	11,5
2002	93,0 ^r	7,0 ^r
2003	83,3 ^r	16,7 ^r
2004	90,5	9,5

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Tableau 1.12

Nombre de productions et de coproductions, selon le principal marché, Québec, 2003 et 2004

Année	Cinéma	Télévision	Autres	Total
2003				
Entièrement québécoises	16	25 ^r	8 ^r	49
Coproductions	11	5	1 ^r	17
À majorité québécoise	5	2 ^r	1 ^r	8
À majorité étrangère	5	2	–	7
À part égale	1	1	–	2
2004				
Entièrement québécoises	20	19	17	56
Coproductions	7	2	–	9
À majorité québécoise	6	1	–	7
À majorité étrangère	1	1	–	2
À part égale	–	–	–	–

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Liste des titres et des réalisateurs, 2004

Longs métrages destinés au cinéma

<i>1^{er} juillet, le film</i>	Philippe Gagnon
<i>Les aimants</i>	Yves Pelletier
<i>Le bonheur, c'est une chanson triste</i>	François Delisle
<i>Camping sauvage</i>	Sylvain Roy, Guy A. Lepage, André Ducharme
<i>Ce qu'il reste de nous</i>	François Prévost, Hugo Latulippe
<i>C'est pas moi, c'est l'autre</i>	Alain Zaloum
<i>Comment conquérir l'Amérique en une nuit</i>	Dany Laferrière
<i>CQ2 – Seek you too</i>	Carole Laure
<i>Daniel et les Superdogs</i>	André Melançon
<i>Dans l'œil du chat</i>	Rudy Barichello
<i>Dans une galaxie près de chez vous</i>	Claude Desrosiers
<i>Le dernier tunnel</i>	Érik Canuel
<i>Elles étaient cinq</i>	Ghyslaine Côté
<i>Elvis Gratton XXX – La vengeance d'Elvis Wong</i>	Pierre Falardeau
<i>Eternal</i>	Wilhelm Liebenberg, Federico Sanchez
<i>Le golem de Montréal</i>	Isabelle Hayeur
<i>Le goût des jeunes filles</i>	John L'Écuyer
<i>L'incomparable mademoiselle C.</i>	Richard Ciupka
<i>Littoral</i>	Wajidi Mouawad
<i>Ma vie en cinémascope</i>	Denise Filiatreault
<i>Manners of Dying</i>	Jeremy Peter Allen
<i>Mémoires affectives</i>	Francis Leclerc
<i>Metallic Blues</i>	Danny Verete
<i>Monica la Mitrailleur</i>	Pierre Houle
<i>Nouvelle-France</i>	Jean Beaudin
<i>P3K Pinocchio 3000</i>	Daniel Robichaud
<i>La peau blanche</i>	Daniel Roby

Longs métrages destinés à la télévision

<i>Cirque Éloize, l'autre cirque</i>	Yann Langevin
<i>Cœur à bout</i>	Marcel Simard
<i>Deadly Encounter</i>	Richard Roy
<i>Les guerriers</i>	Micheline Lanctôt
<i>The Last Casino</i>	Pierre Gill
<i>The Last Sign</i>	Douglas Law
<i>Louise</i>	Jacques Renard
<i>La lune viendra d'elle-même</i>	Marie-Jan Seille
<i>Manon</i>	André Saint-Pierre
<i>Médecine sous influence</i>	Lina B. Moreco
<i>Mon fils sera Arménien</i>	Hagop Goudsouzian
<i>Musiques rebelles Americas</i>	Malcolm Guy, Marie Boti
<i>Ni rose ni bleu</i>	Joël Bertomeu
<i>Pendant que court l'assassin</i>	Magnus Isacsson
<i>La pension des étrangers</i>	Stella Goulet
<i>Le père de Gracile</i>	Lucie Lambert
<i>Le petit Jésus</i>	André-Line Beauparlant
<i>Soraida, une femme de Palestine</i>	Tahani Rached
<i>Le temps des Madelinots</i>	Richard Lavoie
<i>Tintamarre, la piste Acadie en Amérique</i>	André Gladu
<i>Zéro tolérance</i>	Michka Saäl

2003 qui comptait huit premières œuvres. Le résultat de cette année est plus modeste, mais demeure tout de même relativement élevé car il s'agit de 29 % de la production télévisuelle. Toutefois, on observe depuis quatre ans une forte tendance en ce sens, puisqu'il y a entre 23 % et 37 % de premières œuvres réalisées annuellement, quand les années antérieures en affichaient entre 6 % et 12 %.

Cette année, la télévision compte seulement deux coproductions, ce qui confirme une tendance à la baisse des partenariats internationaux en matière de longs métrages destinés à la télévision.

Le tournage en vidéo numérique domine largement ce segment de la production, surtout dans le domaine du documentaire; 10 productions de ce genre font usage de ce support. Au moins 12 productions ont fait entièrement ou partiellement appel à ce support, soit 57 % de la production télévisuelle. Il s'agit tout de même d'un ralentissement car, en 2003, 72 % des tournages télévisuels avaient été faits en numérique et, en 2002, ce taux atteignait 79 %. Par ailleurs, on dénombre trois productions sur pellicule 35 mm, trois autres productions sur super 16 et, enfin, trois autres sur vidéo analogique.

LES AUTRES MARCHÉS

On observe une forte croissance du nombre de longs métrages destinés au marché des salles non commerciales (salles parallèles, musées, etc.), à celui de la location ou de la vente directe, ou à d'autres marchés spécialisés. En effet, 17 productions ont été classées dans ce lot, soit 10 fictions et 7 documentaires. Ce phénomène s'explique notamment de deux façons : une augmentation des films à petit budget réalisés de manière artisanale, souvent avec des caméras miniDV numérique et sans le soutien des organismes publics ou du crédit d'impôt; un nombre croissant de longs métrages documentaires qui ne font pas l'objet d'une réelle exploitation commerciale – dont parfois une version plus courte existe pour la télévision –, mais qui sont projetés dans une salle spécialisée.

Parmi ces productions, 10 ont fait usage d'une caméra numérique, 4 de vidéo analogique, 2 de pellicule 16 mm et un de pellicule 35 mm. De plus, sept de ces longs métrages ont été réalisés par des cinéastes qui en étaient à leur premier film de 60 minutes et plus (37 %). Enfin, dans ce groupe, 10 productions ont été tournées en français, 3 en anglais, 3 en français et en anglais et une en français et en russe.

Longs métrages destinés aux autres marchés

A Year in the Death of Jack Richard
Acapulco Gold
L'arbre aux branches coupées
Bonzaïon
Le chalet
Comment devenir un trou de cul et enfin plaire aux femmes
Daytona
La dernière incarnation
Deux mille fois par jour
Discordia
Don Raoul
Jimmywork
The Man Who Learned to Fall
Mon ami Michel
Les Moscovites
Les moutons de Jacob
Tryst

Benjamin Paquette
 André Forcier
 Pascale Ferland
 Danny Gilmore, Clermont Jolicœur
 Jarrett Mann
 Roger Boire
 Amerika Orkestra
 Demian Fulca
 Myriam Pelletier-Gilbert, Stéphanie Lanthier
 Ben Addelman, Samir Mallal
 Hervé Misserey
 Simon Sauvé
 Garry Beitel
 Jean-Pierre Lefebvre
 Charles Barabé
 Jean-François Pothier
 John Ashmore

Liste des longs métrages documentaires

Production privée ou indépendante

L'arbre aux branches coupées
Cirque Éloïze, l'autre cirque
Cœur à bout
Daytona
Don Raoul
The Man Who Learned to Fall
Manon
Mon ami Michel
Musiques rebelles Americas
Ni rose ni bleu
Pendant que court l'assassin
Le petit Jésus

Pascale Ferland
 Yann Langevin
 Marcel Simard
 Amerika Orkestra
 Hervé Misserey
 Garry Beitel
 André Saint-Pierre
 Jean-Pierre Lefebvre
 Malcolm Guy, Marie Boti
 Joël Bertomeu
 Magnus Isacson
 André-Line Beauparlant

Productions de l'Office national du film (ONF)

Discordia
Médecine sous influence
Mon fils sera Arménien
Soraida, une femme de Palestine
Tintamarre, la piste Acadie en Amérique
Zéro tolérance

Ben Addelman, Samir Mallal
 Lina B. Moreco
 Hagop Goudsouzian
 Tahani Rached
 André Gladu
 Michka Saäl

Coproductions entre un producteur privé et l'ONF

Ce qu'il reste de nous
Deux mille fois par jour
Le temps des Madelinots

François Prévost, Hugo Latulippe
 Myriam Pelletier-Gilbert, Stéphanie Lanthier
 Richard Lavoie

Corrections de la liste des productions de 2003

Longs métrages destinés à la télévision

A Different Loyalty
Mary Shelley
Le rire de la mer
View of Terror
Voleurs

Marek Kaniewska
 Guylaine Dionne
 Claude Desrosiers
 Louis Bélanger
 Maureen Marovitch

Longs métrages destinés aux autres marchés

Elephant Shoes
Graveyard Alive – A Zombie Nurse in Love
Lakefront

Christos Sourligas
 Elza Kephart
 Doug Sutherland

Corrections de la liste des productions de 2002

Longs métrages destinés à la télévision

Trenet au Canada

Pierre Brochu

LES MAISONS DE PRODUCTION

Au total, 60 maisons de production privées québécoises ont travaillé à la réalisation des 59 longs métrages auxquels s'ajoutent 6 productions de l'Office national du film du Canada. La vaste majorité, c'est-à-dire 56 d'entre elles, n'ont travaillé qu'à une production et même parfois en coproduction avec une autre compagnie québécoise (cinq cas de ce type). Une entreprise (Cité-Amérique cinéma télévision) a produit trois projets et trois autres (ACPAV, Christal films productions et Zone 3) ont réalisé chacune deux titres au cours de l'année.

De plus, le bureau de l'ONF à Montréal a produit six longs métrages et trois coproductions avec des entreprises de production privée. Dans tous les cas, il s'agit de documentaires.

LA PARTICIPATION FINANCIÈRE DE LA SODEC

La Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) a investi plus de 13 782 000 M\$ dans 35 des 65 longs métrages terminés en 2004. Les investissements de la SODEC sont essentiellement consacrés aux longs métrages de fiction destinés à une exploitation en salle, puisque 21

des 27 films ont reçu de l'aide financière totalisant 12,5 M\$. La SODEC a investi dans 7 des 21 documentaires, soit 355 750 \$ au total. À cela s'ajoutent des investissements dans sept téléfilms et autres fictions, soit un total de 813 258 \$.

Enfin, tous les films répertoriés destinés aux salles ont fait appel au crédit d'impôt, à l'exception de la production de l'ONF – organisme public du gouvernement canadien –, qui n'est pas admissible à cette mesure fiscale. Ainsi, les 26 films de fiction exploités dans les salles ont pu obtenir 19,6 M\$ en crédit d'impôt. De même, 15 des 21 productions télévisuelles ont eu accès à cette mesure, soit un crédit d'impôt estimé à 3,8 M\$. De plus, 7 des 17 productions destinées aux autres fenêtres de diffusion ont fait appel à cette mesure fiscale, ce qui représente une somme totale de 663 555 \$. Bref, 48 productions ont obtenu une décision préalable favorable du crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise, soit 24,1 M\$ au total.

La production de 2004 s'inscrit dans la continuité. En effet, le volume de la production de longs métrages documentaires et de fiction se maintient, et l'usage du numérique comme format de production poursuit sa lancée. Enfin, on relève pour la troisième année consécutive un volume de premières œuvres qui dépasse le tiers des œuvres réalisées.



CHAPITRE 2

LE FINANCEMENT

Dominique Jutras

ENCORE PLUS DE PRODUCTIONS

La production cinématographique et télévisuelle atteint de nouveaux sommets, puisqu'on répertorie 565 nouvelles productions québécoises qui ont bénéficié du crédit d'impôt du Québec d'une valeur totale de production de 1 069,3 M\$. C'est la première fois que la barre du milliard de dollars est franchie. Ces résultats représentent, par rapport à l'année précédente, une augmentation de 2,5 % du nombre de titres produits et de 16,8 % de la valeur de production.

Les données confirment également la tendance à la hausse des budgets de production. D'ailleurs, le devis moyen est passé de 1,5 M\$ en 2001-2002 à 1,7 M\$ en 2002-2003, puis à 1,9 M\$ en 2003-2004, soit un devis moyen en hausse de 25 % en trois ans.

La répartition des sources de financement demeure sensiblement comparable à celle de l'année précédente. Ce qui démarque les résultats de cette année est d'abord un important investissement de distributeurs en production télévisuelle. Toutefois, cela repose sur seulement deux séries; il s'agit donc d'un cas particulier. Puis, on note une remontée en force du volume des prêts et commandites. Cette fois, l'écart repose sur deux longs métrages en coproduction qui ont des budgets largement supérieurs à la moyenne. Donc, il ne s'agit pas d'une tendance, mais d'un autre cas particulier.

Les émissions de variétés et les magazines avaient fortement augmenté en 2002-2003, comptant 225 productions, alors que, cinq ans auparavant, il n'y en avait que 65 (1998-1999). En 2003-2004, ce niveau s'est maintenu à 215 productions, et ce, bien que les filiales des télédiffuseurs n'aient plus accès au crédit d'impôt. En outre, compte tenu de la politique du Fonds canadien de télévision, certaines productions (des continuités de miniséries et de séries), auparavant considérées comme des magazines, sont désormais assimilées à des documentaires.



La Peau blanche
Photo : Izabel Zimmer

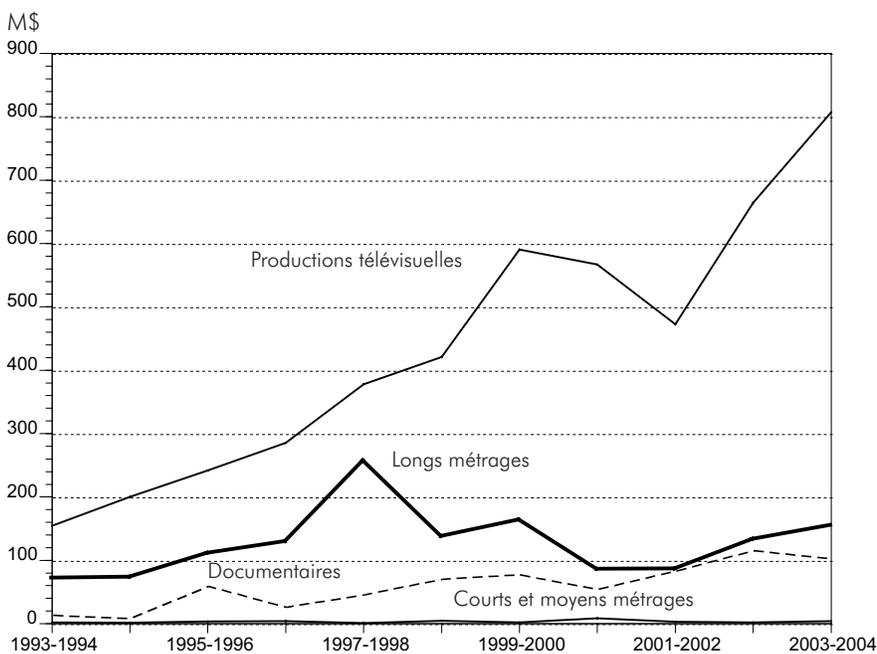
AVERTISSEMENT MÉTHODOLOGIQUE

- Les tableaux présentés ici portent sur le financement de la production cinématographique et télévisuelle indépendante. Ils sont le fruit de compilations faites à partir de la structure de financement de chacune des productions ayant fait appel au Programme de crédits d'impôt du Québec, en 2003-2004, et ayant obtenu de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) une décision préalable favorable émise en vertu du Règlement sur la reconnaissance d'un film comme film québécois, aux fins de l'application des règles du crédit d'impôt remboursable. De plus, les données fournies sont compilées à partir de la date d'émission de la décision préalable favorable, date qui n'est pas nécessairement la même que celle de la réalisation de l'œuvre.
- Les données relatives au financement des productions des sociétés d'État, telles que la Société Radio-Canada et Télé-Québec, ainsi que des télédiffuseurs privés, comme le Groupe TVA et Télévision Quatre-Saisons, sont exclues. Toutefois, les filiales des télédiffuseurs généralistes ont eu, de juin 1998 au 31 mars 2003, un accès limité au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise. De plus, entre juillet 1999 et le 31 mars 2003, ces mêmes filiales ont eu plein accès au crédit d'impôt pour des productions de fiction destinées aux marchés d'exportation, et non diffusées à l'antenne des télédiffuseurs québécois avant trois ans.
- Les données présentées dans ce chapitre ne tiennent pas compte des productions provenant de l'étranger qui auraient eu accès au crédit d'impôt pour services de production cinématographique ou télévisuelle, ni au crédit d'impôt pour le doublage. Les résultats relatifs à ces crédits d'impôt sont présentés au chapitre 11.
- La Direction générale de l'aide fiscale aux entreprises culturelles de la SODEC analyse, année après année, toujours plus de projets. L'augmentation du nombre

de projets acceptés est la concrétisation de cette progression. Tous les projets sont scrutés deux fois. En fait, un projet qui obtient une décision préalable favorable doit par la suite franchir l'étape de la certification finale. C'est à cette étape que certains d'entre eux, qui ne répondent plus aux critères établis pour diverses raisons, peuvent faire l'objet d'une révocation de la décision émise préalablement. Par ailleurs, d'autres projets – pour lesquels l'écart entre le devis initial et le coût réel de production est important – peuvent faire l'objet d'une décision préalable révisée.

- Les résultats de l'exercice 2003-2004 tiennent compte de 17 projets qui ont donné lieu à des révisions de décisions préalables émises au cours des années précédentes. Comme la règle appliquée dans le traitement des données consiste à comptabiliser l'écart entre la décision originale et la décision révisée, le projet révisé n'est pas dénombré une seconde fois.
- Parmi les critères de classification des longs métrages de fiction pour cette banque de données, lorsqu'un long métrage de fiction présente un important engagement d'un diffuseur sans une participation significative d'un distributeur national, il est généralement classé dans la catégorie des productions télévisuelles dès lors qu'il a davantage les attributs d'un téléfilm.
- Enfin, il est possible que des productions (essentiellement des miniséries ou des séries) ayant des continuités ou des « suites » d'une saison à l'autre, aient été classées auparavant dans la catégorie télévision, parce qu'elles avaient les caractéristiques d'un magazine, et qu'elles soient maintenant rangées dans la section documentaire. Ce changement est subordonné à l'application d'une règle du Fonds canadien de télévision (PDD) qui exclut les magazines. En conséquence, des producteurs ont démontré, à la satisfaction de cet organisme, que certains magazines avaient les attributs de documentaires. Aux fins de l'aide fiscale québécoise, cette distinction de genre ne modifie pas l'admissibilité, ni la somme du crédit d'impôt. Il a alors été convenu d'adopter la même catégorie que celle du Fonds canadien de télévision.

Figure 2.1
Valeur totale du financement, selon le type de production, Québec, 1993-1994 à 2003-2004



Source : SODEC.

Tableau 2.1
Nombre de productions et valeur totale du financement, selon le type de production, Québec, 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004

	2001-2002		2002-2003		2003-2004	
	n	\$	n	\$	n	\$
Longs métrages	25	85 793 391	33	132 514 464	34	154 259 263
Courts et moyens métrages	21	3 156 179	15	1 955 770	20	3 792 997
Documentaires	142	84 995 285	177	116 719 605	176	104 152 745
Productions télévisuelles	241	472 692 906	326	664 365 648	335	807 057 662
Total	429	646 637 761	551	915 555 487	565	1 069 262 667

Source : SODEC.

Le nombre de productions documentaires demeure toutefois identique (à une unité près) à celui de l'année précédente, soit 176 documentaires en 2003-2004, comparativement à 177 en 2002-2003.

Enfin, la répartition du financement selon quatre principaux ensembles – les revenus de marché, le financement public, le financement étranger et le financement privé canadien – indique que ce dernier a connu une croissance remarquable, soit une hausse de 37 % par rapport à l'année antérieure. Le financement public et les revenus de marché ont connu une progression presque identique, c'est-à-dire 15,7 % et 15,6 % de croissance respective. Pour sa part, le financement étranger a augmenté de 8,7 %.

Cette évolution est liée à plusieurs facteurs structurels et ponctuels qu'il n'est pas dans notre propos d'analyser ici.

 *Comment conquérir l'Amérique en une nuit*
 Photo : Boreal Films



Tableau 2.2

Sources de financement des productions ayant obtenu une décision préalable favorable, selon le type de production, Québec, 2003-2004

	Unité	Longs métrages de fiction	Courts et moyens métrages de fiction	Documentaires	Productions télévisuelles
Nombre de productions	n	34	20	176	335
Sources de financement					
Investissements	\$	86 609 276	1 900 635	35 440 647	189 777 911
Montants différés	\$	330 934	500 064	136 025	644 153
Autres apports	\$	23 824 772	952 098	25 193 831	128 625 634
Préventes	\$	11 093 061	440 200	40 265 439	290 964 020
Coproducteurs	\$	32 401 220	–	3 116 803	197 045 944
Total	\$	154 259 263	3 792 997	104 152 745	807 057 662

Source : SODEC.

Tableau 2.3

Répartition des sources de financement, selon le type de production, Québec, 2003-2004

	Longs métrages de fiction	Courts et moyens métrages de fiction	Documentaires	Productions télévisuelles
	%			
Investissements	56,1	50,1	34,0	23,5
Montants différés	0,2	13,2	0,1	0,1
Autres apports	15,4	25,1	24,2	15,9
Préventes	7,2	11,6	38,7	36,1
Coproducteurs	21,0	–	3,0	24,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : SODEC.

LA STRUCTURE DE FINANCEMENT

Il est clair qu'en 2003-2004, plusieurs facteurs combinés ont permis à la production québécoise de croître de près de 17 % et de dépasser un milliard de dollars en valeur de production, en comptant 565 nouvelles productions. Le budget de production moyen, quant à lui, a progressé de 13,9 % et se situe à 1,9 M\$, résultat tout de même moindre que les résultats antérieurs à 2000-2001, quand les devis moyens dépassaient 2 M\$ et atteignaient presque 3 M\$ en 1994-1995.

La principale source de financement, parmi les cinq postes budgétaires de la structure de financement, est celle des « préventes », soit 343 M\$ versés pour l'acquisition de droits de diffusion par les télédiffuseurs nationaux et étrangers, ou versés comme minimum garanti pour les droits de distribution sur les marchés par les distributeurs et les exportateurs. Ces revenus de marché représentent 32 % du financement global, et ils ont la même importance dans les devis de production que ceux de l'année précédente.

Les investissements constituent le deuxième poste budgétaire en importance, retenant une part des devis totaux un peu inférieure aux « préventes ». Ceux-là ont un apport de 314 M\$ et constituent 29,4 % du financement global comparativement à 32 % en

matière de préventes. En 2002-2003, les investissements totalisaient 249 M\$ et représentaient 27,2 % des devis totaux.

Les investissements sont composés des principales sources de financement public offertes par Téléfilm, la SODEC et le crédit d'impôt du Québec, ainsi que de fonds privés – par exemple le fonds Harold Greenberg, le fonds Shaw, le fonds Cogeco ou le fonds Rogers –, d'investissements de télédiffuseurs et de distributeurs et, bien sûr, des producteurs. D'autres partenaires peuvent également s'y joindre mais dans une proportion marginale. Le crédit d'impôt du Québec (une contribution du producteur) est de 141,3 M\$ et représente 13,2 % des devis totaux (ou 16,9 % du financement national). Les investissements de Téléfilm Canada atteignent 7,7 % des devis et 81,9 M\$, un sommet; ceux de la SODEC sont de 18,2 M\$,

soit 1,7 % des devis, et l'investissement direct des producteurs est de 50 M\$, soit 4,7 % des devis totaux. Dans ce dernier cas, bien qu'il s'agisse d'une progression de 40 % par rapport à l'année précédente, la part de leur investissement est assez conforme au niveau habituel de leur participation.

Les contributions de diverses provenances qui ne sont ni des investissements ni de l'acquisition de droits sont regroupées dans le poste des « autres apports ». Celui-ci est essentiellement constitué d'une importante contribution du Fonds canadien de télévision qui apporte 57,8 M\$ (5,4 % du financement total), soit une baisse de 10 % par rapport à l'année précédente, et du crédit d'impôt du Canada qui compte pour 64,5 M\$, soit 6 % des devis totaux. Enfin, les « prêts et commandites » ont connu une forte croissance; ils atteignent

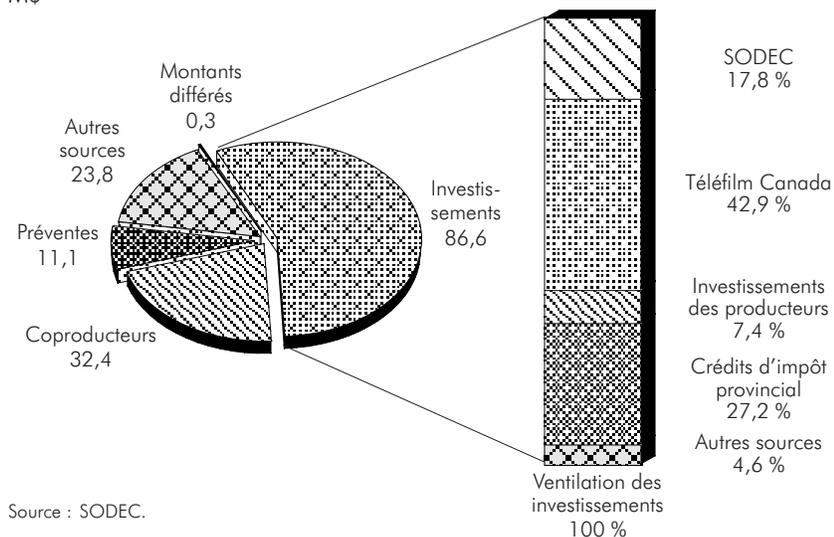
40,5 M\$ et comptent pour 3,8 % des devis totaux.

Enfin, la participation des coproducteurs n'a pas suivi la croissance générale de la valeur de production (16,8 %), affichant une hausse de 8,7 % de leur part. Il s'agit donc d'une baisse relative de son importance, puisque cet apport compte pour 21,7 % du devis total comparativement à 23,4 % l'année précédente. Au total, on compte 61 nouvelles coproductions comparativement à 71 l'année précédente. Ce sont 9 longs métrages, 9 documentaires et 43 productions télévisuelles qui ont été coproduits. Par ailleurs, 48 coproductions internationales se sont concrétisées avec 10 pays différents, dont 34 coproductions bipartites (avec un seul pays partenaire) et 14 tripartites et plus. On compte également 13 coproductions intracanadiennes qui ont nécessité la participation de cinq provinces canadiennes au total.

Figure 2.2

Sources de financement des longs métrages de fiction, Québec, 2003-2004

M\$



Source : SODEC.

LES LONGS MÉTRAGES

Cette année, le crédit d'impôt pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise a contribué à la production de 34 longs métrages de fiction, comme ils sont définis aux fins du crédit d'impôt et compilés pour cette étude, soit un de plus que l'année précédente. La moyenne annuelle, relevée depuis la mise en place de cette mesure fiscale, est de 28 longs métrages.

Le devis moyen de production, qui avait connu une progression notable en 2002-2003, bénéficie d'une croissance de 13 %; cette fois, il atteint 4,5 M\$, tandis qu'il était de 4,0 M\$ l'année précédente et de 3,4 M\$ en 2001-2002.

La coproduction est un facteur déterminant de la croissance globale des devis moyens de production, puisqu'elle permet généralement le financement de films plus ambitieux. Ainsi, le devis moyen des neuf longs métrages en coproduction est de 9,2 M\$, comparativement à 2,8 M\$ pour ce qui est des films entièrement québécois. En fait, ces neuf coproductions représentent à elles seules 54 % des devis totaux des 34 longs métrages financés durant l'année.

Le financement étranger, essentiellement constitué de l'apport des coproducteurs, connaît une réduction, passant de 47,3 M\$ à 32,4 M\$ en une année. Toutefois, l'analyse montre une constance dans la fluctuation annuelle des coproductions. Ainsi, en 1999-2000, en 2001-2002 et en 2003-2004, l'apport des coproducteurs se situe entre 21 % et 23 % des devis totaux de production, tandis qu'en 2000-2001 et en 2002-2003, cet apport varie de 32 % à 36 %. Il semble donc que le volume des coproductions comporte un processus cyclique.

Les revenus de marché (préventes aux télédiffuseurs et distributeurs), de 11 M\$, ne constituent que

7,2 % des devis de production. Il s'agit d'un déclin qui s'est amorcé en 2000-2001, quand ces revenus avaient constitué 17 % des devis. Les deux années suivantes, ils tombaient à 8 %. Le résultat de 2003-2004 est le plus faible jamais enregistré. Avant cette période, les revenus de marché pour les longs métrages oscillaient entre 20 % et 30 % des devis. Il semble y avoir une corrélation entre cette diminution de la contribution des télédiffuseurs et des distributeurs et les changements apportés par le gouvernement canadien à sa politique de soutien aux longs métrages. Ainsi, le financement public a augmenté grâce à la mise en place du Fonds du long métrage de Téléfilm Canada, dont la participation au devis de production passe de 11 % à 24 % durant cette même période, et atteint 37,2 M\$. Pendant ce temps, les investissements de la SODEC, qui étaient équivalents à ceux de Téléfilm en 2000-2001, soit de 9,3 M\$ ou 11 % des devis, ont augmenté de 5 M\$ tout en constituant 10 % des devis totaux.

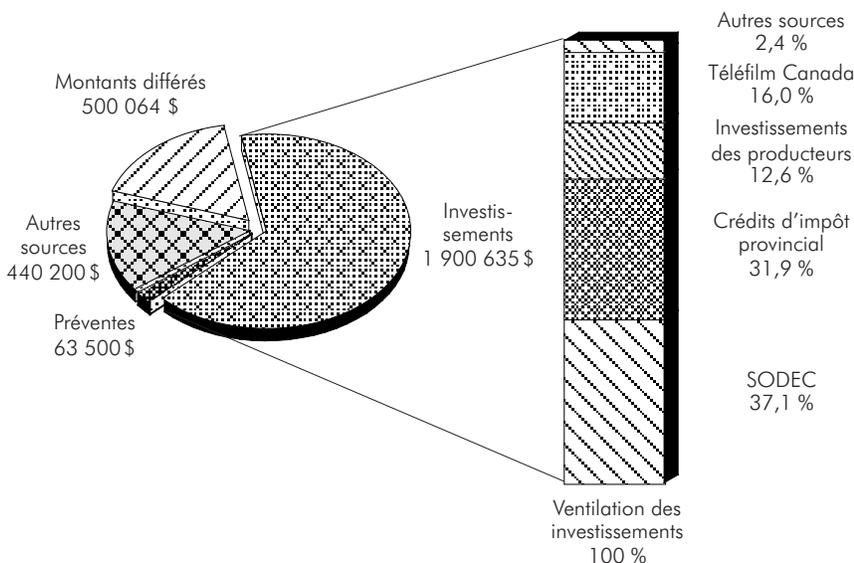
Ainsi, le financement public, en tant que principal moteur de la production de longs métrages, atteint un sommet en 2003-2004. C'est plus de 82,8 M\$ qui ont été injectés par les organismes publics et les gouvernements, soit 53,7 % des devis totaux. Cette participation a fortement progressé, puisque le financement public oscillait antérieurement entre 25 % et 40 %

des devis. En somme, le financement public des deux gouvernements a connu une importante croissance. Celui du Québec est passé de 28 M\$ à 39 M\$, c'est-à-dire une progression de 39 %, et celui du gouvernement fédéral a crû de 33,2 M\$ à 43,8 M\$, ou 32 %. La contribution du Québec est toujours fortement marquée par le crédit d'impôt, qui représente 15,3 % des devis totaux (ou 19,4 % de la part nationale).

Le financement privé canadien a également connu une importante croissance, passant de 13,1 M\$ à 27,9 M\$ en une année. Cette participation de 18 % dans les devis est comparable à celle de 2001-2002. La progression de ce financement repose essentiellement sur l'augmentation des « prêts et commandites », grâce à trois films tournés en langue anglaise et un film tourné en français : ces quatre films affichent les plus importants devis de production. Dans une moindre mesure, on note aussi l'investissement des maisons de production qui totalise 6,4 M\$, ou 4,2 % du financement total, résultat assez similaire à celui des autres années.

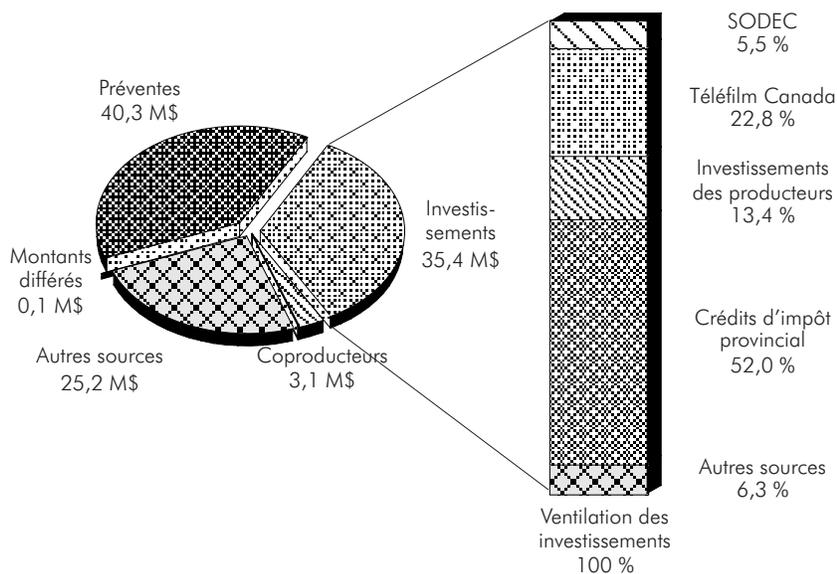
Enfin, 27 des 34 films sont des productions en langue française, soit 79 % des longs métrages de fiction comparativement à 70 % l'année précédente.

Figure 2.3
Sources de financement des courts et moyens métrages de fiction, Québec, 2003-2004



Source : SODEC.

Figure 2.4
Sources de financement des documentaires, Québec, 2003-2004



Source : SODEC.

LES COURTS ET MOYENS MÉTRAGES DE FICTION

On compte 20 courts et moyens métrages de fiction produits cette année, soit 5 films de plus que l'année précédente, mais le même niveau qu'en 2001-2002, quand 21 courts et moyens métrages de fiction avaient été produits. La valeur globale des devis de production est de 3,8 M\$, tandis que le devis moyen par production est de 189 650 \$. Le financement des courts et moyens métrages de fiction repose essentiellement sur le financement public, puisqu'il constitue 57,7 % des devis de production, ainsi que sur le financement privé (30,7 %) et, dans une faible proportion, sur les revenus de marché qui sont de 440 200 \$, soit 11,6 % des devis totaux. Il n'y a aucun apport de coproducteur. En fait, la SODEC fournit la principale contribution (706 000 \$), suivie de près par le crédit d'impôt du Québec (605 662 \$). En fait, ces deux sources de financement public québécois comptent pour 34,6 % du financement total.

LES DOCUMENTAIRES

Après avoir connu une recrudescence, au cours des cinq dernières années, le nombre de documentaires produits se maintient au niveau de l'année précédente, soit 176 productions. Par contre,

la valeur totale de production a diminué de 10,8 %, passant de 116,7 M\$ à 104,2 M\$. En conséquence, le devis moyen d'un documentaire baisse. Il s'établit à 591 777 \$, soit assez près du devis moyen enregistré au cours des 13 dernières années (600 725 \$). Comme l'année précédente, le lot comporte une production de format géant (IMAX).

Ce résultat s'explique par l'importante baisse de l'apport des coproducteurs, comme on l'indique dans la section s'y rapportant, qui passe de 18,3 M\$ en 2002-2003 à 3,1 M\$ en 2003-2004. Dans une moindre mesure, il faut noter aussi la diminution de la participation des distributeurs, qui passe de 5,5 M\$ à 1,5 M\$ et celle des télédiffuseurs étrangers (de 6,3 M\$ à

4,2 M\$). En contrepartie, le préachat de droits par les télédiffuseurs nationaux (français et anglais) connaît une hausse significative. D'ailleurs, les télédiffuseurs de langue française injectent en préachat l'équivalent de 19,5 % des devis de production, soit 20,3 M\$. Le crédit d'impôt du Québec compte presque autant, soit 18,4 M\$ ou 17,7 % des devis totaux (18,2 % du financement national). Pour sa part, le Fonds canadien de télévision injecte 12,7 M\$.

LES PRODUCTIONS TÉLÉVISUELLES

En 2003-2004, on compte 335 projets d'émission unique, de minisérie et de série, qui peuvent être des dramatiques, des variétés, des

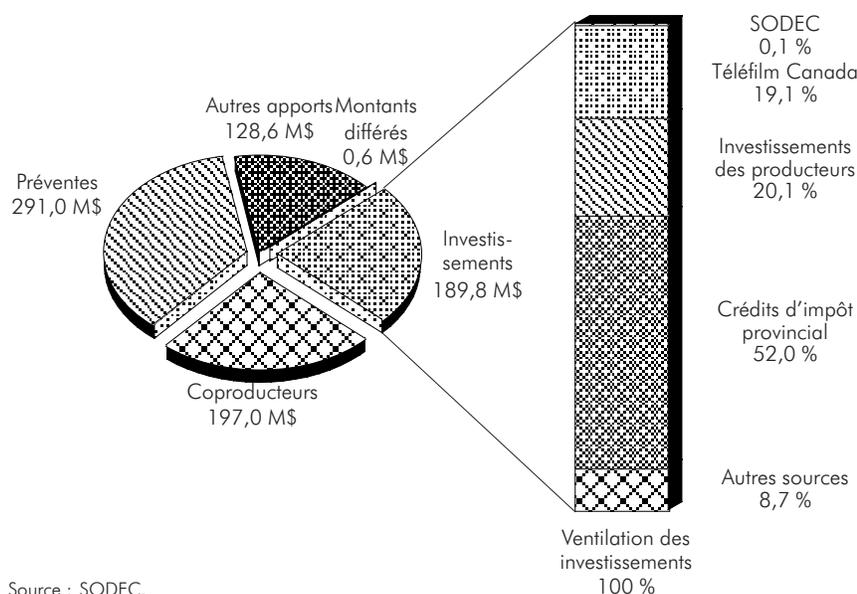
magazines, des captations, des interview-variétés (talk-show), de l'animation, etc. qui ont eu accès au crédit d'impôt remboursable du gouvernement du Québec, soit neuf émissions de plus qu'en 2002-2003. Une fois additionnés, les devis représentent un volume de production de 807,1 M\$, soit 142,7 M\$ de plus que l'année précédente, ou une croissance de 21,5 %.

Cette forte progression de la valeur de production a pour incidence un accroissement du devis moyen de production qui s'établit à 2,4 M\$ comparativement à 2 M\$ l'année précédente. Il s'agit d'un résultat qui se rapproche de la moyenne de 2,5 M\$ établie à partir des données des 13 années d'existence du crédit d'impôt.

La production télévisuelle se compose majoritairement de magazines et de variétés, qui sont passés de 62 en 1998-1999 à 121 en 1999-2000, puis à 215 en 2003-2004. Ces deux catégories de productions disposent de budgets inférieurs à la moyenne. En 2003-2004, le devis moyen d'une émission de variétés ou d'un magazine est de 895 969 \$, comparativement à 716 000 \$ en 2002-2003. Le budget moyen des autres productions télévisuelles (fiction, animation, etc.) est de 5,1 M\$.

Il est utile de jeter un éclairage plus précis sur les magazines et les variétés. Ainsi, 124 séries de magazines ont été produites au cours

Figure 2.5
Sources de financement des productions télévisuelles,
Québec, 2003-2004



Source : SODEC.

de l'année, d'un devis moyen de 743 197 \$. Les variétés sont scindées en deux groupes : d'abord, les variétés à proprement parler qui se composent de 14 émissions uniques, de 6 miniséries et de 26 séries, dont le devis moyen est respectivement de 346 490 \$, de 766 199 \$ et de 2 394 832 \$. Puis, les captations de spectacles de variétés se composent de 26 émissions uniques, de 9 miniséries et de 10 séries; les devis moyens de production sont respectivement de 301 589 \$, de 317 728 \$ et de 1 806 243 \$.

L'apport relatif des revenus de marché, c'est-à-dire des « préventes », dans le financement de la production télévisuelle indépendante, poursuit sa descente après avoir atteint un sommet en 2000-2001 avec 44,4 % des devis globaux, tandis qu'il représente 36 % en 2003-2004. Néanmoins, la valeur de la contribution a augmenté de 16,9 %, passant de 248,8 M\$ à 291,0 M\$. Cet écart entre la part relative des revenus de marché et la croissance de la valeur des préachats s'explique notamment par le renforcement des autres segments du financement, en particulier par la participation des coproducteurs qui connaît une recrudescence importante amorcée l'année précédente. Pour mémoire, l'apport des coproducteurs était de 60,6 M\$ en 2001-2002, tandis qu'il est de 197,0 M\$ en 2003-2004, soit 24,4 % du financement des productions télévisuelles, tandis que

cette participation comptait pour 12,8 % des devis deux ans auparavant.

À cela s'ajoute une augmentation de 33,1 % des investissements, dont la principale part vient d'un accroissement de l'investissement des producteurs, qui passe de 21,8 M\$ à 38,2 M\$, soit une hausse de 74,6 % en une année. Cela s'explique par un important investissement d'un distributeur dans deux séries d'animation; habituellement, ce type d'investissement n'existe pas.

Quant aux « autres apports », de 128,6 M\$ (16 % du devis), ils affichent une légère augmentation de 3,3 % dans le financement des productions. En fait, cette faible croissance vient de ce que le Fonds canadien de télévision a réduit sa participation globale; auparavant, ce poste avait tendance à progresser au rythme de la croissance du secteur. Toutefois, seulement 64 productions télévisuelles sur les 335 enregistrées ont eu accès à ce fonds, soit une participation moyenne de 670 571 \$, comparativement à 110 productions, en 2002-2003, dont la participation moyenne était de 450 472 \$. Donc, l'accès au Fonds aurait été réduit; par contre, la somme octroyée par projet aurait augmenté en moyenne de 220 100 \$.

Tout de même, la première source de financement provient des préachats effectués par les télédiffuseurs québécois de langue

française (157,4 M\$), soit 19,5 % des devis cumulés. La seconde en importance est le crédit d'impôt du Québec, d'un apport de 98,7 M\$, soit 12,2 % des devis totaux (ou 16,2 % du financement national).

LA COPRODUCTION

Le rôle joué par la coproduction dans la progression de la production québécoise mérite qu'on en fasse l'analyse, même sommaire.

La coproduction de longs métrages

Depuis la mise en place du crédit d'impôt, l'apport des coproducteurs étrangers aux longs métrages de fiction se situait, selon les années, entre 17 % et 25 % du devis de production. Il y a trois exceptions à ces résultats, soit en 1998-1999, quand cet apport avait été exceptionnellement élevé, atteignant 42 % des devis totaux. Puis, en 2000-2001, où l'apport des coproducteurs totalisait 27,1 M\$, soit 31,8 % du total des devis et, enfin, en 2002-2003, où les coproducteurs ont investi 47,3 M\$ dans la production de films québécois, soit 35,7 % des devis totaux. Durant ces années, le nombre de coproductions variait entre 6 et 13 annuellement; en 2002-2003, il se situait à 13 coproductions (dont une intracanadienne avec le Nouveau-Brunswick). Les résultats de 2003-2004 ne font pas partie des exceptions et s'inscrivent

davantage dans la lignée générale avec neuf coproductions, dont une intracanadienne avec l'Alberta. En effet, l'apport des coproducteurs a été de 32,4 M\$ par rapport à des devis de 83,3 M\$. Par ailleurs, la valeur de ces coproductions a constitué 54 % des devis totaux et 26 % des titres.

La coproduction de documentaires

Contrairement au long métrage et à la production télévisuelle, la coproduction en documentaires est anémique. L'apport des coproducteurs est de 3,1 M\$, ce qui constitue une chute, et il ne représente plus que 3 % dans les devis de production. Toutefois, cet apport connaît d'importantes fluctuations d'une année à l'autre. Ainsi, l'année précédente, l'apport des coproducteurs représentait 15,7 % des devis, tandis qu'en 2000-2001, il était de 7,4 %.

En 2003-2004, il y a eu 9 coproductions, dont 3 intracanadiennes, pour des devis totaux de 6,5 M\$, comparativement à 26 coproductions en 2002-2003 dont 8 coproductions intracanadiennes. Cette année, 5 % des titres sont des coproductions qui représentent 6,3 % des devis. Un seul projet de coproduction présente un devis supérieur à 1 M\$.

La coproduction de productions télévisuelles

La présence de coproducteurs dans la production télévisuelle est à son niveau le plus élevé, avec 43 coproductions financées en 2003-2004 comparativement à 32 coproductions en 2002-2003. Parmi les 43 coproductions télévisuelles, on recense 9 coproductions intracanadiennes, comparativement à 7 en 2002-2003. Les coproductions comptent pour 13 % du nombre de titres, mais pour 43 % des devis totaux de production. En effet, les devis totaux des coproductions totalisent 346,8 M\$, tandis que les productions entièrement québécoises atteignent 460,3 M\$. En fait, 26 coproductions (61 %) ont un devis supérieur à 5 M\$, comparativement à 24 productions entièrement québécoises (8 %) qui ont un devis de cette importance.

Il est donc évident que l'apport des coproducteurs est une source de financement très importante dans la production télévisuelle. Elle constitue une masse monétaire beaucoup plus notable qu'en ce qui concerne le long métrage, soit une participation record totalisant 197,1 M\$ ou 24,4 % des devis totaux en télévision.

LE FINANCEMENT PUBLIC

La valeur du financement national (part québécoise du financement total) des 565 productions cinématographiques et télévisuelles québécoises est de 836,7 M\$. De cette somme, 329,8 M\$ proviennent directement ou indirectement des gouvernements fédéral et québécois, soit 39,4 % du financement national. L'année précédente, cette contribution était de 285,1 M\$. Toutefois, on constate une baisse relative de l'apport public, car cette somme représentait alors 40,6 % du financement national.

L'attribution et la répartition du soutien public reposent sur différents programmes et mesures complémentaires. Pour les besoins de l'analyse, convenons qu'il y a un financement direct et un financement indirect. En d'autres termes, les « investissements publics directs » sont essentiellement composés des investissements de Téléfilm Canada et de la SODEC, deux organismes chargés de soutenir le cinéma et la production télévisuelle, qui interviennent dans la limite des crédits qui leur sont attribués par les gouvernements. En 2003-2004, c'est 102,6 M\$ qui proviennent d'investissements

publics directs comparativement à 86,3 M\$ l'année précédente; pour chacune des années, il s'agit d'une contribution de 12,3 % au financement national. L'augmentation est principalement attribuable à la contribution de la SODEC, en hausse de 27,8 %, tandis que les engagements de Téléfilm Canada progressent de 22 %. Depuis 1991-1992 (mise en place du crédit d'impôt du Québec), les investissements publics directs ont connu une croissance annuelle moyenne de 5 %.

Pour sa part, le « financement public indirect » est attribué sur la

base des coûts de production. Tel est notamment le cas des mesures fiscales du Québec et du fédéral, ainsi que du Fonds canadien de télévision dont la limite des disponibilités financières a modifié l'étendue du soutien. En général, la somme de l'aide est proportionnelle au volume de production. Toutes ces mesures contribuent pour 227,2 M\$ ou 27,2 % du financement national des productions. Ce type de financement a connu une croissance annuelle moyenne de 20,1 % depuis 1991-1992.

Enfin, l'accompagnement de la production cinématographique et télévisuelle par le soutien public a progressé moins rapidement que les autres sources de financement. Depuis la mise en place du crédit d'impôt à la production cinématographique et télévisuelle, il y a 13 ans, la valeur de la production a connu une croissance annuelle moyenne de 15,9 %. De son côté, le financement public a progressé en moyenne de 12,2 % annuellement. Par ailleurs, le taux de croissance annuel moyen des revenus de marché est de 17,5 %, celui du

Tableau 2.4

Financement public¹, selon le type de production, Québec, 2003-2004

Sources de financement	Longs métrages de fiction	Courts et moyens métrages de fiction	Documentaires	Productions télévisuelles	Total	
					\$	%
Investissements publics directs	53 329 526	1 010 260	11 292 377	36 983 455	102 615 618	9,6
SODEC	15 414 618	706 000	1 953 900	130 000	18 204 518	1,7
Téléfilm Canada	37 189 907	304 260	8 090 372	36 318 455	81 902 994	7,7
ONF	–	–	1 248 105	–	1 248 105	0,1
Mini-traité	725 001	–	–	535 000	1 260 001	0,1
Financement public indirect	29 510 864	1 275 034	32 373 711	164 126 876	227 286 485	21,3
Crédits d'impôt du Québec	23 598 149	605 662	18 391 102	98 692 046	141 286 959	13,2
Crédits d'impôt du Canada	4 953 869	115 089	7 976 633	51 464 557	64 510 148	6,0
FCT ²	628 977	139 090	4 002 278	13 496 752	18 267 097	1,7
ONF	59 369	118 893	225 711	21 021	424 994	0,0
Conseil des arts du Canada	235 000	182 000	136 000	–	553 000	0,1
Autres	35 500	114 300	1 641 987	452 500	2 244 287	0,2
Financement public total	82 840 390	2 285 294	43 666 088	201 110 331	329 902 103	30,9
Part du financement canadien	121 858 043	3 792 997	101 035 942	610 011 718	836 698 700	78,3
Financement total ³	154 259 263	3 792 997	104 152 745	807 057 662	1 069 262 667	100,0
Investissements publics directs/ financement public total (%)	64,4	44,2	25,9	18,4	31,1	
Financement public total/ part du financement canadien (%)	68,0	60,3	43,2	33,0	39,4	
Financement public/total (%)	53,7	60,3	41,9	24,9	30,9	

1. Excluant les productions non admissibles au Programme québécois de crédits d'impôt.

2. En 2003-2004, selon le rapport d'activités du Fonds canadien de télévision, 31,4 % du budget du Programme de droits de diffusion (PDD) provient du gouvernement fédéral. L'autre partie provient des câblodistributeurs et des services de radiodiffusion directe (SRD) canadiens.

3. Pour 34 longs métrages de fiction, 20 courts et moyens métrages de fiction, 176 documentaires et 335 productions télévisuelles.

Source : SODEC.

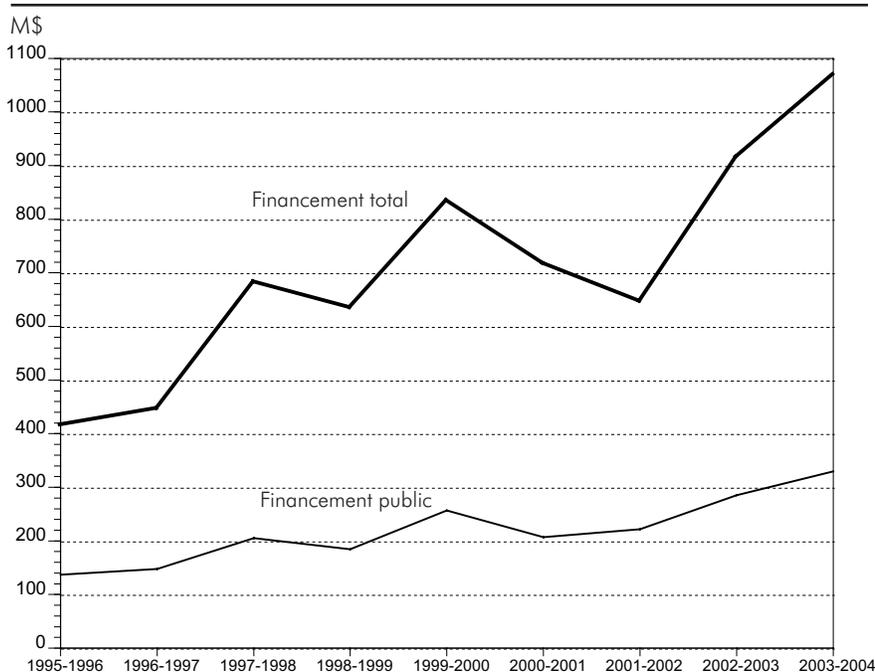
Tableau 2.5
Financement public et total, Québec, 1998-1999 à 2003-2004

	Financement public	Financement total	Public/total
	M\$		%
1998-1999	201,1	634,5	31,7
1999-2000	256,5	834,4	30,7
2000-2001	206,7	716,8	28,8
2001-2002	221,6	646,6	34,3
2002-2003	285,1	915,6	31,1
2003-2004	329,9	1 069,3	30,9

Source : SODEC.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 2.6
Financement public et total, Québec, 1995-1996 à 2003-2004



Compilation : Institut de la statistique du Québec.

financement étranger, de 18,4 %, et celui du financement privé, de 19,3 %.

Est-ce que cela démontre l'effet de levier du financement public? Pour répondre à cette hypothèse, il faudrait procéder à une analyse qui tiendrait compte de divers facteurs externes. Néanmoins, on observe une croissance du volume de production dans le contexte d'une diminution relative de la participation financière de l'État relayée par de meilleurs revenus de marché et autres sources de financement.

LA PARTICIPATION DU FÉDÉRAL

La contribution globale du gouvernement canadien est de 170,3 M\$, comparativement à 151,2 M\$ l'année précédente, soit une hausse de 12,7 %. Cet apport représente 20,4 % de la partie nationale du financement. Il consiste en l'addition de l'aide directe provenant de Téléfilm Canada (incluant le PPC et la part du PDD provenant du gouvernement canadien), du mini-traité Canada-France et de l'Office national du film, auxquelles s'ajoute l'aide indirecte constituée du crédit d'impôt du Canada, des participations en services de l'Office

national du film ou en subventions du Conseil des arts du Canada, ainsi que du Programme de droits de diffusion (PDD) administré par le Fonds canadien de télévision (FCT) auquel le gouvernement du Canada participe cette année pour 31,4 % (selon l'étude du rapport annuel 2003-2004).

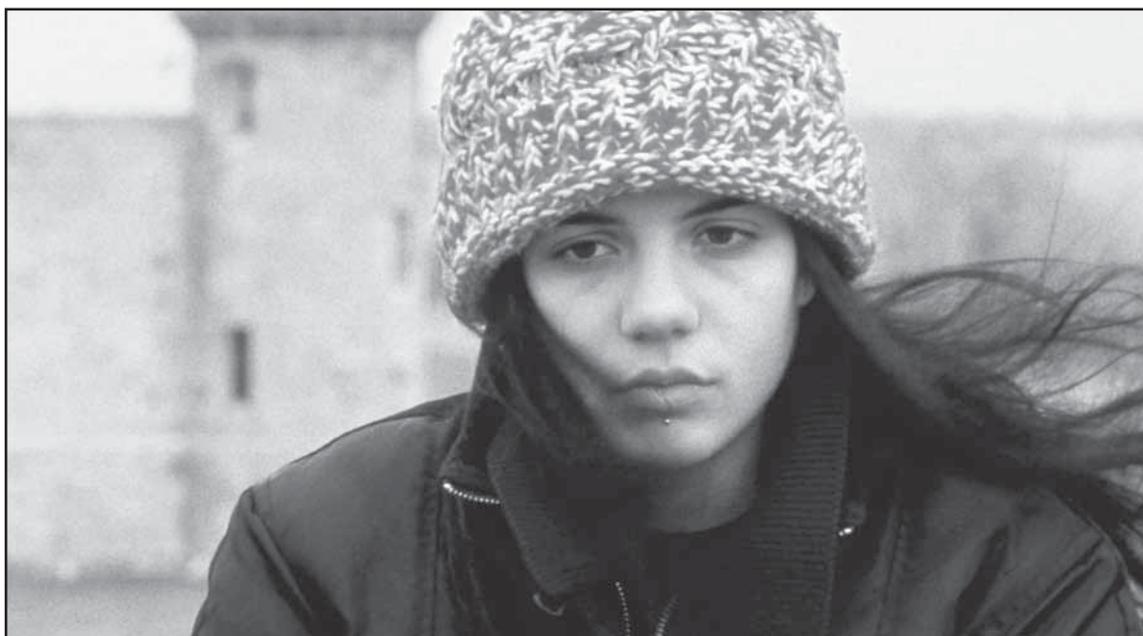
À elle seule, la production télévisuelle reçoit 89,4 M\$, soit 52,5 % du soutien versé par le gouvernement fédéral. Quant au long métrage de fiction, il obtient 43,8 M\$, le documentaire reçoit 23,3 M\$ et, enfin, les courts et moyens métrages de fiction, 878 284 \$.

LA PARTICIPATION DU QUÉBEC

Le soutien direct et indirect du gouvernement québécois est de 159,5 M\$ (la participation la plus élevée à ce jour), comparativement à 133,9 M\$ l'année précédente. Cette contribution a constitué, dans les deux cas, 19 % du financement national. L'écart avec la contribution fédérale est de 11 M\$.

La participation québécoise provient exclusivement de deux programmes administrés par la

SODEC, soit le Programme d'aide au cinéma et à la production télévisuelle et le Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise. Donc, le Québec contribue pour 98,8 M\$ à la production télévisuelle, pour 39,0 M\$ à la production de longs métrages de fiction, pour 20,3 M\$ à la production documentaire et pour 1,3 M\$ à celle des courts et moyens métrages de fiction.



CQ2 - Seek you too

Photo : Nicole Rivelli

Tableau 2.6

Structure de financement¹, selon le type de production, Québec, 2003-2004

Sources de financement	Longs métrages de fiction		Courts et moyens métrages de fiction		Documentaires		Productions télévisuelles		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
A. Investissements	86 609 276	56,1	1 900 635	50,1	35 440 647	34,0	189 777 911	23,5	313 728 469
SODEC	15 414 618	17,8	706 000	37,1	1 953 900	5,5	130 000	0,1	18 204 518
Téléfilm Canada	37 189 907	42,9	304 260	16,0	8 090 372	22,8	36 318 455	19,1	81 902 994
ONF	–	–	–	–	1 248 105	3,5	–	–	1 248 105
Producteurs									
Investissements	6 416 787	7,4	238 713	12,6	4 754 248	13,4	38 159 199	20,1	49 568 947
Crédits d'impôt du Québec	23 598 149	27,2	605 662	31,9	18 391 102	51,9	98 692 046	52,0	141 286 959
Télédiffuseurs français	2 614 814	3,0	–	–	–	–	426 278	0,2	3 041 092
Télédiffuseurs anglais	–	–	–	–	–	–	470 000	0,2	470 000
Mini-traité	725 001	0,8	–	–	–	–	535 000	0,3	1 260 001
Distributeurs	–	–	–	–	–	–	12 143 739	6,4	12 143 739
Autres	650 000	0,8	46 000	2,4	1 002 920	2,8	2 889 855	1,5	4 588 775
Avances spéciales	–	–	–	–	–	–	13 339	0,01	13 339
Apports nets d'investisseurs privés	–	–	–	–	–	–	–	–	–
B. Montants différés	330 934	0,2	500 064	13,2	136 025	0,1	644 153	0,1	1 611 176
Scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.	323 814	97,8	444 919	89,0	113 318	83,3	644 153	100,0	1 526 204
Maisons de service	7 120	2,2	55 145	11,0	22 707	16,7	–	–	84 972
C. Autres apports	23 824 772	15,4	952 098	25,1	25 193 831	24,2	128 625 634	15,9	178 596 335
Crédits d'impôt du Canada	4 953 869	20,8	115 089	12,1	7 976 633	31,7	51 464 557	40,0	64 510 148
ONF	59 369	0,2	118 893	12,5	225 711	0,9	21 021	0,02	424 994
Conseil des arts du Canada	235 000	1,0	182 000	19,1	136 000	0,5	–	–	553 000
Prêts et commandites	16 453 634	69,1	238 363	25,0	1 114 066	4,4	22 730 908	17,7	40 536 971
Fond canadien de télévision	2 000 000	8,4	139 090	14,6	12 726 311	50,5	42 916 521	33,4	57 781 922
Services de télédiffuseurs	–	–	2 400	0,3	187 840	0,7	9 601 680	7,5	9 791 920
Autres	122 900	0,5	156 263	16,4	2 827 270	11,2	1 890 947	1,5	4 997 380
D. Préventes	11 093 061	7,2	440 200	11,6	40 265 439	38,7	290 964 020	36,1	342 762 720
Télédiffuseurs français	955 000	8,6	266 200	60,5	20 343 688	50,5	157 374 523	54,1	178 939 411
Télédiffuseurs anglais	175 000	1,6	173 000	39,3	5 991 693	14,9	43 195 081	14,8	49 534 774
Télédiffuseurs hors Québec	120 000	1,1	–	–	4 188 366	10,4	18 386 340	6,3	22 694 706
Distributeurs	6 687 811	60,3	1 000	0,2	1 481 644	3,7	22 248 006	7,6	30 418 461
Exportateurs	170 000	1,5	–	–	1 120 768	2,8	10 992 416	3,8	12 283 184
Distributeurs étrangers	2 985 250	26,9	–	–	7 139 280	17,7	38 767 654	13,3	48 892 184
Part canadienne totale (A-D)	121 858 043	79,0	3 792 997	100,0	101 035 942	97,0	610 011 718	75,6	836 698 700
E. Coproducteurs	32 401 220	21,0	–	–	3 116 803	3,0	197 045 944	24,4	232 563 967
Coproducteurs	32 401 220	100,0	–	–	3 116 803	100,0	197 045 944	100,0	232 563 967
Financement total^{2,3}	154 259 263	100,0	3 792 997	100,0	104 152 745	100,0	807 057 662	100,0	1 069 262 667

1. Excluant les productions non admissibles au Programme québécois de crédits d'impôt.

2. Le nombre de projets et les résultats présentés tiennent compte de 17 décisions révisées (4 longs métrages de fiction, 4 documentaires et 9 productions télévisuelles).

3. Pour 34 longs métrages de fiction, 20 courts et moyens métrages de fiction, 176 documentaires et 335 productions télévisuelles.

Source : SODEC.



CHAPITRE 3

LE CLASSEMENT DES FILMS

Benoit Allaire et Denis Ouellette-Roussel

Le mandat de la Régie du cinéma comprend notamment la responsabilité de classer tous les films exploités sur le marché québécois. Le classement est fait, dans un premier temps, par catégorie d'âge des spectateurs auxquels les films s'adressent et, dans un deuxième temps, selon que le film sera présenté en public ou commercialisé sur support vidéo pour le visionnement privé. Par ailleurs, il faut préciser que le nombre de films classés ne correspond pas nécessairement à celui des films sortis au Québec. En effet, une production peut être classée plus d'une fois si elle est soumise à la Régie dans une version en langue différente ou d'une durée qui varie de plus ou moins cinq minutes par rapport à toute autre version classée précédemment.

LE NOMBRE DE FILMS CLASSÉS

En 2004, la Régie du cinéma a procédé au classement de 17 043 films, soit 14 812 longs métrages, 1 660 courts métrages et 571 films annonces. Par rapport aux 16 191 films classés en 2003, ce total représente 5,3 % de plus. Cette augmentation de 852 films est principale-

ment attribuable à la hausse de 494 longs métrages, passés de 14 319 en 2003 à 14 812 en 2004. Mais, dans la mesure où une tendance à la baisse était observée au chapitre des courts métrages en 2002 (-13,6 %) ainsi qu'en 2003 (-6,2 %) et qu'une forte croissance est, à l'inverse, remarquée en 2004 (30,9 %), cette augmentation de l'ensemble des films s'explique aussi et surtout par les 392 courts métrages



C'est pas moi, c'est l'autre
Photo : Serge Gauvin

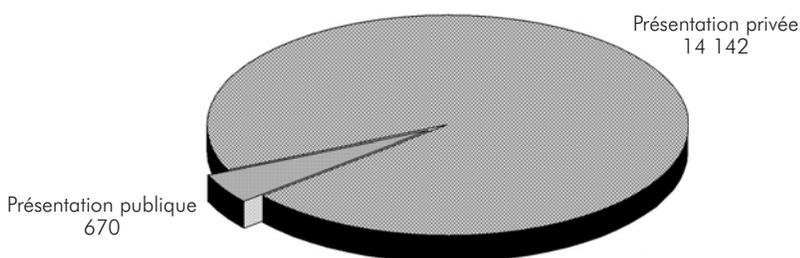
Tableau 3.1
Nombre de films classés¹, Québec, 2000-2004

	2000	2001	2002	2003	2004
	n				
Longs métrages	9 828	10 481	12 239	14 319	14 812
Présentation publique	518	531	576	637	670
Visionnement privé	9 310	9 950	11 663	13 682	14 142
Courts métrages	1 447	1 564	1 352	1 268	1 660
Présentation publique	48	33	38	42	44
Visionnement privé	1 399	1 531	1 314	1 226	1 616
Films annoncés	473	547	574	604	571
Présentation publique	470	547	574	604	571
Visionnement privé	3	-	-	-	-
Total	11 748	12 592	14 165	16 191	17 043

1. Un film peut avoir été classé plusieurs fois en fonction de la langue et du métrage.

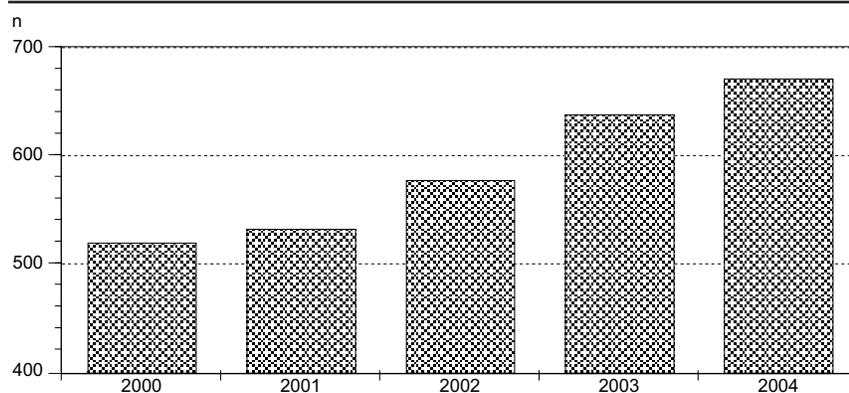
Source : Régie du cinéma du Québec.

Figure 3.1
Nombre de longs métrages classés, destinés à être présentés en public ou en visionnement privé, Québec, 2004



Source : Régie du cinéma du Québec.

Figure 3.2
Nombre de longs métrages classés, destinés à être présentés en public, Québec, 2000-2004



Source : Régie du cinéma du Québec.

de plus en 2004, d'autant qu'ils justifient 46,0 % de l'augmentation, cependant que la catégorie ne comporte que 9,7 % des films classés en 2004. Par ailleurs, le taux de croissance annuel moyen du nombre de films classés entre 2000 et 2004 est de 9,7 %. Pendant la première moitié de la décennie, ce taux est de 10,8 % pour les longs métrages, de 3,5 % pour les courts métrages et de 4,8 % pour les films annoncés. L'importante augmentation du nombre de courts métrages observée en 2004 vient contrecarrer le taux de décroissance annuel moyen de 5,9 % observé entre 1999 et 2003.

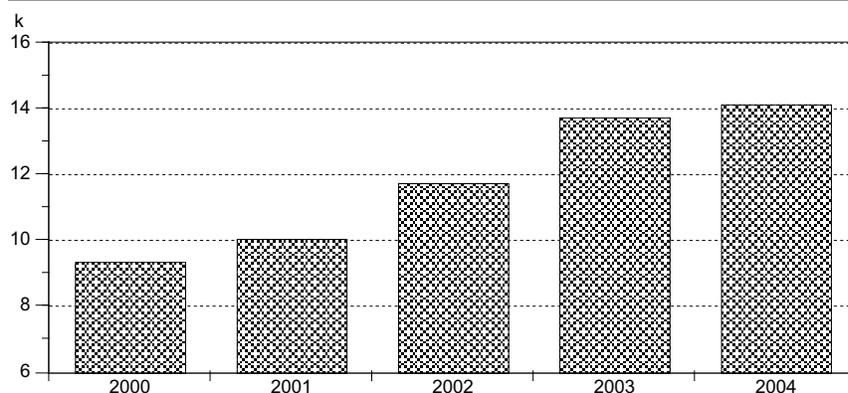
Comme en 2003, la hausse du nombre de longs métrages classés (493 de plus en 2004) est essentiellement attribuable aux films destinés au visionnement privé, puisque leur nombre est passé de 13 682 en 2003 à 14 142 en 2004, soit 460 films de plus. Quant à ceux qui sont destinés à la présentation publique, leur nombre a augmenté de 5,2 %, passant de 637 à 670. De 2000 à 2004, les longs métrages destinés au visionnement privé, qui expliquent approximativement 95,0 % des hausses annuelles du nombre de longs métrages, ont un taux de croissance annuel moyen de 11,0 %. Ce taux est de 6,6 % pour ce qui est des longs métrages destinés à la présentation publique, et ce, grâce à la reprise commencée en 2001 après 10 années de décroissance continue. À titre

de comparaison, la Régie du cinéma avait classé, en 1992, 1 960 longs métrages destinés à la présentation publique.

En 2004, la croissance du nombre de courts métrages s'explique par la forte hausse des courts métrages destinés au visionnement privé, passés de 1 226 à 1 616. Contrastant avec les baisses de 14,2 % en 2002 et de 6,7 % en 2003, cette hausse de 31,8 % résulte du nombre le plus bas et du nombre le plus élevé dans la catégorie depuis 2000; elle est, toutes catégories confondues, la plus forte augmentation observée pendant la première moitié de la décennie. Elle permet aussi qu'au taux de décroissance annuel moyen de 5,9 % observé de 1999 à 2003 succède, de 2000 à 2004, un taux de croissance annuel moyen de 3,7 %. Quant aux courts métrages destinés à la présentation publique, la Régie du cinéma en classe 44 en 2004, soit 2 de plus qu'en 2003. De 2000 à 2004, cette catégorie de courts métrages connaît une décroissance annuelle moyenne de 2,2 %. Enfin, 571 films annonces ont été classés en 2004 comparativement à 604 en 2003, soit une baisse de 5,5 %. Pendant la première moitié de la décennie 2000, cette catégorie de classement connaît toutefois un taux de croissance annuel moyen de 4,8 %.

Figure 3.3

Nombre de longs métrages classés, destinés au visionnement privé, Québec, 2000-2004



Source : Régie du cinéma du Québec.



*Le Bonheur, c'est une
chanson triste*
Photo : Robert Packwood

Tableau 3.2

Nombre de films classés¹, destinés à être présentés en public, selon la catégorie de classement, Québec, 2004

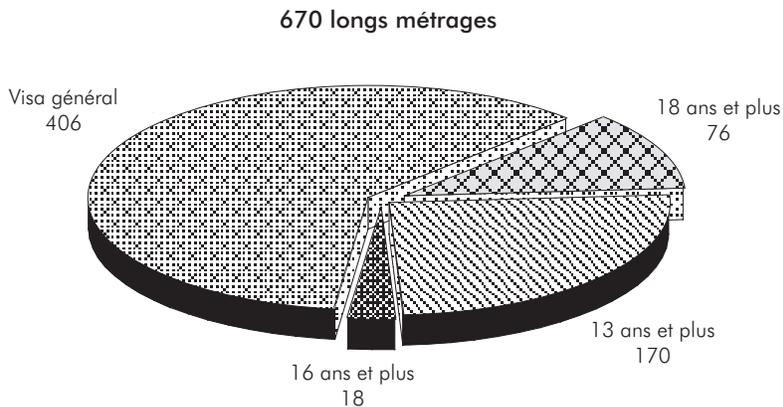
	Longs métrages		Courts métrages		Total	
	n	%	n	%	n	%
Visa général	406	60,6	40	90,9	446	62,5
13 ans et plus	170	25,4	4	9,1	174	24,4
16 ans et plus	18	2,7	–	–	18	2,5
18 ans et plus	76	11,3	–	–	76	10,6
Total	670	100,0	44	100,0	714	100,0

1. Un film peut avoir été classé plusieurs fois en fonction de la langue et du métrage.

Source : Régie du cinéma du Québec.

Figure 3.4

Longs métrages destinés à être présentés en public, selon le classement, Québec, 2004



Source : Régie du cinéma du Québec.

LA PRÉSENTATION PUBLIQUE

Si l'on étudie les films classés par la Régie sous l'angle du marché visé et en excluant les films annonces, 670 longs métrages et 44 courts métrages – soit un total de 714 films – étaient destinés à une présentation publique.

En ce qui concerne les 670 longs métrages, 60,6 % d'entre eux ont obtenu un visa général, 25,4 % ont été classés dans la catégorie « 13 ans et plus », 2,7 % dans celle des « 16 ans et plus » et, enfin, 11,3 % dans la catégorie « 18 ans et plus ».



Manners of Dying

Photo : Cristal Films

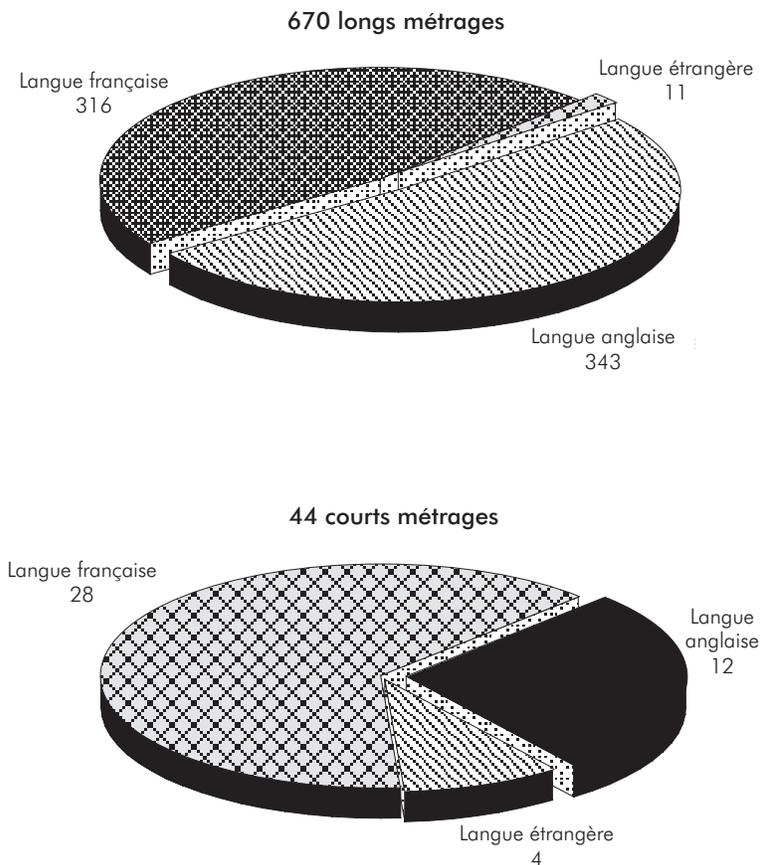
Par ailleurs, la ventilation selon la langue permet d’observer que 34,3 % des longs métrages (330) destinés à être présentés en public étaient en français, comparative-ment à 57,1 % (550) en anglais. Quant aux 82 longs métrages en langue étrangère, ils représen- taient 8,5 % des films classés en 2004. On compte également un long métrage bilingue, soit 0,1 % des longs métrages classés en 2004.

Tableau 3.3
Nombre de films classés¹, destinés à être présentés en public, selon la langue, Québec, 2004

	Longs métrages		Courts métrages		Total	
	n	%	n	%	n	%
Français	316	47,2	28	63,6	344	48,2
Anglais	343	51,2	12	27,3	355	49,7
Bilingue	–	–	–	–	–	–
Langue étrangère	11	1,6	4	9,1	15	2,1
Total	670	100,0	44	100,0	714	100,0

1. Un film peut avoir été classé plusieurs fois en fonction de la langue et du métrage.
 Source : Régie du cinéma du Québec.

Figure 3.5
Longs et courts métrages destinés à être présentés en public, selon la langue, Québec, 2004



Source : Régie du cinéma du Québec.



Le Littoral
 Photo : Yannick MacDonald

Tableau 3.4

Nombre de films classés¹, destinés au visionnement privé, selon la catégorie de classement, Québec, 2004

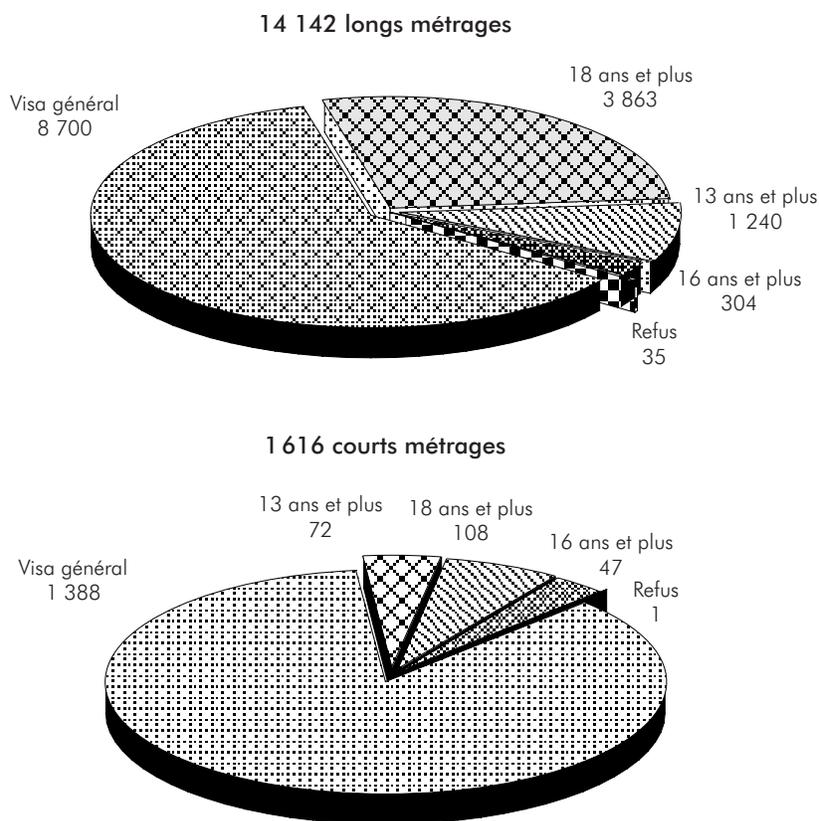
	Longs métrages		Courts métrages		Total	
	n	%	n	%	n	%
Visa général	8 700	61,5	1 388	85,9	10 088	64,0
13 ans et plus	1 240	8,8	72	4,5	1 312	8,3
16 ans et plus	304	2,1	47	2,9	351	2,2
18 ans et plus	3 863	27,3	108	6,7	3 971	25,2
Refus	35	0,2	1	0,1	36	0,2
Total	14 142	100,0	1 616	100,0	15 758	100,0

1. Un film peut avoir été classé plusieurs fois en fonction de la langue et du métrage.

Source : Régie du cinéma du Québec.

Figure 3.6

Longs et courts métrages destinés au visionnement privé, selon le classement, Québec, 2004



Source : Régie du cinéma du Québec.

LE VISIONNEMENT PRIVÉ

Au même titre que les films destinés à être présentés en public, les films commercialisés sur support vidéo pour le visionnement privé doivent être classés par la Régie du cinéma.

Ainsi, en 2004, la Régie a classé 14 142 longs métrages et 1 616 courts métrages, soit un total de 15 758 films destinés au visionnement privé, comparativement à 14 908 en 2003.

Concernant les longs métrages, 61,7 % (8 700) ont obtenu un visa général, 8,8 % (1 240) ont été rangés dans la catégorie « 13 ans et plus », 2,2 % (304) dans la catégorie « 16 ans et plus » et, enfin, 27,4 % (3 863) dans celle des « 18 ans et plus ».

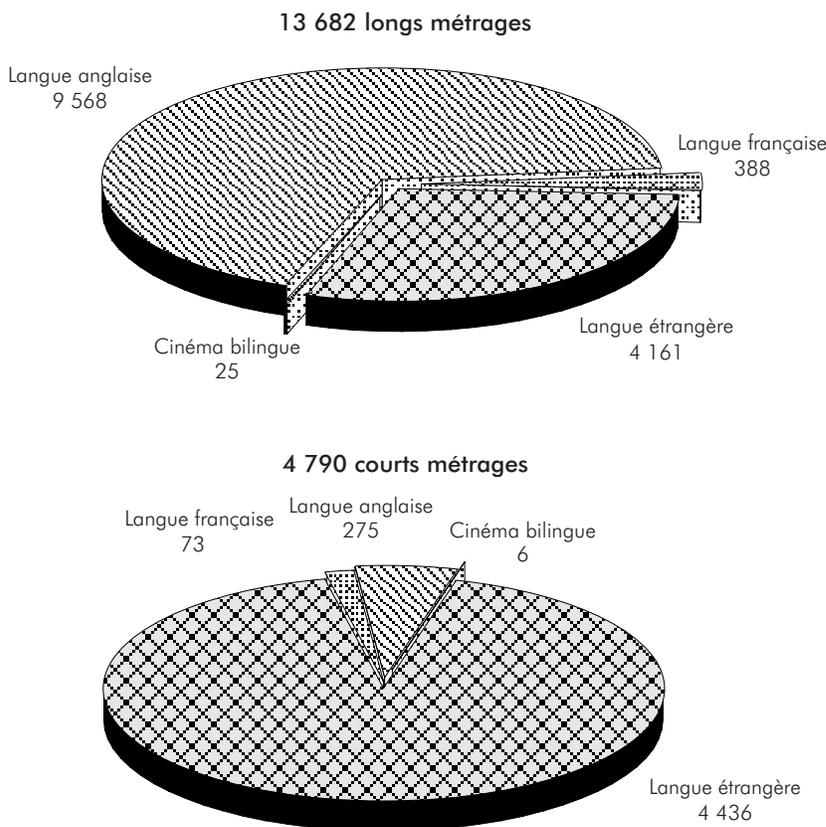
En 2004, le nombre de longs métrages dans une langue autre que le français ou l'anglais s'élève à 4 186, comparativement à 4 831 en 2003. Parmi les 14 142 longs métrages classés en 2004 se trouvent également 388 films en français (2,7 %), 9 568 en anglais (67,7 %) et, enfin, 25 qui sont considérés comme bilingues (0,2 %).

Tableau 3.5
Nombre de films classés¹, destinés au visionnement privé, selon la langue, Québec, 2004

	Longs métrages		Courts métrages		Total	
	n	%	n	%	n	%
Français	388	2,7	73	4,5	461	2,9
Anglais	9 568	67,7	1 262	78,1	10 830	68,7
Bilingue	25	0,2	6	0,4	31	0,2
Langue étrangère	4 161	29,4	275	17,0	4 436	28,2
Total	14 142	100,0	1 616	100,0	15 758	100,0

1. Un film peut avoir été classé plusieurs fois en fonction de la langue et du métrage.
 Source : Régie du cinéma du Québec.

Figure 3.7
Longs et courts métrages destinés au visionnement privé, selon la langue, Québec, 2004



Source : Régie du cinéma du Québec.



Ce qu'il reste de nous
 Photo : François Prévost

LE NOMBRE DE FILMS EN EXPLOITATION DANS LES CINÉMAS ET LES CINÉ-PARCS

En 2004, 629 films ont été présentés dans les salles de cinéma et les ciné-parcs du Québec, comparativement à 599 en 2003. Cette hausse de 5,0 % est la première augmentation depuis celle de 27,1 % en 2000. La première

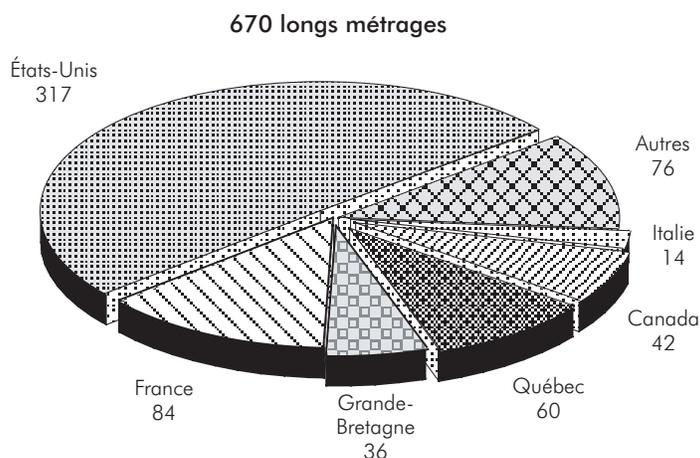
moitié de la décennie 2000 affiche toutefois un taux de décroissance annuelle moyen de 3,3 %, et 650 films constituent l'offre moyenne par année. En fait, cette moyenne va dans le même sens que celle qu'on observe à partir de 1993. En effet, après la moyenne de 839 films entre 1985 et 1991, et après l'année exceptionnelle de 1992 durant laquelle 1 023 films – nombre record – ont été exploités, on note une diminution

importante de plus de 20 % des films présentés par année dans les cinémas et les ciné-parcs.

Si l'on examine maintenant la provenance des films présentés de 2000 à 2004, on constate d'abord que la prédominance du cinéma états-unien dans l'offre cinématographique s'essouffle. De 55,4 % en 2000 à 50,4 % en 2004, les films des États-Unis connaissent une quatrième diminution consécutive de leur part dans le nombre de films exploités dans les cinémas et les ciné-parcs. L'année 2004 a été beaucoup plus intéressante pour le cinéma québécois qui, après les records de 2002 et 2003, en inscrit un nouveau, en accaparant 9,5 % du nombre de films en exploitation.

Figure 3.8

Origine des films en exploitation dans les salles de cinéma et ciné-parcs, selon le pays d'origine, Québec, 2004



Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.6

Répartition des films en exploitation¹, selon le pays d'origine, Québec, 2000-2004

Pays	2000		2001		2002		2003		2004	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
États-Unis	398	55,4	375	54,9	332	53,6	307	51,3	317	50,4
France	101	14,1	103	15,1	93	15,0	97	16,2	84	13,4
Grande-Bretagne	46	6,4	39	5,7	37	6,0	37	6,2	36	5,7
Québec	39	5,4	36	5,3	40	6,5	42	7,0	60	9,5
Canada	26	3,6	25	3,7	33	5,3	39	6,5	42	6,7
Italie	10	1,4	14	2,0	12	1,9	8	1,3	14	2,2
Autres	98	13,6	91	13,3	72	11,6	69	11,5	76	12,1
Total	718	100,0	683	100,0	619	100,0	599	100,0	629	100,0

1. Programmes simples seulement.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

CHAPITRE 4

LA DISTRIBUTION

Benoit Allaire et Denis Ouellette-Roussel

Au Québec, en vertu de l'article 102 de la Loi sur le cinéma, « nul ne peut, sur une base commerciale, posséder, vendre, louer, prêter ou échanger des copies de films, à moins d'être titulaire d'un permis de distributeur ». De plus, en vertu de l'article 108 de la même Loi, « le titulaire d'un permis de distributeur doit, conformément aux règlements de la Régie, trans-

mettre à celle-ci, au plus tard le 31 janvier de chaque année, un rapport financier pour l'année précédente ». Ce rapport doit indiquer séparément les revenus bruts réalisés au Québec et qui proviennent :

1. de la distribution de films dans un lieu de présentation de films en public;
2. de la vente, de la location, du prêt ou de l'échange de matériel à un commerçant de détail;
3. de toute autre activité de distribution dans le domaine du cinéma.

Enfin, soulignons qu'il existe au Québec deux catégories de permis de distributeur : le permis général et le permis spécial.



Le Golem de Montréal
Photo : Caroline Hayeur

Liste des corporations membres de la MPEAA et des corporations accréditées auprès de la Régie, 1^{er} janvier 1987

Corporations membres de la MPEAA	Corporations accréditées auprès de la Régie
Buena Vista International Inc.	Buena Vista Home Video Buena Vista Pictures Distribution Inc. Distribution de films Buena Vista Canada inc.
Columbia Pictures Industries Inc. MGM/UA Communications Co.	Columbia Pictures Industries Inc. Divertissements MGM/UA du Canada inc.
Orion Pictures Corporation	Orion Pictures Distribution (Canada) Inc.
Paramount Pictures Corporation	Paramount Pictures (Canada) Inc.
Twentieth Century Fox International Corp.	Twentieth Century Fox (Canada) Ltd.
Universal International Films Inc.	MCA Divertissements sur films du Canada inc.
Warner Bros. Inc.	Warner Bros. Canada Inc. Warner Bros. Entertainment Inc.

PERMIS GÉNÉRAL PAR OPPOSITION AU PERMIS SPÉCIAL DE DISTRIBUTEUR

Conformément à la Loi sur le cinéma, le permis général de distributeur est la règle et il ne peut être délivré qu'aux entreprises reconnues comme étant « québécoises » au sens de la Loi. Parallèlement aux entreprises québécoises titulaires d'un permis général de distributeur, les « majors » américains poursuivent leurs activités de distribution au Québec, en vertu d'une entente entre le ministre de la Culture et des Communications et la Motion Picture Export Association of America (MPEAA), entente intervenue en octobre 1986, renouvelée en 1992 et en 2002. Celle-ci, reconnue par la Loi sur le cinéma, prévoit la délivrance d'un permis spécial de distributeur à l'un des « majors » signataires de l'entente initiale (ou une corporation affiliée accréditée) pour chaque film qu'il soumet à la Régie et dont il est reconnu, selon les termes de l'entente, être le producteur ou le détenteur des droits mondiaux de distribution.



Le Goût des jeunes filles
Photo : Cristal Films

LES REVENUS BRUTS DES DISTRIBUTEURS

En 2004, les revenus bruts de l'ensemble des distributeurs s'élevaient à 607,3 M\$, soit une augmentation de 16,9 % par rapport aux 519,1 M\$ enregistrés en 2003. Il s'agit d'une majoration nettement supérieure à celle de 2003 – qui était de 1,7 % –, mais qui avoisine le taux de croissance annuel moyen de 16,5 % relatif à la période 2000-2004.

Les revenus bruts des titulaires d'un permis général sont passés de 278,8 M\$ en 2003 à 367,6 M\$ en 2004, soit une hausse de 31,9 %, la plus importante depuis le début de la décennie 2000. Contrastant avec la baisse de 5,5 % enregistrée en 2003, cette hausse notable explique même l'entièreté de l'augmentation des revenus bruts de l'ensemble des distributeurs en 2004, puisque les revenus bruts des titulaires d'un permis spécial ont décliné de 0,4 %, passant de 240,3 M\$ à 239,6 M\$. Le taux de croissance annuel moyen des revenus bruts des titulaires d'un permis général en ce qui concerne la période 2000-2004 est de 16,1 %, tandis que ce taux, pour ce qui est des revenus bruts des titulaires d'un permis spécial, atteint 17,1 %. Par ailleurs, après des gains de 3,2 points de pourcentage en 2002 et de 4,1 points en 2003, la part de marché des titulaires d'un permis spécial perd 6,8 points en 2004 et passe à

Tableau 4.1

Revenus bruts des distributeurs selon la catégorie de permis, Québec, 2000-2004

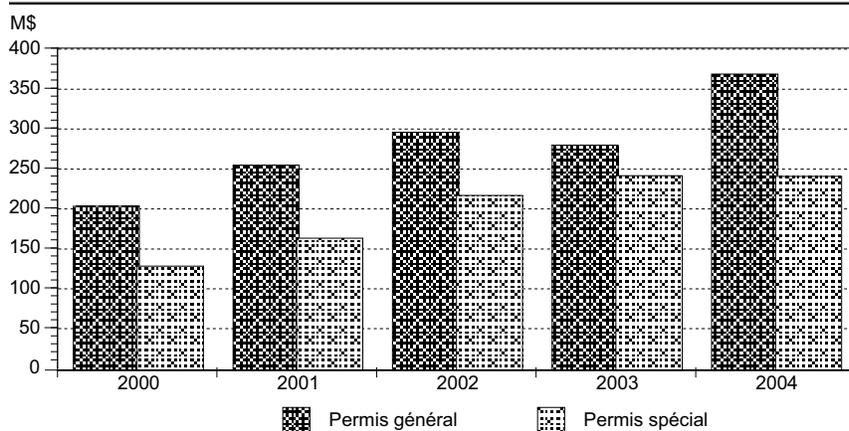
Année	Titulaires d'un permis général ¹		Titulaires d'un permis spécial		Total	
	M\$	%	M\$	%	M\$	%
2000	202,9	61,5	127,3	38,5	330,2	100,0
2001	253,7	61,0	162,3	39,0	416,1	100,0
2002	294,9	57,8	215,8	42,2	510,7	100,0
2003	278,8	53,7	240,4	46,3	519,1	100,0
2004	367,7	60,5	239,6	39,5	607,3	100,0

1. Seule une entreprise québécoise peut être titulaire d'un permis général de distributeur.

Source : Régie du cinéma du Québec.

Figure 4.1

Revenus bruts des distributeurs selon la catégorie de permis, Québec, 2000-2004



Source : Régie du cinéma du Québec.

Tableau 4.2.1

Revenus bruts rapportés par les titulaires d'un permis de distributeur délivré par la Régie du cinéma, par catégorie de permis et selon le marché, Québec, 2003

Marché	Titulaires d'un permis général ¹		Titulaires d'un permis spécial		Total	
	M\$	%	M\$	%	M\$	%
Distribution pour salles						
et commerces vidéo	265,6	95,3	240,4	100,0	505,9	97,5
Distribution pour salles	37,7	13,5	54,6	22,7	92,3	17,8
Distribution relative au commerce de détail de matériel vidéo	227,9	81,8	185,8	77,3	413,7	79,7
Autres marchés	13,2	4,7	–	–	13,2	2,5
Total	278,8	100,0	240,4	100,0	519,1	100,0

1. Seule une entreprise québécoise peut être titulaire d'un permis général de distributeur.

Source : Régie du cinéma du Québec.

Tableau 4.2.2

Revenus bruts rapportés par les titulaires d'un permis de distributeur délivré par la Régie du cinéma, par catégorie de permis et selon le marché, Québec, 2004

Marché	Titulaires d'un permis général ¹		Titulaires d'un permis spécial		Total	
	M\$	%	M\$	%	M\$	%
Distribution pour salles et commerces vidéo	341,6	92,9	239,6	100,0	581,2	95,7
Distribution pour salles	74,3	20,2	51,9	21,7	126,2	20,8
Distribution relative au commerce de détail de matériel vidéo	267,3	72,7	187,7	78,3	455,0	74,9
Autres marchés	26,1	7,1	–	–	26,1	4,3
Total	367,7	100,0	239,6	100,0	607,3	100,0

1. Seule une entreprise québécoise peut être titulaire d'un permis général de distributeur.

Source : Régie du cinéma du Québec.

Tableau 4.3

Nombre de distributeurs¹ titulaires d'un permis général, par tranche de revenus, selon le marché, Québec, 2004

Marché	Tranche de revenu (k\$)					Total ²
	0-99	100-499	500-999	1 000-10 000	Plus de 10 000	
	n					
Salles	3	2	1	3	1	10
Commerces de détail de matériel vidéo	67	14	5	8	7	101
Autres marchés	7	3	–	–	–	10
Salles et commerces de détail de matériel vidéo	4	–	–	1	–	5
Salles et autres marchés, sauf les commerces de détail de matériel vidéo	2	1	–	–	–	3
Commerces de détail de matériel vidéo et autres marchés, sauf les salles	7	–	1	2	–	10
Tous les marchés	4	1	1	5	3	14
Total	94	21	8	19	11	153

1. Seule une entreprise québécoise peut être titulaire d'un permis général de distributeur.

2. Le nombre total de distributeurs est ici inférieur au nombre de permis généraux en vigueur parce que, dans certains cas, aucun revenu n'a été déclaré relativement à un permis en vigueur.

Source : Régie du cinéma du Québec.

39,5 %. Pendant la première moitié des années 2000, les revenus bruts des titulaires d'un permis spécial sont de 985,1 M\$, soit une part de marché de 41,4 %.

Lorsqu'on ventile les revenus bruts des distributeurs selon les marchés, les titulaires d'un permis spécial ont récolté 54,6 M\$ en 2003 dans les salles de cinéma et 51,9 M\$ en 2004; quant à la distribution relative au commerce de détail de matériel vidéo, elle leur a rapporté 185,8 M\$ et 187,7 M\$ au cours des mêmes années. En comparaison, les distributeurs titulaires d'un permis général ont généré 37,7 M\$ en 2003 et 74,3 M\$ en 2004 sur le marché des salles de cinéma, soit respectivement 13,5 % et 20,2 % de leurs revenus totaux. Avec 267,2 M\$ et 72,7 % du total en 2004, la distribution relative au commerce de détail de matériel vidéo est toujours leur principale source de revenus, mais dans une moindre mesure qu'en 2003 quand elle représentait une part de 81,7 %, soit 227,9 M\$.

En 2004, 153 distributeurs titulaires d'un permis général (2 de moins qu'en 2003) ont déclaré des revenus à la Régie du cinéma. De ce nombre, 123 ont eu des revenus inférieurs à 1 million de dollars, 19, entre 1 et 10 millions – soit 7 de moins qu'en 2003 – et, enfin, 11 ont touché des revenus supérieurs à 10 millions, soit 7 de plus qu'en 2003.

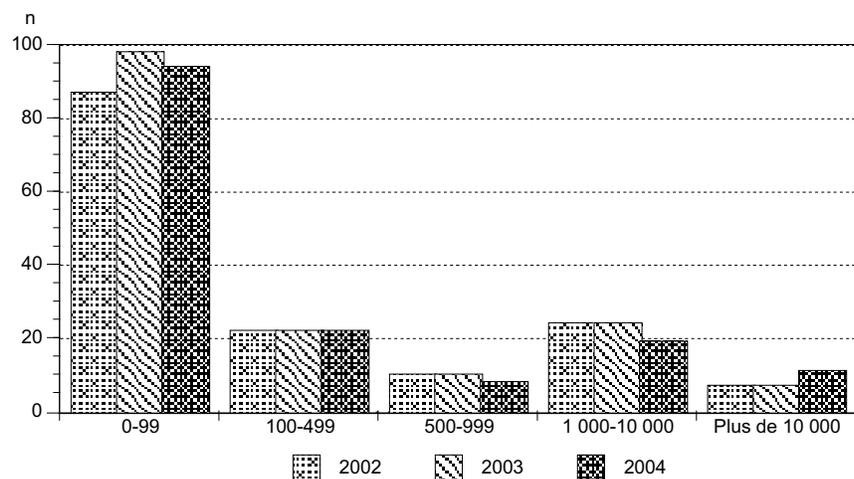
LE MARCHÉ DE LA DISTRIBUTION POUR LES CINÉMAS ET LES CINÉ-PARCS

Les données de l'enquête menée par l'Institut de la statistique du Québec auprès des salles de cinéma et des ciné-parcs, en collaboration avec la Régie du cinéma, permettent de segmenter les parts de marché selon les types de distributeurs.

Ainsi, en 2004, près de 15,4 millions de spectateurs sur un total de 28,3 millions, soit 54,2 %, ont visionné des films distribués par les titulaires d'un permis spécial. Quant aux films mis en circulation par les titulaires d'un permis général, ils représentent 45,8 % de l'assistance totale, soit un peu plus de 13 millions de spectateurs. Les distributeurs détenteurs d'un permis général ont donc augmenté leur part de marché de 5,3 points de pourcentage en 2004, puisque celle-ci était de 40,5 % en 2003. Cette hausse fait suite à l'augmentation de 2,9 points de pourcentage de 2002 à 2003. Les recettes étant directement proportionnelles à l'assistance, la répartition est à peu près la même, à savoir 54,3 % des recettes lorsque le film était distribué par un titulaire de permis spécial et 45,7 %, par un titulaire de permis général.

Figure 4.2

Nombre de distributeurs titulaires d'un permis général, par tranche de revenus, Québec, 2002, 2003 et 2004



Source : Régie du cinéma du Québec.

Tableau 4.4

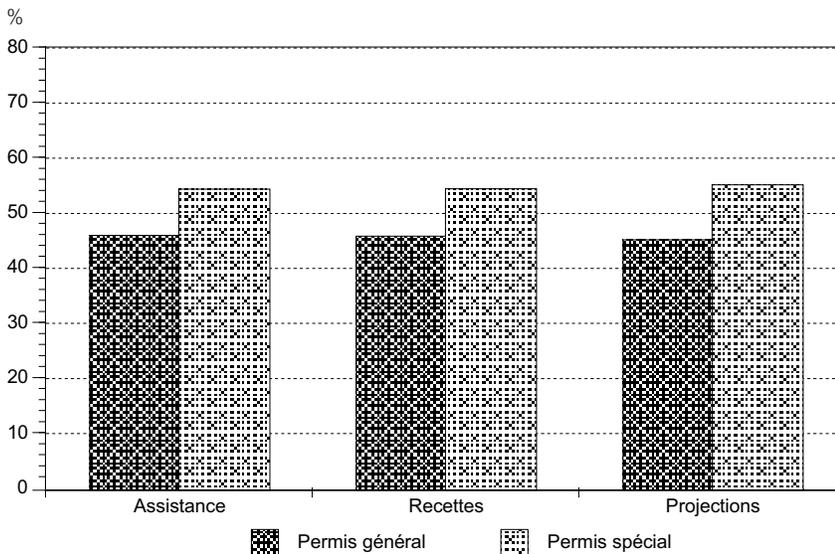
Résultats d'exploitation des cinémas et des ciné-parcs, selon la catégorie de permis du distributeur, Québec, 2004

Catégorie	Assistance		Recettes		Projections	
	k	%	k\$	%	n	%
Permis général	12 976,7	45,8	81 578,5	45,7	431 788	45,0
Langue française	9 282,9	71,5	56 392,0	69,1	312 451	72,4
Autres langues	3 693,7	28,5	25 186,5	30,9	119 337	27,6
Permis spécial	15 356,5	54,2	97 101,8	54,3	528 584	55,0
Langue française	10 364,7	67,5	62 880,8	64,8	363 182	68,7
Autres langues	4 991,8	32,5	34 221,0	35,2	165 402	31,3
Total	28 333,2	100,0	178 680,3	100,0	960 372	100,0

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 4.3

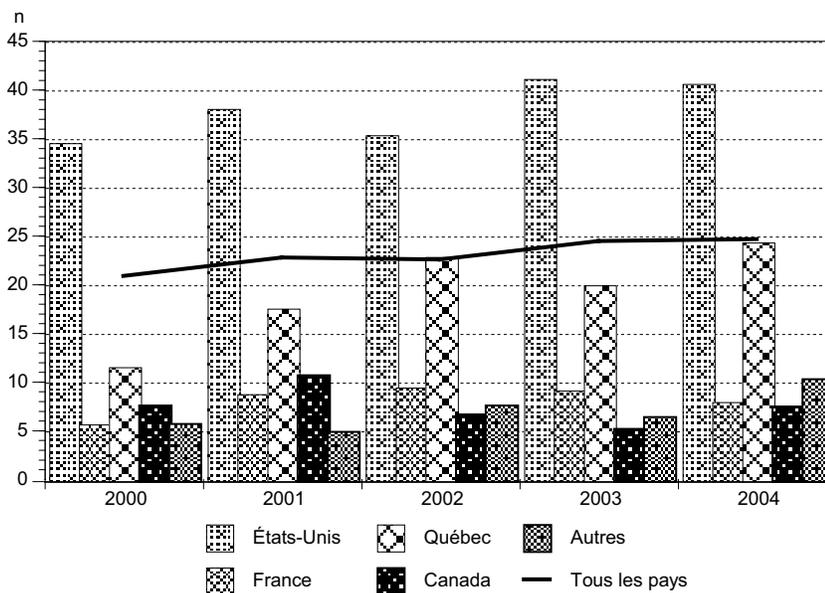
Répartition de l'assistance, des recettes et des projections dans les cinémas et ciné-parcs, selon la catégorie de permis du distributeur, Québec, 2004



Source : Régie du cinéma du Québec.

Figure 4.4

Nombre moyen de copies par film destinées aux cinémas et ciné-parcs selon le pays d'origine, Québec, 2004



Source : Régie du cinéma du Québec.

Quant au nombre de projections, de 960 072 en 2004, la proportion est de 55,0 % contre 45,0 % en faveur des distributeurs titulaires d'un permis spécial.

LES COPIES DE FILMS DESTINÉES AUX CINÉMAS ET AUX CINÉ-PARCS

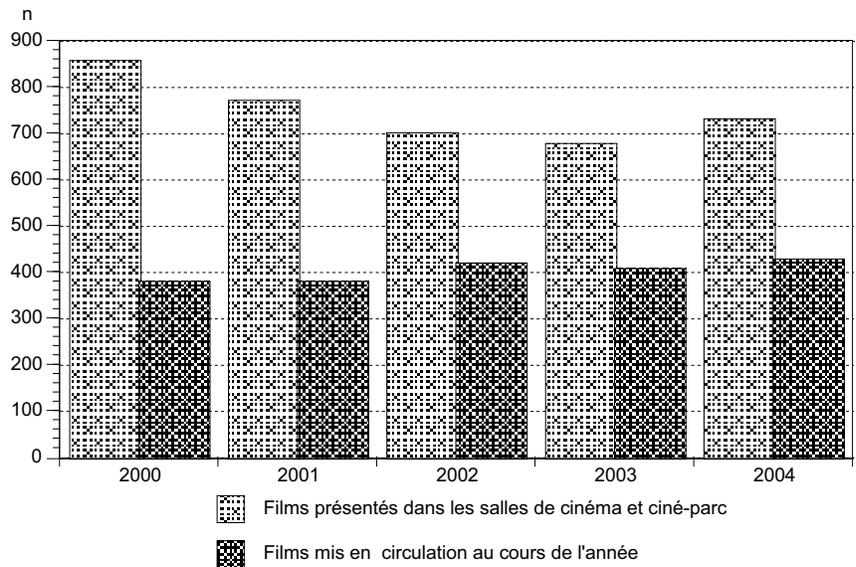
Pour la première fois, l'Observatoire de la culture et des communications du Québec présente cette année des statistiques sur la circulation des copies de films destinées aux cinémas, aux ciné-parcs et aux lieux polyvalents. Il s'agit d'un aspect de l'industrie cinématographique très peu documenté jusqu'à maintenant. Ces statistiques sont basées sur le nombre d'attestations émises par la Régie du cinéma pour chaque titre de film selon les formats utilisés pour la diffusion publique. Seuls les films de « sexualité explicite » ont été exclus. En ce qui concerne la répartition des copies de films selon l'année, c'est la mise en circulation des copies qui a été prise en compte, ce qui signifie que, dans le cas de certains films, il est possible que des copies aient été mises en circulation sur plus d'une année. Tel est le cas de 135 des 2 011 titres de films pour lesquels des copies ont été mises en circulation au cours de la période 2000-2004.

L'ÉVOLUTION DU NOMBRE MOYEN DE COPIES PAR FILM

De 2000 à 2004, le nombre moyen de copies par film est passé de 20,8 à 24,6. Il s'agit d'un taux de croissance annuel moyen de 4,3 %. Bien qu'il s'agisse de deux aspects de l'exploitation qui ne sont pas directement comparables, il est intéressant de noter que ce taux de croissance est à peu près égal à celui du nombre de projections, soit 4,1 %. (Voir le chapitre 6 pour plus de détails sur le nombre de projections.) Parallèlement à l'augmentation du nombre de projections, le taux de croissance du nombre d'écrans est deux fois moins élevé, soit 2,0 % en moyenne annuellement durant la même période. Comment expliquer cette différence notable entre la croissance du nombre moyen de copies par film et celle du nombre d'écrans, tandis que le nombre de projections augmente au même rythme que le nombre moyen de copies par film?

Cette différence s'explique en bonne partie par la place de plus en plus grande prise par les films mis en circulation au cours de l'année, que l'on peut appeler des « nouveautés », dans l'ensemble des films projetés. Ainsi, parmi les 856 films en exploitation au Québec en 2000, on compte 379 nouveautés, soit 44,3 % de

Figure 4.5
Films mis en circulation au cours de l'année et films projetés dans les cinémas et ciné-parcs, Québec, 2000-2004



Source : Régie du cinéma du Québec.

Tableau 4.5
Nombre moyen de copies par film destinées aux cinémas et ciné-parcs, selon le pays d'origine, Québec, 2000-2004

Pays	n				
	2000	2001	2002	2003	2004
États-Unis	34,5	38,0	35,3	41,1	40,6
France	5,6	8,7	9,4	9,1	7,9
Québec	11,5	17,5	22,8	19,9	24,3
Canada ¹	7,6	10,7	6,7	5,2	7,5
Autres	5,7	4,9	7,6	6,4	10,3
Tous les pays	20,8	22,7	22,5	24,4	24,6

1. Excluant le Québec.

Source : Régie du cinéma du Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4.6

Nombre de copies de films distribuées aux cinémas et ciné-parcs, selon le pays d'origine des films et la langue¹, Québec, 2000-2004

Pays	2000		2001		2002		2003		2004	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
États-Unis	6 631	84,1	6 837	79,4	7 195	76,7	7 969	80,1	7 626	72,6
Langue française	4 455	67,2	4 685	68,5	4 946	68,7	5 607	70,4	5 322	69,8
Autres langues	2 176	32,8	2 152	31,5	2 249	31,3	2 362	29,6	2 304	30,2
France	342	4,3	616	7,2	571	6,1	571	5,7	483	4,6
Langue française	305	89,2	539	87,5	514	90,0	529	92,6	441	91,3
Autres langues	37	10,8	77	12,5	57	10,0	42	7,4	42	8,7
Québec	322	4,1	524	6,1	729	7,8	715	7,2	1 192	11,3
Langue française	270	83,9	488	93,1	676	92,7	656	91,7	1 144	96,0
Autres langues	52	16,1	36	6,9	53	7,3	59	8,3	48	4,0
Canada ²	136	1,7	290	3,4	168	1,8	170	1,7	315	3,0
Langue française	96	70,6	194	66,9	96	57,1	114	67,1	219	69,5
Autres langues	40	29,4	96	33,1	72	42,9	56	32,9	96	30,5
Autres	454	5,8	346	4,0	719	7,7	522	5,2	893	8,5
Langue française	248	54,6	182	52,6	427	59,4	318	60,9	582	65,2
Autres langues	206	45,4	164	47,4	292	40,6	204	39,1	311	34,8
Total	7 885	100,0	8 613	100,0	9 382	100,0	9 947	100,0	10 509	100,0
Langue française	5 374	68,2	6 088	70,7	6 659	71,0	7 224	72,6	7 708	73,3
Autres langues	2 511	31,8	2 525	29,3	2 723	29,0	2 723	27,4	2 801	26,7

1. La catégorie « Autres langues » comprend les films en anglais, les films dans une autre langue que le français ou l'anglais et les films sous-titrés.

2. Excluant le Québec.

Source : Régie du cinéma du Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

tous les films, tandis qu'en 2004, cette proportion s'est élevée à 58,5 %. Cette part de plus en plus grande des nouveautés dans l'offre cinématographique se traduit également par des taux de croissance opposés. En effet, le taux de croissance annuel moyen de l'ensemble des titres de films en exploitation a été de - 3,9 %, donc une décroissance, tandis que celui des nouveautés a atteint 3,0 %.

Ce phénomène pourrait indiquer que la croissance soutenue qu'a connue l'industrie cinématographique au cours des dernières années est surtout le fait d'une production de nouveautés de plus en plus grande d'une part, et,

d'autre part, d'une durée de vie à l'écran écourtée, bien que cet aspect soit difficile à mesurer.

Notons également que ce sont les films provenant du Québec et des États-Unis – ceux dont le nombre moyen de copies par film est le plus élevé – pour lesquels on observe la croissance la plus lente quant à la part des nouveautés dans l'ensemble de leurs films en exploitation. Cette croissance a été de 2,8 % en moyenne annuellement de 2000 à 2004 quant aux films québécois et de 5,4 % pour ce qui est des films états-uniens. Concernant l'ensemble des pays, la part des nouveautés a crû en moyenne de 7,2 % par année.

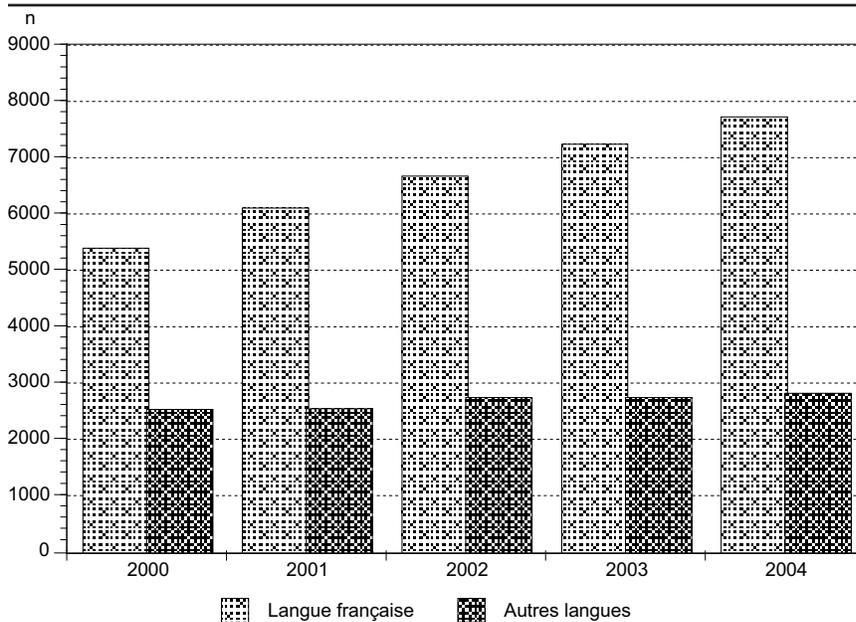
Par ailleurs, au-delà du nombre moyen de copies par titre de film, il est intéressant de souligner l'étonnante étendue de cette distribution où l'on ne compte pas moins de 126 films ayant une seule copie mise en circulation en 2004, tandis que 216 copies du film *Harry Potter et le prisonnier d'Azkaban* ont été diffusées la même année. De 2000 à 2004, les films comportant le plus grand nombre de copies sont des films états-uniens, soit *Harry Potter et la chambre des secrets* (229 copies), *Harry Potter et le prisonnier d'Azkaban* (216 copies), *La matrice rechargée* (215 copies) et *Harry Potter à l'école des sorciers* (199 copies).

Parmi les films québécois, ceux pour lesquels le plus grand nombre de copies a été mis en circulation au cours de la même période sont : *Les invasions barbares* (145 copies), *Un homme et son péché* (124 copies), *Les Boys III* (121 copies) et *Mambo Italiano* (109 copies).

Ces derniers éléments révèlent également que le nombre moyen de copies par film varie notablement selon l'origine des films. Ainsi, en 2004, en ce qui regarde les films états-uniens, 40,6 copies par film en moyenne ont été mises en circulation, tandis que ce nombre est 24,3 quant aux films québécois, 7,9 pour ce qui est des films français, 7,5 en matière de films provenant des autres provinces canadiennes et, enfin, 10,3 pour ceux d'une autre origine. Rappelons que le nombre moyen de copies par film, pour l'ensemble des films, était de 24,6 en 2004.

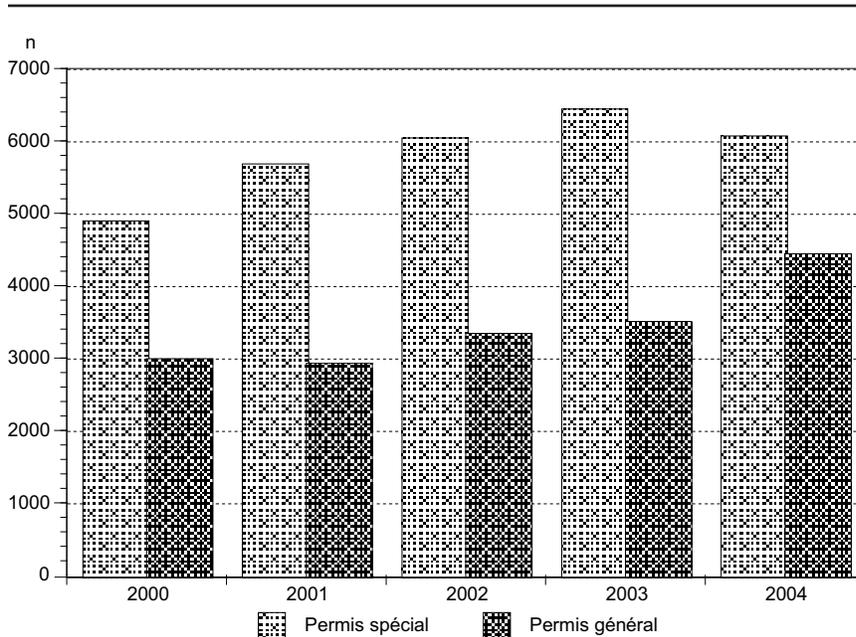
Cette répartition n'est pas stable dans le temps, et la comparaison des taux de croissance annuels moyens durant la période 2000-2004 révèle des changements importants dans l'offre de films sur le marché québécois. Le taux de croissance annuel moyen du nombre moyen de copies par film quant aux films états-uniens est de 4,1 %, légèrement inférieur au taux de l'ensemble des films qui est de 4,3 %, ce qui n'est guère étonnant, compte tenu du poids des films états-uniens dans l'offre cinématographique au Québec.

Figure 4.6
Nombre de copies de films destinées aux cinémas et ciné-parcs selon la langue, Québec, 2000-2004



Source : Régie du cinéma du Québec.

Figure 4.7
Nombre de copies de films destinées aux cinémas et ciné-parcs selon la catégorie de distributeurs, Québec, 2000-2004



Source : Régie du cinéma du Québec.

Tableau 4.7

Nombre de copies de films distribuées aux cinémas et ciné-parcs, selon le pays d'origine des films et la catégorie de distributeurs¹, Québec, 2000-2004

Pays	2000		2001		2002		2003		2004	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
États-Unis	6 631	84,1	6 837	79,4	7 195	76,7	7 969	80,1	7 626	72,6
Permis spécial	4 741	71,5	5 332	78,0	5 428	75,4	6 222	78,1	5 611	73,6
Permis général	1 890	28,5	1 505	22,0	1 767	24,6	1 747	21,9	2 015	26,4
France	342	4,3	616	7,2	571	6,1	571	5,7	483	4,6
Permis spécial	–	–	–	–	118	20,7	–	–	–	–
Permis général	342	100,0	616	100,0	453	79,3	571	100,0	483	100,0
Québec	322	4,1	524	6,1	729	7,8	715	7,2	1 192	11,3
Permis spécial	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Permis général	322	100,0	524	100,0	729	100,0	715	100,0	1 192	100,0
Canada²	136	1,7	290	3,4	168	1,8	170	1,7	315	3,0
Permis spécial	–	–	209	72,1	–	–	–	–	–	–
Permis général	136	100,0	81	27,9	168	100,0	170	100,0	315	100,0
Autres	454	5,8	346	4,0	719	7,7	522	5,2	893	8,5
Permis spécial	154	33,9	143	41,3	497	69,1	219	42,0	458	51,3
Permis général	300	66,1	203	58,7	222	30,9	303	58,0	435	48,7
Total	7 885	100,0	8 613	100,0	9 382	100,0	9 947	100,0	10 509	100,0
Permis spécial	4 895	62,1	5 684	66,0	6 043	64,4	6 441	64,8	6 069	57,8
Permis général	2 990	37,9	2 929	34,0	3 339	35,6	3 506	35,2	4 440	42,2

1. Seule une entreprise québécoise peut être titulaire d'un permis général de distributeur.

2. Excluant le Québec.

Source : Régie du cinéma du Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Ce qui l'est davantage, c'est la croissance spectaculaire des films québécois qui affiche un taux de 20,6 % et les films d'une autre origine qui connaissent une progression appréciable, soit un taux de 15,8 %. Quant aux films français, ce taux est de 9,0 %, tandis que seuls les films provenant des autres provinces canadiennes montrent un taux presque nul, soit – 0,2 %.

LA RÉPARTITION DES COPIES DE FILMS SELON LES PAYS

De 2000 à 2004, 46 336 copies de films ont été mises en circulation au Québec. En 2004 seulement, ce nombre s'élevait à 10 509, tandis qu'il était de 7 885 en 2000, ce qui équivaut à un

taux de croissance annuel moyen de 7,4 %. Ce taux supérieur à celui du nombre moyen de copies par film (4,3 %) s'explique par la hausse simultanée du nombre de titres de films mis en circulation au cours de l'année (7,2 %).

Les films états-uniens constituent la plus grande part des copies de films mises en circulation au cours de l'année, soit 72,6 % en 2004. Il s'agit cependant de la plus faible

proportion observée pour ces films depuis cinq ans. En effet, cette part était de 84,1 % en 2000, et le taux de croissance annuel moyen du nombre de copies de films états-uniens est donc inférieur à celui de l'ensemble des pays, qui est de 3,6 %. Ce ralentissement dans l'offre cinématographique états-unienne au Québec peut s'expliquer par la diffusion de plus en plus soutenue des films provenant d'une autre origine, surtout celle des productions québécoises.

De 2000 à 2004, le nombre de copies de films québécois a presque quadruplé, passant de 322 à 1 192, soit un taux de croissance annuel moyen de 38,7 %. La part des productions québécoises dans le nombre total de copies est à l'avenant, et elle augmente de 7,2 points de pourcentage, en faisant plus que doubler sa part, qui passe de 4,1 % en 2000 à 11,3 % en 2004. Ce sont les copies de films provenant des autres provinces canadiennes qui obtiennent la plus faible part, soit 3,0 % en 2004. Il s'agit toutefois d'une forte augmentation par rapport à 2000, quand cette part n'était que de 1,7 %. Le faible nombre de copies d'origine canadienne (sans le Québec) mises en circulation annuellement ne permet pas d'en dégager de conclusion quant à une éventuelle tendance.

Le nombre de copies de films d'origine française mises en circulation au Québec tend à stagner, puisque leur part dans l'ensemble des copies est passée de 4,3 % en 2000 à 4,6 % en 2004. La part des copies de toute autre origine a connu une augmentation notable, soit de 5,8 % à 8,5 %.

Par ailleurs, le nombre de copies de films en français mises en circulation au cours de l'année a augmenté en moyenne de 9,4 % par année de 2000 à 2004, tandis que le nombre de copies de films dans une autre langue n'a crû que de 2,8 % par année au cours de la même période. La proportion de copies de films en français a augmenté pour ce qui est des films de toute origine, à l'exception de ceux qui proviennent des autres provinces canadiennes. Notons que les succès récents de la cinématographie québécoise ne semblent pas exiger une mise en circulation plus importante de copies dans une autre langue que le français. En effet, ce nombre est à peu près constant et varie légèrement autour de 50 copies, soit 52 en 2000, 36 en 2001, 53 en 2002, 59 en 2003 et 48 en 2004.

LA RÉPARTITION DES COPIES DE FILMS SELON LA CATÉGORIE DE DISTRIBUTEURS

Comme nous l'avons expliqué au début de ce chapitre, la Loi sur le cinéma encadre la distribution des films au Québec. Comme on pouvait s'y attendre, la répartition des copies de films selon la catégorie reflète cet encadrement. Ainsi, les détenteurs de permis spécial ont distribué en moyenne 63,0 % des copies de films au cours des cinq dernières années. En 2004 cependant, cette proportion a baissé à 57,8 %. Cette diminution est presque entièrement attribuable à la hausse du nombre de copies de films québécois. Si ce nombre avait été le même qu'en 2003, la part des détenteurs de permis spécial aurait été de 62,0 %.

Naturellement, les copies de films états-uniens sont distribuées pour la plupart par les détenteurs de permis spécial, soit 73,6 % en 2004 et une moyenne de 75,3 % au cours de la période 2000-2004. Les copies de films français, québécois ou canadiens ont été

distribuées exclusivement par les détenteurs de permis général, à l'exception de quelques films français en 2002 et de quelques films canadiens en 2001. Dans tous les cas, il s'agissait de coproductions avec les États-Unis.

C'est pour les films provenant d'une autre origine qu'on observe les plus grandes variations dans la répartition du nombre de copies selon la catégorie de permis. Par

exemple, en 2000, 66,1 % des copies de ces films étaient mises en circulation par les détenteurs de permis général, tandis qu'en 2002, cette part chutait à 30,9 %. Elle a été de 58,0 % en 2003 et de 48,7 % en 2004. Dans cette catégorie, qui regroupe un petit nombre de copies de films provenant de nombreux pays, il est normal que la répartition selon la catégorie de permis du distributeur varie beaucoup. De manière gé-

nérale, à tout le moins de 2000 à 2004, les films provenant des pays anglo-saxons (Australie, Grande-Bretagne ou Irlande) et du Japon sont distribués par les détenteurs de permis spécial, tandis que ceux qui émanent d'autres pays sont mis en circulation par les détenteurs de permis général.



L'Incomparable Mademoiselle C.
Photo : Véro Boncompagni



CHAPITRE 5

L'INFRASTRUCTURE D'EXPLOITATION

Benoit Allaire et Denis Ouellette-Roussel

Le mouvement d'expansion de l'infrastructure cinématographique, amorcé en 2002 et poursuivi en 2003, connaît une trêve en 2004, le nombre de cinémas ayant légèrement baissé et celui des écrans étant stable. Les propriétaires indépendants continuent d'afficher beaucoup de dynamisme, tandis que les grandes chaînes réduisent le nombre d'établissements et d'écrans. Le nombre moyen de cinémas et d'écrans en activité connaît également des fluctuations notables dans quelques régions.

LES PERMIS D'EXPLOITATION

En vertu de la Loi sur le cinéma en vigueur au Québec, la Régie du cinéma a pour mandat d'émettre les permis d'exploitation des lieux publics de présentation de films. Il existe trois catégories de permis : salle de cinéma, ciné-parc et lieu polyvalent. Par exemple, un musée qui diffuse un film lors d'une exposition est considéré comme un lieu polyvalent selon la Régie du cinéma, et il lui faut obtenir un permis d'exploitation. Quelle que soit la catégorie du lieu de présentation, un permis est nécessaire pour chaque écran.



.Dans l'oeil du chat
:Photo : Ron Diamond

Tableau 5.1

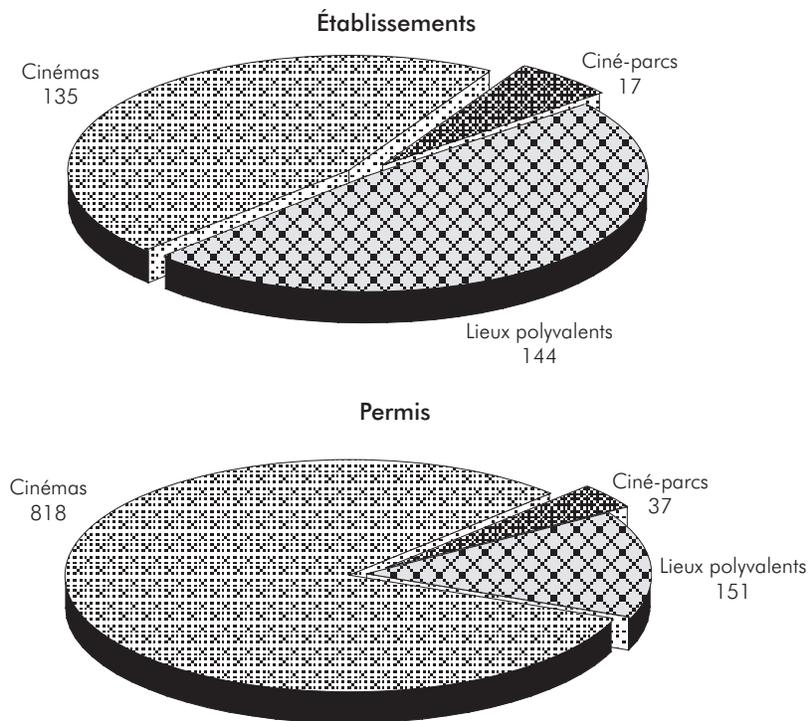
Nombre d'établissements et de permis selon la catégorie d'établissement, Québec, 2000-2004, au 31 décembre

	2000	2001	2002	2003	2004
	n				
Établissements	279	256	270	290	296
Cinémas	137	124	133	138	135
Ciné-parcs	22	18	17	17	17
Lieux polyvalents	120	114	120	135	144
Permis	926	897	951	994	1 006
Cinémas	761	742	791	818	818
Ciné-parcs	42	38	37	37	37
Lieux polyvalents	123	117	123	139	151

Source : Régie du cinéma du Québec.

Au 31 décembre 2004, la Régie du cinéma a délivré 1 006 permis à 296 établissements pour l'année en cours, soit une moyenne de 3,4 permis par établissement. Par rapport à la même date en 2003, le nombre de lieux polyvalents a augmenté de 6,7 %, passant de 135 à 144, ce qui suffit à expliquer la hausse de 2,1 % du nombre d'établissements, passé de 290 à 296. En 2004, pour la première fois, il y a plus de lieux polyvalents que de cinémas. Le nombre de permis octroyés aux lieux polyvalents a augmenté de 8,6 %, passant de 139 en 2003 à 151 en 2004. Bien que le nombre de cinémas ait légèrement baissé (-2,2 %) en 2004, le nombre de permis accordés à ce type d'établissement est resté le même qu'en 2003. Quant aux ciné-parcs, le nombre d'établissements et le nombre de permis sont demeurés les mêmes. Depuis 2000, le nombre de permis par cinéma a augmenté : il était de 6,1 en moyenne en 2004 au lieu de 5,6 en 2000. Durant la même période, chaque année, on compte environ deux permis par ciné-parc et un permis par lieu polyvalent. Au cours de la première moitié de la décennie 2000, le nombre d'établissements a augmenté de 1,5 % en moyenne chaque année. Cette croissance est attribuable à la hausse annuelle moyenne de 4,7 % du nombre de lieux polyvalents, puisque le nombre de cinémas et le nombre de ciné-parcs connaissent, de 2000 à 2004, des baisses annuelles moyennes respectives de 0,4 % et de 6,2 %. Pendant ce temps, le nombre de permis a augmenté en moyenne de 2,1 %

Figure 5.1

Nombre d'établissements et de permis selon la catégorie d'établissement, Québec, 31 décembre 2004

Source : Régie du cinéma du Québec.

Tableau 5.2

Répartition des établissements et des écrans en fonction de leurs propriétaires, Québec, 2002-2004

	Cinéplex-Odéon			Famous Players			Indépendants			Total		
	2002	2003	2004	2002	2003	2004	2002	2003	2004	2002	2003	2004
n												
Cinéma et ciné-parcs												
Établissements	16	16	7	15	14	13	119	125	132	150	155	152
Écrans	131	131	41	167	159	147	530	565	667	828	855	855
Cinéma												
Établissements	12	12	4	15	14	13	106	112	118	133	138	135
Écrans	120	120	32	167	159	147	504	539	639	791	818	818
Fauteuils (k)	24,3	24,3	5,1	45,5	43,7	39,8	89,2	92,5	114,6	158,9	160,5	159,5
Ciné-parcs												
Établissements	4	4	3	-	-	-	13	13	14	17	17	17
Écrans	11	11	9	-	-	-	26	26	28	37	37	37

Source : Régie du cinéma du Québec.

par année. Cette augmentation s'explique par les hausses annuelles moyennes de 1,8 % du nombre des permis décernés aux cinémas et de 5,3 % quant à celui des lieux polyvalents; les ciné-parcs enregistrent pour leur part une baisse annuelle moyenne de 3,1 % du nombre de permis.

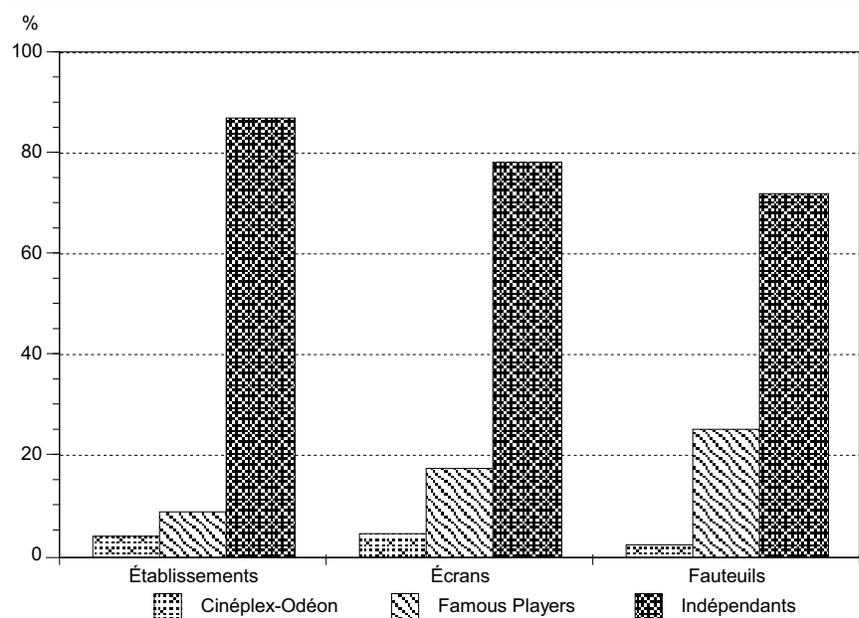
Note : La suite du présent ouvrage ne retiendra plus les lieux d'exploitation polyvalents, puisque leur activité principale n'est pas la présentation de films en public. À moins d'avis contraire, seuls les cinémas et les ciné-parcs seront donc pris en compte.

LES PROPRIÉTAIRES D'ÉTABLISSEMENTS

En 2004, l'infrastructure cinématographique, au Québec, a été marquée par d'importants changements et par le très fort dynamisme des propriétaires indépendants. En effet, la chaîne Famous Players comptait un cinéma et 12 écrans

Figure 5.2

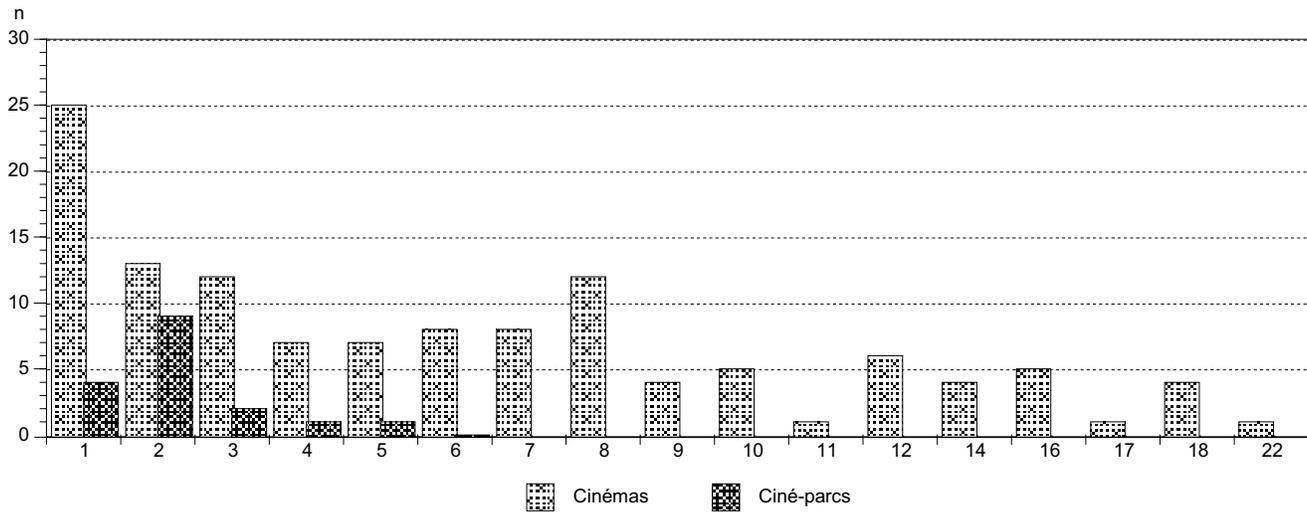
Répartition des établissements, des écrans et des fauteuils¹ des cinémas et ciné-parcs selon qu'ils sont exploités par des corporations ou des indépendants, Québec, 31 décembre 2004



1. Les fauteuils ne se rapportent qu'aux salles de cinéma.

Source : Régie du cinéma du Québec.

Figure 5.3

Cinémas et ciné-parcs selon le nombre d'écrans en activité, Québec, 18 mars 2005

Source : Régie du cinéma du Québec.

Tableau 5.3

Répartition des établissements selon le nombre d'écrans¹ en activité, Québec, 18 mars 2005

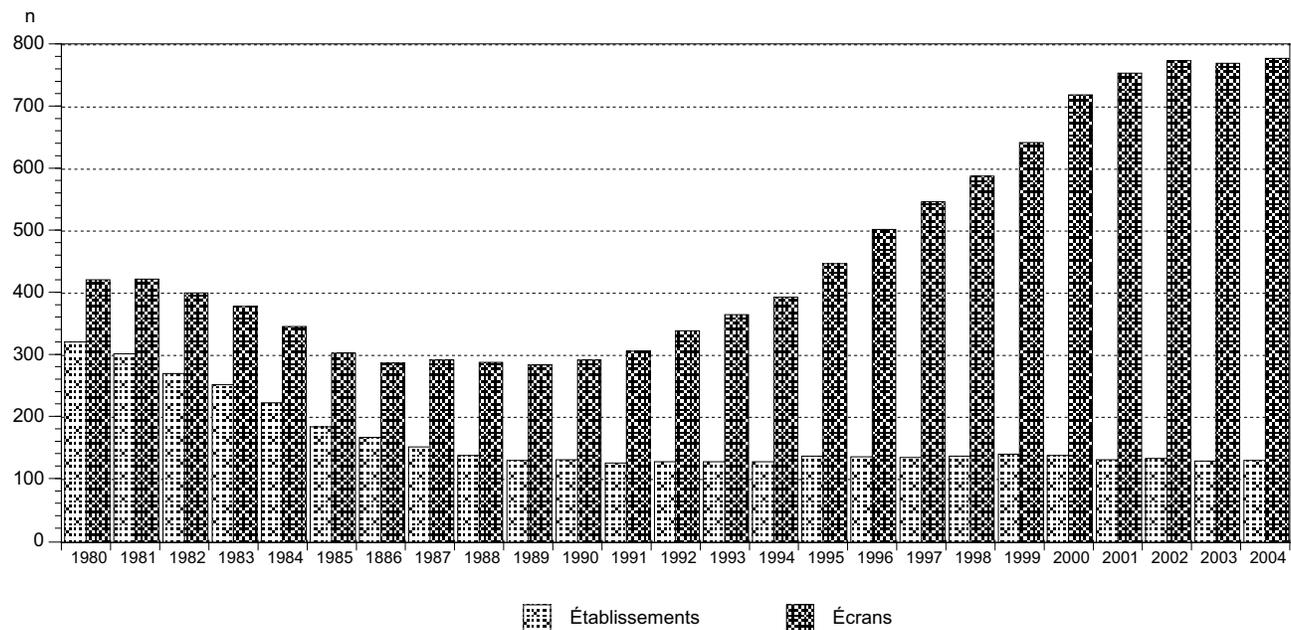
Nombre d'écrans	Cinémas		Cinéma et ciné-parc	
	n		n	%
1	25	4	29	20,7
2	13	9	22	15,7
3	12	2	14	10,0
4	7	1	8	5,7
5	7	1	8	5,7
6	8	—	8	5,7
7	8	—	8	5,7
8	12	—	12	8,6
9	4	—	4	2,9
10	5	—	5	3,6
11	1	—	1	0,7
12	6	—	6	4,3
14	4	—	4	2,9
16	5	—	5	3,6
17	1	—	1	0,7
18	4	—	4	2,9
22	1	—	1	0,7
Total	123	17	140	100,0

1. Le nombre d'écrans en activité peut être moindre que le nombre de permis en vigueur et, par conséquent, le nombre d'établissements aussi.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

de moins qu'en 2003 et la chaîne Cinéplex Odéon réduisait de 9 le nombre de ses établissements et de 90 celui de ses écrans, tandis que les propriétaires indépendants ajoutaient 7 établissements et 102 écrans. Comme le veut la tendance observée depuis 1999, la part des indépendants dans l'infrastructure continue d'augmenter entre 2003 et 2004; elle passe de 81,2 % à 87,4 % pour ce qui est des cinémas, et de 65,9 % à 78,1 % en ce qui concerne les écrans. La chaîne Cinéplex Odéon voit sa part de cinémas chuter de 5,7 points de pourcentage, soit 8,7 % en 2003 et 3,0 % en 2004, et sa part d'écrans perd 10,8 points, passant de 14,7 % à 3,9 %. Les grandes chaînes de cinémas demeurent cependant en tête en ce qui a trait au nombre

Figure 5.4

Nombre annuel moyen d'établissements et d'écrans en activité, Québec, 1980-2004

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

d'écrans par cinéma. En effet, les cinémas Famous Players comp-
taient en moyenne 11,3 écrans par
cinéma en 2004, les cinémas Ciné-
plex Odéon en avaient 8,0, tandis
que les cinémas indépendants en
comportaient 5,4.

LES COMPLEXES MULTISALLES

Si l'on ne considère que les éta-
blissements en activité au 18
mars 2005, quelques change-
ments sont survenus par rapport
aux établissements en activité au
25 février 2004. En effet, le nom-
bre de cinémas comptant moins
de huit écrans est passé de 84 à
80. Quant aux cinémas avec huit

Tableau 5.4

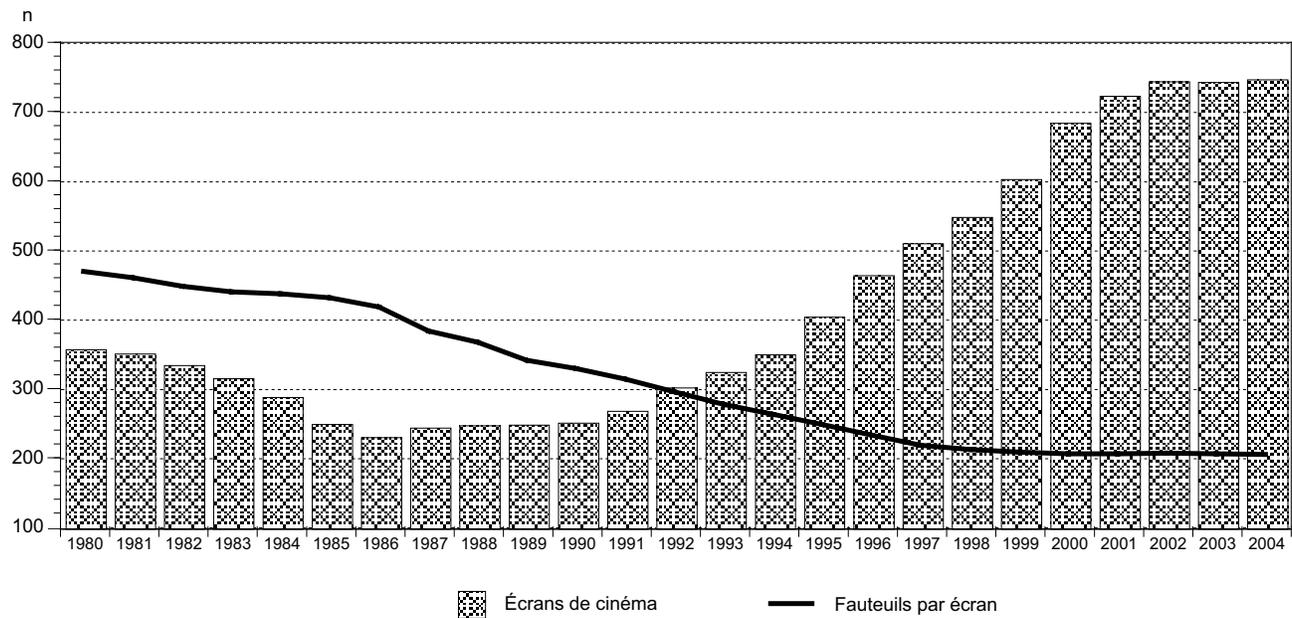
Nombre annuel moyen¹ d'établissements, d'écrans et de fauteuils, Québec, 2000-2004

	2000	2001	2002	2003	2004
n					
Cinéma et ciné-parcs					
Établissements	137	130	132	128	129
Écrans	718	753	773	769	777
Écrans par établissement	5,2	5,8	5,9	6,0	6,0
Cinéma					
Établissements	120	116	118	115	115
Écrans	683	722	743	742	746
Écrans par établissement	5,7	6,2	6,3	6,5	6,5
Fauteuils (k)	139,3	146,9	152,3	151,5	151,2
Fauteuils par écran	204	204	205	204	203
Ciné-parcs					
Établissements	17	14	14	13	14
Écrans	35	31	30	27	31
Écrans par établissement	2,1	2,2	2,1	2,1	2,2

1. Moyenne des données compilées mensuellement au cours de l'année.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 5.5

Nombre annuel moyen d'écrans de cinéma et de fauteuils par écran, Québec, 1980-2004

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.5

Nombre total de salles de cinéma et de fauteuils, Québec, 1985-2004

	Salles de cinéma		Fauteuils	Fauteuils par salle
	n	k	n	
1985	248	106,5	429	
1986	229	95,3	416	
1987	243	92,6	381	
1988	246	89,9	365	
1989	247	83,8	339	
1990	250	81,8	327	
1991	267	83,4	312	
1992	301	88,1	293	
1993	323	88,9	275	
1994	349	91,1	261	
1995	403	99,3	246	
1996	463	107,1	231	
1997	509	109,9	216	
1998	547	115,0	210	
1999	602	124,0	206	
2000	683	139,3	204	
2001	722	146,9	203	
2002	743	152,3	205	
2003	742	151,5	204	
2004	746	151,2	203	

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

écrans et plus, leur nombre a baissé de 7 et il atteint 43. En fait, la situation de mars 2005 est sensiblement la même qu'au 20 février 2003, quand ces nombres étaient respectivement 82 et 43.

La tendance favorable à l'aménagement de grands complexes de divertissement s'est amenuisée, puisque les cinémas de huit écrans et plus regroupent 65,0 % de tous les écrans de cinéma en activité en mars 2005, tandis que cette proportion était de 68,3 % l'année précédente. Les cinémas comprenant trois écrans et moins représentent 40,1 % de tous les cinémas en activité en 2005, par rapport à 37,3 % en février 2004,

tandis que la part des établissements de 16 écrans et plus a baissé de 9,7 % à 8,9 %.

LES CINÉMAS ET LES CINÉ-PARCS

Contrairement au nombre de permis dont les données sont compilées au 31 décembre de chaque année, le nombre moyen d'établissements en activité révèle un portrait plus juste du développement réel de l'infrastructure cinématographique. Ainsi, on remarque une stabilisation de l'infrastructure, étant donné la faible hausse du nombre moyen de cinémas et de ciné-parcs, qui passe de 128 établissements en 2003 à 129 en 2004, et la légère augmentation

du nombre moyen d'écrans, soit 777 en 2004, comparativement à 769 en 2003.

Cette stabilisation est observable tant pour ce qui est des cinémas (même nombre d'établissements) qu'en ce qui regarde les ciné-parcs (un de plus). Quant à la légère augmentation du nombre d'écrans, elle touche également les cinémas et les ciné-parcs qui en comptent – dans chaque catégorie – quatre de plus qu'en 2003, ce qui correspond du reste à des hausses respectives de 0,5 % et de 14,8 %.

Le nombre moyen d'écrans dans les cinémas est passé de 683 à 746 entre 2000 et 2004, soit une augmentation de 9,2 % et un

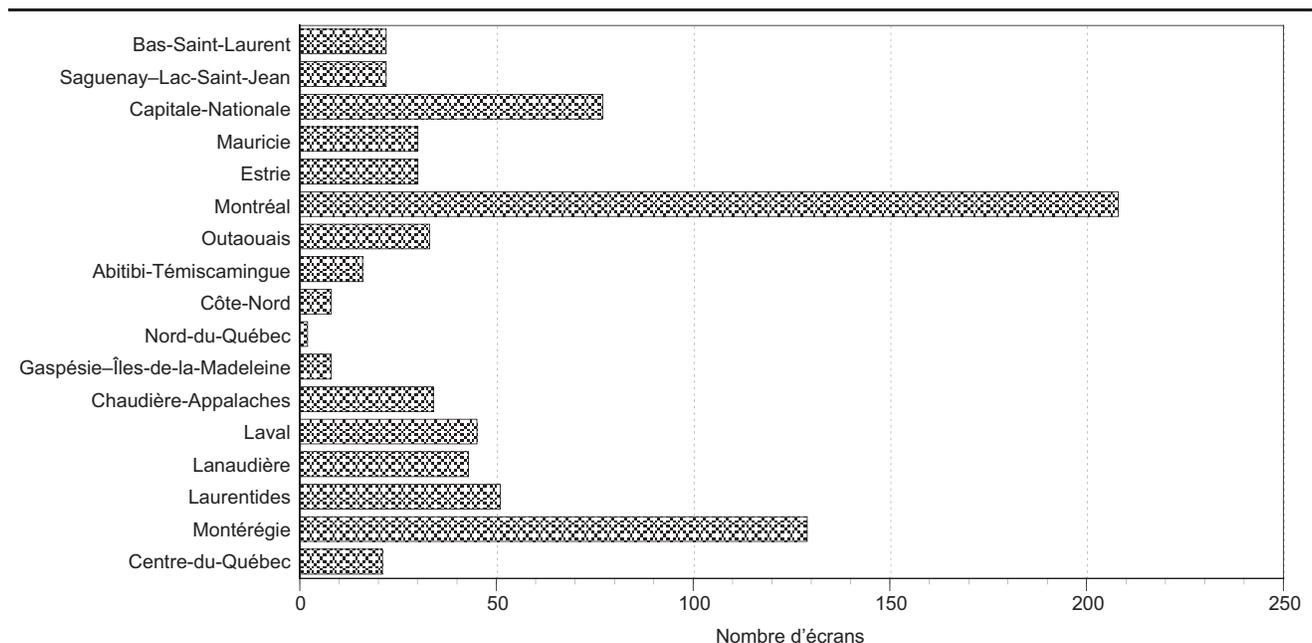
taux de croissance annuel moyen de 2,2 %. Entre 1995 et 1999, ce nombre était passé de 403 à 602, soit une importante hausse de 49,4 % et un taux de croissance annuel moyen de 10,6 %. Au cours des 20 dernières années (1985-2004), cette progression a été de 200,8 %, ce qui équivaut à un taux de croissance annuel moyen de 6,0 %.

Le nombre moyen d'écrans par cinéma et le nombre de fauteuils par salle

Le nombre moyen d'écrans par cinéma est demeuré le même en 2004 par rapport à l'année précédente, soit 6,5. Comparativement

Figure 5.6

Nombre moyen d'écrans en activité par région administrative, Québec, 2004



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.6

Nombre et caractéristiques des cinémas et des ciné-parcs, par région administrative, Québec, 2000-2004

Région administrative	2000	2001	2002	2003	2004
	n				
Bas-Saint-Laurent					
Établissements en activité	9	8	8	8	9
Écrans	20	19	19	20	22
Saguenay-Lac-Saint-Jean					
Établissements en activité	9	8	7	7	7
Écrans	25	23	22	22	22
Capitale-Nationale					
Établissements en activité	8	8	8	8	8 ^r
Écrans	69	77	75	76	77 ^r
Mauricie					
Établissements en activité	5 ^r	6 ^r	6	6	6
Écrans	28 ^r	30 ^r	30	30 ^r	30 ^r
Estrie					
Établissements en activité	6	5	5	5	5
Écrans	24	25	25	26	30
Montréal					
Établissements en activité	27	25 ^r	25 ^r	24 ^r	24 ^r
Écrans	183 ^r	197 ^r	206 ^r	209 ^r	209 ^r
Outaouais					
Établissements en activité	6	6	6	6	6
Écrans	33	33	33	33	33
Abitibi-Témiscamingue					
Établissements en activité	7	7	7	7	6
Écrans	15	15	15	15	16
Côte-Nord					
Établissements en activité	3	3	3	3	3
Écrans	7	7	7	8	8
Nord-du-Québec					
Établissements en activité	2	2	2	2	2
Écrans	2	2	2	2	2
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine					
Établissements en activité	6	5	6	6	7
Écrans	7	8	8	7	8
Chaudière-Appalaches					
Établissements en activité	8	8	9	8	8
Écrans	23	27	33	34	34
Laval					
Établissements en activité	5	5 ^r	5 ^r	5 ^r	4 ^r
Écrans	47 ^r	57 ^r	57 ^r	51 ^r	45 ^r
Lanaudière					
Établissements en activité	5	4	5	5	5
Écrans	28	27	39	42	43
Laurentides					
Établissements en activité	9	9	9	9	9
Écrans	50	50	50	50	51
Montérégie					
Établissements en activité	22	21	19	18	19 ^r
Écrans	146	145	139	131	129 ^r
Centre-du-Québec					
Établissements en activité	4 ^r	3 ^r	3	3	4 ^r
Écrans	15 ^r	13 ^r	14	16 ^r	21 ^r

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

à 2000, qui comptait 5,7 écrans en moyenne par cinéma, il s'agit d'une hausse de 14,0 %. Le taux de croissance annuel moyen du nombre d'écrans par cinéma pendant la période 2000-2004 est de 3,3 %. Le nombre moyen d'écrans par ciné-parc a légèrement augmenté, passant de 2,1 en 2003 à 2,2 en 2004.

La tendance lourde quant à la réduction de la taille des salles de cinéma est chose du passé. En effet, de 1985 à 1994, le nombre de fauteuils par écran diminuait en moyenne de 5,4 % par année, et ce taux passait à 4,4 % entre 1995 et 1999, tandis qu'il n'est plus qu'à 0,1 % pendant la période 2000-2004. En 2004, le nombre de fauteuils par écran est de 203, comparativement à 204 en 2003.

LES ÉTABLISSEMENTS ET LES ÉCRANS EN RÉGION

Nous constatons peu de modifications notables dans les régions quant au nombre moyen de cinémas ou d'écrans en activité en 2004. Mentionnons tout de même que, dans la région du Centre-du-Québec, on compte un établissement et cinq écrans de plus qu'en 2003. La région de Laval a perdu un établissement et six écrans au cours de la même période. En Montérégie, un établissement s'est ajouté, mais on compte deux écrans de moins. L'Estrie abrite toujours le même nombre

d'établissements, mais elle a perdu quatre écrans, tandis que la région de Laval compte un cinéma et six écrans de moins qu'en 2003.

L'évolution, selon les régions, du nombre d'écrans en activité par 100 000 habitants, entre 2000 et 2004, montre que le développement des infrastructures a été relativement plus important dans certaines régions périphériques que dans les grands centres. Ainsi, des augmentations sont survenues dans Lanaudière, le nombre d'écrans passant de 7,0 à 10,4, dans la Chaudière-Appalaches où il augmente de 5,9 à 8,6, dans le Centre-du-Québec où il passe de 6,7 en 2000 à 9,3 en 2004. Au cours de la même période, les régions de Montréal et de la Capitale-Nationale ont connu des augmentations beaucoup plus modestes, soit de 10,0 à 11,1 et de 10,7 à 11,6 respectivement... Les baisses les plus importantes sont observables à Laval, où ce nombre passe de 13,4 à 12,3 et, en Montérégie, où il chute de 11,1 à 9,5. Dans l'ensemble du Québec et durant la même période, le nombre moyen d'écrans en activité par 100 000 habitants est passé de 9,7 à 10,3.

Les régions qui ont connu les plus fortes augmentations du nombre d'écrans par 100 000 habitants au cours de la dernière année sont le Centre-du-Québec (2,2 écrans) et l'Estrie (1,3). Les régions qui, à l'inverse, ont connu les plus fortes réductions sont Laval (- 1,8 écran) et la Montérégie (- 0,3).

Tableau 5.7

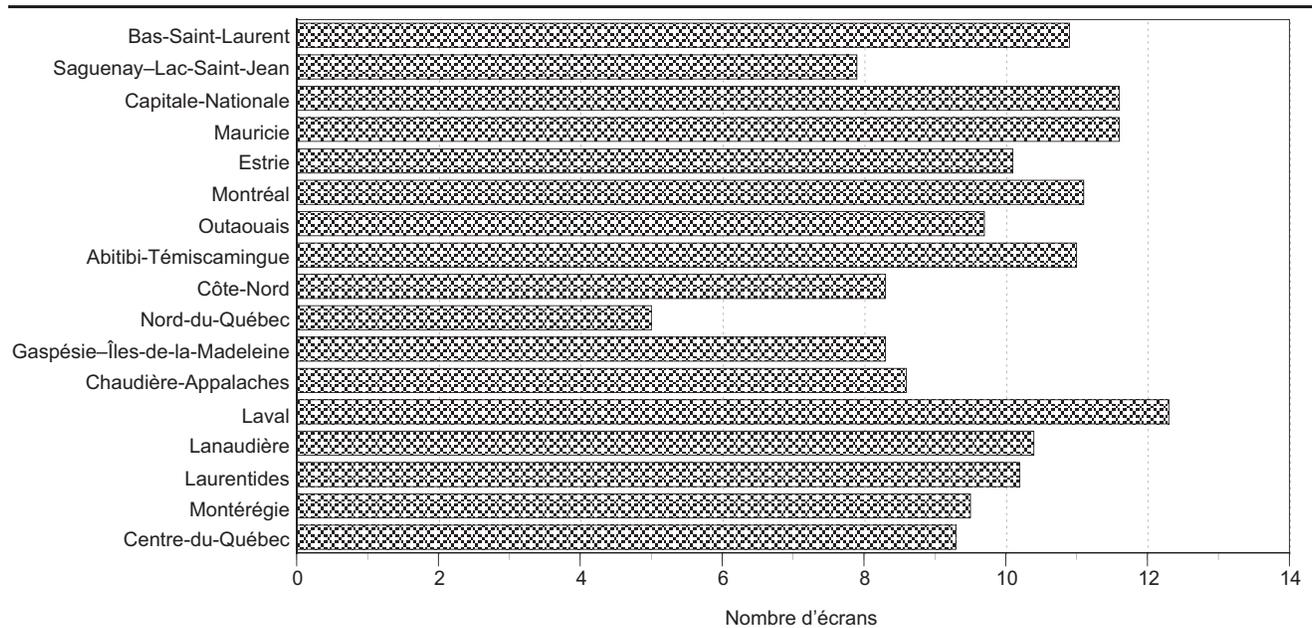
Nombre d'établissements et d'écrans par 100 000 habitants selon la région administrative, Québec, 2000-2004

Région administrative	2000	2001	2002	2003	2004
n					
Bas-Saint-Laurent					
Établissements en activité	4,4	3,9	4,0	4,0	4,5
Écrans	9,8	9,4	9,4	9,9	10,9
Saguenay-Lac-Saint-Jean					
Établissements en activité	3,1	2,8	2,5	2,5	2,5
Écrans	8,7	8,1	7,8	7,9	7,9
Capitale-Nationale					
Établissements en activité	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2 ^r
Écrans	10,7	11,9	11,5	11,5	11,6 ^r
Mauricie					
Établissements en activité	1,9 ^r	2,3 ^r	2,3	2,3	2,3
Écrans	10,7 ^r	11,5 ^r	11,5	11,6 ^r	11,6 ^r
Estrie					
Établissements en activité	2,1	1,7	1,7	1,7	1,7
Écrans	8,3	8,6	8,5	8,8	10,1
Montréal					
Établissements en activité	1,5	1,4	1,3 ^r	1,3	1,3
Écrans	10,0 ^r	10,7 ^r	11,1 ^r	11,2 ^r	11,1 ^r
Outaouais					
Établissements en activité	1,9	1,9	1,8	1,8	1,8
Écrans	10,3	10,2	10,0	9,9	9,7
Abitibi-Témiscamingue					
Établissements en activité	4,6	4,6	4,7	4,8	4,1
Écrans	9,8	10,0	10,1	10,3	11,0
Côte-Nord					
Établissements en activité	2,9	3,0	3,0	3,1	3,1
Écrans	6,8	6,9	7,0	8,2	8,3
Nord-du-Québec					
Établissements en activité	5,1	5,1	5,0	5,0	5,0
Écrans	5,1	5,1	5,0	5,0	5,0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine					
Établissements en activité	5,9	5,0	6,1	6,2	7,2
Écrans	6,9	8,0	8,1	7,2	8,3
Chaudière-Appalaches					
Établissements en activité	2,0	2,0	2,3	2,0	2,0
Écrans	5,9	6,9	8,4	8,7	8,6
Laval					
Établissements en activité	1,4	1,4 ^r	1,4 ^r	1,4 ^r	1,1 ^r
Écrans	13,4 ^r	16,1 ^r	15,8 ^r	14,2 ^r	12,3 ^r
Lanaudière					
Établissements en activité	1,3	1,0	1,2	1,2	1,2
Écrans	7,0	6,7	9,6	10,4	10,4
Laurentides					
Établissements en activité	1,9	1,9	1,9	1,8	1,8
Écrans	10,7	10,5	10,3	10,2	10,2
Montérégie					
Établissements en activité	1,7	1,6	1,4	1,3	1,4 ^r
Écrans	11,1	11,0	10,4	9,8	9,5 ^r
Centre-du-Québec					
Établissements en activité	1,8 ^r	1,4 ^r	1,3	1,3	1,8 ^r
Écrans	6,7 ^r	5,9 ^r	6,3	7,1 ^r	9,3 ^r
Le Québec					
Établissements en activité	1,9	1,8	1,8	1,7	1,7
Écrans	9,7	10,2	10,4	10,3	10,3

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 5.7

Nombre annuel moyen d'écrans de cinémas et de ciné-parcs en activité par 100 000 habitants selon la région administrative, 2004



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



Camping sauvage
Photo : Véro Boncompagni



CHAPITRE 6

LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Benoit Allaire et Denis Ouellette-Roussel

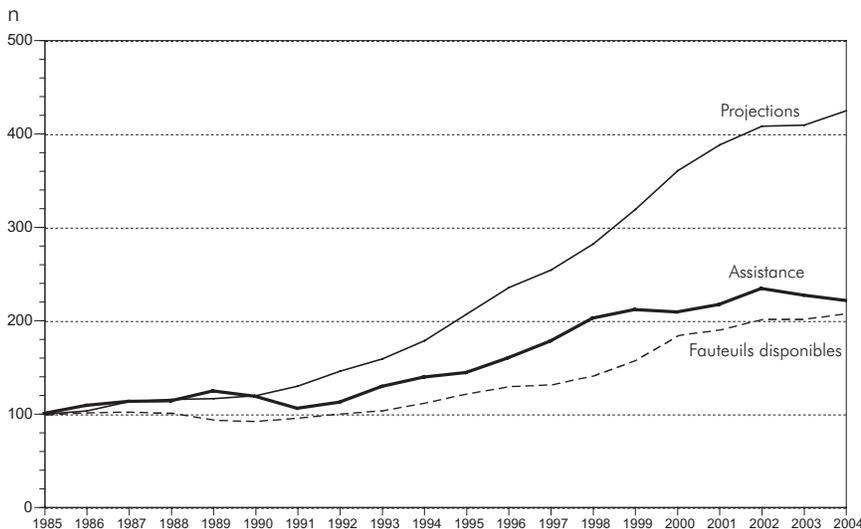
De façon générale, les résultats d'exploitation de 2004 connaissent une légère baisse par rapport à ceux de 2003, et ils poursuivent ainsi le fléchissement observé après l'année exceptionnelle que représente 2002. L'assistance baisse de 2,4 % et se situe à 28,3 millions d'entrées, tandis que les recettes fondent de 0,3 % et qu'elles atteignent 178,7 M \$. Ces résultats, qui demeurent toutefois très bons, sont attribuables en grande partie au record de performance au guichet des films québécois, à savoir 3,9 millions d'entrées, et à la hausse de 2,3 % du prix moyen du billet, qui passe de 6,16 \$ en 2003 à 6,30 \$ en 2004. Pendant la période de trois ans qui va du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2004, 30 films québécois suscitent plus de 50 000 entrées au guichet et attirent 328 564 spectateurs en moyenne, ce qui est nettement supérieur à la période 2001-2003 au cours de laquelle 24 films québécois comptabilisent plus de 50 000 entrées et 322 623 spectateurs en moyenne, et à la période 2000-2002 qui, elle, comporte 21 productions québécoises de plus de 50 000 entrées, soit en moyenne 226 730 spectateurs.



Les aimants

Photo : Alliance Atlantis Vivafilm

Figure 6.1

Évolution de l'assistance, du nombre de projections et de fauteuils disponibles dans les salles de cinéma, Québec, 1985-2004 (1985=100)

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.1

Évolution de l'assistance, du nombre de projections, du prix d'entrée moyen et du nombre de fauteuils disponibles, salles de cinéma, Québec, 1985-2004

Année	Assistance	Projections	Prix d'entrée moyen	Fauteuils disponibles	Taux d'occupation
	k		\$	k	%
1985	12 510,7	225 121	4,22	94 638,1	13,2
1986	13 557,5	232 644	4,04	96 792,3	14,0
1987	14 119,9	254 745	4,27	97 534,1	14,5
1988	14 186,3	260 447	4,74	96 348,4	14,7
1989	15 490,7	262 320	5,05	89 374,2	17,3
1990	14 779,4	268 932	5,31	88 094,2	16,8
1991	13 179,8	292 128	5,28	91 235,3	14,4
1992	13 990,7	328 537	5,08	95 613,0	14,6
1993	16 101,8	357 931	5,16	98 949,8	16,3
1994	17 379,4	401 992	5,15	106 615,4	16,3
1995	17 979,2	465 931	4,92	115 924,3	15,5
1996	19 927,9	529 811	4,87	123 277,4	16,2
1997	22 176,8	572 517	5,08	125 031,3	17,7
1998	25 271,0	635 343	5,13	134 280,5	18,8
1999	26 397,8	718 500	5,34	149 933,7	17,6
2000	25 084,4	811 942	5,70	168 280,4	14,9
2001	27 077,5	874 444	5,97	180 804,4	15,0
2002	29 235,9	919 446	6,13	191 449,4	15,3
2003	28 344,0	921 211	6,16	191 599,6	14,8
2004	27 621,6	956 379	6,30	196 921,2	14,0

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

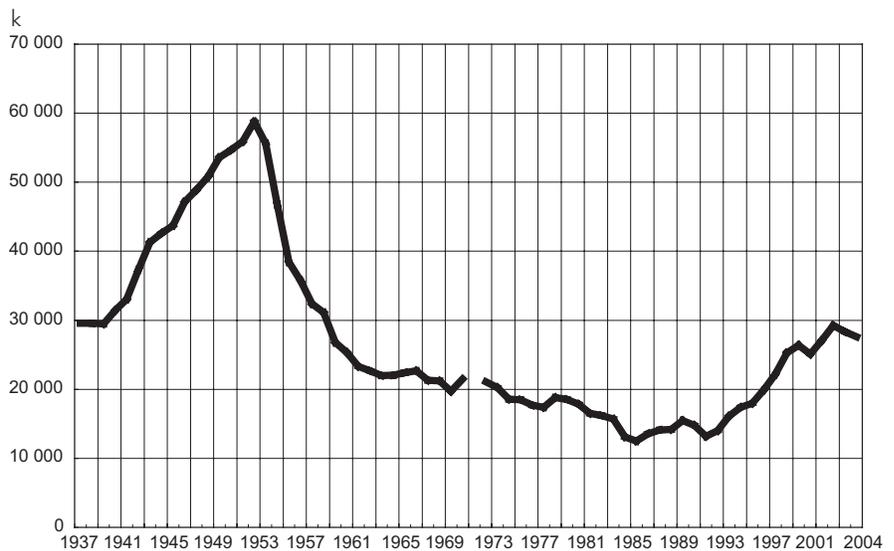
Le constat des dernières années quant à la saturation de l'industrie reste valable en 2004, et le très faible développement de l'infrastructure en est la conséquence immédiate. Un excellent indicateur de l'offre cinématographique est le nombre de fauteuils disponibles, c'est-à-dire le nombre de fauteuils mis à la disposition des spectateurs à chaque projection. Par exemple, deux projections dans une salle de 500 fauteuils représentent 1 000 fauteuils disponibles. En regardant l'évolution de cet indicateur sur une longue période, on constate que le nombre de fauteuils disponibles augmente annuellement de 3,9 % en moyenne entre 1985 et 2004. Ce taux de croissance est légèrement inférieur à celui de l'assistance qui est de 4,3 % durant la même période et, en conséquence, le taux d'occupation (l'assistance en fonction du nombre de fauteuils disponibles) affiche une diminution annuelle moyenne de 0,3 %.

Par ailleurs, les données obtenues en 2004 permettent de jeter un regard sur la première moitié de la décennie 2000, de confirmer que l'industrie québécoise du cinéma croît durant une quatrième période de cinq ans consécutive, et que, par conséquent, les 20 dernières années (1985-2004) constituent une étape durant laquelle l'industrie sort progressivement du déclin qui a duré plus de 30 ans. L'année 1985 enregistre la pire assistance au cinéma au Québec, soit 12,5 millions d'entrées, ce qui, d'après

la population d'alors, correspond à 1,9 film par habitant. Cette année-là se termine donc le déclin du cinéma commencé de manière draconienne en 1953, quand l'arrivée de la télévision vient bousculer les habitudes, et qui se poursuit plus tranquillement à partir du début des années 1960. En 2004, d'après la population, chaque Québécois assiste à 3,7 films en moyenne dans les salles de cinéma et, d'après les entrées, l'assistance y est 2,2 fois plus élevée qu'en 1985.

Affichant une assistance annuelle moyenne de 13,9 millions d'entrées, la seconde moitié des années 1980 montre une hausse de l'assistance par rapport à la première moitié. C'est la première fois qu'on observe une hausse depuis les trois tranches de cinq ans qui se sont succédé à l'époque du cinéma triomphant, à compter de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'au début des années 1950, soit 1940-1944, 1945-1949 et 1950-1954. La période 1990-1994 marque une seconde hausse successive : compte tenu d'une moyenne annuelle de 15,0 millions d'entrées, c'est une progression de 8,0 % par rapport à la tranche précédente. Entre 1995 et 1999, la moyenne annuelle est de 22,5 millions d'entrées, soit une hausse spectaculaire de 48,2 % par rapport à la période précédente. Enfin, entre le 1^{er} janvier 2000 et le 31 décembre 2004, la moyenne annuelle grimpe à 27,5 millions d'entrées, ce qui constitue

Figure 6.2
Assistance au cinéma¹, Québec, 1937-2004



1. Il n'y a pas eu d'enquête en 1971.

Sources : Statistique Canada (63-207), de 1937 à 1974.

Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, Enquête mensuelle auprès des salles de cinéma et des ciné-parcs, de 1975 à 2003.



Elles étaient cinq

Photo : Alliance Atlantis Vivafilm

Tableau 6.2

Projections selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 2000-2004

	2000		2001		2002		2003		2004	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Projections	816 295		878 473		923 755		925 072		960 372	
Français	569 267	69,7	624 873	71,1	659 094	71,3	668 937	72,3	675 633	70,4
Cinémas	565 119	99,3	620 987	99,4	654 978	99,4	665 309	99,5	671 867	99,4
Ciné-parcs	4 148	0,7	3 886	0,6	4 116	0,6	3 628	0,5	3 766	0,6
Autre que français	247 028	30,3	253 600	28,9	264 661	28,7	256 135	27,7	284 739	29,6
Cinémas	246 823	99,9	253 457	99,9	264 468	99,9	255 902	99,9	284 512	99,9
Ciné-parcs	205	0,1	143	0,1	193	0,1	233	0,1	227	0,1
Visa général	454 788	55,7	595 619	67,8	565 533	61,2	579 221	62,6	669 804	69,7
Cinémas	453 046	99,6	593 588	99,7	563 011	99,6	577 822	99,8	667 521	99,7
Ciné-parcs	1 742	0,4	2 031	0,3	2 522	0,4	1 399	0,2	2 283	0,3
13 ans et plus	327 514	40,1	246 416	28,1	323 197	35,0	319 266	34,5	263 407	27,4
Cinémas	325 060	99,3	244 577	99,3	321 494	99,5	316 807	99,2	261 718	99,4
Ciné-parcs	2 454	0,7	1 839	0,7	1 703	0,5	2 459	0,8	1 689	0,6
16 ans et plus	29 435	3,6	33 168	3,8	30 317	3,3	24 712	2,7	25 314	2,6
Cinémas	29 278	99,5	33 009	99,5	30 233	99,7	24 709	100,0	25 293	99,9
Ciné-parcs	157	0,5	159	0,5	84	0,3	3	—	21	0,1
18 ans et plus ¹	4 558	0,6	3 270	0,4	4 708	0,5	1 873	0,2	1 847	0,2

1. Catégorie de classement réservée aux cinémas.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

une quatrième hausse consécutive, cette fois de 22,9 %.

Pour répondre à la demande qu'elle suscite par ailleurs, l'industrie cinématographique connaît, pendant ces 20 dernières années, beaucoup de changements sur le plan de l'infrastructure. Entre 1985 et 2004 – et sans tenir compte de la sophistication de l'équipement technique du son et de l'image ou des aires de jeu et des installations parallèles dans ce qu'il est convenu d'appeler les « complexes du cinéma » –, le nombre de projections est multiplié par 4,25, et le nombre de fauteuils disponibles, par 2,1. Pendant la deuxième moitié des années 1980, le nombre moyen annuel de projections est de 247 055, et 94,9 millions de fauteuils sont disponibles. La première tranche des années 1990 inscrit une hausse de 33,5 %, en

compilant 329 904 projections en moyenne et une faible augmentation de 1,2 % des fauteuils disponibles, qui passent à 96,1 millions en moyenne. L'offre s'accroît de manière spectaculaire pendant la seconde moitié des années 1990 : 584 420 projections et 129,7 millions de fauteuils en moyenne par année, ce qui correspond à des hausses de 77,2 % et de 35,0 % par rapport au début de la décennie 1990. Enfin, la première moitié des années 2000 – quatrième tranche de cinq ans consécutive – voit encore une infrastructure qui s'améliore et une offre qui s'accroît davantage : 896 684 projections et 185,8 millions de fauteuils en moyenne par année, ce qui représente deux fortes augmentations, soit respectivement 53,4 % et 43,3 %.

Pourquoi note-t-on cette croissance depuis 20 ans? Plusieurs éléments fournissent une part d'explication, mais l'hypothèse la plus plausible est celle des effets de ricochet causés par l'arrivée, au milieu des années 1980, du cinéma dans les ménages, grâce à la vidéocassette et au magnétoscope et, plus récemment, du DVD et du « cinéma maison ». Dans le quartier, grâce au « centre vidéo », le cinéma est présent plus que jamais et il devient un produit de consommation facile d'accès et abordable. En entrant dans les foyers, là où l'on se divertit de plus en plus, il se dote du meilleur moyen qui soit pour faire sa promotion : l'intérêt pour les films augmente graduellement. Par ailleurs, l'industrie cinématographique sait profiter de cette percée technologique de la

vidéocassette, qui transforme complètement le loisir, en concluant les ententes nécessaires à son développement en matière de distribution, de diffusion, de publicité, de festivals, de chroniques, etc. Tout le monde parle de cinéma et de la date de « sortie en salle ».

Dans les années 1950, quand la télévision pénètre dans les maisons, les gens désertent les salles de cinéma. Dans les années 1980, au moment où le magnétoscope s'installe au salon, le cinéma reprend du galon, et ce, à un point tel que, pour ne pas devoir attendre la « sortie vidéo », on se tourne de nouveau vers les salles de cinéma. De l'alliance entre l'imagination et la technologie naissait, il y a un peu plus de 100 ans, le septième art. Des périodes triomphantes aux phases de déclin, l'histoire du cinéma et de l'industrie qui permet son essor nous ramène constamment, et encore une fois, à cette alliance.

LES PROJECTIONS CINÉMATOGRAPHIQUES

En 2004, les films à l'affiche dans les ciné-parcs et les salles de cinéma du Québec sont projetés sur les écrans 960 372 fois, ce qui représente, par rapport à 2003, une croissance du nombre de projections cinématographiques de 3,8 %. Nettement supérieure à la croissance de 0,1 % notée en 2003, celle-ci reste cependant en dessous du taux de croissance annuel moyen de 4,2 % observé de-

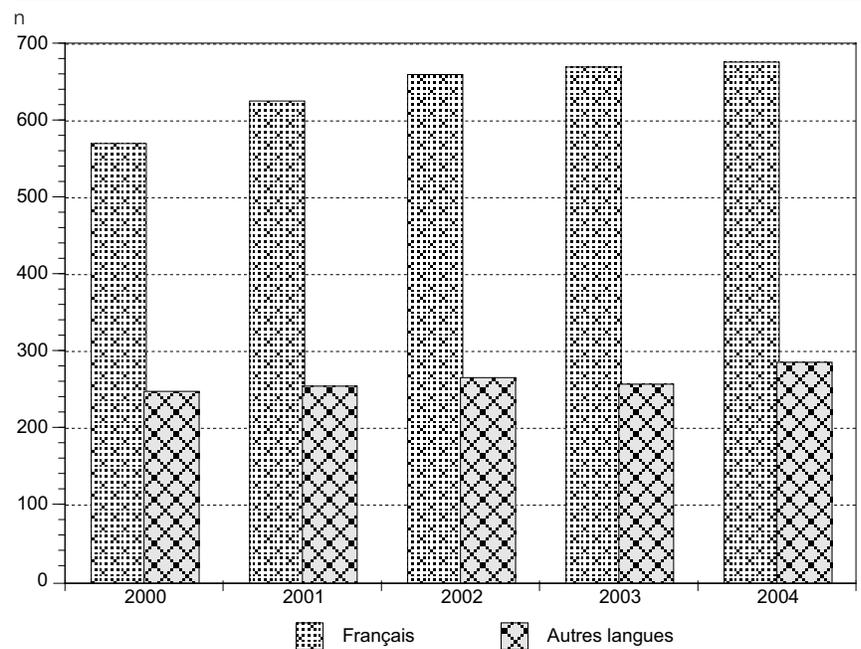
puis 2000. En fait, si la seconde moitié des années 1990 affichait un taux de croissance annuel moyen très élevé, soit 11,4 %, que le début des années 2000 maintenait une heureuse expansion, et que 2003 mettait un terme à cette tendance, l'année 2004 affiche une hausse qui permet de parler d'une reprise de la croissance du nombre de projections. Cela dit, au bond considérable de 252 133 projections en 1999 par rapport à 1995, soit une augmentation de 53,5 %, succède, entre 2000 et 2004, une progression beaucoup plus modeste de 144 077 projections, soit 17,7 %.

L'augmentation en 2004 de 35 300 projections par rapport à 2003 peut aussi s'expliquer, en partie, par la hausse du nombre

d'écrans en activité, passé de 769 en 2003 à 777 en 2004. Du reste, la différence positive (+ 2,8) entre la croissance du nombre de projections (3,8 %) et celle du nombre d'écrans (1,0 %) témoigne d'une utilisation plus importante des infrastructures en place. Ainsi, le nombre moyen de projections par écran passe de 1 203 en 2003 à 1 236 en 2004, ce qui correspond à un accroissement de l'utilisation des infrastructures de 2,7 %, la plus forte hausse depuis celle de 3,4 % en 1999, et supérieure à la hausse moyenne annuelle de 2,1 % de la première tranche des années 2000.

La croissance de la proportion des projections cinématographiques en langue française au Québec s'arrête en 2003. Affichant un

Figure 6.3
Projections selon la langue, Québec, 2000-2004



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

taux de 70,4 %, l'année 2004 marque en effet une baisse de 1,9 % par rapport à l'année précédente. De plus, le taux de 2004 est inférieur de 0,6 point de pourcentage au taux moyen de 71,0 % observé depuis l'année 2000. En fait, pendant que le nombre de projections en langue française a connu, entre 2000 et 2004, une augmentation de 18,7 %, la variation annuelle de la croissance du nombre de projections en langue française diminue au fil des ans, passant de 9,8 % en 2001 à 5,5 % en 2002, à 1,5 % en 2003 et à 1,0 % en 2004. Après une baisse en 2003, le nombre de projections en d'autres langues

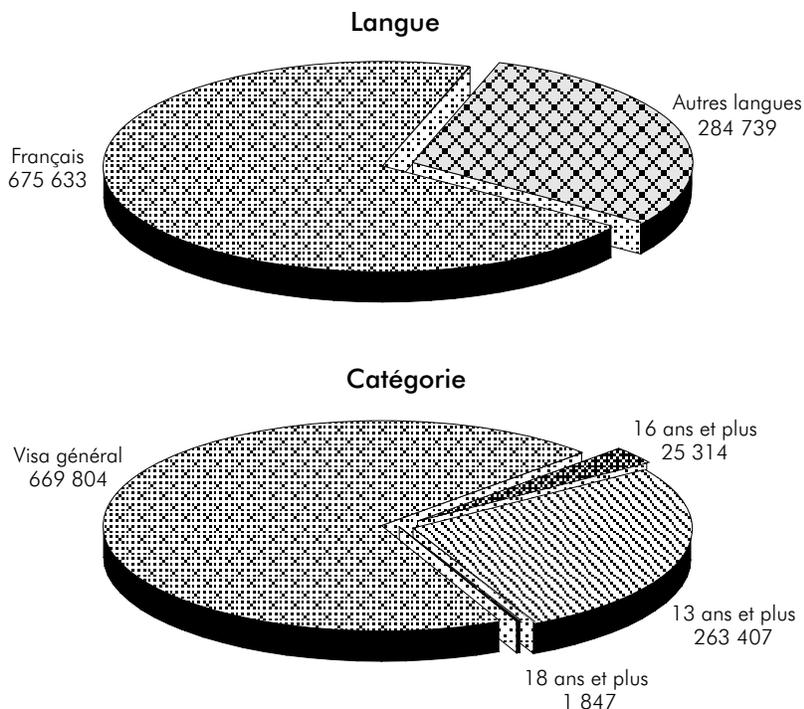
augmente, quant à lui, considérablement en 2004 : de 256 136 en 2003, il passe à 284 739 en 2004. Le nombre de projections en d'autres langues connaît également une augmentation entre 2000 et 2004, et cette hausse de 15,3 % s'accompagne d'une variation annuelle qui passe de 2,7 % en 2001, à 4,4 % en 2002, à - 3,2 % en 2003, à 11,2 % en 2004. En somme, à l'instar du nombre total de projections, le nombre des projections en langue française et celui des projections en d'autres langues connaissent une croissance depuis 2000, mais 2004 présente un élément nouveau : pour la première fois,

l'augmentation du nombre total des projections s'explique principalement par l'augmentation du nombre de projections en d'autres langues : des 35 300 projections qui s'ajoutent entre 2003 et 2004, 28 604, c'est-à-dire 81,0 %, sont le fait de projections en d'autres langues.

La répartition du nombre de projections selon la catégorie de classement montre que les films classés « visa général » continuent non seulement d'occuper la plus grande part des écrans des cinéparcs et des salles de cinéma du Québec, mais ils sont également projetés plus que jamais. Avec 669 804 projections en 2004 et comptant pour 69,7 % de l'ensemble des projections, la catégorie des films « pour tous » enregistre une augmentation importante de 15,6 % par rapport à l'année 2003. À l'inverse, les films qui s'adressent aux personnes de « 13 ans et plus » sont projetés en 2004 dans une proportion de 17,5 % inférieure à l'année précédente. La projection des films classés « 16 ans et plus » augmente légèrement, de 2,4 %, en 2004, tandis que la projection des films pour adultes, « 18 ans et plus », subit une faible baisse de 1,4 % par rapport à 2003.

En 2004, la répartition des projections selon le classement montre que la place que gagnent chaque année les films « pour tous » et « 13 ans et plus » reste toujours très importante, mais qu'elle cesse de

Figure 6.4

Projections selon la langue et la catégorie de classement, Québec, 2004

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

croître. En 2004 comme en 2003, ces deux catégories cumulent en effet 97,1 % des projections. Depuis 2000, elles enregistrent des taux de croissance annuels qui fluctuent beaucoup – des écarts de 36,0 % en ce qui concerne les films classés « visa général » et de 72,1 % quant aux films « 13 ans et plus » –, mais ces fluctuations, qui sont aussi le fait d'une valse entre les deux catégories, aboutissent à des taux de croissance annuels moyens respectifs de 10,2 % et de – 5,3 %. Pour ce qui est des catégories « 16 ans et plus » et « 18 ans et plus », elles connaissent pendant la même période des diminutions annuelles moyennes respectives de 3,7 % et de 20,2 %.

L'ASSISTANCE

En 2004, on compile 28,3 millions d'entrées dans les ciné-parcs et les salles de cinéma du Québec, ce qui représente une baisse de l'assistance de 2,4 % par rapport aux 29,0 millions d'entrées de l'année 2003. Si l'on se reporte aux 29,9 millions d'entrées de 2002, on enregistre donc une baisse de l'assistance une deuxième année consécutive. Cependant, cette baisse d'assistance de 5,4 % entre 2002 et 2004 doit être nuancée. D'abord, on se rappelle que l'année 2002, celle du film *Un homme et son péché*, est exceptionnelle : pour connaître une assistance comparable, il faut remonter plus de 45 ans en arrière, à la fin des

années 1950. Or, cette dernière période correspond au déclin rapide de l'assistance au cinéma au profit de la télévision et des téléromans, dont le très populaire *Les belles histoires des pays d'en haut*, de Claude-Henri Grignon. Ensuite, l'assistance de 2004 représente une hausse de 10,1 % comparativement à 2000, soit une croissance annuelle moyenne de 2,4 %.

En 2004, l'assistance aux projections en langue française baisse, et ce, une deuxième année consécutive : 69,3 % de l'assistance totale est attribuable aux projections en français, ce qui correspond à une baisse de 1,4 % par rapport à 2003 et de 1,7 % comparativement à 2002. Les 19,6 millions

Tableau 6.3

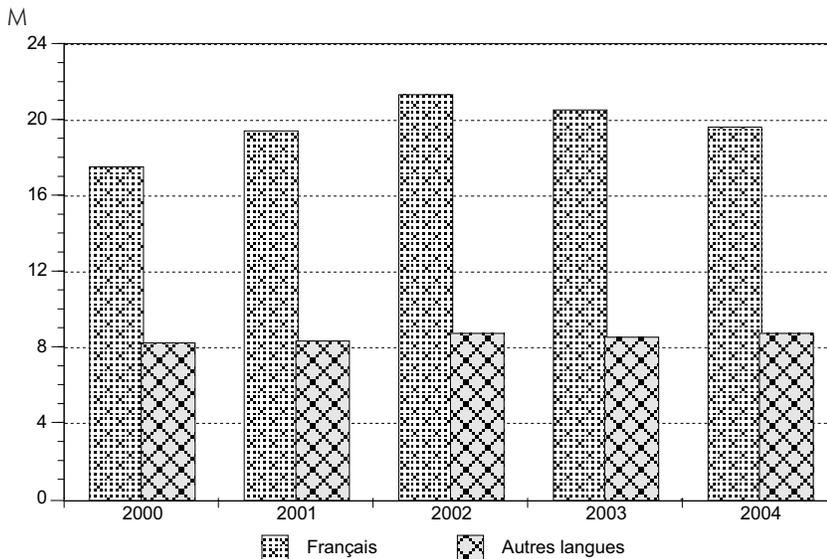
Assistance selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 2000-2004

	2000		2001		2002		2003		2004	
	k	%	k	%	k	%	k	%	k	%
Assistance	25 729,1		27 746,2		29 941,9		29 021,3		28 333,2	
Français	17 488,5	68,0	19 396,6	69,9	21 263,5	71,0	20 519,2	70,7	19 647,7	69,3
Cinémas	16 885,7	96,6	18 743,6	96,6	20 592,9	96,8	19 877,3	96,9	18 962,8	96,5
Ciné-parcs	602,7	3,4	653,0	3,4	670,6	3,2	641,9	3,1	684,9	3,5
Autre que français	8 240,6	32,0	8 349,6	30,1	8 678,5	29,0	8 502,1	29,3	8 685,5	30,7
Cinémas	8 198,7	99,5	8 333,9	99,8	8 643,0	99,6	8 466,7	99,6	8 658,8	99,7
Ciné-parcs	41,9	0,5	15,7	0,2	35,5	0,4	35,4	0,4	26,7	0,3
Visa général	13 901,7	54,0	19 599,4	70,6	18 909,8	63,2	17 851,8	61,5	20 147,2	71,1
Cinémas	13 636,7	98,1	19 276,9	98,4	18 437,4	97,5	17 649,7	98,9	19 691,1	97,7
Ciné-parcs	265,0	1,9	322,5	1,6	472,4	2,5	202,1	1,1	456,1	2,3
13 ans et plus	10 711,5	41,6	6 989,8	25,2	9 902,0	33,1	10 422,3	35,9	7 366,1	26,0
Cinémas	10 348,2	96,6	6 653,7	95,2	9 672,7	97,7	9 947,2	95,4	7 114,5	96,6
Ciné-parcs	363,3	3,4	336,2	4,8	229,3	2,3	475,1	4,6	251,6	3,4
16 ans et plus	962,9	3,7	1 043,7	3,8	976,9	3,3	685,8	2,4	761,1	2,7
Cinémas	946,5	98,3	1 033,8	99,1	972,6	99,6	685,7	100,0	757,2	99,5
Ciné-parcs	16,4	1,7	10,0	1,0	4,3	0,4	0,1	—	4,0	0,5
18 ans et plus ¹	153,0	0,6	113,2	0,4	153,2	0,5	61,4	0,2	58,7	0,2

1. Catégorie de classement réservée aux cinémas.

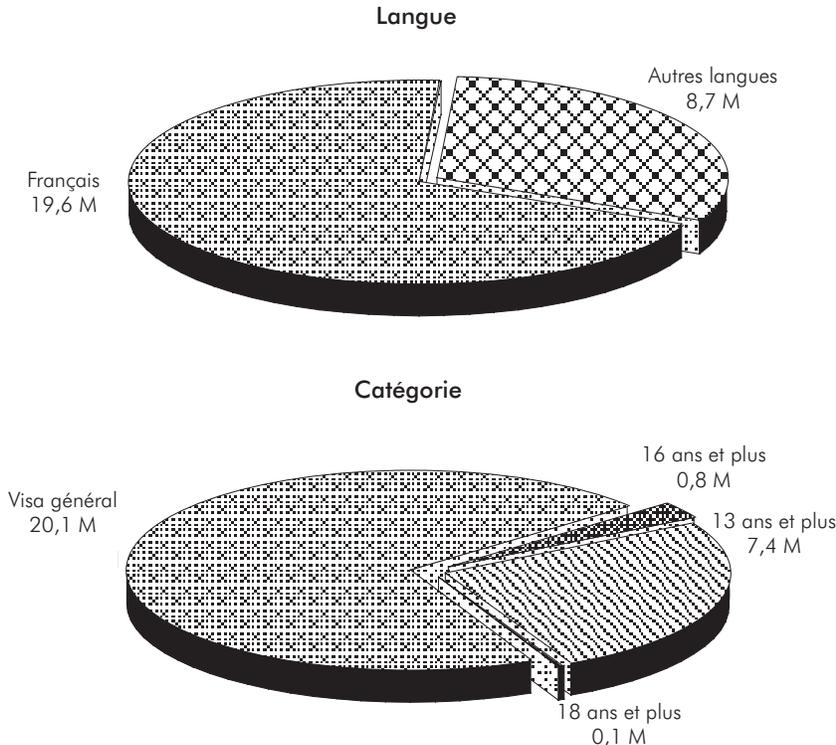
Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.5

Assistance selon la langue de projection des films, Québec, 2000-2004

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.6

Assistance selon la langue et la catégorie de classement, Québec, 2004

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

d'entrées représentent une diminution de 4,3 % par rapport aux 20,5 millions d'entrées de 2003, et une chute de 7,6 % face aux 21,2 millions d'entrées de 2002. À l'inverse, l'assistance aux projections de films dans les autres langues augmente en 2004 et passe à 30,7 % de l'assistance totale. La différence de 183 400 entrées par rapport à 2003 correspond à une hausse de 2,7 %, laquelle ne vient toutefois que rétablir les choses après la baisse de 2,0 % observée l'année précédente, et ne fait donc que dépasser légèrement le nombre d'entrées de 2002.

Les données sur l'assistance selon la langue de projection entre 2000 et 2004 nous révèlent aussi certains éléments : l'assistance annuelle moyenne aux projections en français est de 19 663 100 entrées, soit 69,8 % des entrées totales; le taux de croissance annuel moyen de cette assistance est de 3,0 %, et elle est responsable de la croissance de l'assistance globale observée au cours des cinq années précédentes; l'assistance aux projections en français en 2004 reste très importante, si l'on tient compte du fait que seulement 15 400 entrées la séparent de la moyenne observée depuis 2000, moyenne basée sur les résultats exceptionnels de 2002 et de 2003. De plus, ces données sur la période 2000-2004 permettent de constater qu'en ce qui concerne les projections dans une autre langue que le français, l'assistance moyenne est de 8 491

260 entrées, soit 30,2 % des entrées totales en moyenne, que le taux de croissance annuel moyen de cette assistance est de 1,3 %, et que l'assistance de 2004 dépasse de plus de 194 000 entrées (2,3 %) l'assistance moyenne des cinq années précédentes.

Contrairement aux salles de cinéma qui affichent, en 2004, une baisse de l'assistance, les ciné-parcs voient croître le nombre d'entrées dans une proportion de 5,1 % par rapport à 2003. Leurs 711,6 milliers d'entrées correspondent à 30 milliers d'entrées de plus que la moyenne annuelle depuis 2000, soit la meilleure assistance depuis le record de

911,4 milliers d'entrées établi en 1999. L'assistance dans les ciné-parcs passe de 2,3 % de l'assistance globale en 2003 à 2,5 % en 2004, ce qui correspond à la plus faible et à la plus forte part des cinq dernières années. Rappelons que, de 1999 à 2000, l'assistance dans les ciné-parcs a chuté de 29,3 %, ce qui porte son taux de croissance annuel moyen, durant la période 1999-2003, à -7,2 %. À l'inverse, le taux de croissance annuel moyen de cette assistance, durant la période 2000-2004, s'établit à 2,5 %.

Franchissant le cap des 20 millions d'entrées, l'assistance aux films « pour tous » connaît en

2004 une hausse de 12,9 % par rapport à 2003. La proportion des entrées de cette catégorie de films par rapport à l'assistance globale enregistre également, en 2004, un bond de 9,6 points de pourcentage avant d'atteindre un sommet de 71,1 %. L'assistance aux films classés « 13 ans et plus » chute, quant à elle, de plus de 3 millions d'entrées, soit de 29,3 % par rapport aux 10,4 millions d'entrées de 2003. De 26,0 % en 2004, la part des entrées de cette catégorie de films dans l'assistance globale baisse de 9,9 points de pourcentage comparativement à 2003. L'assistance à ces deux catégories de films varie beaucoup d'année en année. Pendant la période 2000-2004, on remarque, par exemple, des variations extrêmes de décroissance de 15,8 % (2001) et de croissance de 41,0 % (2002) dans la catégorie des films « pour tous », et de 34,7 % au chapitre de la diminution la plus importante (2002) et de 41,7 % quant à la plus forte augmentation (2003) dans la catégorie des films « 13 ans et plus ». Mais, au bout du compte, cette ample variation est principalement le fait d'une assistance qui alterne, selon l'offre, entre ces deux catégories de films qui retiennent ensemble, depuis 2000, entre 95,6 % et 97,4 % des entrées de l'assistance globale.

Cependant, les films « pour tous » sont les seuls à connaître un taux de croissance annuel moyen positif de l'assistance, soit 9,7 %. Ce taux est négatif concernant



Metallic Blues

les films « 13 ans et plus », soit de -8,9 %. Puis, en 2004, l'assistance aux films classés « 16 ans et plus » augmente dans une proportion de 11,0 % par rapport à 2003, et l'auditoire des films classés « 18 ans et plus » baisse de 4,4 %. Ces deux catégories de films, dont l'assistance jumelée compte pour 3,6 % de l'assistance globale annuelle moyenne entre 2000 et 2004, enregistrent, pendant les cinq dernières années, des diminutions moyennes annuelles respectives d'assistance de 5,7 % et de 21,3 %.

En 2004, le nombre d'entrées aux ciné-parcs et dans les salles de cinéma par rapport à la population québécoise indique, une deuxième année consécutive, une légère baisse : après l'augmenta-

tion constante du nombre d'entrées par habitant entre 1991 (1,9 entrée) et le taux record de 2002 (4,0 entrées), et la légère baisse en 2003 de ce taux à 3,9 entrées, l'année 2004 affiche en effet un taux d'assistance de 3,8 entrées par habitant.

LES RECETTES AU GUICHET

Tout comme l'assistance, les recettes diminuent une deuxième année consécutive et elles passent de 179,2 M \$ en 2003 à 178,7 M \$ en 2004. Cette baisse de 0,3 % des recettes est beaucoup moins importante que celle de l'assistance (2,4 %), différence qui s'explique par une augmentation de 2,1 % du prix moyen de l'entrée, de 6,17 \$ en

2003 à 6,31 \$ en 2004. Pendant la période 2000-2004, la conjonction des fluctuations de l'assistance et de l'augmentation du prix moyen à l'entrée entraîne une croissance annuelle moyenne des recettes de 5,0 % et des recettes annuelles de 170,8 M \$ en moyenne. Certes moins importantes que les recettes de 2002 et de 2003, les recettes de 2004 sont tout de même de 4,6 % supérieures à la moyenne des cinq dernières années.

Si l'année 2004 marque une hausse un peu plus importante du prix moyen du billet (2,1 %) par rapport à celle de 2003 (0,7 %), on est encore assez loin des augmentations plus substantielles des années 2000 et 2001, soit 6,7 % et 4,8 % respectivement. En ce qui regarde la période 2000-2004, le taux de

Tableau 6.4

Recettes selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 2000-2004

	2000		2001		2002		2003		2004	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Recettes	146 868,7		166 023,8		183 503,4		179 177,5		178 680,3	
Français	95 840,4	65,3	112 136,7	67,5	125 024,6	68,1	122 587,7	68,4	119 272,7	66,8
Cinémas	92 273,3	96,3	107 920,4	96,2	120 658,7	96,5	118 246,1	96,5	114 719,4	96,2
Ciné-parcs	3 567,0	3,7	4 216,3	3,8	4 365,9	3,5	4 341,6	3,5	4 553,3	3,8
Autre que français	51 028,3	34,7	53 887,1	32,5	58 478,7	31,9	56 589,9	31,6	59 407,5	33,2
Cinémas	50 784,1	99,5	53 781,5	99,8	58 239,1	99,6	56 339,5	99,6	59 213,5	99,7
Ciné-parcs	244,2	0,5	105,6	0,2	239,7	0,4	250,3	0,4	194,0	0,3
Visa général	78 077,5	53,2	115 487,3	69,6	113 366,5	61,8	107 574,7	60,0	124 873,0	69,9
Cinémas	76 586,1	98,1	113 408,8	98,2	110 321,6	97,3	106 255,5	98,8	121 892,9	97,6
Ciné-parcs	1 491,5	1,9	2 078,5	1,8	3 044,9	2,7	1 319,2	1,2	2 980,1	2,4
13 ans et plus	62 292,8	42,4	43 335,5	26,1	62 865,2	34,3	66 517,7	37,1	48 466,2	27,1
Cinémas	60 081,2	96,4	41 157,1	95,0	61 331,7	97,6	63 245,6	95,1	46 723,1	96,4
Ciné-parcs	2 211,6	3,6	2 178,4	5,0	1 533,5	2,4	3 272,1	4,9	1 743,1	3,6
16 ans et plus	5 647,9	3,8	6 520,6	3,9	6 268,6	3,4	4 683,4	2,6	4 951,9	2,8
Cinémas	5 539,7	98,1	6 455,6	99,0	6 241,4	99,6	4 682,8	100,0	4 927,9	99,5
Ciné-parcs	108,2	1,9	65,1	1,0	27,2	0,4	0,6	—	24,1	0,5
18 ans et plus ¹	850,5	0,6	680,3	0,4	1 003,0	0,5	401,7	0,2	389,1	0,2

1. Catégorie de films réservée aux cinémas.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

croissance annuel moyen est de 2,5 %. Rappelons qu'en 1981 et en 1982, les augmentations du prix moyen du billet de cinéma atteignent 11,4 % et 12,3 %.

Les recettes au guichet découlant des projections de films en langue française diminuent en 2004 de 2,7 % par rapport à 2003, ce qui représente, comme l'assistance à ces films, une deuxième baisse en autant d'années. La proportion des recettes des films projetés en français par rapport aux recettes totales baisse également de 1,6 %, soit de 68,4 % en 2003 à 66,8 % en 2004. Les recettes relatives aux films projetés dans une autre langue que le français croissent, quant à elles, de 5,0 % en 2004 par rapport à l'année précédente. Au cours des cinq dernières années, la croissance annuelle moyenne des recettes au guichet des films en français est de 5,6 %, et celle des films dans les autres langues se situe à 3,9 %. Pendant cette même période, les projections en français, qui attirent en moyenne 69,8 % de l'assistance globale, génèrent en moyenne 67,3 % des recettes totales, tandis que les projections dans une autre langue que le français – qui retiennent 30,2 % de l'assistance – suscitent 32,7 % des recettes. L'écart, selon la langue de projection, entre la proportion de l'assistance et celle des recettes s'explique par le fait que le prix moyen d'accès aux films en français est moins élevé, d'une part, et qu'il augmente moins rapidement, d'autre part, que le prix moyen des projections dans les autres langues.

Tableau 6.5

Assistance, recettes et projections, selon le pays d'origine des films¹ et la langue, Québec, 2004

Pays	Assistance		Recettes		Projections	
	n	%	k\$	%	n	%
États-Unis	20 397 458	72,4	129 152 059	72,7	697 900	72,8
France	1 083 230	3,8	6 625 204	3,7	42 734	4,5
Québec	3 888 467	13,8	23 344 109	13,1	117 444	12,2
Canada ²	296 354	1,1	1 907 624	1,1	14 609	1,5
Autres	2 506 043	8,9	16 562 598	9,3	86 497	9,0
Total	28 171 552	100,0	177 591 594	100,0	959 184	100,0

1. Pour les programmes simples et ceux de plus d'un film ayant le même pays d'origine.

2. Excluant le Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



1^{er} juillet, le film

Photo : Alliance Atlantis Vivafilm

En 2000, le prix moyen d'un billet pour une projection en français atteint 5,48 \$, soit 0,71 \$ de moins que le prix moyen d'un billet pour une projection dans une autre langue; l'écart s'agrandit en 2004, quand il en coûte en moyenne 6,07 \$ pour assister à un film en français et 6,84 \$ pour visionner un film dans une autre langue.

Contrairement aux recettes des salles de cinéma qui baissent légèrement, les recettes des ciné-parcs augmentent un peu, passant de 4 591 900 \$ en 2003 à 4 747 300 \$ en 2004. La part des recettes des ciné-parcs par rapport à l'ensemble passe de 2,6 % en 2003 à 2,7 % en 2004, ce qui reste bien loin de la part record de 3,6 % en 1999. En 2004, la différence dans les ciné-parcs entre l'augmentation de l'assistance (5,1 %) et la hausse des recettes (3,4 %) s'explique par la baisse de 1,6 % du prix moyen d'une entrée. De 5,80 \$ qu'il est en 1999, et après les augmentations qui l'amènent à 5,91 \$ en 2000, à 6,46 \$ en 2001, à 6,52 \$ en 2002 et à 6,78 \$ en 2003, le prix moyen à l'entrée baisse en effet à 6,67 \$ en 2004. Entre 2000 et 2004, le coût d'entrée augmente en moyenne de 3,1 % par année, tandis que les recettes connaissent un taux de croissance annuel moyen de 5,6 %. Si l'année 2000 est marquée par la chute brutale des recettes de 27,9 % par rapport à 1999, la période 2000-2004 semble tout de même marquer l'arrêt du déclin des ciné-parcs.

Les films « pour tous » génèrent en 2004 des recettes encore inégalées, soit 124,8 M \$, ou un bond de 16,1 % par rapport aux recettes de 2003. Par ailleurs, ils procurent 69,9 % des recettes totales en 2004, augmentant de 9,9 % la part de cette catégorie. La ventilation des recettes au guichet en fonction de la catégorie de films permet également de constater que les projections des films classés « 13 ans et plus », qui subissent une baisse d'assistance de 29,3 %, génèrent, comme il fallait s'y attendre, beaucoup moins d'argent; en effet, les recettes passent de 66,5 M \$ en 2003 à 48,4 M \$ en 2004, soit une chute de 27,1 %. Par rapport à l'ensemble des recettes, la part qui revient à cette catégorie de films connaît une diminution de 10,0 % entre 2003 et 2004.

Malgré les importantes variations annuelles des recettes engendrées par les catégories « pour tous » et « 13 ans et plus », il reste que, conformément à l'assistance qu'elles attirent ensemble, elles génèrent la plus grande part des recettes. En 2004, ces deux catégories de films, qui attirent 97,1 % de l'auditoire, cumulent 173,3 M \$ au guichet, soit 97,0 % de l'ensemble des recettes. De 2000 à 2004, seuls les films « pour tous » enregistrent une variation annuelle moyenne des recettes qui soit positive, à savoir 12,5 %. Les films classés « 13 ans et plus » connaissent un taux de croissance annuel moyen négatif, soit - 6,1 %, concernant la même

période. Ces catégories de films génèrent aussi, en moyenne, 63,1 % et 33,2 % respectivement – soit un total de 96,3 % – des 854,2 M \$ de recettes totales pendant cette période. Les recettes des films classés « 16 ans et plus » augmentent, quant à elles, de 268,5 milliers de dollars en 2004, ce qui constitue une hausse de 5,7 % par rapport à 2003. Pour ce qui est des films classés « 18 ans et plus », les recettes diminuent de 3,1 % en 2004. Ces catégories de films connaissent toutes deux, entre 2000 et 2004, une variation moyenne annuelle négative de leurs recettes, soit une baisse de 3,2 % par année quant aux films « 16 ans et plus » et une chute de 17,8 % en moyenne chaque année pour ce qui est des films classés « 18 ans et plus ».

Par rapport à la population du Québec, les recettes diminuent légèrement en 2004. De 23,91 \$ par habitant en 2003, elles passent à 23,69 \$ en 2004, c'est-à-dire qu'elles connaissent une réduction de 1,0 %. Ainsi, après des recettes estimées à 19,96 \$ par personne, la période 2000-2004 montre un taux de croissance annuel moyen de 4,4 %, ce qui est bien inférieur au taux de 11,2 % de la période 1995-1999.

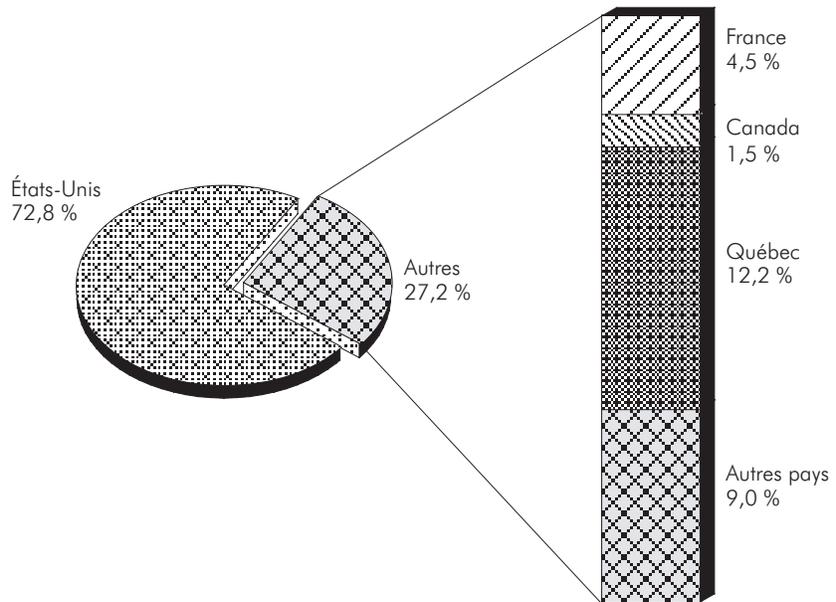
De 194 \$ en 2003, les recettes par projection tombent à 186 \$ en 2004, soit une réduction de 3,9 %. Étant donné la chute de 21 \$ déjà enregistrée en 2000, quand les recettes par projection tombent à 180 \$, le taux annuel moyen des

recettes par projection pendant la première tranche des années 2000 montre une légère croissance de 0,8 %. Par ailleurs, le taux de croissance annuel moyen relatif au nombre de projections par écran montre, durant la même période, une croissance de 2,0 %, situation qui va dans le même sens que la tendance observée depuis 1985.

LES RÉSULTATS SELON LE PAYS D'ORIGINE

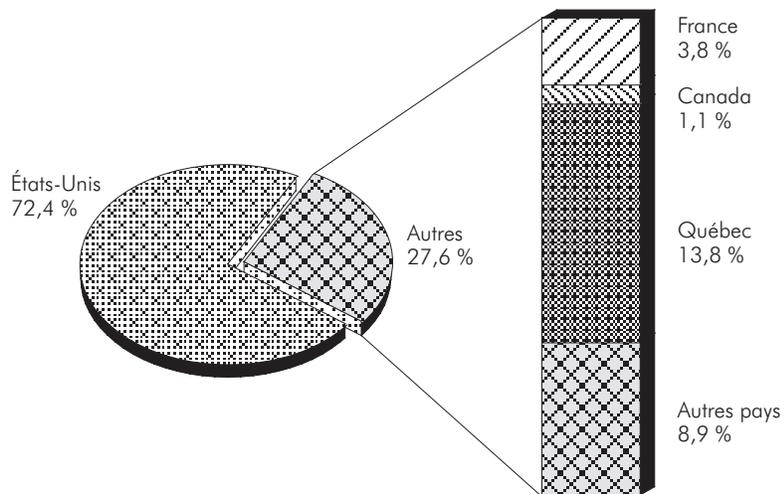
L'offre cinématographique selon le pays d'origine des films fait de 2004 une année à part. Les films états-uniens, qui continuent de dominer l'offre, connaissent un recul important en affichant 72,8 % des projections totales, c'est-à-dire une proportion inférieure de 5,8 % à celle de 2003. Cette part des projections totales, de 84,3 % en 2000, de 79,5 % en 2001, de 77,6 % en 2002, atteint ainsi 78,6 % en 2003. C'est donc, après une légère remontée en 2003, la poursuite d'une baisse qui, en cinq ans, réduit de 11,5 % la part des projections des films de nos voisins du Sud. Par ailleurs, pendant que les salles de cinéma enregistrent, en 2004, 35 136 projections de plus que l'année précédente, soit une croissance de 3,8 %, elles offrent 28 473 projections de moins qu'en 2003 en ce qui a trait aux films en provenance des États-Unis, ce qui équivaut à une diminution de 3,9 %. Les projections des films provenant de la

Figure 6.7
Répartition des projections selon le pays producteur, Québec, 2004



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.8
Répartition de l'assistance selon le pays producteur, Québec, 2004



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

France continuent également leur chute : en 2002, les 63 898 projections leur permettent d'atteindre un taux de 6,9 % des projections totales ; en 2003, ce pourcentage descend à 5,2 % et, en 2004, les films français ne représentent plus que 4,5 % des projections.

En contrepartie, l'offre pour les films produits au Québec est de plus en plus importante : passée de 5,6 % en 2001, à 7,8 % en 2002 et à 10,6 % en 2003, elle atteint 12,2 % ; en 2004, non seulement franchit-elle le cap des 100 000 projections, mais elle le dépasse même largement, et connaît un taux de croissance annuel moyen de 30,0 %. Les productions cinématographiques du Canada font plus que doubler leur part des projections totales, passant de 0,7 % en 2003 à 1,5 % en 2004, et affichant un taux de croissance annuel moyen de 10,4 %. Par ailleurs, l'offre des films provenant d'autres pays augmente aussi d'une manière considérable, soit de 5,0 % de l'ensemble des projections en 2003 à 9,0 % en 2004, ce qui équivaut à une croissance annuelle moyenne de 16,0 % pendant la période 2000-2004.

En ce qui a trait à la demande cinématographique et aux recettes qui en découlent, on observe les mêmes tendances que pour l'offre. En 2004, la proportion des films états-uniens dans l'ensemble des films tombe nettement sous la barre des 75,0 % – du jamais vu! –,

diminution assortie d'une chute de l'assistance de 5,4 % (2 126 449 entrées) et d'une perte de recettes de 5,5 % (10,4 M \$).

Après avoir subi une baisse importante de 750 000 entrées et une perte de 4,2 M \$ en 2003, les films français continuent en 2004, quoique beaucoup moins fortement, de perdre de l'assistance (60 699 entrées) et des recettes (231 600 \$). À l'inverse, on se présente comme jamais au guichet pour les productions du Québec – hausse de 3,6 % par rapport à 2003, déjà l'année de la plus forte assistance –, ce qui entraîne une augmentation de plus de 2,3 % des recettes de 2003, jusqu'alors les plus importantes. Bien que les proportions de l'ensemble des productions soient beaucoup plus modestes, les productions du Canada connaissent en 2004 des hausses vertigineuses : un bond de l'assistance de 96,6 % par rapport à 2003, et une montée en flèche des recettes qui ont plus que doublé, soit 113,9 % de plus qu'un an plus tôt. De plus, autres hausses majeures, les films provenant des autres pays, qui drainaient en 2003 4,7 % de l'assistance et des recettes, retiennent en 2004 8,9 % de l'auditoire et 9,3 % des sommes dépensées au guichet, ce qui correspond à des gains respectifs de 84,6 % et de 96,4 % par rapport à 2003.

La tendance selon laquelle, depuis 1997 – sauf en 2000 –, l'assistance par projection est tou-

jours plus élevée pour les films québécois se maintient en 2004. Tandis qu'on compte en moyenne 29,4 entrées par projection pour l'ensemble des films, l'assistance à chaque projection d'une production du Québec est en effet de 33,1 entrées, seul ratio au-dessus de la moyenne. Le nombre d'entrées est de 29,2 à une projection états-unienne, de 25,3 à un film français et de 20,3 à une production canadienne.

LES DONNÉES RÉGIONALES

Pour respecter les règles en matière de protection des renseignements confidentiels, soulignons d'abord que les données régionales ne tiennent compte que des salles de cinéma. En effet, le nombre restreint de ciné-parcs dans chaque région ne permet pas de divulguer de résultats pour ce type d'établissements.

Les régions de Montréal, de la Montérégie et de la Capitale-Nationale continuent d'attirer la plus forte assistance, soit respectivement 33,0 % 15,0 % et 12,0 % de toute l'assistance. Conformément à la tendance observée depuis 2000, la répartition de l'assistance selon les régions connaît peu de changements en 2004.

En 2004, les régions de Laval et de Lanaudière ont augmenté leur part respectivement de 2,2 points et de 1,6 point de pourcentage. À l'inverse, ce sont les régions de

Montréal et de la Montérégie qui ont vu leur part diminuer le plus, enregistrant des baisses de 1,3 et de 1,2 point de pourcentage.

Par ailleurs, de 2000 à 2004, pendant que l'assistance dans les salles de cinéma augmente en moyenne de 2,4 % annuellement dans l'ensemble du Québec, cette croissance atteint 11,4 % dans Lanaudière et 10,6 % à Laval. À l'inverse, les régions de la Capitale-Nationale et de la Montérégie connaissent les taux de croissance annuels moyens les plus faibles, soit 0,3 % et 0,4 %. Notons le remarquable taux de croissance annuel moyen de l'assistance aux cinémas de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine au cours de cette période, soit 31,0 %.

En considérant le nombre d'entrées par habitant selon les régions, on peut mieux saisir l'effet de la proximité et du développement des infrastructures cinématographiques sur l'assistance. Tandis que, pour l'ensemble de la population québécoise, on compte 3,7 entrées par personne dans les salles de cinéma en 2004, on en dénombre 6,4 dans la région de Laval, 5,0 dans la Capitale-Nationale, 4,9 à Montréal et 1,4 dans la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et le Bas-Saint-Laurent réunis.

En 2004, la région de Montréal et la Montérégie ont bénéficié, respectivement, de 31,2 % et de 16,2 % de l'ensemble des projections. À elles seules, ces deux régions cumulent près de la moi-

Tableau 6.6

Assistance, recettes et projections dans les cinémas, par région administrative, Québec, 2004

Région administrative	Assistance		Recettes		Projections	
	k	%	k\$	%	n	%
Bas-Saint-Laurent	339,1	1,2	1 721,9	1,0	15 008	1,6
Saguenay-Lac-Saint-Jean	638,3	2,3	3 425,2	2,0	20 886	2,2
Capitale-Nationale	3 311,2 ^r	12,0 ^r	21 562,6 ^r	12,4 ^r	113 704 ^r	11,9 ^r
Mauricie-Centre-du-Québec	1 314,8 ^r	4,8 ^r	8 091,4 ^r	4,7 ^r	54 494 ^r	5,7 ^r
Estrie	894,1	3,2	5 574,6	3,2	36 599	3,8
Montréal	9 128,1 ^r	33,0 ^r	63 808,9 ^r	36,7 ^r	298 857 ^r	31,2 ^r
Outaouais	x	x	x	x	x	x
Abitibi-Témiscamingue	283,3	1,0	1 508,0	0,9	13 964	1,5
Côte-Nord	x	x	x	x	x	x
Nord-du-Québec	x	x	x	x	x	x
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	67,2	0,2	388,9	0,2	2 422	0,3
Chaudière-Appalaches	681,3	2,5	3 735,3	2,1	33 068	3,5
Laval	2 317,4 ^r	8,4 ^r	13 146,7 ^r	7,6 ^r	62 958 ^r	6,6 ^r
Lanaudière	1 538,0	5,6	8 878,4	5,1	49 262	5,2
Laurentides	1 606,6	5,8	9 192,7	5,3	51 490	5,4
Montérégie	4 142,1 ^r	15,0 ^r	24 228,8 ^r	13,9 ^r	154 497 ^r	16,2 ^r
Total	27 621,6	100,0	173 932,9	100,0	956 379	100,0

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

tié des projections, soit 47,4 %. Il s'agit d'une proportion à peu près inchangée par rapport à 2003, quand elle était de 47,7 %. C'est toutefois l'Abitibi-Témiscamingue qui connaît la plus forte croissance en 2004, tant sur le plan des projections (36,6 %) qu'en matière d'assistance (7,9 %). Suivent l'Estrie et la Mauricie-Centre-du-Québec qui affichent des taux de croissance respectifs de 18,1 % et de 11,8 % en ce qui a trait aux projections. Quant à l'assistance, ce sont les régions de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et des Laurentides qui retiennent l'attention en affichant des taux de croissance respectifs de 4,3 %

et de 2,3 %. Rappelons que, dans l'ensemble du Québec, l'assistance dans les cinémas a diminué de 2,5 % en 2004, tandis que le nombre de projections a augmenté de 3,8 %.

La part de la Capitale-Nationale dans l'ensemble des projections accuse, en 2004, une légère baisse, passant de 12,5 % à 11,9 %. Il en va de même pour la part de l'assistance qui est passée de 12,4 % à 12,0 %. Des baisses du nombre de projections sont observables dans les régions de Laval et de Lanaudière, soit de 3,8 % et de 2,1 % respectivement. Les régions qui ont connu les plus fortes baisses d'assistance sont le

Bas-Saint-Laurent (7,0 %), la Capitale-Nationale (5,8 %) et Montréal (4,5 %).

Depuis 2000, le nombre de projections augmente annuellement de 15,1 % en moyenne dans Lanaudière et de 15,0 % dans la Chaudière-Appalaches. Les régions de la Montérégie et du Saguenay-Lac-Saint-Jean sont les seules à subir, entre 2000 et 2004, un taux de croissance annuel moyen négatif du nombre de projections, soit -2,6 % et -1,3 % respectivement.

En 2004, la hausse de 3,8 % du nombre de projections et la baisse de 2,6 % du nombre d'entrées entraînent la réduction du nombre moyen d'entrées par projection (de 30,8 à 28,9) dans les salles de cinéma du Québec, soit une chute de 6,1 % par rapport à 2003. La réduction du nombre d'entrées par projection est observable dans la plupart des régions. Cependant, tel n'est pas le cas dans Lanaudière où ce nombre passe de 30,0 en 2003 à 31,2 en 2004, ni dans la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine où ce nombre passe de 27,3 à 27,7. Laval est par ailleurs la région où ce nombre est le plus élevé en 2004, soit 36,8 entrées par projection. Suivent les régions de Lanaudière et des Laurentides (31,2), du Saguenay-Lac-Saint-Jean (30,6) et de Montréal (30,5). Les régions qui, comparativement à 2003, voient le nombre d'entrées par projection baisser de manière importante en 2004 sont l'Abitibi-Témiscamingue, soit 5,4

entrées de moins (20,3) et le Bas-Saint-Laurent, qui compte 3,7 entrées de moins par projection. La région de Montréal connaît une baisse de 2,8 entrées, tandis que celle de la Capitale-Nationale enregistre 1,4 entrée de moins par projection (29,1).

Depuis 2000, le nombre d'entrées par projection dans les salles de cinéma du Québec diminue annuellement de 1,7 % en moyenne. Cette décrue atteint 7,2 % dans la Chaudière-Appalaches et 4,5 % en Abitibi-Témiscamingue. Les régions de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, de Laval et du Saguenay-Lac-Saint-Jean se démarquent grâce à une croissance notable du nombre d'entrées par projection au cours de la période 2000-2004, soit des taux de 12,2 %, de 8,9 % et de 4,2 % respectivement.

Ces données ne reflètent pas tant une possible désaffection du public pour le cinéma que les conséquences des profondes modifications apportées à l'infrastructure et à l'offre cinématographiques au cours des dernières années.

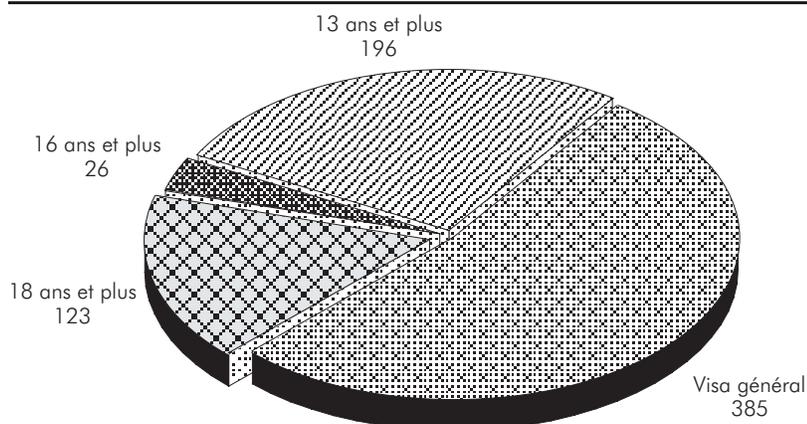
LE NOMBRE DE FILMS DIFFÉRENTS PRÉSENTÉS AU QUÉBEC

Au Québec, l'offre cinématographique est en bonne partie déterminée par les différents types d'établissements. Certains exploitants présentent uniquement

des primeurs qui tiennent l'affiche pendant un certain temps, d'autres sont des « cinémas de répertoire » dont la programmation change quotidiennement et d'autres encore se consacrent exclusivement aux films classés « 18 ans et plus ». En 2004, 730 films sont projetés sur les écrans des salles de cinéma et des ciné-parcs du Québec. Il s'agit d'une hausse de 7,8 % par rapport à l'offre de 2003 et d'une première augmentation de l'offre depuis celle de 12,9 % observée en 2000. Les films classés « visa général », qui bénéficient en 2004 d'une forte hausse de 12,9 %, expliquent à eux seuls 83,0 % de l'augmentation du nombre de films présentés au public québécois en 2004. L'autre part de cette augmentation est due à l'importante hausse de 16,0 % du nombre de films classés « 18 ans et plus », lesquels connaissent du reste un premier accroissement depuis 1999. Les films classés « 13 ans et plus » et « 16 ans et plus » accusent, quant à eux, en 2004, des baisses légères de 3,5 % et de 3,7 %. Cela dit, entre 2000 et 2004, seule la catégorie des films classés « pour tous » enregistre un taux de croissance annuel moyen positif, soit de 0,5 %. Le nombre de films des catégories « 13 ans et plus », « 16 ans et plus » et « 18 ans et plus » présentés sur les écrans du Québec révèle des taux de croissance annuel moyen négatifs de -3,9 %, de -9,1 % et de -12,0 %.

Figure 6.9

Nombre de films présentés dans les salles de cinéma et les ciné-parcs, selon la catégorie, Québec, 2004



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

LES FILMS À SUCCÈS

Le classement des films est effectué à partir de l'assistance aux projections en salle durant une période de trois ans qui s'étend du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2004. Le film *Spider-Man*, réalisé en 2002, occupe le premier rang avec 1,5 million d'entrées, suivi de près par deux des films de la trilogie *Le seigneur des anneaux*, soit le dernier, réalisé en 2003,

Le retour du roi, avec 1,4 million d'entrées, et le deuxième, réalisé en 2002, *Les deux tours*, avec 1,3 million d'entrées. Après ces films en provenance des États-Unis arrive au quatrième rang, avec seulement 13 milliers d'entrées de moins que le film précédent, la première production québécoise, réalisée en 2002, *Un homme et son péché*. Parmi les 50 films à succès de cette période se trouvent six autres films réalisés au

Québec : *La grande séduction* (7^e position), *Les invasions barbares* (11^e), *Camping sauvage* (19^e), *Mambo Italiano* (29^e), *Dans une galaxie près de chez vous* (32^e) et *Nez rouge* (47^e). Pendant cette période, 30 films québécois comptent ensemble plus de 50 000 entrées au guichet, soit une moyenne de 328 564 entrées. C'est six films et près de 6 000 entrées en moyenne de plus que pendant la période 2001-2003, puis neuf productions et près de 90 000 entrées de plus qu'au cours de la période 2000-2002.

Le cinéma québécois a donc la cote plus que jamais. On remarque que 11 productions, dont la première projection date de 2004, se taillent une place parmi les 50 films à succès cinématographiques québécois des 20 dernières années. Ces 11 productions cumulent 3,2 millions d'entrées, ce qui correspond à 83,3 % de toutes les entrées à des films québécois en 2004.

Tableau 6.7

Nombre de films présentés dans les salles de cinéma et ciné-parcs, selon la catégorie, Québec, 2000-2004

Catégorie	2000	2001	2002	2003	2004
	n				
Visa général	377	359	332	341	385
13 ans et plus	230	234	208	203	196
16 ans et plus	38	40	30	27	26
18 ans et plus	211	137	130	106	123
Total	856	770	700	677	730

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.8

Films à succès¹, en ordre décroissant de l'assistance, toutes origines confondues, Québec, du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2004

Rang	Titre du film	Pays	Projections	Assistance	Recettes
			n		\$
1	Spider-Man	États-Unis	25 651	1 506 653	9 392 205
2	Le seigneur des anneaux : Le retour du roi	États-Unis	20 518	1 407 929	8 887 986
3	Le seigneur des anneaux - Les deux tours	États-Unis	16 585	1 355 269	8 426 880
4	Un homme et son péché	Québec	22 528	1 341 602	8 121 715
5	Harry Potter et la chambre des secrets	États-Unis	19 811	1 339 287	7 724 294
6	Spider-Man 2	États-Unis	22 098	1 198 313	7 538 317
7	La grande séduction	Québec	25 291	1 197 818	7 265 438
8	Shrek 2	États-Unis	26 258	1 120 825	6 702 478
9	Harry Potter et le prisonnier d'Azkaban	États-Unis	21 595	981 515	6 053 475
10	Le seigneur des anneaux - La communauté de l'anneau	États-Unis	14 550	931 332	5 593 078
11	Les invasions barbares	Québec	24 342	913 946	5 656 928
12	Star Wars Épisode II - L'attaque des clones	États-Unis	15 671	789 396	5 306 787
13	La matrice rechargée	États-Unis	15 425	744 063	5 109 798
14	Pirates des Caraïbes - La malédiction de la perle noire	États-Unis	15 158	675 260	4 169 698
15	Astérix et Obélix: Mission Cléopâtre	France	18 447	651 582	3 746 280
16	Trouver Nemo	États-Unis	16 678	622 508	3 471 620
17	L'Ère de glace	États-Unis	12 366	605 349	3 403 004
18	Un homme d'exception	États-Unis	15 123	584 869	3 738 026
19	Camping sauvage	Québec	14 729	574 800	3 539 965
20	XXX	États-Unis	16 217	542 694	3 445 044
21	Hommes en noir II	États-Unis	16 836	542 171	3 303 796
22	Signes	États-Unis	14 261	541 578	3 572 210
23	Arrête-moi si tu peux	États-Unis	11 475	536 138	3 465 219
24	Bruce le tout-puissant	États-Unis	12 132	516 835	3 158 174
25	Le dernier samuraï	États-Unis	12 411	516 394	3 354 157
26	Meurs un autre jour	Grande-Bretagne	11 812	499 458	3 238 511
27	X2	États-Unis	10 977	487 474	3 220 420
28	Troie	Grande-Bretagne	9 899	482 002	3 239 368
29	Mambo Italiano	Québec	15 307	466 914	2 744 088
30	Rapport minoritaire	États-Unis	12 404	456 685	3 048 776
31	Terminator 3: La guerre des machines	États-Unis	10 019	456 053	2 837 414
32	Dans une galaxie près de chez vous	Québec	9 139	454 101	2 598 427
33	S.W.A.T.	États-Unis	12 268	442 021	2 809 815
34	Les 50 premiers rendez-vous	États-Unis	11 638	441 248	2 716 096
35	La mort dans la peau	États-Unis	11 295	437 579	2 863 962
36	Le jour d'après	États-Unis	11 203	437 251	2 900 992
37	Le mariage	États-Unis	12 719	433 295	2 715 089
38	Austin Powers contre l'homme au membre d'or	États-Unis	13 723	430 206	2 718 960
39	Charlie et ses drôles de dames se déchaînent	États-Unis	10 846	424 367	2 567 225
40	Fahrenheit 9/11	États-Unis	8 901	421 367	2 877 432
41	La matrice révolutions	États-Unis	9 993	415 453	2 744 846
42	Le mariage de l'année	États-Unis	14 001	411 636	2 569 051
43	Espions en herbe 3D - Fin du jeu	États-Unis	10 608	411 235	2 152 146
44	La passion du Christ	États-Unis	9 762	411 079	2 677 344
45	Chicago	États-Unis	12 429	398 761	2 539 414
46	Petit Stuart 2	États-Unis	13 070	391 892	2 072 215
47	Nez rouge	Québec	11 581	389 730	2 315 060
48	Rapides et dangereux 2	États-Unis	9 526	375 113	2 334 161
49	Mauvais garçons II	États-Unis	8 876	372 985	2 290 627
50	La Mémoire dans la peau	États-Unis	10 190	369 746	2 441 725

1. Films présentés en programme simple.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.9

Films à succès¹, en ordre décroissant de l'assistance, films québécois seulement, Québec, du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2004

Rang	Titre du film	Projections	Assistance	Recettes
		n		\$
1	Un homme et son péché	22 528	1 341 602	8 121 715
2	La grande séduction	25 291	1 197 818	7 265 438
3	Les invasions barbares	24 342	913 946	5 656 928
4	Camping sauvage	14 729	574 800	3 539 965
5	Mambo Italiano	15 307	466 914	2 744 088
6	Dans une galaxie près de chez vous	9 139	454 101	2 598 427
7	Nez rouge	11 581	389 730	2 315 060
8	L'odyssée d'Alice Tremblay	11 639	347 666	1 974 876
9	Le papillon bleu	7 917	327 389	1 809 753
10	Elles étaient cinq	9 897	295 622	1 866 721
11	Elvis Gratton XXX: La vengeance d'Elvis Wong	7 722	292 327	1 767 359
12	Nouvelle-France	7 184	278 578	1 759 185
13	Sur le seuil	8 585	274 839	1 755 821
14	La mystérieuse mademoiselle C	6 335	250 957	1 192 715
15	Le dernier tunnel	7 676	240 414	1 486 544
16	Les Boys III	6 429	236 150	1 329 716
17	Monica la Mitraillette	7 894	235 187	1 450 375
18	Ma vie en cinémascope	4 598	218 988	1 373 018
19	Moïse: L'affaire Roch Thériault	5 892	207 512	1 246 471
20	Les aimants	6 515	185 026	1 184 764
21	Québec-Montréal	7 753	160 840	1 034 996
22	Le collectionneur	4 859	157 213	893 066
23	Gaz Bar Blues	4 530	143 694	909 375
24	L'incomparable mademoiselle C.	5 317	135 986	697 440
25	La turbulence des fluides	3 906	103 388	627 887
26	Annie Brocoli dans les fonds marins	3 585	102 852	525 213
27	Histoire de pen	4 663	99 947	616 852
28	Les dangereux	4 364	89 308	497 250
29	Comment ma mère accoucha de moi durant sa ménopause	2 827	67 451	433 197
30	Station Nord	2 898	66 680	322 973
31	Mémoires affectives	1 794	44 934	266 706
32	C'est pas moi c'est l'autre	1 050	32 978	200 635
33	Dans l'oeil du chat	1 705	32 789	208 172
34	20h17 rue Darling	1 735	32 247	175 603
35	Jack Paradise - Les nuits de Montréal	1 807	26 377	158 417
36	Un crabe dans la tête	693	25 507	168 311
37	Le neg'	1 010	18 656	99 965
38	Le marais	576	10 171	64 237
39	S.P.I.T. - Squeegee Punks in Traffic	183	8 376	46 901
40	Je n'aime que toi	661	7 732	40 548
41	Régina	830	7 340	37 125
42	Vendus	766	7 057	44 277
43	La peau blanche	679	6 855	43 471
44	L'été avec les fantômes	887	6 808	35 088
45	Madame Brouette	299	6 745	40 981
46	Secret de banlieue	501	6 503	40 138
47	Les Immortels	529	6 309	41 354
48	Yellowknife	300	5 796	37 700
49	Littoral	399	4 562	26 999
50	L'Espérance	298	4 198	21 752

1. Films présentés en programme simple.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.10

Films à succès¹, en ordre décroissant de l'assistance, toutes origines confondues, Québec, du 1^{er} janvier 1985 au 31 décembre 2004

Rang	Titre du film	Année ²	Pays	Projections	Assistance	Recettes
					n	\$
1	Titanic	1997	États-Unis	28 650	3 286 173	17 145 929
2	Harry Potter à l'école des sorciers	2001	États-Unis	27 205	1 619 496	9 294 863
3	Le seigneur des anneaux : La communauté de l'anneau	2001	États-Unis	18 292	1 528 814	9 547 443
4	Spider-Man	2002	États-Unis	25 651	1 506 653	9 392 205
5	Le seigneur des anneaux : Le retour du roi	2003	États-Unis	20 518	1 407 929	8 887 986
6	Star Wars Épisode 1 : La menace fantôme	1999	États-Unis	29 003	1 382 054	7 985 647
7	Le seigneur des anneaux : Les deux tours	2002	États-Unis	16 585	1 355 269	8 426 880
8	Un homme et son péché	2002	Québec	22 528	1 341 602	8 121 715
9	Harry Potter et la chambre des secrets	2002	États-Unis	19 811	1 339 287	7 724 294
10	Le parc Jurassique	1993	États-Unis	16 093	1 198 556	6 118 239
11	Spider-Man 2	2004	États-Unis	22 098	1 198 313	7 538 317
12	La grande séduction	2003	Québec	25 291	1 197 818	7 265 438
13	Les Boys	1997	Québec	16 809	1 125 182	6 101 639
14	Shrek 2	2004	États-Unis	26 258	1 120 825	6 702 478
15	Les Boys II	1998	Québec	15 144	1 039 578	5 425 318
16	Harry Potter et le prisonnier d'Azkaban	2004	États-Unis	21 595	981 515	6 053 475
17	Le sixième sens	1999	États-Unis	16 276	935 373	5 277 129
18	Les invasions barbares	2003	Québec	24 342	913 946	5 656 928
19	Les Boys III	2001	Québec	17 154	910 743	5 432 499
20	Le roi lion	1994	États-Unis	16 490	860 143	3 844 990
21	Seul au monde	2000	États-Unis	16 443	859 435	5 319 439
22	Armageddon	1998	États-Unis	14 717	827 413	4 323 141
23	Retour vers le futur II	1989	États-Unis	6 728	818 495	4 038 933
24	Independence Day	1996	États-Unis	12 422	804 619	4 112 217
25	Les Pierrafeu	1994	États-Unis	10 124	802 368	3 994 328
26	Star Wars Épisode II - L'attaque des clones	2002	États-Unis	15 671	789 396	5 306 787
27	Les 101 dalmatiens	1996	États-Unis	12 027	783 822	3 432 470
28	Indiana Jones et la dernière croisade	1989	États-Unis	6 189	771 293	4 202 653
29	Mission : Impossible II	2000	États-Unis	15 671	748 123	4 451 827
30	La matrice rechargée	2003	États-Unis	15 425	744 063	5 109 798
31	Gladiateur	2000	États-Unis	16 813	744 058	4 501 488
32	Forrest Gump	1994	États-Unis	14 236	734 248	3 875 647
33	Madame Doubtfire	1993	États-Unis	11 534	730 876	3 911 517
34	Mission : Impossible	1996	États-Unis	11 202	722 356	3 673 671
35	Il faut sauver le soldat Ryan	1998	États-Unis	11 815	719 234	3 904 051
36	Histoire de jouets II	1999	États-Unis	14 509	717 774	3 454 672
37	Le monde perdu : Jurassic Park	1997	États-Unis	12 906	685 531	3 640 831
38	Tornado	1996	États-Unis	11 176	678 722	3 440 756
39	Pirates des Caraïbes - La malédiction de la perle noire	2003	États-Unis	15 158	675 260	4 169 698
40	Dr Seuss. Le grincheux qui voulait gâcher Noël	2000	États-Unis	13 026	667 256	3 579 941
41	Hommes en noir	1997	États-Unis	13 631	657 661	3 362 439
42	Astérix et Obélix : Mission Cléopâtre	2002	France	18 447	651 582	3 746 280
43	Ce que femme veut	2000	États-Unis	14 224	650 905	3 933 799
44	Robin des Bois : Prince des voleurs	1991	États-Unis	8 396	647 496	3 468 802
45	Le masque	1994	États-Unis	10 344	645 475	3 233 271
46	Rain Man	1988	États-Unis	6 697	645 299	3 309 415
47	Retour vers le futur	1985	États-Unis	7 327	644 298	2 452 314
48	Qui veut la peau de Roger Rabbit	1988	États-Unis	6 466	638 008	3 046 759
49	Maman j'ai encore raté l'avion et je suis perdu dans New York	1992	États-Unis	7 474	634 349	3 027 267
50	La vie est belle	1998	Italie	14 020	633 885	3 583 352

1. Films présentés en programme simple seulement.

2. Année de la première projection en salle au Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.11

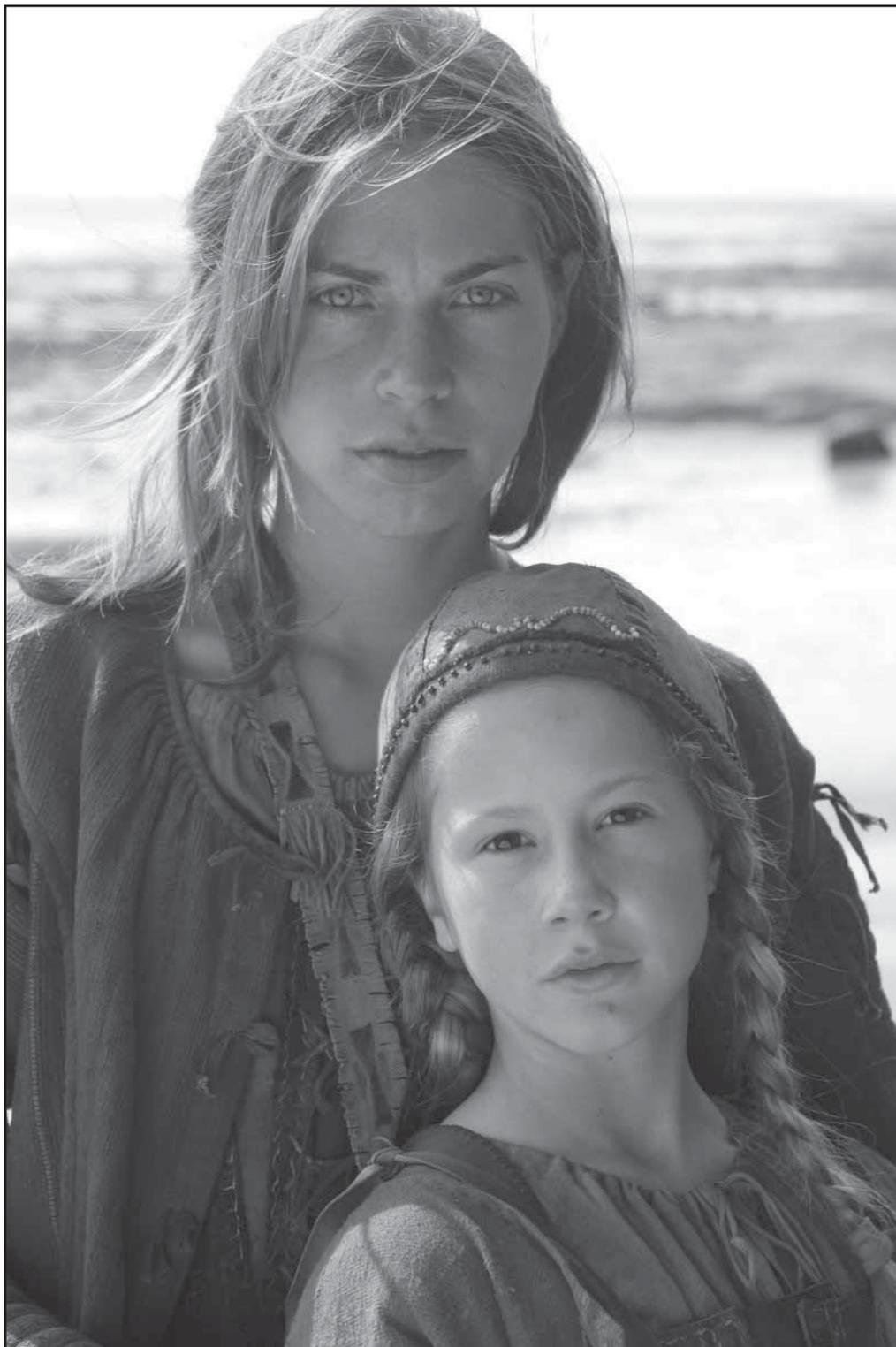
Films à succès¹, en ordre décroissant de l'assistance, films québécois seulement, Québec, du 1^{er} janvier 1985 au 31 décembre 2004

Rang	Titre du film	Année ²	Projections	Assistance	Recettes
				n	\$
1	Un homme et son péché	2002	22 528	1 341 602	8 121 715
2	La grande séduction	2003	25 291	1 197 818	7 265 438
3	Les Boys	1997	16 809	1 125 182	6 101 639
4	Les Boys II	1998	15 144	1 039 578	5 425 318
5	Les invasions barbares	2003	24 342	913 946	5 656 928
6	Les Boys III	2001	17 154	910 743	5 432 499
7	Elvis Gratton II - Miracle à Memphis	1999	10 657	609 463	3 367 160
8	Le déclin de l'empire américain	1986	6 872	608 126	2 760 246
9	Cruising bar	1989	7 947	591 620	3 086 162
10	Camping sauvage	2004	14 729	574 800	3 539 965
11	Mambo italiano	2003	15 307	466 914	2 744 088
12	La vie après l'amour	2000	12 798	458 743	2 604 496
13	Dans une galaxie près de chez vous	2004	9 139	454 101	2 598 427
14	C't'à ton tour, Laura Cadieux	1998	8 808	423 655	2 238 344
15	Jésus de Montréal	1989	5 609	390 594	1 977 960
16	Nez rouge	2003	11 581	389 730	2 315 060
17	Ding et Dong le film	1990	4 304	372 221	2 027 335
18	Nuit de noces	2001	10 313	357 453	2 139 008
19	L'odyssée d'Alice Tremblay	2002	11 639	347 666	1 974 876
20	Louis 19. Le roi des ondes	1994	6 330	332 783	1 672 064
21	Le papillon bleu	2004	7 917	327 389	1 809 753
22	Elles étaient cinq	2004	9 897	295 622	1 866 721
23	Elvis Gratton XXX: La vengeance d'Elvis Wong	2004	7 722	292 327	1 767 359
24	Nouvelle-France	2004	7 184	278 578	1 759 185
25	Sur le seuil	2003	8 585	274 839	1 755 821
26	Laura Cadieux... La suite	1999	9 363	269 083	1 377 286
27	Matusalem	1993	3 757	255 435	1 080 176
28	La mystérieuse mademoiselle C	2002	6 335	250 957	1 192 715
29	La Florida	1993	4 770	246 097	1 260 877
30	La grenouille et la baleine	1988	3 325	240 863	944 951
31	Le dernier tunnel	2004	7 676	240 414	1 486 544
32	Monica la Mitraille	2004	7 894	235 187	1 450 375
33	Bach et Bottine	1986	2 792	228 537	832 830
34	Un zoo la nuit	1987	3 851	223 913	1 038 712
35	L'homme idéal	1996	4 321	219 879	1 129 967
36	Ma vie en cinémascope	2004	4 598	218 988	1 373 018
37	L'art de la guerre	2000	7 426	214 048	1 299 356
38	Moïse : L'affaire Roch Thériault	2002	5 892	207 512	1 246 471
39	Liste noire	1995	4 900	202 843	1 043 600
40	Dans le ventre du dragon	1989	2 949	196 396	974 513
41	Les aimants	2004	6 515	185 026	1 184 764
42	15 février 1839	2001	4 978	167 821	949 851
43	Québec-Montréal	2002	7 753	160 840	1 034 996
44	J'en suis!	1997	4 278	160 772	829 369
45	Le collectionneur	2002	4 859	157 213	893 066
46	Le Matou	1985	1 946	146 059	657 718
47	Karmina 2	2001	6 480	146 017	835 166
48	Gaz Bar Blues	2003	4 530	143 694	909 375
49	L'incomparable mademoiselle C	2004	5 317	135 986	697 440
50	Les tisserands du pouvoir	1988	2 618	133 698	645 333

1. Films présentés en programme simple seulement.

2. Année de la première projection en salle au Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



Nouvelle-France
Photo : Sébastien Raymond



CHAPITRE 7

LES AUTRES MARCHÉS DU FILM

Benoit Allaire et Denis Ouellette-Roussel

Depuis le début des années 1980, l'exploitation des produits cinématographiques s'est profondément modifiée, et l'exclusivité des nouvelles productions, octroyée auparavant aux salles de cinéma pendant des mois, est maintenant réduite à quelques semaines. La prolifération du magnétoscope au cours des années 1980, la pénétration de la câblodistribution et de ses canaux spécialisés, la télé-

vision à la carte ou la vidéo sur demande, les technologies – telles que le *digital versatile disk* (DVD) et la diffusion par satellite de plus en plus populaire – ont contribué à leur façon au développement de ce qu'on appelle aujourd'hui le « cinéma maison ». De plus, les améliorations techniques apportées au téléviseur lui-même (son et image numériques) en font une fenêtre grâce à laquelle on peut

joindre le consommateur de films en utilisant différents canaux de transmission.

Malheureusement, ces canaux de transmission se sont multipliés plus rapidement que les statistiques qui s'y rapportent. Dans le présent chapitre, nous présentons les seules données dont nous disposons sur les vidéoclubs et la commercialisation des films sur support vidéo.



Monica la mitraille
Photo : Véro Boncompagni

Tableau 7.1
Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, selon le caractère de l'activité, Québec, 2000-2004

	2000	2001	2002	2003	2004
	n				
Commerces	5 403	5 018	4 983	4 915	5 102
Activité principale	1 025	991	963	946	903
Activité secondaire	4 378	4 027	4 020	3 969	4 199

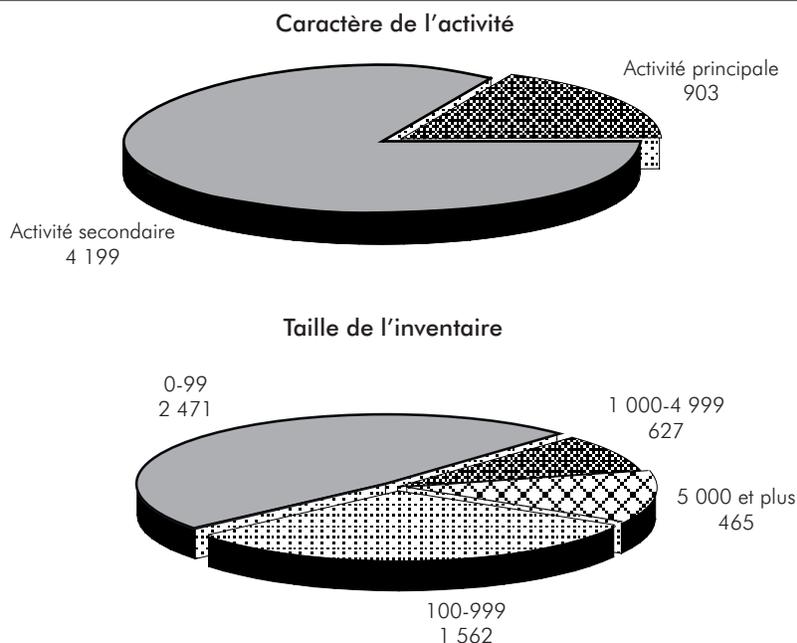
Source : Régie du cinéma du Québec.

Tableau 7.2
Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, selon la taille de l'inventaire de vidéocassettes et de DVD, Québec, 2000-2004

	2000	2001	2002	2003	2004
	n				
0-99	2 295	2 172	2 180	2 097	2 471
100-999	1 881	1 717	1 674	1 662	1 562
1 000-4 999	743	680	673	679	627
5 000 et plus	484	449	456	477	465
Total	5 403	5 018	4 983	4 915	5 125

Source : Régie du cinéma du Québec.

Figure 7.1
Commerces de détail de matériel vidéo, selon le caractère de l'activité et la taille de l'inventaire de vidéocassettes et de DVD, Québec, 2004



Source : Régie du cinéma du Québec.

LE MARCHÉ DE LA VIDÉO

Présentement, les seules données fiables concernant l'offre dans ce secteur d'activité émanent de la Régie du cinéma, qui a notamment pour mandat d'émettre les permis nécessaires aux établissements de commerce de détail de matériel vidéo.

LE COMMERCE DE DÉTAIL

En 2004, on dénombrait au Québec 5 102 établissements de commerce de détail de matériel vidéo. Pour 903 d'entre eux (17,7 %), ce type de commerce constitue l'activité principale, tandis qu'il n'est qu'une activité secondaire pour les 4 199 autres (82,3 %). Pour la première fois depuis cinq ans, le nombre total d'établissements a augmenté, passant de 4 915 à 5 102, soit une hausse de 3,8 %. Cette hausse s'explique par la première augmentation depuis 2000 du nombre d'établissements dont le commerce de matériel vidéo est l'activité secondaire, qui est passé de 3 969 en 2003 à 4 199 en 2004, soit une augmentation de 5,8 %. En ce qui concerne les établissements dont le commerce de matériel vidéo est l'activité principale, une baisse de 4,6 % est observable puisqu'ils sont passés de

946 à 903. Depuis 2000, le taux annuel moyen de décroissance des établissements dont le commerce de matériel vidéo est l'activité principale est de 3,1 %, tandis qu'il est de 1,0 % pour ceux dont c'est l'activité secondaire.

Selon les données de la Régie du cinéma, 78,7 % des commerces de matériel vidéo ont un stock inférieur à 1 000 cassettes et DVD en 2004, soit la plus forte proportion depuis 2000; 2 471 d'entre eux possèdent moins de 100 cassettes et DVD, tandis que 1 562 en gardent entre 100 et 999. De 2000 à 2004, le nombre d'établissements ayant moins de 1 000 vidéocassettes et DVD est passé de 4 176 à 4 033, soit une diminution de 3,4 %. Durant la même période, le nombre de commerces ayant un stock de 1 000 cassettes et DVD et plus est passé de 1 227 à 1 092, ce qui représente une réduction notable de 11,0 %.

LA COMMERCIALISATION DES FILMS SUR SUPPORT VIDÉO

En plus de ses activités relatives au classement des films, la Régie du cinéma a pour mandat de voir à l'application des règlements afférents à la Loi sur le cinéma au regard de la mise en marché du matériel vidéo. Cette réglementation prévoit, entre autres choses, que les titulaires d'un permis de distributeur doivent obtenir de la Régie un certificat de dépôt pour

Tableau 7.3

Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, par région administrative, Québec, 2004

Région administrative	Total	Type de service		Caractère de l'activité	
		Vente et location	Vente exclusivement	Principale	Secondaire
n					
Bas-Saint-Laurent	227	168	59	16	211
Saguenay-Lac-Saint-Jean	252	160	92	21	231
Capitale-Nationale	481	279	202	88	393
Mauricie	231	147	84	39	192
Estrie	242	168	74	41	201
Montréal	923	491	432	229	694
Outaouais	248	165	83	42	206
Abitibi-Témiscamingue	182	135	47	19	163
Côte-Nord	95	69	26	11	84
Nord-du-Québec	31	26	5	3	28
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	127	96	31	6	121
Chaudière-Appalaches	377	269	108	37	340
Laval	156	72	84	38	118
Lanaudière	264	158	106	53	211
Laurentides	293	171	122	66	227
Montérégie	788	472	316	176	612
Centre-du-Québec	205	153	52	20	185
Non classés	3	3	–	–	3
Le Québec	5 125	3 202	1 923	905	4 220

Source : Régie du cinéma du Québec.

Tableau 7.4

Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, selon la taille de l'inventaire de vidéocassettes et de DVD, par région administrative, Québec, 2004

Région administrative	De 0 à 99	De 100 à 999	De 1 000 à 4 999	5 000 et plus	Total
Bas-Saint-Laurent	75	121	19	12	227
Saguenay-Lac-Saint-Jean	91	114	35	12	252
Capitale-Nationale	199	160	80	42	481
Mauricie	113	79	24	15	231
Estrie	113	78	27	24	242
Montréal	600	100	97	126	923
Outaouais	105	90	31	22	248
Abitibi-Témiscamingue	52	104	13	13	182
Côte-Nord	33	48	7	7	95
Nord-du-Québec	17	7	7	–	31
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	35	75	17	–	127
Chaudière-Appalaches	150	158	56	13	377
Laval	95	21	17	23	156
Lanaudière	138	61	38	27	264
Laurentides	161	68	26	38	293
Montérégie	395	202	106	85	788
Centre-du-Québec	98	74	27	6	205
Non classés	1	2	–	–	3
Le Québec	2 471	1 562	627	465	5 125

Source : Régie du cinéma du Québec.

Tableau 7.5

Commercialisation des films et des programmes télévisés sur support vidéo¹, Québec, 2004 et avril 1989 à décembre 2004

	2004	Avril 1989 à décembre 2004
	n	
Distributeurs	132	599
Films	24 349	171 379
Certificats de dépôt délivrés	58 862	395 274
Attestations émises²	27 367 755	169 488 156
Relatives à des certificats délivrés en 2004		
Cassettes	3 498 561	
DVD	12 765 970	
Coffrets	604 740	
Relatives à des certificats délivrés avant 2004		
Cassettes	2 955 702	
DVD	7 542 782	

1. Un certificat de dépôt est délivré au titulaire d'un permis de distributeur sur dépôt de l'entente l'autorisant à faire la distribution d'un film sur support vidéo ou support similaire au Québec. Un certificat est délivré au distributeur pour chaque titre de film. Une attestation de ce certificat est émise pour chaque exemplaire du matériel vidéo destiné au commerce de détail.
2. Les attestations émises au cours d'une année peuvent se rapporter à des certificats de dépôt délivrés au cours de la même année ou au cours des années précédentes.

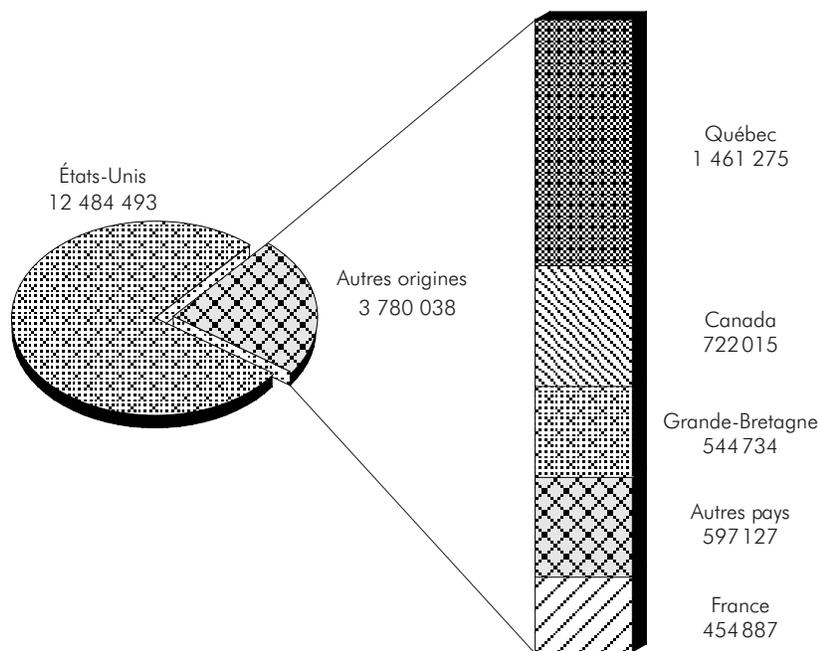
Source : Régie du cinéma du Québec.

chaque titre de film et une attestation de ce certificat pour chaque exemplaire du matériel vidéo destiné à être vendu, prêté, loué ou échangé.

Précisons que les distributeurs de vidéocassettes et de DVD n'ont pas l'exclusivité d'un film, si bien que plusieurs peuvent obtenir simultanément un certificat de dépôt pour un même film. Ainsi, le nombre de certificats de dépôt délivrés au cours d'une même année est supérieur au nombre de films en question.

Au cours de 2004, tout comme en 2003, 132 distributeurs étaient actifs dans la commercialisation de films sur support vidéo. Par ailleurs, le nombre de films distribués est passé de 22 264 à 24 349, c'est-à-dire une hausse de 9,4 %. En ce qui concerne le nombre de certificats de dépôt délivrés par la Régie, il est passé de 33 263 à 58 862 entre 2003 et 2004, soit une augmentation importante de 77,0 %. En outre, 27,4 millions d'attestations ont été émises en 2004, comparativement à 21,2 millions en 2003, ce qui représente une hausse de 29,0 %.

Figure 7.2

Attestations émises pour les films commercialisés sur support vidéo, selon le pays d'origine, Québec, 2004

Source : Régie du cinéma du Québec.

L'ORIGINE DES FILMS COMMERCIALISÉS SUR SUPPORT VIDÉO

Tableau 7.6

Nombre de films et de programmes télévisés commercialisés sur support vidéo, selon l'année de production, Québec, 2004

Année	Films		Certificats		Attestations ¹	
	n	%	n	%	n	%
1902-1950	754	3,1	2 301	3,9	49 799	0,3
1951-1960	479	2,0	1 393	2,4	60 958	0,4
1961-1970	766	3,1	2 143	3,6	172 710	1,1
1971-1980	1 190	4,9	3 354	5,7	265 544	1,6
1981-1985	736	3,0	2 162	3,7	146 590	0,9
1986	159	0,7	527	0,9	42 678	0,3
1987	203	0,8	661	1,1	38 359	0,2
1988	188	0,8	504	0,9	19 722	0,1
1989	219	0,9	677	1,2	37 884	0,2
1990	203	0,8	548	0,9	101 907	0,6
1991	279	1,1	750	1,3	69 286	0,4
1992	288	1,2	637	1,1	59 089	0,4
1993	251	1,0	564	1,0	42 800	0,3
1994	332	1,4	828	1,4	42 591	0,3
1995	404	1,7	1 099	1,9	63 117	0,4
1996	400	1,6	1 067	1,8	103 467	0,6
1997	449	1,8	1 095	1,9	276 884	1,7
1998	485	2,0	1 171	2,0	72 013	0,4
1999	682	2,8	1 638	2,8	86 427	0,5
2000	744	3,1	1 905	3,2	180 233	1,1
2001	1 051	4,3	2 689	4,6	355 817	2,2
2002	1 643	6,7	3 922	6,7	641 355	3,9
2003	5 410	22,2	11 197	19,0	4 992 529	30,7
2004	6 976	28,7	15 923	27,1	8 340 574	51,3
Données manquantes	58	0,2	107	0,2	2 198	0,01
Total	24 349	100,0	58 862	100,0	16 264 531	100,0

1. Attestations relatives à des certificats émis en 2004.

Source : Régie du cinéma du Québec.

En ce qui concerne l'origine des films commercialisés sur support vidéo en 2004, les données indiquent – comme toujours – la prédominance des films états-uniens. Ainsi, cette année, 13 027 des 24 349 films commercialisés provenaient des États-Unis, soit 53,5 % du total. Par ailleurs, 76,8 % des attestations émises pour des films dont le certificat de dépôt a été délivré en 2004 l'ont été pour des productions états-uniennes. Autrement dit, les films états-uniens représentaient 53,5 % des films commercialisés, mais 76,8 % des copies mises en circulation. Tout comme dans les salles de cinéma, les productions états-uniennes accaparent une grande partie du marché de

Tableau 7.7

Nombre de films et de programmes télévisés commercialisés sur support vidéo, selon le pays d'origine et la langue, excluant les coffrets, Québec, 2004

Pays d'origine	Films		Certificats		Attestations ¹			
					Langue française		Autres langues	
	n	%	n	%	n	%	n	%
États-Unis	13 027	53,5	35 111	59,6	3 096 242	57,1	9 388 251	86,6
Canada	634	2,6	1 789	3,0	414 809	7,6	307 206	2,8
Québec	180	0,7	383	0,7	1 266 048	23,3	195 227	1,8
Grande-Bretagne	1 236	5,1	4 165	7,1	137 031	2,5	407 703	3,8
France	539	2,2	1 319	2,2	387 136	7,1	67 751	0,6
Autre origine	8 733	35,9	16 095	27,3	125 176	2,3	471 951	4,4
Total	24 349	100,0	58 862	100,0	5 426 442	100,0	10 838 089	100,0

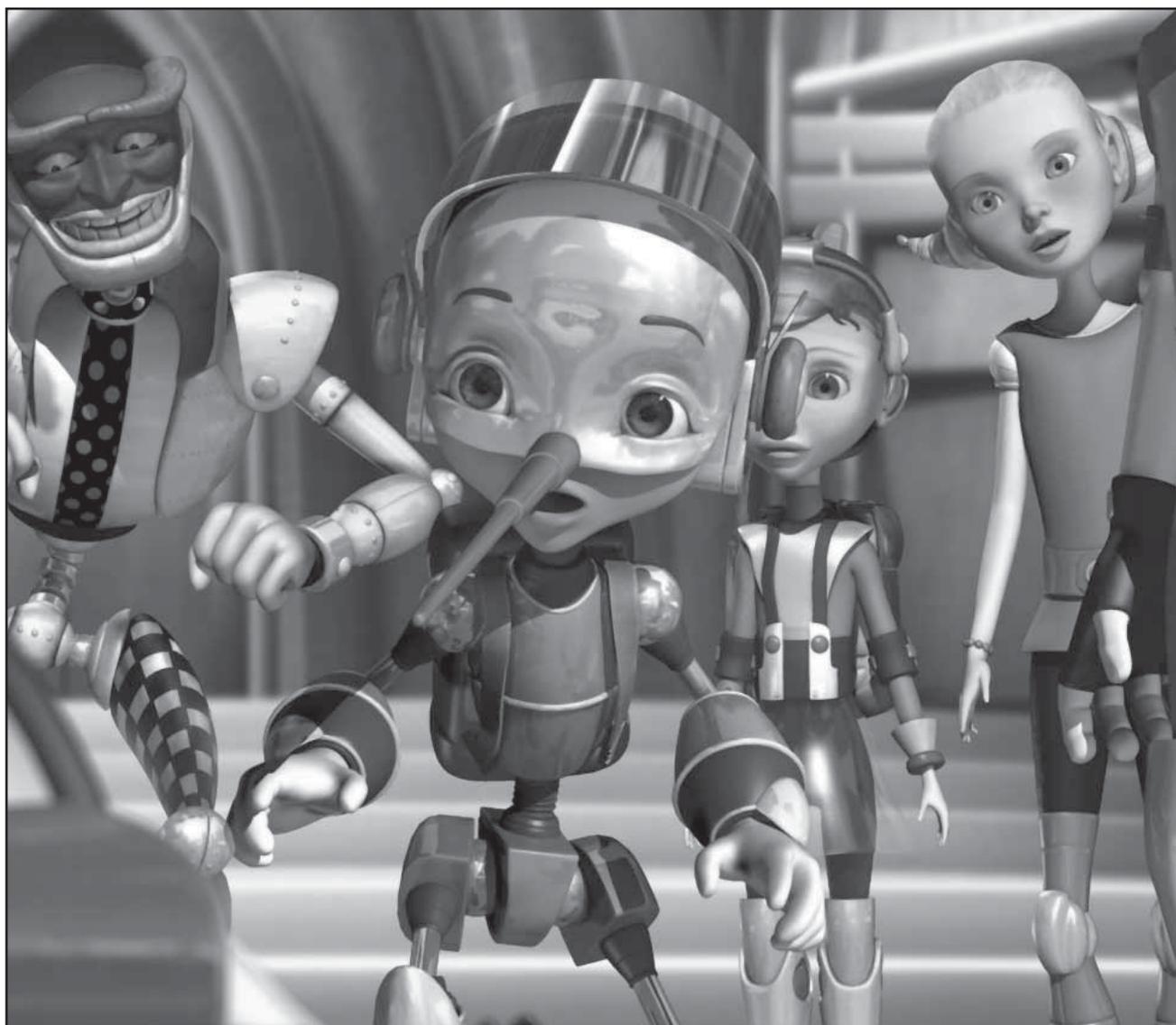
1. Attestations relatives à des certificats émis en 2004.

Source : Régie du cinéma du Québec.

la vidéo, ce qui n'est pas du tout étonnant si l'on considère que le cinéma et la vidéo ne sont en fait que des modes de diffusion différents de produits cinématographiques qui sont les mêmes dans une large proportion.

Quant aux productions québécoises, elles représentaient 0,7 % des films commercialisés sur support vidéo en 2004, 0,7 % des certificats de dépôt, mais 9,0 % des

attestations émises, soit une augmentation de 1,1 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.



.P3K Pinocchio 3000
Photo : Ciné-Groupe

CHAPITRE 8

LE PROFIL DU PUBLIC

Denis Ouellette-Roussel

Du printemps 2003 au printemps 2004, tiennent l'affiche, entre autres, *Le seigneur des anneaux : le retour du roi*, *La grande séduction*, *Les invasions barbares*, *Mambo Italiano*, *Sur le seuil* et *Nez rouge*. Ces films attirent une assistance cumulée qui frôle les 4,6 millions d'entrées. Durant cette période, 75,5 % des Québécois âgés de 15 ans et plus se sont adonnés au moins une fois à une sortie au cinéma, ce qui représente une hausse de 3,5 points de pourcentage comparativement à cinq ans plus tôt, et des augmentations importantes de 16,4 et de 24,5 points comparativement à dix et à quinze ans plus tôt.

En 2004, 90,2 % des ménages du Québec possèdent un appareil de visionnement de films, ce qui constitue des gains de 4,0 points par rapport à 1999 et de 9,9

points comparativement à 1994. Ce sont là quelques observations tirées des données recueillies en 2004 lors de *l'Enquête sur les pratiques culturelles des Québécoises et des Québécois*, enquête du ministère de la Culture et des Communications réalisée une

sixième fois depuis 1979 et à partir de laquelle on peut dresser le profil du public des films projetés sur les écrans des salles de cinéma de même que celui des films loués et visionnés dans le confort du foyer¹.



Dans une galaxie près
de chez-vous

Photo : Yannick MacDonald

1. Les tableaux qui ont servi à l'analyse présentée dans ce chapitre proviennent principalement de l'édition 2004 de l'enquête et ont été fournis par Rosaire Garon, chercheur au ministère de la Culture et des Communications. Pour les besoins du chapitre, ces tableaux ont été modifiés quelque peu. En outre, certains tableaux d'une autre publication ont servi à l'analyse : *Les pratiques culturelles des Québécoises et des Québécois en 1999*. Dossier statistique, MCCQ, décembre 2000.

Tableau 8.1

Taux d'accessibilité¹ et de fréquentation² des cinémas et des ciné-parcs selon les régions administratives, Québec, 2004

Région administrative	Accessibilité	Fréquentation
	%	
Bas-Saint-Laurent	83,2	64,0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	93,1	67,1
Capitale-Nationale	84,0	79,4
Mauricie	90,7	71,8
Estrie	88,9	72,7
Montréal	86,8	80,1
Outaouais	89,7	81,0
Abitibi-Témiscamingue	91,6	64,4
Côte-Nord	79,8	63,7
Nord-du-Québec	78,0	56,5
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	85,0	56,3
Chaudière-Appalaches	89,5	70,0
Laval	91,8	83,2
Lanaudière	94,3	77,1
Laurentides	90,4	74,1
Montérégie	90,7	75,5
Centre-du-Québec	93,2	68,1
Ensemble	88,9	75,5

1. Proportion des répondants ayant déclaré avoir accès facilement à une salle de cinéma.

2. Proportion des répondants ayant déclaré s'être adonnés au moins une fois à cette activité au cours des 12 derniers mois.

Source : Ministère de la Culture et des Communications, *Enquête sur les pratiques culturelles des Québécoises et des Québécois, 2004*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

LE PUBLIC DES SALLES DE CINÉMA

En 2004, 88,9 % des Québécoises et Québécois âgés de 15 ans et plus disent avoir accès facilement à une salle de cinéma à partir de leur domicile. Ce taux varie d'une région administrative à l'autre et, conformément à l'infrastructure cinématographique en place, il est plus faible dans les régions de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (85,0 %), du Bas-Saint-Laurent (83,2 %), de la Côte-Nord (79,8 %) et du Nord-du-Québec (78,0 %). Il est intéressant de constater aussi que

la facilité d'accès à une salle de cinéma à partir du domicile varie selon la scolarité, l'occupation et l'âge des Québécois. Le taux de ceux qui ont achevé des études collégiales (91,9 %) ou universitaires (92,3 %), qui sont dits « actifs » (91,9 %) ou aux études (90,1 %), ou qui sont âgés de 15 à 64 ans (90,4 %), est en effet plus grand que celui des Québécois ayant le primaire (74,2 %) ou le secondaire (86,3 %) comme niveau d'études le plus élevé, ceux qui sont dits « inactifs » (83,2 %), et les personnes âgées de 65 ans et plus (80,2 %). En fait, cette situation est principalement une consé-

quence de la place qu'occupent dans l'espace urbain et suburbain les diverses couches socioéconomiques et socioculturelles.

Par ailleurs, le taux d'accessibilité à une salle de cinéma depuis le domicile a augmenté de 7,9 points de pourcentage en cinq ans parmi l'ensemble des Québécois de 15 ans et plus. Il était de 81,0 % en 1999. Les Québécois pour qui ce taux a le plus augmenté sont ceux qui ont le primaire comme niveau d'études le plus élevé, soit 57,5 % en 1999. Ce taux grimpe de 16,7 points de pourcentage et passe à 74,2 % en 2004. L'hypothèse la plus susceptible d'expliquer cette augmentation notable repose sur l'effet combiné du développement de l'infrastructure cinématographique dans certaines régions et du rapprochement vers le centre-ville de nombreux nouveaux retraités.

Avoir facilement accès à une salle de cinéma n'entraîne pas pour autant le fait de la fréquenter, et ne pas y avoir accès facilement ne veut pas dire non plus qu'on n'effectue pas, à l'occasion, une sortie au cinéma. Il est clair toutefois que la probabilité d'assister à un film en salle est plus forte lorsque l'accès à celle-ci est facile.

Comme il en a été question au chapitre 6, les données sur l'assistance dans les salles de cinéma montrent une augmentation dans chaque tranche de cinq ans depuis 20 ans. Les résultats de l'*Enquête sur les pratiques*

culturelles des Québécoises et Québécois âgés de 15 ans et plus vont dans le même sens. Au cours des 12 mois précédant l'enquête de 1989, 51,0 % avaient fréquenté une salle de cinéma au moins une fois. En 1994, ce taux était de 59,1 % et, en 1999, de 72,0 %. En 2004, c'est plus des trois quarts des Québécois de 15 ans et plus qui ont assisté au moins une fois à un film dans une salle de cinéma au cours des 12 mois précédant l'enquête, soit 75,5 %.

La sortie au cinéma, qui est la plus populaire des sorties culturelles depuis 1989, et qui a connu en 1999 sous l'effet du *Titanic* des deux côtés de l'Atlantique et des films *Les Boys I et II* sa plus forte hausse depuis 20 ans avec un bond de 12,9 points de pourcentage, connaît donc, sous l'effet cette fois-ci des films à succès comme *La grande séduction*, *Les invasions barbares* et *Le Seigneur des anneaux : le retour du roi*, une nouvelle croissance en 2004.

Cette croissance est le fait, entre autres, d'une fréquentation plus assidue des salles de cinéma par les femmes. Tandis qu'en 1999, 69,0 % des Québécoises de 15 ans et plus avaient fréquenté une salle de cinéma pendant les 12 mois précédant l'enquête, ce taux passe en effet à 75,9 % en 2004. Cette croissance de 6,9 points de pourcentage contraste singulièrement avec la situation des hommes dont le taux, à 75,1 %, est demeuré le même durant cinq

Tableau 8.2

Taux de fréquentation¹ des cinémas et des ciné-parcs selon certaines caractéristiques sociodémographiques, Québec, 1994, 1999 et 2004

	1994	1999	2004
	%		
Sexe			
Masculin	61,8	75,1	75,1 ²
Féminin	56,5	69,0	75,9 ²
Groupe d'âge			
15-24 ans	89,3	93,6	93,0
25-34 ans	72,0	84,4	84,1
35-44 ans	61,4	78,0	80,1
45-54 ans	51,4	67,8	74,3
55-64 ans	37,2	55,0	64,5
65 ans et plus	24,8	44,0	54,6
Niveau d'études			
Primaire	16,6	30,1	40,8
Secondaire	47,0	61,0	68,7
Collégial	67,0	75,8	82,6
Universitaire	78,0	84,8	84,4
Situation			
Actif	65,7	78,7	81,3
Inactif	34,9	51,7	58,8
Étudiant	86,8	91,9	92,1
Langue parlée à la maison			
Français	57,6	71,6	76,0 ²
Anglais	70,7	76,4	73,1 ²
Autres langues	60,4	70,7	73,8 ²
Ensemble	59,1	72,0	75,5

1. Proportion des répondants ayant déclaré s'être adonnés au moins une fois à cette activité au cours des 12 derniers mois.

2. Différence statistique non significative entre les groupes.

Source : Ministère de la Culture et des Communications, *Enquête sur les pratiques culturelles des Québécoises et des Québécois, 1994, 1999, 2004*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

ans, d'autant plus que, pendant que les femmes allaient au cinéma moins souvent que les hommes en 1999 et avant, elles y vont désormais plus souvent qu'eux.

La fréquentation des salles de cinéma par les Québécoises et Québécois âgés de 15 ans et plus au cours des 12 mois précédant l'enquête de 2004 varie d'une région administrative à l'autre. La relation entre ces deux variables

est toutefois de faible intensité (V de Cramer = 0,13). Autrement dit, de manière globale, le fait de vivre dans une région administrative plutôt que dans l'autre n'influence que faiblement la fréquentation des salles de cinéma. Il reste qu'il y a des différences à signaler entre les régions périphériques et celles du centre. Moins des deux tiers des Québécois de 15 ans et plus ont déclaré avoir fréquenté une

Tableau 8.3

Taux d'accessibilité¹ et de fréquentation² des cinémas et des ciné-parcs selon certaines caractéristiques sociodémographiques, Québec, 2004

	Accessibilité	Fréquentation
	%	
Sexe³		
Masculin	89,2	75,1
Féminin	88,6	75,9
Groupe d'âge		
15-24 ans	89,7	93,0
25-34 ans	91,6	84,1
35-44 ans	91,7	80,1
45-54 ans	90,0	74,3
55-64 ans	89,1	64,5
65 ans et plus	80,2	54,6
Niveau d'études		
Primaire	74,2	40,8
Secondaire	86,3	68,7
Collégial	91,9	82,6
Universitaire	92,3	84,4
Situation		
Actif	91,9	81,3
Inactif	83,2	58,8
Étudiant	90,1	92,1
Ensemble	88,9	75,5

1. Proportion des répondants ayant déclaré avoir accès facilement à une salle de cinéma.

2. Proportion des répondants ayant déclaré s'être adonnés au moins une fois à cette activité au cours des 12 derniers mois.

3. Différence statistique non significative entre les groupes.

Source : Ministère de la Culture et des Communications, *Enquête sur les pratiques culturelles des Québécoises et des Québécois, 2004*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

salle de cinéma au moins une fois pendant les 12 mois précédant l'enquête dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue (64,4 %), du Bas-Saint-Laurent (64,0 %), de la Côte-Nord (63,7 %), du Nord-du-Québec (56,5 %) et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (56,3 %). À l'opposé, c'est près ou plus des quatre cinquièmes qui déclarent y être allés dans les régions de la Capitale-Nationale (79,4 %), de Montréal (80,1 %), de l'Outaouais (81,0 %) et de Laval (83,2 %). Tandis que l'écart

moyen dans l'ensemble des régions entre le taux d'accessibilité considérée comme facile et le taux de fréquentation des salles de cinéma est de 17,4 points de pourcentage, il est de 14,3 points dans les régions du centre et de 23,1 points dans les régions périphériques. De plus, il est particulièrement élevé dans les régions de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (28,7) et de l'Abitibi-Témiscamingue (27,2), de même que dans les régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean (26,0) et du Centre-du-Québec (25,1).

La fréquentation des salles de cinéma par les Québécoises et Québécois âgés de 15 ans et plus est davantage liée à l'âge (V de Cramer = 0,29). Plus les personnes sont jeunes, plus elles sont susceptibles d'aller au cinéma. En fait, 93,0 % des personnes nées dans les années 1980 ont fréquenté une salle de cinéma au cours des 12 mois précédant l'enquête de 2004. Ce taux tombe à 54,6 % chez les personnes nées pendant les années 1930 ou avant. Comparativement à 44,0 % en 1999, le taux de fréquentation des salles de cinéma par les Québécois de 65 ans et plus est toutefois celui qui a connu la plus importante croissance. À l'inverse, les taux de 93,6 % chez les 15-24 ans et de 84,4 % chez les 25-34 ans observés en 1999 sont légèrement supérieurs à ceux de 2004.

La fréquentation des salles de cinéma est également liée à la scolarité (V de Cramer = 0,27). Comme démontré auparavant, plus les Québécois ont atteint un niveau d'études élevé, plus ils ont tendance à aller au cinéma. Ainsi, 84,4 % des Québécois qui ont effectué des études universitaires ont fréquenté une salle de cinéma au moins une fois au cours des 12 mois précédant l'enquête de 2004. Sur la base de ce seul critère, la probabilité de les trouver dans l'assistance est plus de deux fois celle des moins scolarisés, le taux étant de 40,8 % chez les Québécois de 15 ans et plus dont les études se

sont arrêtées au niveau primaire. Mais, les Québécois qui ont le primaire ou le secondaire comme niveau d'études le plus élevé sont ceux dont le taux de fréquentation a le plus augmenté en cinq ans, soit des gains respectifs de 11,5 et de 3,7 points de pourcentage. Les Québécois ayant fait des études universitaires ont à peine changé leurs habitudes de fréquentation, le taux passant de 84,3 % en 1999 à 84,4 % en 2004. Quant à ceux dont le collégial constitue le niveau d'études le plus élevé, on remarque une légère baisse du taux de fréquentation des salles de cinéma : de 83,2 %, il descend à 82,6 %.

Par ailleurs, la fréquentation des salles de cinéma est liée à l'occupation des Québécoises et Québécois de 15 ans et plus (V de Cramer = 0,27). En effet, 92,1 % des répondants aux études et 81,3 % des répondants associés à la catégorie dite des « actifs » ont déclaré avoir fréquenté une salle de cinéma pendant l'année précédant l'enquête de 2004, tandis que ce taux est de 58,8 % chez les répondants « inactifs ». Ces derniers sont ceux qui ont connu de loin la plus forte croissance depuis 1999, soit un gain de 7,1 points de pourcentage. Les étudiants ont gagné 0,2 point, et les membres de la population active, 2,6 points de pourcentage.

Pour dresser le profil du public des films à l'affiche en salle, il faut, au-delà de la fréquentation, se pencher aussi sur la fréquence

Tableau 8.4

Fréquence des sorties au cinéma¹ selon certaines caractéristiques sociodémographiques, Québec, 2004

	Toutes les semaines ou presque	Environ une fois par mois	Quelques fois par année
	%		
Sexe			
Masculin	11,5	35,6	52,9
Féminin	9,8	30,1	60,0
Groupe d'âge			
15-24 ans	14,9	47,0	38,0
25-34 ans	10,8	36,4	52,8
35-44 ans	8,7	28,8	62,5
45-54 ans	9,5	28,9	61,5
55-64 ans	7,7	24,9	67,4
65 ans et plus	11,0	23,1	65,9
Niveau d'études			
Primaire	9,7	25,1	65,2
Secondaire	8,8	30,7	60,5
Collégial	10,6	32,9	56,5
Universitaire	12,3	34,8	52,9
Situation			
Actif	9,8	33,8	56,4
Inactif	10,2	22,4	67,5
Étudiant	15,4	45,9	38,7
Ensemble	10,6	32,8	56,6

1. Pour les répondants ayant déclaré s'être adonnés au moins une fois à cette activité au cours des 12 derniers mois.

Source : Ministère de la Culture et des Communications, *Enquête sur les pratiques culturelles des Québécoises et des Québécois, 2004*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

des sorties au cinéma. Or, parmi les Québécoises et Québécois de 15 ans et plus qui ont fréquenté au moins une fois une salle de cinéma entre le printemps 2003 et le printemps 2004, 56,6 % l'ont fait quelques fois, 32,8 % sont allés environ une fois par mois, et 10,6 % ont fait une sortie au cinéma toutes les semaines ou presque.

Bien que la proportion des femmes fréquentant une salle de cinéma ait considérablement augmenté entre les enquêtes de 1999 et de 2004, et que les femmes fréquentent désormais les salles de cinéma

un peu plus que les hommes, elles font cette sortie moins souvent qu'eux. En fait, 39,9 % d'entre elles et 47,1 % d'entre eux se sont adonnés à cette sortie environ une fois par mois et plus, de telle sorte qu'une forte proportion des femmes, contrairement aux hommes, ne vont au cinéma que quelques fois par année.

Outre qu'ils sont ceux qui fréquentent le plus le cinéma (93,0 %), les jeunes nés dans les années 1980 enregistrent aussi la fréquence la plus élevée. En effet, 14,9 % d'entre eux y vont toutes les semaines ou presque, et 47,0 %, une fois

par mois environ, ce qui constitue une nette majorité (61,9 %), pendant que, dans chacun des autres groupes d'âge, la majorité ne fréquente les salles de cinéma que quelques fois par année. Viennent ensuite le plus fréquemment dans les salles de cinéma les Québécoises et Québécois nés dans les années 1970. Sur les 84,1 % des 25-34 ans qui les fréquentent, 10,8 % y vont sur une base hebdomadaire et 36,4 % font cette sortie environ tous les mois, ce qui se situe très près de la majorité (47,2 %). On remarque aussi que, parmi les Québécois qui fréquentent les salles de cinéma, les personnes âgées de 65 ans et plus sont celles qui, après les 15-24 ans, s'adonnent le plus à une sortie hebdomadaire au cinéma, soit 11,0 % d'entre elles.

Après l'âge, l'occupation est la variable la plus liée à la fréquence des sorties au cinéma. Parmi les étudiants ayant fréquenté les salles, 15,4 % y sont allés toutes les semaines ou presque et 45,9 %, environ une fois par mois, ce qui totalise 61,3 %, tandis que, chez les personnes dites « inactives », 67,5 % fréquentent les salles quelques fois par année.

Quant à la scolarité, on observe que les Québécois de 15 ans et plus qui ont complété des études collégiales ou universitaires sont ceux dont la fréquence des sorties est la plus importante. Aller au cinéma toutes les semaines ou presque, ou à tout le moins environ une fois par mois, est une activité

de loisir pour 47,1 % de ceux-ci et 43,5 % de ceux-là, pendant que ce rythme de sortie ne concerne que 39,5 % des Québécois ayant effectué des études secondaires et 34,8 % des personnes de 15 ans et plus n'ayant pour scolarité que le primaire.

En somme, les données sur la fréquentation des salles de cinéma et la fréquence des sorties au cinéma pendant les 12 mois précédant l'enquête de 2004 permettent de voir que le public des films dans les salles de cinéma est constitué, d'abord, de Québécoises et Québécois nés dans les années 1980, étudiants des niveaux secondaire, collégial et universitaire. L'exode des jeunes que connaissent les régions périphériques pourrait être l'un des facteurs explicatifs de l'écart important dans certaines de ces régions entre le taux d'accessibilité considérée comme facile et le taux de fréquentation. Le public est ensuite fait de Québécois nés dans les années 1950, 1960 et 1970, titulaires de diplômes d'études secondaires, collégiales et universitaires, et formant la plus grande part de la population active. Il est enfin le fait des Québécois nés dans les années 1940 et avant, c'est-à-dire ceux qui sont généralement moins scolarisés que leurs enfants et petits-enfants, et qui sont à la retraite ou sur le point d'y arriver. Par conséquent, le premier public des films dans les salles de cinéma continue d'être celui des jeunes branchés sur la technologie et des

cerveaux instruits, actifs et productifs, mais, comme on le remarque en 2004, quand le vieillissement de la population est une réalité de plus en plus vérifiable, les grands-parents et les aînés fréquentent de plus en plus les salles de cinéma et, aussi, de plus en plus fréquemment, ceux-là même du reste qui entretiennent bien souvent la mémoire de l'époque triomphante du cinéma.

LE PUBLIC DANS SON FOYER

Les données de l'*Enquête sur les pratiques culturelles des Québécoises et Québécois âgés de 15 ans et plus* permettent aussi de dresser le profil du public des films loués et visionnés dans le confort du foyer. De la même manière qu'il était pertinent de discuter d'abord de la facilité d'accès aux salles de cinéma, il est question ici de rendre compte de l'état de la situation quant à la présence dans les ménages québécois d'appareils de visionnement de films.

En 2004, 902 ménages québécois sur 1000 ont au moins un appareil de visionnement de films, magnétoscope ou lecteur de disque vidéo digital (DVD). C'est 40 ménages de plus qu'il y a 5 ans et 99 de plus qu'il y a 10 ans. Ne faisant son apparition qu'à la fin de la première moitié des années 1980, ce type d'appareil connaît donc, en 20 ans, une pénétration fulgurante dans les ménages. De plus, le lecteur DVD, qui

n'apparaît sur le marché que vers la fin des années 1990 et qui était présent dans 9,4 % des ménages en 1999, est déjà entré, en 2004, dans 53,0 % des ménages québécois, soit un gain de 43,6 points de pourcentage en cinq ans. C'est du reste ainsi que, étant donné la présence du magnétoscope dans 85,3 % des ménages, 47,8 % d'entre eux possèdent les deux appareils en 2004, ce qui représente une hausse importante de 39,3 points de pourcentage en cinq ans. Et, signe des temps et de cette pénétration réussie, un équipement audiovisuel encore plus sophistiqué sur le plan technologique arrive sur le marché au début des années 2000 et, en très peu de temps, le « cinéma maison » a déjà pénétré, malgré son coût élevé, dans plus de un ménage sur six (17,3 %).

Le fait de trouver ou non, en 2004, un appareil de visionnement de films dans le ménage dépend, par ordre d'importance, de l'âge (V de Cramer = 0,26), de la taille du ménage (0,25), de l'occupation (0,23) et du niveau d'études du répondant (0,18).

L'ampleur de la pénétration de ces appareils est encore plus considérable quand le ménage est composé de Québécois nés dans les années 1960 et 1970 ou 1980 : entre 95,2 % et 96,6 % de ces ménages possèdent au moins un appareil. Les ménages des aînés en sont beaucoup moins souvent dotés, soit 75,4 %. Ces ménages

Tableau 8.5

Proportion des ménages possédant un appareil de visionnement de films selon certaines caractéristiques sociodémographiques, Québec, 1994, 1999 et 2004

	1994	1999	2004
	%		
Sexe			
Masculin	84,2	88,6	90,9
Féminin	76,8	83,9	89,5
Groupe d'âge			
15-24 ans	88,1	92,5	95,5
25-34 ans	88,1	90,8	95,2
35-44 ans	90,1	92,2	96,6
45-54 ans	84,9	90,3	93,2
55-64 ans	74,4	86,8	92,0
65 ans et plus	51,0	66,6	75,5
Niveau d'études¹			
Primaire	..	64,8	70,3
Secondaire	..	86,0	89,5
Collégial	..	93,1	94,3
Universitaire	..	88,6	93,5
Situation			
Actif	88,7	91,4	95,5
Inactif	65,7	76,2	81,5
Étudiant	84,6	90,6	95,2
Ensemble	80,3	86,2	90,2

1. En 1999, la question du niveau d'études comportait une catégorie « Autre » qui n'apparaît pas ici.

Source : Ministère de la Culture et des Communications, *Enquête sur les pratiques culturelles des Québécois et des Québécoises, 1994, 1999, 2004*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

de personnes de 65 ans et plus sont toutefois ceux qui ont connu la plus forte croissance, enregistrant des gains de 9,8 points de pourcentage en 5 ans et de 26,4 points en 10 ans. L'intensité du lien entre l'âge et le fait que le ménage possède ou non un lecteur DVD est très importante (V de Cramer = 0,35). On trouve cette nouvelle génération d'appareils de visionnement de films dans 76,5 % des ménages des 15-24 ans, tandis que 26,6 % des ménages des 65 ans et plus en sont munis. À ce propos, il importe d'ajouter que,

si plus de un ménage d'aînés sur quatre s'est doté en quelques années seulement de ce nouvel appareil, cette croissance parmi ce groupe d'âge est plus rapide que ne l'avait été la pénétration des magnétoscopes. Il est également important de souligner que le tout dernier-né, le « cinéma maison », est déjà présent dans presque un ménage sur quatre chez ceux qui ont vu le jour à partir de 1960, tandis qu'il faut compter 13,9 ménages de Québécois nés en 1939 ou avant pour en trouver un.

Tableau 8.6

Proportion des ménages possédant un appareil de visionnement de films selon le type d'appareil et certaines caractéristiques sociodémographiques, Québec, 2004

	Aucun appareil	Un appareil (magnétoscope ou lecteur DVD)	Les deux appareils	Magnétoscope	Lecteur DVD	Cinéma-maison
	%					
Sexe						
Masculin	9,1	40,2	50,7	85,0 ¹	56,9	20,5
Féminin	10,5	44,4	45,1	85,5 ¹	49,4	14,4
Groupe d'âge						
15-24 ans	4,5	28,4	67,1	86,4	76,5	25,2
25-34 ans	4,8	34,2	61,0	87,2	69,0	25,8
35-44 ans	3,4	37,6	59,0	91,7	64,0	23,9
45-54 ans	6,8	40,1	53,1	89,7	57,0	17,6
55-64 ans	8,0	54,0	38,0	89,0	41,1	10,2
65 ans et plus	24,6	52,5	23,0	72,4	26,6	7,2
Niveau d'études						
Primaire	29,7	48,4	21,9	66,4	26,6	9,3
Secondaire	10,4	45,3	44,2	84,7	49,2	18,9
Collégial	5,7	37,8	56,5	90,6	60,6	19,4
Universitaire	6,5	41,5	52,0	87,4	58,5	16,4
Situation						
Actif	4,6	37,4	58,1	90,2	63,6	22,1
Inactif	18,5	52,8	28,7	78,5	32,1	9,4
Étudiant	4,9	30,5	64,7	84,6	75,4	20,2
Taille du ménage						
Une personne	18,0	50,6	31,4	77,0	36,8	11,6
Deux personnes	5,5	42,4	52,1	89,7	57,2	18,2
Trois personnes ou plus	1,5	27,1	71,4	93,6	76,7	26,7
Ensemble	9,8	42,4	47,8	85,3	53,0	17,3

1. Différence statistique non significative entre les groupes.

Source : Ministère de la Culture et des Communications, *Enquête sur les pratiques culturelles des Québécoises et des Québécois, 2004*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La taille du ménage est également déterminante. Plus il compte de membres, plus grande est la probabilité d'y trouver un appareil de visionnement de films : 98,5 % des ménages de trois membres et plus possèdent un magnétoscope ou un lecteur DVD, tandis que ce taux est de 82,0 % parmi les ménages d'une personne vivant seule. La relation entre la taille du ménage et le fait de posséder un lecteur DVD est également forte (V de Cramer = 0,31). C'est ainsi que

36,8 % des ménages composés d'une seule personne disposent de cet appareil, tandis que c'est 76,7 % des ménages de trois personnes et plus qui en possèdent un. Quant au « cinéma maison », on le trouve dans 11,6 % des ménages d'une personne et dans 26,7 % des ménages de moins de trois personnes.

Les ménages des personnes dites « actives » (95,4 %) ou des étudiants (95,1 %) ont plus souvent un

appareil que ceux des personnes dites « inactives » (81,5 %). Affichant 15,8 points de pourcentage de plus qu'en 1994 et 5,3 points de plus qu'en 1999, les ménages des personnes « inactives » ont toutefois connu une croissance importante. Pour ce qui concerne la relation entre l'occupation et le fait d'avoir ou non un lecteur DVD dans le ménage, relation dont l'intensité est assez forte (V de Cramer = 0,33), il est intéressant de voir

que les ménages des étudiants en sont munis dans une proportion de 75,4 %, que ceux des personnes dites « actives » en possèdent un dans 63,6 % des cas, et que moins du tiers, soit 32,1 %, des ménages des personnes dites « inactives » en détiennent un.

Le niveau d'études des Québécoises et Québécois âgés de 15 ans et plus a aussi une incidence sur le fait d'avoir, dans le ménage, un appareil de visionnement de films. Tandis que 89,6 % des ménages des personnes ayant effectué des études secondaires ont un magnétoscope ou un lecteur DVD, et que ce taux monte à 93,5 % parmi les ménages des universitaires et à 94,3 % chez les ménages des collégiens, il tombe à 70,3 % pour les ménages des personnes n'ayant terminé que le primaire. Voilà pourquoi le lecteur DVD et le « cinéma maison » sont très peu présents dans ces derniers ménages, soit à des taux respectifs de 26,6 % et de 9,3 %. On note le contraste avec les taux de 60,6 % et de 19,4 % parmi les ménages des personnes dont le plus haut niveau d'études est le collégial. Il est par ailleurs intéressant de constater que les ménages où l'on observe le plus haut taux de présence de ces deux appareils sont ceux des collégiens plutôt que des universitaires, c'est-à-dire les personnes dont la formation est davantage technique.

Bref, la proportion des ménages québécois où le visionnement de films est possible est très élevée :

de 80,3 % il y a 10 ans, et de 86,2 % il y a 5 ans, cette proportion a continué d'augmenter et elle atteint 90,2 % des ménages en 2004. De plus, on remarque que les ménages des Québécois nés à compter de 1960, composés de trois membres et plus, et formés d'étudiants ou de personnes « actives » qui effectuent ou ont effectué des études collégiales ou universitaires, sont ceux qui possèdent le plus souvent un appareil de visionnement de films. Les ménages des aînés, ceux des personnes « inactives », et ceux dont le niveau d'études le plus élevé du répondant est le primaire, sont les ménages qui ont connu les plus fortes croissances depuis 10 et 5 ans.

Cela dit, qu'en est-il de la location de films à visionner dans le confort du foyer? Au cours des quatre semaines précédant l'enquête de 2004, 51,9 % des Québécoises et Québécois de 15 ans et plus ont loué au moins un film sur vidéocassette ou sur DVD. En effet, 36,9 % de ceux qui possèdent un magnétoscope et 60,0 % de ceux qui ont un lecteur DVD ont loué un film au moins une fois.

Encore une fois, l'âge est la variable qui a le plus de poids. Elle est, cette fois, fortement liée au fait d'avoir loué ou non un film au cours des quatre semaines précédant l'enquête (V de Cramer = 0,45). Ainsi, 79,6 % des jeunes nés dans les années 1980 ont loué au moins un film sur vidéocassette ou sur DVD pendant ces semai-

nes, tandis que ce taux baisse de 10,1 points de pourcentage chez les natifs des années 1970, de 15,5 points parmi les naissances des années 1960, de 30,2 points avec ceux de l'imposante cohorte des années 1950, de 53,0 points chez les enfants des années 1940 et de 63,5 points de pourcentage avec celles et ceux qui sont nés dans les années 1930 ou avant. Par ailleurs, comparativement à 1999, les 15-24 ans et les 65 ans et plus sont ceux dont les taux de location de films ont le moins baissé en cinq ans, de 2,5 points seulement chez les plus jeunes et de 2,4 points chez les aînés, tandis que cette baisse oscille entre 5,2 et 6,5 points parmi les autres groupes d'âge.

La location de films dépend aussi de l'occupation des Québécois, et le lien entre les deux variables est de moyenne intensité (V de Cramer = 0,36) : 75,7 % des étudiants ont loué au moins un film au cours du mois précédant l'enquête de 2004, quand c'était le cas de 61,4 % des Québécois de 15 ans et plus dits « actifs » et de seulement 25,4 % des « inactifs ». Par ailleurs, plus forte était la propension à louer des films en 1999, moins prononcée est la diminution en 2004 : les étudiants baissent de 2,3 points, tandis que les personnes « actives » et « inactives » connaissent une diminution respective de 5,9 et de 7,0 points de pourcentage.

La location des films varie selon la taille du ménage (V de Cramer =

0,30). En fait, 68,3 % des Québécois qui vivent dans un ménage de trois personnes et plus ont loué un film et plus durant le mois précédant l'enquête, tandis que ce taux passe à 45,5 % chez les Québécois vivant dans un ménage de deux personnes, et à seulement 30,2 % parmi les personnes qui vivent seules.

Bien que ce soit plus faiblement, on observe également que le niveau de scolarité influence la location de films (V de Cramer = 0,19). Les taux extrêmes de location sont de 62,8 % chez ceux du collégial et de 22,7 % parmi ceux du primaire. Ces derniers sont d'ailleurs les seuls à avoir connu une augmentation du taux de location de films depuis 1999, soit une hausse de 3,7 points de pourcentage. Dans l'ordre croissant du niveau d'études, les autres catégories enregistrent des baisses de 8,0, de 9,2 et de 7,0 points de pourcentage.

Au même titre qu'il était nécessaire de connaître la fréquence des sorties au cinéma pendant les 12 mois précédant l'enquête, le nombre de films loués au cours des quatre semaines qui précédaient l'appel téléphonique du printemps 2004 s'avère fort instructif pour comprendre toute la place qu'on alloue à cette activité de loisir et, du coup, pour cerner davantage le profil des amateurs de films loués et visionnés chez soi.

Dans l'ensemble des 85,3 % des ménages québécois munis d'un

magnétoscope, les 36,9 % des 15 ans et plus qui vivent dans ces ménages et qui ont loué au moins un film sur vidéocassette pendant les quatre semaines précédant l'enquête, se répartissent comme suit : 26,0 % ont loué de un à 4 films, 6,6 %, de 5 à 9 films, et 4,3 %, 10 films et plus. Ces proportions augmentent considérablement chez les 60,0 % de Québécois âgés de 15 ans et plus qui habitent avec les quelque 53 % de ménages ayant un lecteur DVD et qui ont loué au moins un film lors du mois précédant l'enquête : 39,9 % se sont procurés de un à 4 films, 11,2 %, de 5 à 9 films, et 8,9 %, 10 films et plus.

Le nombre de films loués pendant ces quatre semaines varie d'abord en fonction de l'âge. C'est encore plus vrai pour la location sur DVD où le lien est de moyenne intensité (V de Cramer = 0,21) que pour la location sur vidéocassette où la relation est de légère intensité (V de Cramer = 0,17). Ainsi, plus on est jeune, plus souvent on loue des films. Chez les 15-24 ans qui ont loué des films pendant ces quatre semaines, 13,1 % de ceux qui disposent d'un magnétoscope et 16,7 % de ceux qui possèdent un lecteur DVD ont visionné de 5 à 9 films; puis, 9,1 % des premiers et 16,8 % des seconds ont loué 10 films et plus. Pendant la même période, ces taux accusent une réduction chez les 65 ans et plus : seulement 1,8 % de ceux qui possèdent un magnétoscope et 2,4 % de ceux qui disposent d'un lecteur

DVD ont loué entre 5 et 9 films; puis, 0,8 % de ceux-là et 3,1 % de ceux-ci ont loué 10 films et plus.

L'occupation révèle aussi un lien avec la fréquence de location des films, un peu plus fortement lorsqu'il est question de films sur DVD (V de Cramer = 0,18) que de films sur vidéocassette (V de Cramer = 0,16). Les étudiants, soit ceux qui louent le plus, sont également ceux qui louent le plus souvent : 9,0 % de ceux qui disposent d'un magnétoscope et 15,6 % de ceux qui possèdent un lecteur DVD ont loué, en moyenne, 2,5 films et plus par semaine pendant le mois précédant l'enquête de 2004. Chez les personnes « inactives », ces taux sont respectivement de 1,6 % et de 5,1 %.

Enfin, les Québécois de 15 ans et plus qui vivent dans des ménages composés de trois personnes et plus sont ceux qui louent le plus fréquemment des films. En un mois, 14,5 % ont loué 5 films et plus sur vidéocassette et 21,8 % sur DVD. Parmi les Québécois vivant seuls, ces taux étaient de 7,9 % et de 17,9 %, tandis que, chez les Québécois vivant dans des ménages de deux personnes, ces taux passaient à 8,1 % et à 18,3 %.

En somme, les données issues de *l'Enquête sur les pratiques culturelles des Québécoises et Québécois* sur les appareils de visionnement de films dans les ménages du Québec depuis 1994, sur la population de 15 ans et plus

louant des films et sur le nombre de films loués selon le type d'appareil, ont permis de dégager le profil des amateurs de films loués et visionnés dans le confort du foyer. Comme on a pu le constater, ce public est d'abord celui des Québécoises et Québécois nés entre 1980 et 1989, étudiant au niveau collégial et vivant dans des ménages de trois personnes et plus. Il est ensuite celui des natifs des années 1960 et 1970, actifs et diplômés des niveaux collégial et universitaire. Le public des films loués est enfin celui des aînés, qui s'adonnent de plus en plus à cette activité.

Pour conclure, on retiendra d'abord que la possibilité, en 2004, de faire partie du public des films présentés en salle et de l'assistance des films loués et visionnés au foyer est excellente :

88,9 % des Québécois de 15 ans et plus ont facilement accès à une salle de cinéma, et 90,2 % des ménages du Québec possèdent un appareil de visionnement de films. On se rappellera ensuite que 75,5 % des Québécois de 15 ans et plus ont fréquenté une salle de cinéma au cours des 12 mois précédant l'enquête, et que 51,9 % de ces Québécois et qui possèdent un appareil de visionnement de films ont loué au moins un film pendant les quatre semaines précédant l'administration du questionnaire. De plus, la proportion des Québécois s'adonnant à des sorties au cinéma continue d'augmenter depuis 1985, et la pénétration dans les ménages des derniers appareils – lecteur DVD et « cinéma maison » – poursuit une croissance remarquable, ce qui permet de croire que

la location de films est, après 20 ans, toujours en croissance. Par ailleurs, le public des films en salle et celui des films loués et visionnés au foyer ont beaucoup de caractéristiques communes, et ils touchent toutes les couches sociales de la population. Enfin, le film est très nettement l'activité de loisir à laquelle s'adonnent le plus les Québécois. En effet, aux sorties en salle qu'ils effectuent et aux films loués qu'ils visionnent à la maison, s'ajoutent tous les films régulièrement ou assez souvent écoutés à la télévision par 70,4 % des Québécois de 15 ans et plus, d'après les dernières données de *l'Enquête sur les pratiques culturelles des Québécoises et des Québécois*, 2004.



Eternal
Photo : Franco Vitale

CHAPITRE 9

LE PATRIMOINE CINÉMATOGRAPHIQUE

Conservation et diffusion

« Le présent sans passé n'a pas d'avenir »

L'équipe de la Cinémathèque

Extraits du rapport annuel 2003-2004 de la Cinémathèque québécoise.

FAITS SAILLANTS

C'est pendant l'exercice 2003-2004 que la Cinémathèque a célébré son 40^e anniversaire. Ces célébrations ont permis de la faire connaître auprès de nouveaux publics. Mentionnons la présence d'une bande-annonce du 40^e anniversaire sur 400 écrans dans tout le Québec, la réalisation et la diffusion de deux documentaires de grande qualité sur la Cinémathèque, la tenue d'une Semaine « portes ouvertes » pendant laquelle les salles de projection ont été envahies par plus de 6 000 spectateurs, dont la majorité avait moins de 30 ans.

On retiendra aussi, au cours de cette année, que la Ministre de la Culture et des Communications est venue annoncer à la Cinémathèque son intention de lui confier le mandat du dépôt légal des œuvres cinématographiques et télévisuelles québécoises.

À plusieurs reprises, en 2003-2004, les activités publiques ont connu d'heureux succès d'assistance : l'intégrale Polanski, les rétrospectives Antonioni, Herzog et Kaurismäki, les hommages à Roger Frappier, Coopératio et Francis Mankiewicz, l'exposition Co Hoedeman et les Sommets de l'animation 2003.

À l'interne, l'organisme s'est doté d'un premier plan directeur triennal. Le traitement informatique et le catalogage de ses collections de films et de vidéos a avancé à un rythme accéléré, ce qui permet d'avoir une vue de plus en plus complète sur ce qui est conservé. Les travaux ont débuté pour élaguer les copies de trop ou en



Exposition Co Hoedeman, *Les jardins de l'enfance*,
2003, Cinémathèque québécoise,
Photo : Robert Beaudoin.
Office national du film du Canada.



Le Pays rêvé, Michel Moreau, 1996,
: Office national du film du Canada.
: Fonds Michel Moreau.

mauvais état, rendre accessibles les collections sur le site Web de la Cinémathèque et achever la climatisation des entrepôts.

On se souviendra aussi que la Cinémathèque a terminé son 40^e anniversaire dans la tourmente : ses employés ont consenti à des baisses salariales afin d'éviter d'accroître l'important déficit accumulé contre lequel elle se débat depuis plus de six ans et, également, pour écarter les risques de mises à pied. Sa crise financière est devenue un fait d'actualité.

Bref, ce qui s'annonçait comme une année de transition tranquille, du fait d'un changement de directeur général, a finalement constitué une période de réflexion, de remise en question et de mobilisation. La Cinémathèque bénéficie d'un soutien manifeste. Cependant, sa survie est encore en jeu. La crise qui en résulte ne s'avérera salutaire que si elle conduit à la mise en place de solutions durables pour permettre à la Cinémathèque non simplement de survivre, mais surtout de répondre aux besoins grandissants de préservation et de mise en valeur d'un patrimoine audiovisuel qui, chaque décennie, s'accroît de façon prodigieuse.

La Cinémathèque québécoise tente de construire une passerelle permanente entre l'histoire et les



courants modernes du cinéma, tant par les projections publiques de films et vidéos que par un accès permanent aux documents d'archives (photos, affiches, scénarios, correspondances, etc.) et aux publications spécialisées (livres, périodiques, etc.).

Les budgets d'acquisition de la Cinémathèque sont à toutes fins utiles inexistantes. Elle a néanmoins continué à enrichir ses collections grâce à un nombre impressionnant de dépôts et de dons,

principalement de copies de projection de films (pour la plupart en provenance des distributeurs québécois), d'éléments de tirages (laboratoires et producteurs), de fonds d'archives (réalisateurs, maisons de production, etc.) et de prêts de durée illimitée (transactions entre archives).

À la suite de l'engagement du gouvernement québécois d'instaurer un dépôt légal et de confier à la Cinémathèque le soin de le conserver, celle-ci a dû accélérer le traitement informatique et le catalogage de ses collections de films et de vidéos. Une corvée mobilisant le personnel de conservation a permis de créer quelque 6 000 nouvelles entrées filmographiques et de compléter l'information sur plusieurs milliers d'autres déjà existantes. Parallèlement à ce travail, une mise à jour du logiciel de notre base de données,

Ciné-TV, s'est avérée nécessaire, à cause de l'adoption de nouvelles règles de catalogage et de l'augmentation des champs propres à la production québécoise.

Dans un même temps, l'équipe des conservateurs et des archivistes, sous la direction du directeur à la conservation, a élaboré des règles d'élagage de nos collections de films et de vidéos. La Cinémathèque possède maintenant un document de référence conforme aux règles reconnues par la Fédération internationale des archives du film (FIAF). Nous avons enclenché un processus de traitement des dépôts archivés partiellement et d'élagage des nombreuses copies positives d'un même film qui se poursuivra tout au long des années à venir. De plus, le processus d'évaluation physique de nos collections nous a permis d'inspecter 1 967 éléments et, quelques fois, d'en assurer la réparation.

Nous avons bénéficié cette année de deux subventions qui

nous ont permis de procéder à des nouveaux tirages de copies. Grâce à la contribution spéciale du ministère de la Culture et des Communications à notre 40^e anniversaire, nous avons fait tirer 15 copies de longs et de courts métrages. L'aide du Trust pour la préservation de l'audiovisuel du Canada a permis de faire tirer et

sous-titrer en anglais *La Vie rêvée* et *Les Ordres*.

Notons que la Cinémathèque a soumis à la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels trois demandes d'attestation : le Fonds Michel-Moreau, le Fonds William-O'Farrell et la collection Moses-Znaimer.



Âme noire, Martine Chartrand,
2000, Office national du film
du Canada.

Tableau 9.1

Progression¹ des collections de films et bandes vidéo de la Cinémathèque québécoise, 1999-2000 à 2003-2004

	Copies de projection			Éléments de tirage			Total
	Longs métrages	Courts métrages	Bandes vidéo	Bandes maîtresses	Longs métrages	Courts métrages	
	n						
1999-2000	393	573	40	309	245	215	1 775
2000-2001	472	221	27	73	72	89	954
2001-2002	205	1 171	147	168	61	18	1 770
2002-2003	235	1 489	168	421	67	18	2 398
2003-2004	277	249	149	59	20	21	775
Total²—1963-2004	48 061

1. Les données sont approximatives.

2. Le total ventilé par type de production n'est pas disponible.

Source : Cinémathèque québécoise.

COLLECTIONS DE FILMS, PRODUCTIONS TÉLÉVISUELLES ET BANDES VIDÉO

La Cinémathèque a enrichi ses collections cette année des éléments suivants :

—	copies de projection :	277 longs métrages 249 courts et moyens métrages
	éléments de tirage :	20 longs métrages 21 courts et moyens métrages
—	vidéogrammes :	208 (dont 59 bandes maîtresses)

De ce nombre, on observe :

- que les Archives françaises du film (CNC) ont effectué un prêt d'une durée illimitée de 18 films d'animation, pour la plupart très rares, geste fort apprécié qui constitue l'une des participations prestigieuses aux festivités entourant le 40^e anniversaire de la Cinémathèque;
- que, compte tenu de l'importante donation des archives du documentariste québécois Michel Moreau, la plupart de ses productions sont maintenant assurées d'une conservation à long terme dans nos entrepôts;
- que, parmi les dépôts ou les dons des réalisateurs, il y a, entre autres, celui des films de la cinéaste indépendante Mireille Dansereau qui fut la première femme à réaliser un long métrage de fiction dans l'industrie privée au Québec, et ceux de Rachel Johnson, Michel Murray, Suzy Cohen, Alain Stanké, Fajardo, Luce Roy;
- que les dépôts d'éléments de tirage proviennent principalement du laboratoire Technicolor services créatifs, et les copies de projection des distributeurs Christal films, Film Tonic, Films Séville, Alliance Vivafilm, Films Transit, K. Films Amérique et du cégep André-Laurendeau;
- que la chaîne ARTE France a offert à la Cinémathèque la série Cinéma de notre temps, soit 42 documents exceptionnels;
- que l'ONF a donné à la Cinémathèque une dizaine de copies de films dont *Âmes noires*, *Le Chapeau*, *When the Day Breaks*, *Village of Idiots*, *My Grandmother Ironed the King's Shirt*, *M.C. Escher : Sky and Water 1*, *Dinner for Two/Dîner intime*, *Six and Seven Eights*, *Ludovic : Des vacances chez grand-papa* et *Angéli*;
- qu'une copie de *Rosetta*, des frères Dardenne, don des deux cinéastes belges, enrichit désormais les collections de la Cinémathèque.

Tableau 9.2

Progression¹ des collections afférentes au film de la Cinémathèque québécoise, 1999-2000 à 2003-2004

	Affiches	Photographies	Appareils	Scénarios	Monographies et documents
	n				
1999-2000	525	3 000	20	125	939
2000-2001	125	12 000	15	1 000	639
2001-2002	200	19 000	60	375	414
2002-2003	330	2 000	25	700	453
2003-2004	535	3 000	50	1 145	283
Total — 1963-2004	29 300	598 800	2 158	16 387	41 125

1. Les données sont approximatives et peuvent avoir été révisées pour les années antérieures.

Source : Cinémathèque québécoise.

COLLECTIONS AFFÉRENTES AU FILM

Conservation et catalogage

Cette année, comme d'habitude, nous avons traité des milliers de photos, de scénarios et d'affiches. En matière de catalogage, même si l'on ne réussit pas à traiter tout ce que nous acquérons, plus de 5 900 nouveaux enregistrements ont été réalisés dans toutes les collections. Nous avons continué à numériser des éléments catalogués au cours des années antérieures. Au total, des milliers d'images sont accessibles sur notre base Ciné-TV (à la Cinémathèque seulement), sur le Réseau canadien d'information sur le patrimoine (RCIP), sur le Musée virtuel du Canada et sur le réseau québécois Info-Muse.

Plusieurs stagiaires sont venus prêter main-forte à notre petite équipe : des étudiants du collège Montmorency (muséologie), du collège Maisonneuve (archivistique), de l'Université Concordia (cinéma), de l'UQAM (archivistique), de l'Université de Toulouse, de l'IUT de Dijon et de Paris I.

Des donations importantes

Les collections afférentes au film ont reçu plusieurs donations d'importance. Le producteur de télé-



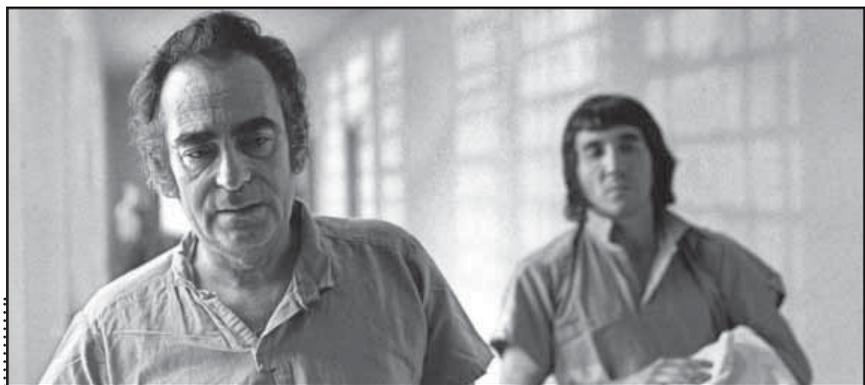
Les Ordres, Michel Brault,
1974, Les productions Prisma /
Production Les Ordres.

sion Moses Znaimer nous a donné près d'une centaine d'appareils de télévision anciens (antérieurs à 1945). Le réalisateur Michel Moreau a complété sa donation de films par des documents et des photos. La journaliste Minou Petrowski nous a offert des milliers de bandes audio d'entretiens sur le cinéma réalisés au cours de sa carrière. Le collectionneur William O'Farrell nous a remis deux séries des débuts de la télévision (dont l'une de Pierre Perrault), tandis que la compagnie Bloom Films nous donnait plusieurs cartons de scénarios et de documents de production. Enfin, les photographes Michel Campeau et Gabor Szilasi nous ont donné des tirages grand format des séries *Les tournages publicitaires* et *Face à la caméra*, respectivement. Sur une base plus courante, nos collections se sont enrichies de quelques appareils, de dessins d'animation, de disques et de nombreuses affiches. Il faut souligner que nous recevons toujours des photos et des scénarios, notamment plusieurs boîtes provenant de la SODEC, du Fonds indépendant de production et du Fonds Harold-Greenberg, ainsi que de nombreux cinéastes.

Total des acquisitions de l'année 2003-2004 :

Scénarios : 1 145
Musiques de film : 30
Autre matériel audio : 500
Photographies : 3 000
Affiches : 535
Appareils, caméras : 50
Équipement de projection : 2
Autres objets : 10 (accessoires, maquettes et produits dérivés)
Éléments d'animation : 21

L'accessibilité aux collections afférentes par les soins de la Médiathèque a connu une légère augmentation : sont surtout en demande les scénarios et les photos de films québécois. Ces dernières servent principalement aux distributeurs, aux éditeurs et aux revues. Toute la numérisation est accomplie par le personnel de la Médiathèque. Enfin, ces collections ont été mises à contribution pour des tournages de film et d'émissions de télévision, des sites Web (Musée virtuel du Canada et Observatoire des musées québécois) et des expositions (dont Gilles Carle au Musée de la civilisation).



La rétrospective Roger-Frappier fut l'occasion de maintenir une façon originale de présenter nos collections. Il s'agit d'un babillard électronique sur notre site Web où l'on pouvait trouver des reproductions d'affiches et de photos des films de Frappier provenant de nos collections ainsi qu'une entrevue inédite du producteur, réalisée par Michel Coulombe.

SERVICES TECHNIQUES ET ENTREPÔTS

Mécanique

Comme il se doit, le système de climatisation a exigé une surveillance constante afin de répondre aux exigences de conserver les originaux à -5°C et 30 % d'humidité relative. Il a requis un entretien toujours fort coûteux.

En vue de se préparer au dépôt légal, on a procédé à l'analyse des besoins techniques de climatisation de la chambre C et de mise aux normes environnementales de l'ensemble de notre système de climatisation. Les travaux sont enclenchés.

Traitement des bobines

Depuis plusieurs années, grâce aux dons de quelques compagnies, nous avons pu éviter l'achat de boîtiers pour remiser adéquatement les bobines de pellicule.

Un projet de traitement de la collection de Radio-Canada, en mar-

che depuis trois ans, s'est terminé cette année. Mentionnons au passage le don, fort apprécié, de la société d'État d'une table de montage 16 mm.

Pellicules nitrates

Environ 250 bobines nitrates ont été déménagées et déposées au Centre de préservation des Archives nationales du Canada. Désormais, toute notre collection de pellicules nitrates (306 titres) y est entreposée.

Nouveaux tirages de copies

Le tirage de nouvelles copies de films québécois, à partir des éléments de tirage de nos collections et grâce à un projet spécial

du ministère de la Culture et des Communications, a exigé un suivi technique particulier, à cause principalement des changements de procédés des tireuses film. Celles-ci sont de moins en moins adaptées aux éléments de tirage des films plus anciens. Pour certains négatifs ou internégatifs, il a fallu refaire toutes les collures et quelques fois l'étalonnage complet des couleurs.

Divers

Les services techniques de la Cinémathèque ont assumé la responsabilité d'une projection spéciale 3D qui fut l'un des moments forts de notre Semaine « portes ouvertes » en octobre dernier.



Un 32 août sur terre,
: Denis Villeneuve, 1998, Max Films.
: Photo : Pierre Crépô.



Depuis toujours, on peut dire que les œuvres d'art les plus authentiques sont celles qui exigent qu'un certain temps s'écoule pour qu'elles exhibent toutes leurs qualités. Voilà

pourquoi, parmi bien d'autres raisons, il est important de présenter des rétrospectives et des hommages de cinéastes d'ici, comme nous le faisons régulièrement à la Cinémathèque. Le regard qu'on peut y porter sur une œuvre est unique et cette mise à l'épreuve du temps est essentielle. Les auteurs que nous mettons de l'avant se démarquent par la valeur de leur écriture cinématographique, la qualité de ce qu'ils disent et la façon dont ils le disent.

De nombreux invités ont été accueillis à la Cinémathèque, que ce soit pour accompagner leurs films,

animer des débats, présenter des séances thématiques ou pour des hommages :

Du Québec et du Canada :

Denys Arcand, Michel Brault, Gilles Carle, André Forcier, Pierre Hébert, Co Hoedeman, Robert Morin, Anne Claire Poirier, Mireille Dansereau, Jean Pierre Lefebvre, Fernand Dansereau, Martin Duckworth, Frédéric Back, Roger Frappier, Bernard Émond, Denis Chouinard, Jeanne Crépeau, Robert Favreau, Don McWilliams, John Weldon, Janet Perlman, Marv Newland, Jean Beaudry, Richard Jutras, Hugo Brochu,

Tableau 9.3

Bilan de la fréquentation des projections de la Cinémathèque québécoise, 2003-2004

		Séances	Spectateurs	Moyenne par séance
		n		
Salle Claude-Jutra		541	38 095	70
Avril 2003	Otar Iosseliani, Maurice Pialat, Marv Newland, Hongrois récent	51	3 934	77
Mai 2003	Sami Frey, Jacques Brel,	45	2 522	56
Juin 2003	Maria Félix, David Cronenberg, Carte blanche à l'AQCC, Jazz	49	3 460	71
Juillet 2003	Festival Juste pour rire	36	3 212	89
Août 2003	Carte blanche aux présidents de la Cinémathèque	46	2 805	61
Septembre 2003	Francis Mankiewicz, Karl Valentin, Vera Chytilová	52	2 771	53
Octobre 2003	Werner Herzog, Jiri Barta, Portes Ouvertes	61	5 403	89
Novembre 2003	Martin Duckworth, La Mostra Antonioni, Les Années 60	38	3 804	100
Décembre 2003	Roman Polanski, Les Sommets de l'animation 2003, Les Années 60	34	2 335	69
Janvier 2004	Restaurations du CNC, Roger Frappier	47	2 318	49
Février 2004	Yannick Bellon, Les Années 60	30	1 511	50
Mars 2004	Aki Kaurismaki, Coopératio, Semaine d'action contre le racisme	52	4 020	77
Salle Fernand-Seguin		177	5 853	33
Avril 2003	Écran indépendant	27	780	29
Mai 2003	Festival international de la littérature, Jacques Brel, Amalgames	27	883	33
Juin 2003	Amalgames, Télé-Jazz	14	346	25
Juillet 2003	Festival Juste pour rire	16	638	40
Août 2003	Relâche	—	—	—
Septembre 2003	Documentaires Chiliens	12	415	35
Octobre 2003	Banff, Krzysztof Zanussi, Hors-Champs, Portes Ouvertes	28	1 338	48
Novembre 2003	Martin Duckworth, L'Amérique vue par l'Europe	14	485	35
Décembre 2003	Vidéaste recherché-e, L'oeil du documentaire	12	225	19
Janvier 2004	Reel dance on the road	9	230	26
Février 2004	Les Années 60, Cinémathèque 40 ans d'images	9	199	22
Mars 2004	Dominic Gagnon, Semaine d'action contre le racisme	9	314	35
Total		718	43 948	61

Source : Cinémathèque québécoise.

Serge Cardinal, Denis Côté, Dominic Gagnon, Julie Perron, Jean et Serge Gagné, Tali, Diane Obomsawin, Robert Daudelin, Michel Houle, Marcel Dubé, Marcel Sabourin, Marcel Jean, Guy Joussemet, Marcia Couëlle, Julie Roy, Jean-François Rivard, Monique Proulx, Janette Bertrand, Christina Stojanova, Christian Poirier, André Lavoie, André Habib, Élie Castiel, Monica Haïm, Gérard Grugeau, Pierre Pageau, Réal LaRoche, Carl Rodrigue, Jules Nadeau, Jean-Pierre Deslauriers, Luc Déry, Bernard Drainville, Nicolas Renaud, Yvon Trudel, Pierre Desroche, Pierre Gauvreau, Fernand Doré, Jean-Paul Fugère, Aline Desjardins, Jean-Pierre Boyer, Rawi Hage, Kathleen M. Smith, Danielle Trottier, Anne Boyer, Michel D'Astous, Jean-Pierre Plante, Gaston Ancelovici, Danielle Lacourse, Giovanni Princigalli, Ivan Ignacio.

Voici la liste des principales activités de diffusion offertes par la Cinémathèque québécoise en 2003-2004 :

CINÉMA QUÉBÉCOIS ET CANADIEN

La question identitaire dans le cinéma québécois

Une conférence-projection de Christian Poirier, de l'Université d'Ottawa, et quelques films pour explorer les formes de l'identité québécoise exprimée au cinéma.

David Cronenberg : La beauté du chaos

Un programme des films des 15 dernières années pour souligner la parution chez Corlet-7^e Art du livre de Pierre Véronneau et Géraldine Pompon, *David Cronenberg. La beauté du chaos*.

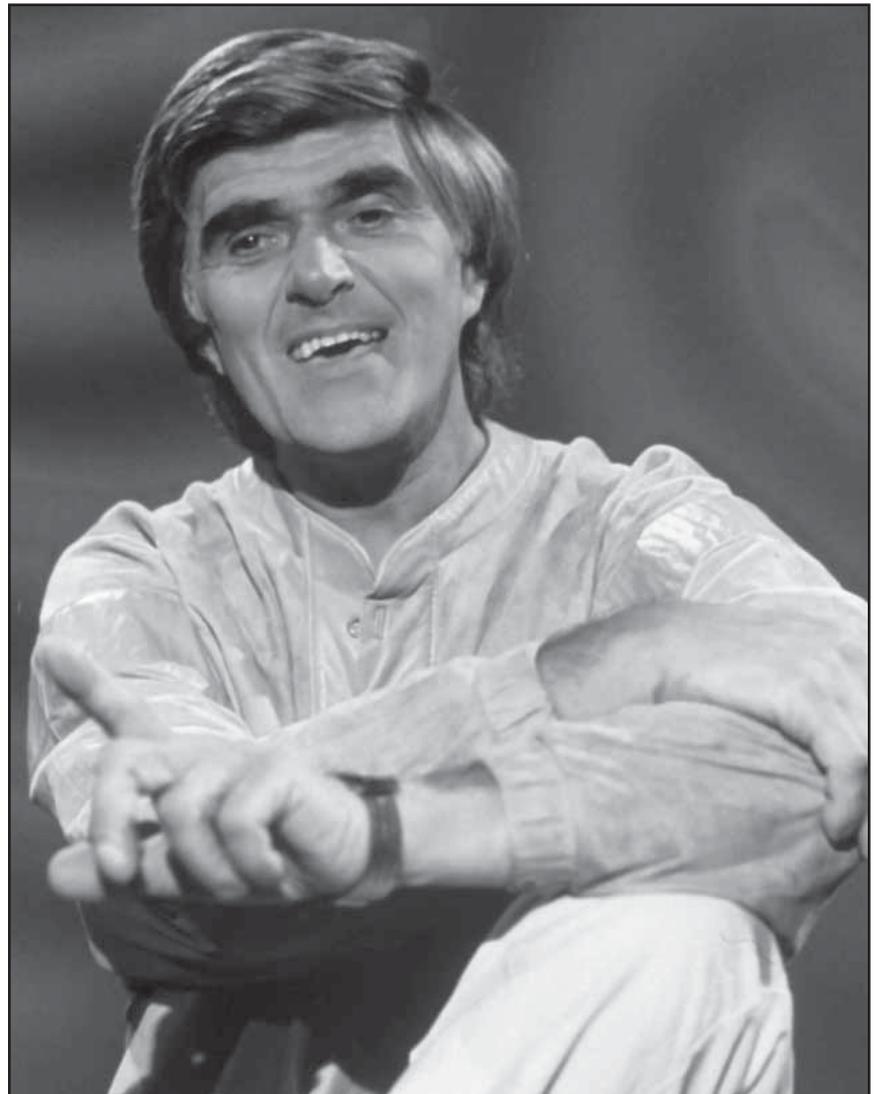
Mireille Dansereau

À l'occasion des 30 ans du Conseil du statut de la femme,

un hommage accordé à l'une des plus importantes cinéastes québécoises, au cours duquel on a présenté le nouveau tirage de *La Vie rêvée*. En présence de la cinéaste.

Martin Duckworth

D'octobre à novembre, 20 documentaires réalisés ou filmés par Duckworth, le plus souvent à l'Office national du film, ont été



Alain Stanké, *Les Insolences d'une caméra*,
: 1986-87, Société Radio-Canada.
: Fonds Alain Stanké.

retenus pour souligner le travail de ce cinéaste engagé qui avait reçu en 2002 le titre d'« artiste pour la paix ». Ce fut l'occasion de présenter le nouveau tirage de *Histoire de femmes*. En présence du cinéaste.

Francis Mankiewicz : dix ans déjà!

Une présentation de tous les longs métrages de ce cinéaste trop tôt disparu du paysage cinématographique et qui aura laissé une œuvre importante dont *Les Bons Débarras*.

Sartec : place aux scénaristes!

À l'occasion du 40^e anniversaire de la Cinémathèque, une collaboration avec l'association qui regroupe les auteurs et scénaristes québécois pour que ces derniers puissent venir présenter leurs œuvres.

Roger Frappier

Un cycle de 13 œuvres qui présente presque tous ses films en tant que réalisateur et un échantillonnage représentatif de ses productions jusqu'en 1999. Une activité assortie de la présentation d'un dossier de presse électronique sur notre site Web. En présence du cinéaste.

Coopératio

À l'occasion du 40^e anniversaire de fondation de cette importante compagnie de production des années 1960, une rétrospective des six longs métrages qu'elle a produits. En présence de Pierre Patry, le fondateur.

À la mémoire de

Comme c'est notre habitude lorsque des décès endeuillent le cinéma québécois, nous avons souligné par la projection de certains de leurs films la disparition des cinéastes et artisans suivants : Richard Boutet, Jean Chabot (à cette occasion fut présenté le nouveau tirage d'*Une nuit en Amérique*), Pierre Bourgault, Charles Gagnon et Émile Genest.

VIDÉO QUÉBÉCOISE ET CANADIENNE

Écran indépendant

Toujours aussi active dans la diffusion d'œuvres indépendantes actuelles, la Cinémathèque, au cours de la dernière année, a présenté pendant une semaine, à la salle Fernand-Seguin, les documentaires *La Bibliothè-*

que entre deux feux de Serge Cardinal, *L'Empreinte* d'Anne Henderson, *Un souffle qui brûle* de Jean et Serge Gagné, *Roussil ou le curieux destin d'un anarchiste impénitent* de Werner Volkmer, *Lucie de tous les temps* de Julie Perron, ainsi que la dernière fiction de Jean Pierre Lefebvre, *Le Manuscrit érotique*.

Les Films de l'Autre : 15 ans de cinéma indépendant

À l'occasion de son 15^e anniversaire, et pour souligner les 40 ans de la Cinémathèque, le collectif de cinéastes « Les Films de l'Autre » a proposé à ses membres (dont Hugo Brochu, Jennifer Alleyn, Carlos Ferrand, Julie Hivon et Julie Perron) de créer chacun un court métrage sur le thème de l'autre en vue d'une diffusion en primeur à la salle Fernand-Seguin.



Les tournages publicitaires, 1985-86.
Photo : Michel Campeau.

Vidéaste recherché(e)

Poursuivant une collaboration amorcée il y a déjà sept ans, la Cinémathèque a accueilli l'étape montréalaise du concours Vidéaste recherché(e) organisé par La Bande Vidéo en présentant les quatre programmes initialement projetés à Québec.

Richard Boutet

Afin de rendre hommage à cet important documentariste trop tôt disparu, la Cinémathèque a pu retracer ses premières œuvres vidéographiques, des bandes rarement projetées.

Vie et mort du roi boiteux

Le dramaturge et metteur en scène Jean-Pierre Ronfard nous ayant quittés cette année, la Cinémathèque a sorti de ses entrepôts la captation vidéographique de sa pièce-fleuve *Vie et mort du roi boiteux*, réalisée par Jean Beaudry. Une projection en forme d'hommage à cet immense homme de théâtre.

Dominic Gagnon

Une rétrospective du travail cinématographique et vidéographique de l'un des plus intéressants artistes québécois à ratisser le territoire expérimental accompagnait son installation *Total Recall/Réanimétrie*.

La Beauté du geste

Grâce à une subvention du programme de Commande d'œuvres d'art médiatiques du Conseil des arts du Canada, la Cinémathèque a demandé à la cinéaste Jeanne Crépeau de réaliser expressé-

ment un documentaire pour qu'il soit programmé dans notre salle. Profitant du contexte du 40^e anniversaire de la Cinémathèque, la réalisatrice a choisi de tourner un film sur notre organisme, en s'attardant plus précisément au « dialogue perpétuel entre les films et le public qu'offre la Cinémathèque. Dialogue essentiel rendu possible grâce aux gestes de ces artisans, amoureux de cinéma qui font l'âme de la Cinémathèque, ce lieu de culture et de mémoire [...] ». Après avoir clôturé les Rendez-vous du cinéma québécois 2004, *La Beauté du geste* a été projeté durant toute une semaine à la salle Fernand-Seguin.

TÉLÉVISION QUÉBÉCOISE ET CANADIENNE

Visionnement sur demande

En janvier 2003, la Cinémathèque a institué une nouvelle approche de diffusion des archives de télévision en créant un programme de visionnement sur demande de plus de 250 titres issus des archives de Radio-Canada. Constitué principalement de dramatiques, de séries, d'émissions d'entrevues, d'émissions jeunesse et d'émissions de variétés, ce fonds exceptionnel est accessible gratuitement à la Médiathèque Guy-L.-Coté.



La Vie rêvée, Mireille Dansereau,
:1972, ACPAV.
:Photo : Daniel Kieffer.

30 ans du Conseil du statut de la femme

Lors des festivités entourant les 30 ans du Conseil du statut de la femme, nous avons invité Aline Desjardins à présenter quelques épisodes de *Femme d'aujourd'hui*, émission qui a profondément marqué l'histoire de la télévision et du féminisme au Québec pendant près de 20 ans.

L'ARRQ et les pionniers de la télévision

L'Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec et la Cinémathèque ont uni leurs efforts pour rendre hommage aux pionniers de la télévision québécoise, dont Jean-Paul Fugère, Frédéric

Back, Pierre Gauvreau, Fernand Doré, Rolland Guay, Yvon Trudel et bien d'autres.

Télé-jazz

Détarrant quelques trésors des archives de Radio-Canada et de la RTBF, la Cinémathèque a composé plusieurs programmes de jazz exceptionnels avec, entre autres, Duke Ellington, Oscar Peterson, Woody Herman, Michel Legrand, Louis Armstrong et John Coltrane.

Place aux scénaristes

En collaboration avec la SARTEC, un hommage aux scénaristes de télévision, par les auteurs eux-mêmes : Janette Bertrand,

Marcel Dubé, Jean-Pierre Plante, Luc Déry, Danielle Trottier, Michel D'Astous, Anne Boyer et Fernand Dansereau. Des soirées animées par Jean-Pierre Desaulniers.

CINÉMA D'ANIMATION

La programmation de cinéma d'animation vise à faire découvrir le patrimoine cinématographique animé québécois, canadien et étranger à l'aide de copies d'archives. À cet objectif s'ajoute celui, propre au secteur de l'animation, de présenter régulièrement un éventail d'œuvres récentes et de qualité. La Cinémathèque joue ainsi un rôle important pour la diffusion de la culture cinématographique, étant donné que la distribution du court métrage d'animation est quasiment inexistante au Québec. La fidélité du public, l'intérêt porté par les étudiants à notre programmation et l'incidence médiatique de certaines rétrospectives confirment l'efficacité de nos stratégies de programmation.

Co Hoedeman – Les jardins de l'enfance

En complément de l'exposition consacrée à Co Hoedeman, spécialiste de l'animation de marionnettes établi à l'Office national du film, nous avons programmé une intégrale des courts métrages de ce réalisateur. Nous avons eu accès aux archives personnelles de Co Hoedeman afin de pouvoir montrer des œuvres inédites. En présence du réalisateur.



Un zoo la nuit, Jean-Claude Lauzon,
: 1987, Productions OZ.
: Photo : Lyne Charlebois.

Janet Perlman : dérision et bonnes manières

Janet Perlman a tourné la plupart de ses films à l'Office national du film. On lui doit des œuvres graphiquement sophistiquées et à l'humour pince-sans-rire. Elle a présenté et commenté son travail lors d'une projection mémorable qui regroupait tous ses films.

Grant Munro

À l'occasion du lancement d'un DVD consacré à l'œuvre de Grant Munro, la Cinémathèque a rendu un hommage à cet artiste poly-

valent, pionnier de l'animation à l'ONF et proche partenaire de Norman McLaren. En présence du réalisateur.

John Weldon : satires, délires et bricolages

Après 30 années comme employé de l'ONF, John Weldon a pris sa retraite récemment. La rétrospective a permis de redécouvrir le travail original et drôle de ce cinéaste autant à l'aise dans la satire que dans le bricolage technique. En présence du réalisateur.

Génération extrême

Le Studio Animation et jeunesse de l'Office national du film du Canada a présenté cette compilation d'œuvres récentes réalisées par une nouvelle vague de cinéastes d'animation.

Les 30 ans de l'ACIC

Le cinéma d'animation canadien indépendant doit sa bonne santé en partie à l'ACIC (Aide au cinéma indépendant canadien), programme d'aide à la production, intégré à l'ONF.

Tableau 9.4

Bilan de la fréquentation aux autres activités de la Cinémathèque québécoise, 2003-2004

	Séances	Spectateurs	Moyenne par séance
	n		
Expositions	...	24 490¹	...
Salle Norman-McLaren	...	12 931	...
Avril 2003	Co Hoedeman - Les Jardins de l'enfance	11 805	...
Janvier 2004	Gabor Szilasi - Face à face	1 126	...
Salle Raoul-Barré	...	11 559	...
2003-2004	Formes en mouvement (exposition permanente)	334	...
2003-2004	Exposition virtuelle De Nanouk à L'Oumigmag	11 225	...
Festivals	180	10 7560	60
Mai 2003	Festival du cinéma juif de Montréal	1 649	103
Novembre 2003	Rencontres internationales du documentaire	3 859	48
Février 2004	Rendez-vous du cinéma québécois	4 114	67
Mars 2004	Festival des films sur l'art	1 134	49
Événements spéciaux	...	2 230	...
Mai	Journée des musées	2 157	...
Septembre	Journées de la culture	73	...
Visites commentées	...	2 703	...
Médiathèque	...	6 018	...
Visiteurs	...	4 304	...
Demandes de références et de recherches	...	1 714	...
Activités privées²	...	11 313	...

1. N'inclut pas les milliers de personnes qui ont visité les expositions temporaires présentées dans les foyers.

2. Comprend les invités des visionnements privés, des réceptions, des locations, etc.

Source : Cinémathèque québécoise.

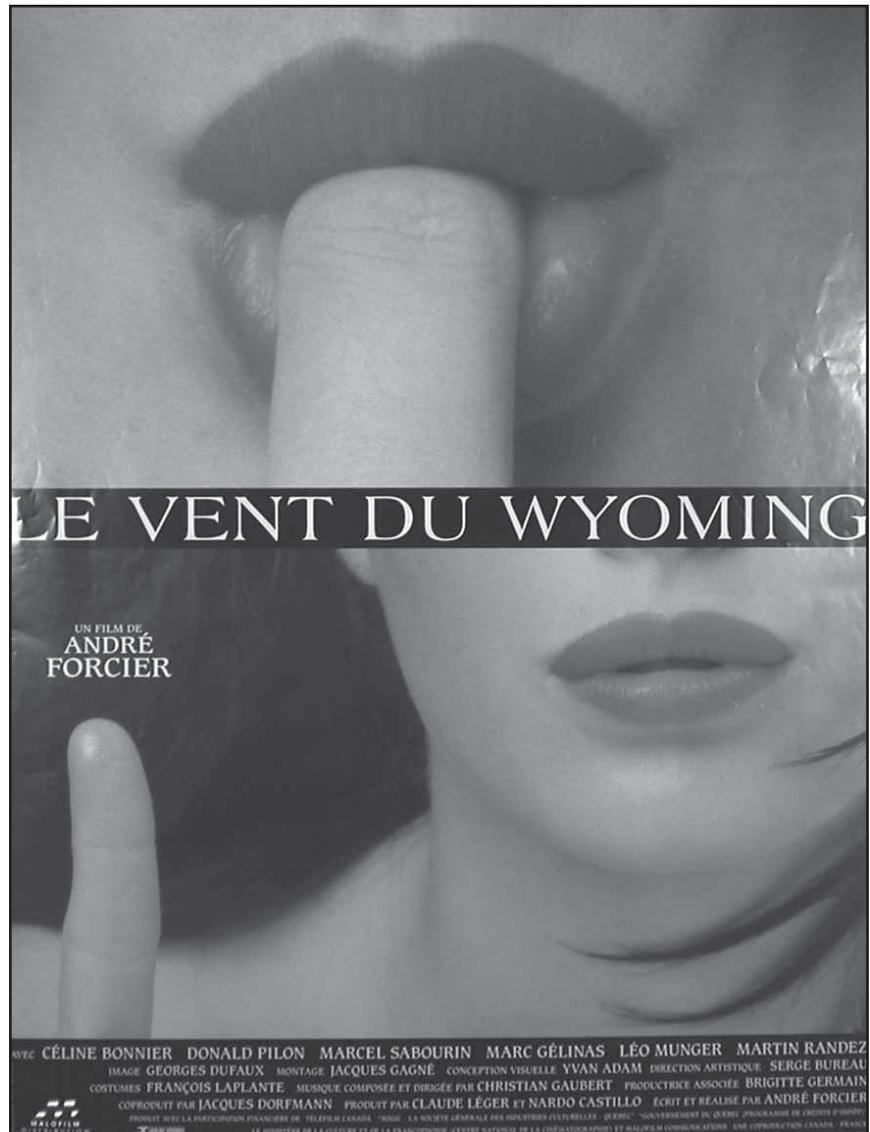
EXPOSITIONS

Au cours de cette période, la salle Norman-McLaren a accueilli les expositions temporaires suivantes :

Co Hoedeman – Les jardins de l'enfance (du 23 avril au 30 novembre 2003)

Réalisée en collaboration avec l'Office national du film du Canada et s'adressant surtout à un jeune public, l'exposition proposait un périple dans l'univers de ce magicien de la matière et de l'image. Co Hoedeman, artisan humaniste et amoureux de beauté, anime depuis plusieurs décennies des marionnettes, des grains de sable, du papier découpé, des cubes de construction, combinant à l'occasion plusieurs techniques.

Conçu autour du thème du jardin (Premier jardin, Le jardin inuit, Le jardin de la paix, Le jardin de Ludovic), le parcours de l'exposition a permis de redécouvrir la magie de ses films grâce aux éléments qui ont servi à leur création : documents d'archives, croquis, dessins, décors, accessoires et marionnettes, en plus d'extraits de films dans chaque zone. Les tout-petits ont pu s'émerveiller devant les quatre décors grandeur nature de la série Ludovic, rassemblés sous un grand écran où défilaient des images extraites des films mettant en vedette l'ourson en peluche. Un atelier conçu par Co Hoedeman a permis aux groupes scolaires et aux jeunes visiteurs des camps de



Affiche du film *Le Vent du Wyoming*,
André Forcier, 1994, Eiffel Productions,
Productions EGM Ltée, Transfilm.
Affichiste : Yvan Adam.

jour d'expérimenter une technique très particulière, l'animation de papier découpé en volume.

Lors de la Journée des musées qui s'est déroulée en présence de l'artiste, 2 169 visiteurs ont parcouru l'exposition et ont pu visionner les films de ce cinéaste dans la salle Claude-Jutra. Les dimanches-familles offerts en juin ont attiré de nombreux visiteurs. Vingt-cinq capsules animées réalisées au cours de ces ateliers sont accessibles sur le site Web de la Cinémathèque depuis l'automne 2003.

Face à Face – Gabor Szilasi
photographie le cinéma
(du 6 janvier au 1^{er} février 2004)

Lors du 40^e anniversaire de la Cinémathèque, le photographe de renommée internationale Gabor Szilasi a réalisé 15 portraits de cinéastes québécois avec des appareils de leur choix provenant des collections de la Cinémathèque. L'exposition regroupait les photographies ainsi que les artefacts qu'on y trouve, notamment le Cinématographe Lumière N^o 16, joyau de la collection.

Total Recall/Réanimétrie
(du 28 février au 14 mars 2004)

Une installation présentée par Vidéographe en collaboration avec la Cinémathèque : dernier souffle pour les téléviseurs à tube avant le passage définitif aux modes numériques, l'installation du cinéaste et vidéaste Dominic Gagnon réanime de vieux appareils électroniques domestiques et témoigne de l'empreinte laissée par « l'usage » dans leurs circuits. Le son y fait un pacte avec l'électricité, l'électronique et les ondes électromagnétiques.

Foyers
Luce-Guilbeault
et Paul-Blouin

Ces deux foyers ont accueilli les expositions suivantes :

Dans les sillages fugaces
du rêve et des souvenirs

Une exposition de gravures de la cinéaste abénakise Alanis Obomsawin, présentée à l'occasion de la rétrospective consacrée à la cinéaste maorie Merata Mita lors du festival *Présence autochtone*.

Yvan Adam

Une exposition d'affiches de film créées par l'un des plus prolifiques affichistes canadiens, notamment *Au Clair de la Lune* et *Les Matins infidèles*.

Contre l'oubli, photos de
Zarah Kazemi

Cette cinéaste et journaliste canadienne d'origine iranienne a connu une fin tragique lors d'un reportage photographique qu'elle effectuait à Téhéran en 2003; une exposition préparée par son fils Stephan Hachemi, lors des Rencontres internationales du documentaire.

Tourner pour rêver, hom-
mage à Jean Chabot

Présentée pendant les Rendez-vous du cinéma québécois, une exposition de photos de Michel La Veaux prises sur le tournage du dernier film de ce cinéaste québécois décédé en 2003, *Tableaux d'un voyage imaginaire*.

Dieppe : Paysages et
installations reliées
à son film 913

Exposition d'œuvres photographiques de Bertrand Carrière lors du Festival international du film sur l'art (FIFA).

CINÉMATÈQUE EXTRA-MUROS

Prêts de film à différents organismes :

QUÉBEC-CANADA

Montréal

Ex-Centris : 6 films;
Office national du film : 6 films;
Vues d'Afrique : 1 film;
Festival des Films du Monde : 1 film québécois.

Québec

Musée national des beaux-arts du Québec : 18 films.

Trois-Rivières

Ciné-Campus : 1 film.

Ottawa

Institut canadien du film : 2 films québécois;
Centre national des arts : 1 film muet ;
Ottawa International Student Animation Festival :
19 films d'animation.

Toronto

Cinematheque Ontario : 5 films.

Vancouver

Pacific Cinematheque : 2 films québécois.

ALLEMAGNE

Frankfurt Deutsches Filmmuseum : 2 films canadiens.
Berlin Freunde der Deutschen Kinemathek : 2 films
canadiens.
München Filmmuseum München : 2 films canadiens.
Hambourg et 7 autres villes Maple Movie – Filmland
Kanada : 3 films canadiens.

ANGLETERRE

Londres British Film Institute : 1 film québécois.

BELGIQUE

Bruxelles Cinémathèque royale : 4 films;
ANIMA (23^e Festival du dessin animé et du film
d'animation de Bruxelles) : 1 film d'animation muet.

COLOMBIE

Cartagena et 3 autres villes South America Tour : 1 film
canadien.

CORÉE

Séoul Seoul Independent Documentary Film & Video
Festival : 1 film.
Pusan Festival International de Pusan : 1 film canadien.

ESPAGNE

Bilbao Festival International du Documentaire et du
Court Métrage de Bilbao : 32 films d'animation.
Madrid Filmoteca Española : 32 films d'animation.
Barcelone Retrospectiva de Cine de Quebec : 4 films
québécois.

ÉTATS-UNIS

Northridge, CA California State University – Department
of Cinema and Television Arts : 2 films d'animation.
Pittsburgh, PA Quebec Film Festival : 1 film québécois.
Los Angeles, CA The California Institute of the Arts :
4 films d'animation québécois.

FRANCE

Clermont-Ferrand Festival du court métrage de
Clermont-Ferrand : 1 film;
Paris Centre Pompidou : 3 films;
Galerie nationale du Jeu de Paume : 4 films canadiens;
7^e journées Cine Qua Non : 3 films.
Trouville OFF-Courts de Trouville : 1 film muet.

ITALIE

Bologne Cineteca Del Comune Di Bologna : 5 films
québécois.

MEXIQUE

Guadalajara Foire internationale du livre de
Guadalajara : 5 films québécois.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Prague 11th international film, television and video
festival (Febiofest 2004) : 1 film québécois.



Exposition Face à face – Gabor Szilasi photographie le cinéma, 2003,
: Cinémathèque québécoise.
: Photo : Robert Beaudoin



LE CINÉMA DANS LE MONDE

Marielle Audet et Dominique Jutras

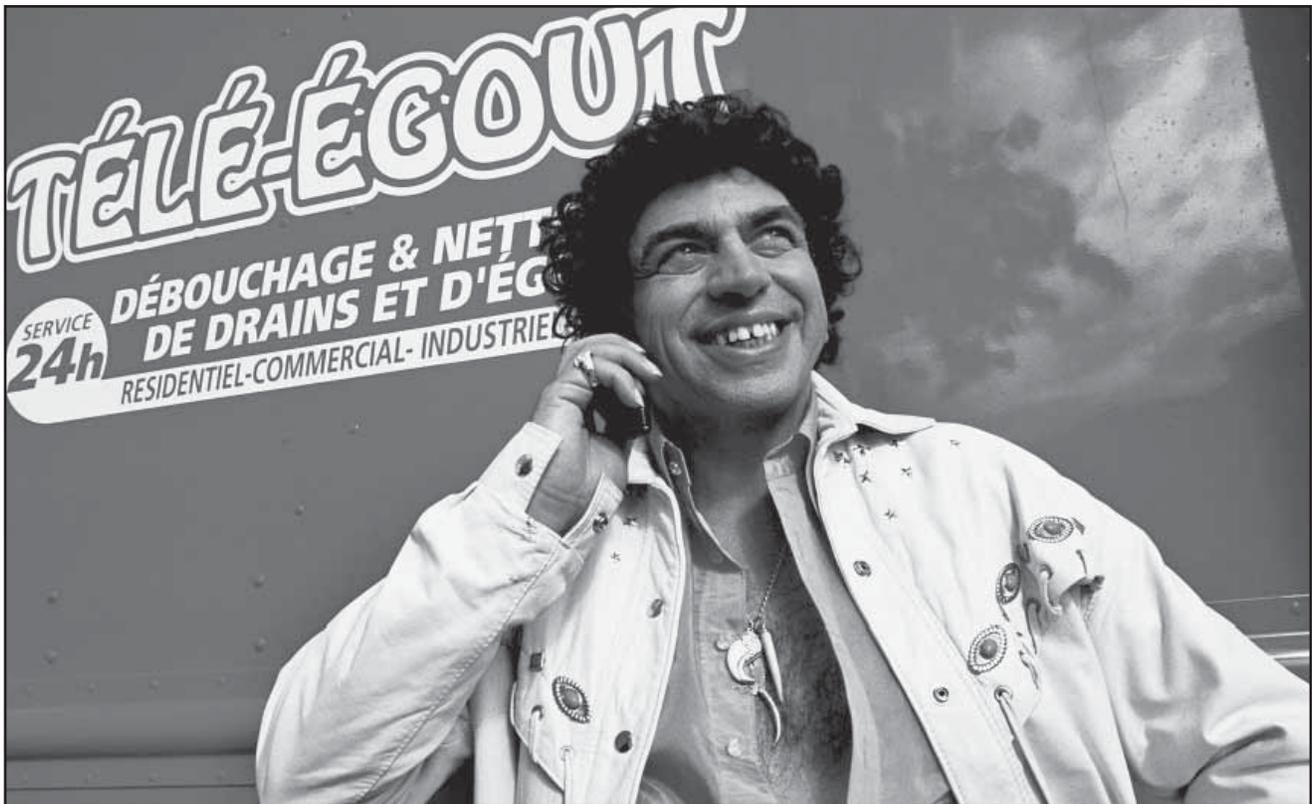
Ce chapitre offre une comparaison de la production et de l'exploitation cinématographiques entre divers pays et met ainsi en perspective les résultats obtenus au Québec. Les données de l'année 2004 n'étant pas disponibles quant à la Belgique et aux Pays-Bas, nos observations se limiteront

aux derniers résultats consultables en ce qui les concerne.

QUÉBEC

Le Québec a produit 27 longs métrages destinés aux cinémas en 2004, soit le même nombre qu'en 2003. L'engouement des Québécois

pour leurs films nationaux ne s'est pas démenti en 2004. *Camping sauvage*, *Dans une galaxie près de chez vous*, *Elvis Gratton XXX* et *Elles étaient cinq* ne sont que quelques titres ayant bénéficié de la ferveur du public. Ainsi, continuant sur leur lancée, les films québécois se sont une fois de plus



Elvis Gratton XXX - la vengeance
d'Elvis Wong
Photo : Carl Valiquet

Tableau 10.1

Production de longs métrages destinés au cinéma¹, 2000-2004

	2000	2001	2002	2003	2004
	n				
Québec	25	22	31 ^r	27	27
Canada ²	42 ^r	21 ^r	30 ^r	70 ^r	64
Australie	27 ^r	25 ^r	26 ^r	17 ^r	16
Belgique	22 ^r	12 ^r	14 ^r	17 ^r	18
Danemark	21	22	23 ^r	29	22
États-Unis	460	445	543 ^r	593	611
France	171	204	200	212	203
Pays-Bas	34	28	29 ^r	29 ^r	24
Royaume-Uni	90	84	103 ^r	173 ^r	133
Suède	38 ^r	25 ^r	21	27	36

1. Plusieurs données ont été révisées au cours de la dernière année.

2. Y compris le Québec.

Source : Recherche – SODEC.

Tableau 10.2

Nombre d'écrans de cinéma et de ciné-parc¹, 2000-2004

	2000	2001	2002	2003	2004
	n				
Québec	718	753	773	769	777
Canada ²	2 926 ^r	3 258 ^r	..	2 979 ^r	2 980
Australie	1 817	1 855	1 872 ^r	1 907	1 909
Belgique	465 ^r	492 ^r	505 ^r	503 ^r	..
Danemark	350 ^r	361	358 ^r	379	380
États-Unis	37 396	36 764	35 280	35 786	35 993
France ³	5 110 ^r	5 236	5 262 ^r	5 298 ^r	5 302
Pays-Bas	502	499	538 ^r	541 ^r	..
Royaume-Uni	2 954	2 998	3 248 ^r	3 402	3 342
Suède	1 129	1 155	1 176 ^r	1 170	1 178

1. Plusieurs données ont été révisées au cours de la dernière année.

2. Y compris le Québec.

3. Il s'agit d'écrans de salles actives et non de salles autorisées.

Source : Recherche – SODEC.

illustrés sur nos écrans, battant leur propre record de 2003. Avec une soixantaine de films exploités, dont une quarantaine en primeur, ils ont atteint une part de l'assistance de 13,8 % (3 888 467 entrées) et une part des recettes s'élevant à 13,1 % (23 344,1 k\$). De 2000 à 2004, l'assistance pour les films québécois a plus que triplé pendant que l'assistance globale augmentait de 9,8 %, et les recettes des films nationaux ont presque quadruplé, tandis que celles de l'ensemble des films augmentaient de 21,3 %. Depuis 1985, 44 films québécois ont attiré plus de 100 000 spectateurs dans les salles de cinéma. Plus de la moitié de ces primeurs ont été exploitées au cours des trois dernières années, soit 9 en 2002, 6 en 2003 et 11 en 2004 sur un total de 26 films.

Comme dans la plupart des pays, on trouve au palmarès des succès de l'année les titres suivants : *Spider-Man 2* (É.-U.), *Shrek 2* (É.-U.), *Harry Potter and the Prisoner of Azkaban* (É.-U./R.-U.), *The Lord of the Rings. The Return of the Kings* (É.-U./N.-Z., All.). Le film québécois *Camping sauvage* a l'honneur de se classer au 4^e rang des 10 films ayant attiré le plus de spectateurs en 2004, soit une assistance de 574 800 personnes.

Les films canadiens et d'une autre origine, excluant la France, ont vu leur popularité augmenter sensiblement cette année. Comparativement à 2003, les productions

canadiennes (296 354 entrées et 1 907,6 k\$) et les productions d'une origine autre que française (2 506 043 entrées et 16 562,6 k\$) ont vu doubler leur part de l'assistance et des recettes. En contrepartie, les spectateurs semblent s'être désintéressés des films français et états-uniens. La France accuse une baisse de l'assistance de l'ordre de 5,3 % (1 083 230 entrées) et de 3,4 % (6 625,2 k\$) de sa part des recettes. De même, les États-Unis encaissent une chute de la part de l'assistance de 9,4 % (20 397 458 entrées) et de la part des recettes de 7,5 % (129 152,1 k\$). L'assistance globale (28 171 552 entrées) et les recettes (177 591,6 k\$) ont peu varié, affichant des baisses respectives de 0,4 % et de 0,5 %.

Le parc de salles au Québec semble avoir atteint son nombre d'écrans optimal, car on observe peu de variations depuis l'an 2000. Cette année, le nombre moyen d'écrans est passé de 769 à 777, soit une augmentation de 1 % qui vient compenser le faible recul de 0,5 % de l'an dernier.

CANADA

Les données pour le Canada incluent celles du Québec. Le Canada a produit 64 longs métrages en 2004, soit 6 de moins qu'en 2003. Le parc de salles canadien compte deux écrans de plus qu'en 2002-2003. Selon Statistique

Tableau 10.3

Assistance dans les salles de cinéma et les ciné-parcs¹, 2000-2004

	2000	2001	2002	2003	2004
	M				
Québec	25,7	27,7	29,9	29,0	28,2
Canada ²	119,3 ^r	119,3 ^r	..	125,4 ^r	119,6
Australie	82,0	92,5	92,5	90,0	91,5
Belgique	23,5	24,0	24,4 ^r	22,7 ^r	23,0
Danemark	10,7	11,9	12,9	12,3	12,8
États-Unis	1 420,8	1 487,3	1 639,3	1 574,0	1 536,1
France	165,5 ^r	187,2 ^r	184,2 ^r	174,2	194,8
Pays-Bas	21,5	23,9	24,1 ^r	24,9 ^r	23,0
Royaume-Uni	142,5	155,9	175,9 ^r	167,3	171,3
Suède	17,0	18,1	18,3	18,2	16,6

1. Plusieurs données ont été révisées au cours de la dernière année.

2. Y compris le Québec.

Source : Recherche – SODEC.

Tableau 10.4

Indice de fréquentation des salles de cinéma, 2000-2004

	2000	2001	2002	2003	2004
	n				
Québec	3,5	3,7	4,0	3,9	3,7
Canada ¹	3,9	3,9 ^r	..	4,0 ^r	3,8
Australie	4,5	4,8	4,8	4,5	4,5
Belgique	2,3	2,3	2,4	2,2 ^r	..
Danemark	2,0	2,2	2,4	2,3	2,4
États-Unis	5,2	5,3 ^r	5,7	5,4	5,2
France	2,8 ^r	3,2 ^r	3,2	3,0	3,2
Pays-Bas	1,4	1,5	1,5	1,5 ^r	..
Royaume-Uni	2,4	2,6	2,9	2,8	2,8
Suède	1,9	2,0	2,0	2,0	1,8

1. Y compris le Québec.

Source : Recherche – SODEC.

Tableau 10.5

Part des recettes des films nationaux dans leur propre marché¹, 2000-2004

	2000	2001	2002	2003	2004
	n				
Québec	4,2	6,1	8,4	12,8	13,1
Canada ²	..	1,4	2,6	3,5 ^r	..
Australie	8,0	8,0	5,0	3,5	1,3
Belgique	1,9	1,5	1,4	2,4 ^r	..
Danemark	19,2	30,0	27,0	26,0	24,0
États-Unis	92,5 ^r	92,4	95,6	96,7 ^r	..
France	28,5	41,5	34,8	34,7	39,0
Pays-Bas	5,5	9,5	10,5	13,3 ^r	..
Royaume-Uni	19,6	4,9	8,3	10,2	23,4
Suède	26,0	24,0	16,8	19,9	23,3

1. Plusieurs données ont été révisées au cours de la dernière année.

2. Y compris le Québec.

Source : Recherche – SODEC.

Canada, 28 petits cinémas ont fermé et 11 cinémas ont été inaugurés, la plupart par des grandes chaînes. L'assistance a baissé de 4,6 % en 2003-2004, passant de 125,4 millions de spectateurs à 119,6 millions, pour revenir presque au même niveau que deux ans auparavant. Ainsi, l'indice de fréquentation a glissé de 4,0 à 3,8. Les recettes au guichet ont chuté de 1 % entre 2002-2003 et 2003-2004, passant de 854 M\$ à 845,5 M\$. Durant la même période, le prix moyen du billet connaissait une hausse de 2,5 %.

AUSTRALIE

La production australienne a atteint cette année un nouveau seuil de production avec aussi peu que 15 longs métrages entièrement nationaux. En incluant les coproductions, l'Australie a produit 23 films, soit 2 de plus que l'an dernier.

Le parc de salles comporte 1 909 écrans, soit 2 de plus qu'en 2003. L'offre de films a été plus soutenue en 2004, car elle a connu une hausse de 18,7 % par rapport à l'année dernière. Sur les 318 films projetés en primeur, 5 % étaient de nationalité australienne et 63 % de nationalité états-unienne. Les recettes se sont élevées à 907,2 M\$, et elles ont connu un taux annuel d'entrées par écran de 48 193, ce qui représente un accroissement de 4,8 % et de 2,1 %. Or, même si la progression est peu importante, les Australiens demeurent

des spectateurs assidus, car leur indice de fréquentation varie entre 4,5 et 4,8 depuis cinq ans. En 2004, l'emprise du cinéma états-unien s'est renforcée. La part de marché des films nationaux est de 1,3 %, soit une baisse de 2,2 % par rapport à 2003, et celle des films états-unien est de 85,9 %, ce qui représente une augmentation de 2,1 %.

BELGIQUE

Les seules données disponibles pour 2003-2004 concernent la production et l'assistance. Les autres résultats se réfèrent à l'année 2002-2003. Ainsi, la Belgique a produit 18 longs métrages, soit un film de plus qu'en 2002-2003.

La fréquentation subit un net recul en 2002-2003. Le parc de salles a perdu 2 écrans depuis l'année précédente et on en dénombre maintenant 503. L'offre de films baisse, une deuxième année consécutive. Avec 555 primeurs, elle accuse un recul de 3,1 % depuis 2001-2002. L'assistance (22,7 millions) suit la trajectoire descendante, accusant une baisse plus importante de 7 %. Toutefois, les chiffres provisoires de l'assistance pour 2003-2004 ont été divulgués et annoncent une légère remontée, soit un résultat de 23,0 millions d'entrées.

Malgré des recettes à la baisse (de 136,5 M€ à 132,2 M€) et un indice de fréquentation à l'avenant (de 2,4 à 2,2), la Belgique a vu

la part de marché de ses films nationaux passer de 1,4 % en 2001-2002 à 2,4 % en 2002-2003. Celle des films états-unien a subi un recul, affichant des résultats de 74,5 % pour 2001-2002 et de 71,5 % pour 2002-2003, ce qui ouvre la porte aux films européens et étrangers.

DANEMARK

Après l'excellente année 2003, durant laquelle le Danemark avait produit 29 films, la production a regagné son niveau habituel avec 22 longs métrages.

Les résultats de l'exploitation en 2004 sont positifs. Le parc de salles comprend 380 écrans, soit 2 de plus que l'année précédente, et le nombre de films exploités en primeur – 237 longs métrages – a fait un bond de 13,4 %. Cette bonification de l'offre s'est répercutée sur l'indice de fréquentation, qui est passé de 2,3 à 2,4, et sur les recettes, qui ont grimpé à 105,2 M€, soit une hausse de 6,7 %. Les Danois sont friands de leurs films nationaux; la part élevée (24 %) des recettes en fait foi. Les 19 longs métrages danois exploités en primeur ont été vus par 3,4 millions de spectateurs sur une population estimée à 5,4 millions d'habitants. Néanmoins, la part des recettes des films danois est en constante régression depuis 2001, quand elle atteignait 30 %. À l'inverse, les films états-unien semblent gagner en popularité, grâce à une part de marché qui passe de

56 % en 2001 à 69 % en 2004. Les films *Harry Potter and the Prisoner of Azkaban* (É.-U./R.-U.) et *The Lord of the Rings. The Return of the Kings* (É.-U./N.-Z., All.) ont largement contribué à cette augmentation, ayant accaparé à eux seuls 11 % des recettes.

ÉTATS-UNIS

En 2004, les États-Uniens ont produit 611 films, soit une augmentation de 3,0 %. L'année précédente, la production de longs métrages avait connu un gain appréciable de 9,2 %.

Le parc de salles a pris peu d'expansion en 2004, soit un accroissement de 0,6 % ou de 35 993 écrans. Avec la présentation de 475 primeurs, l'offre a été bonifiée de 3,5 % par rapport à 2003. Toutefois, le public états-unien n'a pas donné écho à l'augmentation de l'offre sur les écrans nationaux, puisque l'assistance a chuté de 2,4 %. Or, même compte tenu d'une baisse consécutive depuis deux ans, l'indice de fréquentation demeure très élevé aux États-Unis, affichant un résultat de 5,2.

Malgré la baisse de l'assistance, les recettes ont légèrement grimpé (0,5 %) grâce à une augmentation du prix moyen du billet, qui passe de 6,03 \$US à 6,21 \$US. *Shrek 2* et *Spider-Man 2* sont les films qui ont rapporté le plus en 2004, soit 436,7 et 373,4 millions de dollars respectivement.

FRANCE

La France a produit 203 longs métrages en 2004, soit 9 de moins que l'année précédente. Depuis 2001, le niveau de production se maintient à 200 films et plus.

L'agrandissement du parc de salles tend à ralentir depuis l'an 2000. Ainsi, de l'ajout de 126 écrans en 2001, la France est passée à 26 puis à 36 écrans de plus les années subséquentes. Seulement 4 écrans ont été ajoutés en 2004, ce qui porte le total à 5 302.

L'assistance a connu un regain de 11,8 % et un total de 194,8 millions de spectateurs. Selon le Centre national de la cinématographie, les films français ont enregistré 76,1 millions d'entrées, ce qui constitue leur meilleure performance depuis 1985. En tête de liste, *Les choristes* a attiré 8,36 millions de spectateurs, devançant *Shrek 2* (7,09 millions d'entrées) et *Harry Potter et le prisonnier d'Azkaban* (6,89 millions d'entrées). La part des recettes réalisées par les films nationaux est ainsi passée de 34,7 % à 39,0 % en 2004, pendant que la part des recettes des films états-uniens accusait une baisse de 53,6 % à 47,4 %. Les recettes totales ont connu une croissance de 13,4 %, atteignant 1 134,2 M€.

PAYS-BAS

Seules les données relatives à la production et à l'assistance sont disponibles pour l'année 2004. Tous les autres résultats font référence à 2003. Depuis trois ans, les Pays-Bas maintenaient leur niveau de production à 28 ou 29 longs métrages. En 2004, le nombre de films produits a chuté à 24, soit une baisse de 17,2 %.

L'assistance, en pleine croissance depuis l'an 2000, a connu sa première diminution depuis cinq ans, affichant un résultat de 23 millions de spectateurs en 2004. L'année précédente, l'assistance totale s'élevait à 24,9 millions de spectateurs, soit un indice de fréquentation de 1,5 et une augmentation de 3,3 % par rapport à 2002.

Le parc de salles s'est peu agrandi en 2003 car seulement trois écrans s'y sont ajoutés. Toutefois, le nombre de films distribués en primeur est passé de 242 en 2002 à 252 en 2003. En 2004, 272 primeurs au total ont été offertes au public.

L'offre de films et l'augmentation des écrans ont eu des répercussions positives. En 2003, l'assistance totale est passée de 24,1 à 24,9 millions de spectateurs, c'est-à-dire une augmentation de 3,3 %, tandis que les recettes faisaient un bond de 4,3 %, atteignant 163,2 M€. La part de

recettes des films nationaux a progressé de 2,5 % et obtenu une part de 13,3 %. Or, ce sont surtout les films d'une autre origine qui ont subi des pertes, puisque les films états-uniens ont vu leur part des recettes passer de 70,2 % à 74,6 %, soit une augmentation de 4,4 %.

ROYAUME-UNI

La production au Royaume-Uni a quelque peu ralenti. Même si l'on compte 132 longs métrages produits au cours de l'année 2004 comparativement aux 173 de l'année précédente, cela représente tout de même une excellente année, car la production de 2003 avait atteint un record. Ces chiffres incluent toutefois les

productions des « majors » états-uniens tournées localement. Les productions entièrement nationales ne représentent que 27 films sur 132, soit 17 de moins qu'en 2003. Le Royaume-Uni coproduit beaucoup. Ses partenaires les plus importants demeurent la France et le Canada, même si le nombre de coproductions a sensiblement baissé en 2004, soit de 22 à 12 quant à la France et de 16 à 9 pour ce qui est du Canada.

Le parc de salles, après avoir connu une progression ininterrompue depuis plus de 10 ans, accuse une première réduction du nombre de ses écrans, qui passe de 3 402 à 3 342, soit une baisse de 1,8 %. On observe une augmentation du nombre d'écrans dans les

centres urbains et en périphérie, mais une diminution dans les régions rurales. Avec un taux de 5,6 écrans par 100 000 habitants, le Royaume-Uni demeure encore moins pourvu en écrans que bien des pays.

Au total, 451 primeurs ont été distribuées, soit 7 % de plus que l'année précédente. Selon le UK Film Council, le Royaume-Uni a connu en 2004 et en 2002 ses deux meilleures années depuis 32 ans, avec une assistance de 171,3 et de 175,9 millions de spectateurs, respectivement. Sur les trois films en tête du palmarès en 2004 – *Shrek 2* (É.-U.), *Harry Potter and the Prisoner of Azkaban* (É.-U./R.-U.) et *Bridget Jones. The Edge of Reason* (É.-U./R.-U.) – se

Tableau 10.6

Panorama statistique de l'industrie cinématographique, 2004

	Unité	Québec	Canada ¹	Australie	Belgique	Danemark	États-Unis	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Suède
Production											
Longs métrages (cinéma) ²	n	27	64	16	18	22	611	203	24	133	36
Exploitation											
Films distribués (primeurs)	n	503	..	318	..	237	475	560	..	451	254
Écrans	n	777	2 980	1 909	..	380	35 993	5 302	..	3 342	1 178
Assistance	M	28,2	119,6	91,5	23,0	12,8	1 536,1	194,8	23,0	171,3	16,6
Population totale	M	7,5	32,1	20,3	..	5,4	295,7	61,7	..	59,9	9,0
Fréquentation	indice	3,7	3,8	4,5	..	2,4	5,2	3,2	..	2,8	1,8
Entrées annuelles par écran	n	36 257	40 147	47 931	..	33 651	42 000	36 742	..	51 257	14 097
Recettes (unités locales)	M	177,6	845,5	907,2	..	105,2	9 539,2	1 134,2	..	849,0	1 273,7
Part des recettes											
des films nationaux	%	13,1	..	1,3	..	24,0	..	39,0	..	23,4	23,3
des films états-uniens	%	72,7	..	85,9	..	69,0	..	47,4	..	73,2	..

1. Données de Statistique Canada, y compris le Québec.

2. Films de 60 minutes et plus (y compris les coproductions).

Sources : Institut de la statistique du Québec, Cineac, Statistique Canada, Australian Film Commission, Direction de l'audiovisuel de la Communauté française de Belgique, Observatoire européen de l'audiovisuel, Danish Film Institute, MPA, American Film Market Association, The Canadian Motion Picture Distributors Association, Centre national de la cinématographie (France), Nederlandse Federatie voor de Cinematografie, British Film Institute Handbook, UK Film Council, Swedish Film Institute, PopulationData.net.

Compilation : SODEC.

trouvent deux coproductions auxquelles participe le Royaume-Uni. La part des recettes du cinéma national atteint 23,4 %, soit un peu plus du double de 2003. Ce taux comprend toutefois les coproductions avec les États-Unis. La part des recettes des films états-uniens s'élève à 73,2 %, soit une baisse de 0,3 %, mais ce résultat serait fort différent si l'on y intégrait les deux coproductions à succès.

SUÈDE

C'est à nouveau sous le signe de la croissance que la production suédoise a clos l'année 2004. Avec 36 longs métrages, celle-ci affiche une augmentation de 33,3 %. En 2003, le taux de croissance s'élevait à 28,6 % et 27 films produits.

Le nombre de films distribués suit la même trajectoire ascendante avec un total de 254 primeurs, soit une augmentation de 11 %. En 2003, les 229 films distribués dans les salles représentaient un accroissement de 14 % par rapport à l'année précédente. Quant au parc de salles, il comporte huit nouveaux écrans en 2004, ce qui compense une perte de six écrans en 2003.

Malgré une offre en hausse, l'assistance accuse une baisse, une deuxième année consécutive. En effet, 2004 subit la plus importante diminution (8,8 %). Ainsi, avec 16,6 millions de spectateurs, l'indice de fréquentation se situe à 1,8. Les recettes sont passées de 1 369,7 à 1 273,7 millions de couronnes suédoises, c'est-à-dire une baisse de 7 %. Le prix moyen du billet a subi une augmentation en 2004, passant de 75,37 à 76,70 couronnes suédoises. La part de marché des films suédois a fait un bond de 3,4 %, atteignant un taux de 23,3 %.

L'OFFRE ET L'ASSISTANCE N'ONT PAS AUGMENTÉ AU MÊME RYTHME

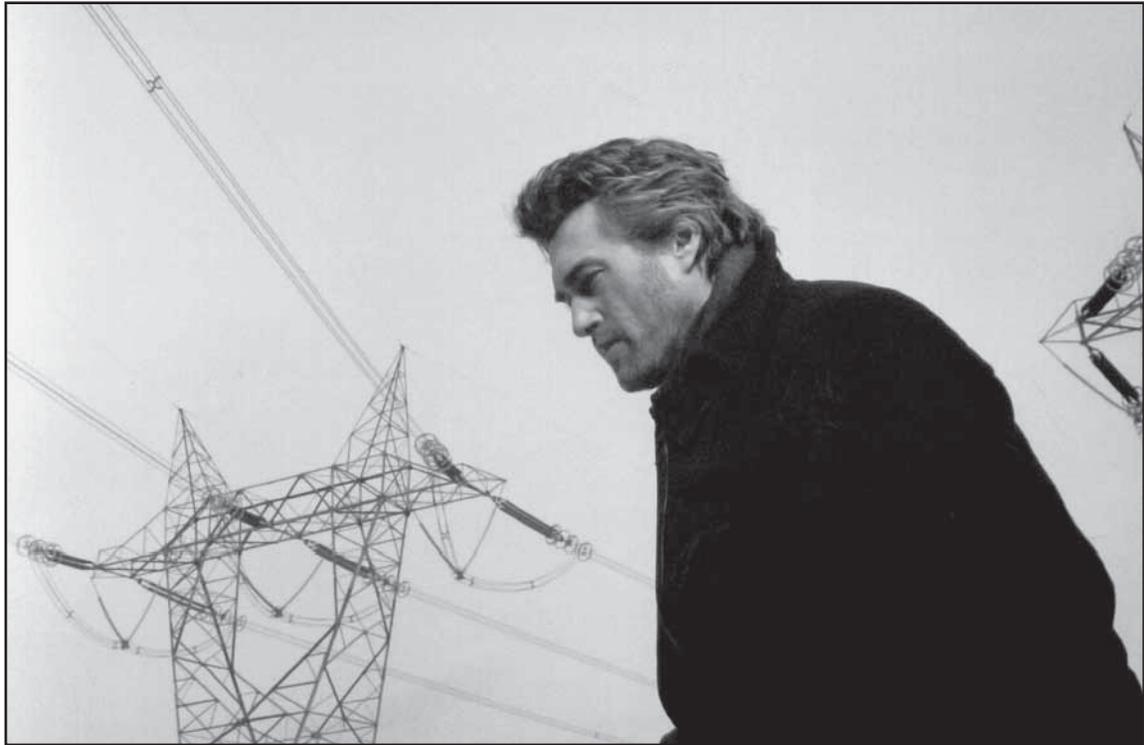
Les 10 pays que nous avons observés ont vu le nombre de films distribués en primeur dans leur territoire augmenter substantiellement en 2004. Cette croissance se situe entre 9,2 % et 22,7 %, si l'on exclut les États-Unis qui n'affichent qu'une augmentation de

3,5 %. Malgré cela, l'assistance de notre échantillon oscille entre une décroissance de 8,8 % et une croissance de 11,8 %.

Selon la Motion Picture Association of America, les recettes mondiales ont augmenté de 24 % et elles atteignent 25,2 G\$US, tandis que l'assistance mondiale s'est accrue de 11 % et s'élève à 9,6 milliards de spectateurs. Seuls les États-Unis accusent un recul de 1,9 % de l'assistance totale. Selon eux, l'offre vigoureuse, tant des productions locales que des États-Unis, ainsi que la faiblesse du dollar américain sont des facteurs déterminants de cette croissance.

L'augmentation de l'offre n'est pas tributaire d'un accroissement du nombre des écrans, puisque le parc de salles est demeuré stable par rapport à 2003.

À l'exception des États-Unis et du Royaume-Uni, les pays ont vu leur production de longs métrages décroître durant l'année 2004.



Mémoires affectives
Photo : Alliance Atlantis Vivafilm



LES MESURES FISCALES RELATIVES À L'INDUSTRIE DU FILM

Marielle Audet et Dominique Jutras

Les deux mesures fiscales traitées dans ce chapitre ont été annoncées, d'une part, pour ce qui est du crédit d'impôt pour le doublage, dans un bulletin d'information du ministère des Finances en 1997 et, d'autre part, en ce qui a trait au crédit d'impôt pour services de production, dans le Discours sur le budget de 1998-1999. La SODEC, gestionnaire de ces mesures, a rendu ses premières décisions en 1999-2000.

LE DOUBLAGE

Le crédit d'impôt pour le doublage de films a pour objectif de « soutenir les activités de doublage réalisées au Québec et de permettre aux entreprises de ce secteur d'élargir leur marché ». Depuis le 12 juin 2003, le crédit d'impôt représente 29,1667 % des dépenses totales de main-d'œuvre admissibles, ces dernières ne pouvant excéder 40,5 % de la valeur du contrat de doublage. Aupara-

vant, le taux du crédit d'impôt atteignait 33,3 % des dépenses de main-d'œuvre admissibles.

La somme du crédit d'impôt estimé pour le doublage durant l'année financière terminée au 31 mars 2005 s'élève à 2 981 078 \$, ce qui a contribué à doubler 389 productions d'une valeur totale, quant aux contrats de doublage, estimée à 25,8 M\$, et pour lesquelles les dépenses admissibles ont totalisé 11,6 M\$.



Le Dernier tunnel
Photo : Cristal Films

Tableau 11.1

Productions¹ cinématographiques et télévisuelles doublées selon le premier marché et le format, Québec, 2004-2005

Premier marché	Oeuvre unique	Minisérie (2 à 6 épisodes)	Série (7 épisodes et plus)	Total
Cinéma ²	178	–	–	178
Télévision	45	93	35	173
Vidéoclub	38	–	–	38
Total	261	93	35	389

1. Productions ayant bénéficié du Programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.

2. Comprend une production en format géant.

Source : SODEC.

En 2004-2005, les maisons de services ont déposé 431 dossiers, soit une augmentation de 51 % par rapport à l'année précédente. De ce nombre, 23 étaient reconnus inadmissibles. Par ailleurs, le nombre de dossiers autorisés (389) a connu une croissance de 67,7 %, ce qui compense largement la baisse de 27 % observée l'année précédente.

Des dossiers ayant reçu une certification cette année, on observe une proportion équivalente du

nombre de projets dont le premier marché est le cinéma (45,8 %) et de ceux qui sont destinés à la télévision (44,5 %). Les films destinés au marché des vidéoclubs représentent 9,8 % des dossiers traités.

Les œuvres uniques, qu'elles soient destinées au marché des salles (178 films), à celui de la télévision (45 téléfilms) ou aux vidéoclubs (38 productions), constituent 67 % des œuvres doublées. De plus, sur un total de 173 productions télévisuelles, on compte 93 miniséries

et 35 séries doublées pour la télévision.

Dans 98 % des cas, les productions ont été doublées de l'anglais au français. Cinq productions de langue française ont été doublées en anglais, soit deux destinées au marché du cinéma et trois, à celui de la télévision. Une seule production, destinée au marché des salles, a été doublée de l'italien au français.

Les dépenses de main-d'œuvre atteignent cette année 11,6 M\$, et elles représentent 45 % de la valeur des contrats. La rémunération des comédiens équivaut à 56,3 % des dépenses admissibles. Elle a fortement augmenté cette année, passant de 2,9 M\$ à 6,5 M\$.

La moyenne par production de la valeur des contrats de doublage s'élève à 66 441 \$. Cette moyenne est nettement supérieure à celle de l'an dernier (+ 38 %) et elle est attribuable à l'augmentation du

Tableau 11.2

Productions¹ cinématographiques et télévisuelles doublées selon la valeur des contrats, les dépenses admissibles, le crédit d'impôt et le premier marché, Québec, 2004-2005

	Cinéma ²		Télévision		Vidéoclub		Total	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
Valeur totale des contrats de doublage	13 692 851		10 794 222		1 358 421		25 845 494	
Total des dépenses admissibles	5 232 655	38,2	5 713 966	52,9	651 337	47,9	11 597 958	44,9
Total des prestations des comédiens	2 889 036	55,2	3 326 114	58,2	319 309	49,0	6 534 459	56,3
Total des autres frais de doublage	2 343 619	44,8	2 387 852	41,8	332 028	51,0	5 063 499	43,7
Plafond des dépenses admissibles	5 545 605	40,5	4 371 660	40,5	550 161	40,5	10 467 426	40,5
Montant du crédit d'impôt autorisé	1 483 598	26,8	1 331 728	30,5	165 752	30,1	2 981 078	28,5
Nombre total de projets	178		173		38		389	

1. Productions ayant bénéficié du Programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.

2. Comprend une production en format géant.

Source : SODEC.

nombre de films doublés pour le cinéma, dont le coût moyen de doublage est de 76 926 \$ (+ 35 %) et à celle du nombre d'œuvres uniques pour la télévision, dont le coût moyen de doublage est de 23 789 \$ (+ 91 %). Le nombre des séries de sept épisodes ou plus et celui des miniséries ont accusé respectivement un recul de 7 % et

de 18 % de la valeur moyenne des contrats.

La moitié des films doublés pour le marché des salles (52 %) ont coûté entre 60 000 \$ et 100 000 \$ et 28 % ont comporté des coûts de doublage variant de 30 000 \$ à 60 000 \$. Notons que 31 productions, soit 17,4 % des produc-

tions doublées, ont coûté plus de 100 000 \$.

La valeur des contrats de doublage des œuvres uniques destinées au marché de la télévision est plus modeste, car 44 % d'entre eux se situent entre 30 000 \$ et 60 000 \$, et 53,3 % valent moins de 30 000 \$. On observe

Tableau 11.3

Ventilation des dépenses de doublage selon le premier marché des productions¹ cinématographiques et télévisuelles et la catégorie de contrat, Québec, 2004-2005

Premier marché et catégories de contrat	Productions doublées		Coût moyen des contrats	Prestation des comédiens	Autres dépenses	Total dépenses admissibles	Crédit d'impôt	Total des épisodes
	n	%						
Cinéma²	178		76 926	2 889 036	2 343 619	5 232 655	1 483 598	...
29 999 \$ et moins	6	3,4	18 779	33 775	36 392	70 168	14 022	...
30 000 \$ à 59 999 \$	49	27,5	45 711	595 914	521 287	1 117 200	263 941	...
60 000 \$ à 99 999 \$	92	51,7	86 531	1 574 616	1 261 445	2 836 061	841 822	...
100 000 \$ et plus	31	17,4	109 016	684 731	524 494	1 209 226	363 813	...
Télévision – œuvre unique	45		23 789	287 352	258 049	545 401	129 400	...
29 999 \$ et moins	24	53,3	10 883	68 197	49 121	117 318	30 552	...
30 000 \$ à 59 999 \$	20	44,4	37 373	198 162	202 478	400 640	91 543	...
60 000 \$ à 99 999 \$	1	2,2	–	20 993	6 450	27 443	7 305	...
100 000 \$ et plus	–	–	–	–	–	–	–	...
Télévision – minisérie (2 à 6 épisodes)	35		22 131	232 613	143 908	376 521	93 294	140
29 999 \$ et moins	29	82,9	18 432	174 920	108 988	283 908	66 818	110
30 000 \$ à 59 999 \$	6	17,1	40 012	57 693	34 920	92 613	26 476	30
60 000 \$ à 99 999 \$	–	–	–	–	–	–	–	–
100 000 \$ et plus	–	–	–	–	–	–	–	–
Télévision – série (7 épisodes et plus)	93		96 227	2 806 149	1 985 895	4 792 044	1 109 034	1 476
29 999 \$ et moins	1	1,1	24 080	5 386	3 623	9 008	3 002	8
30 000 \$ à 59 999 \$	33	35,5	43 960	431 181	270 010	701 191	181 306	433
60 000 \$ à 99 999 \$	24	25,8	74 291	591 273	337 757	929 030	229 359	371
100 000 \$ et plus	35	37,6	162 611	1 778 309	1 374 505	3 152 815	695 367	664
Vidéoclub	38		35 748	319 309	332 028	651 337	165 752	...
29 999 \$ et moins	5	13,2	21 206	26 823	25 461	52 284	13 386	...
30 000 \$ à 59 999 \$	31	81,6	35 745	254 434	280 034	534 468	135 320	...
60 000 \$ à 99 999 \$	2	5,3	72 152	38 052	26 533	64 585	17 046	...
100 000 \$ et plus	–	–	–	–	–	–	–	...

1. Productions ayant bénéficié du Programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.

2. Comprend une production en format géant.

Source : SODEC.

ce phénomène, mais de moindre amplitude, du côté des miniséries pour la télévision, où 83 % de la valeur des contrats est inférieure à 30 000 \$, tandis que le doublage des films du marché des vidéoclubs bénéficie d'un budget de 82 % dans la catégorie des 30 000 \$ à 60 000 \$.

Les séries de sept épisodes et plus ont connu, tout comme l'an dernier, une répartition assez égale de la valeur des contrats de doublage selon les différentes catégories. En effet, 36 % de ces séries ont généré des contrats de doublage de 30 000 \$ à 59 999 \$, 26 %, de 60 000 \$ à 99 999 \$, et 37,6 %, de 100 000 \$ et plus.

Le doublage des œuvres uniques destinées au cinéma et des séries télévisuelles ont constitué le revenu le plus important pour les comédiens, soit des parts de revenus cumulés de 2,9 M\$ et de

2,8 M\$ respectivement. Au total, les comédiens doubleurs se sont partagé un revenu de 6,5 M\$.

LES SERVICES DE PRODUCTION

Le crédit d'impôt pour services de production est une mesure fiscale destinée à favoriser le Québec comme plateau de tournage et comme lieu de réalisation de services techniques (postproduction, effets spéciaux, etc.). Le ministère des Finances a apporté deux changements à cette mesure fiscale. D'abord, les télédiffuseurs privés ont vu leur accès à ce crédit d'impôt prendre fin le 31 mars 2003, après cinq années d'admissibilité à cette mesure fiscale. Plus récemment, le 31 décembre 2004, le crédit d'impôt a été haussé de 11 % à 20 % des dépenses de main-d'œuvre admissibles.

Au total, 38 projets ont reçu une certification en 2004-2005. Ces derniers ont généré des dépenses directes en sol québécois de l'ordre de 261 M\$. Les dépenses de main-d'œuvre admissibles au crédit d'impôt pour services de production se sont élevées à 89,6 M\$, entraînant l'octroi de 10,8 M\$ en crédits d'impôt. La majorité de ces productions ont été tournées au cours des années 2003 et 2004.

Afin de refléter chronologiquement l'activité cinématographique, les données de gestion sont aussi compilées selon les années de tournage (voir tableau 11.4). Chaque clôture d'année financière modifie rétroactivement les données relatives à plusieurs années civiles. En effet, une demande de crédit d'impôt pour services de production est généralement déposée à la SODEC après le tournage, le plus souvent effectué durant la période estivale, ou un peu plus tard en ce qui a trait aux services de postproduction. Ainsi, les résultats de l'année de tournage 2004 sont fragmentaires. Ces résultats partiels indiquent 11 productions ayant une part québécoise du devis s'élevant à 29,7 M\$ et des dépenses de main-d'œuvre admissibles de 11,5 M\$. Le crédit d'impôt octroyé s'élève à 1,7 M\$.

L'observation des résultats pour les années 2002 et 2003 est beaucoup plus intéressante, car ceux-ci sont plus complets. En 2002, le nombre de productions s'élève

Tableau 11.4

Productions¹ cinématographiques et télévisuelles et montant du crédit d'impôt attribué selon l'année de tournage, Québec, 1998-2005

Année	Projets	Part québécoise du devis	Dépenses de main- d'œuvre admissibles	Crédit d'impôt attribué
	n		\$	
1998	14 ^r	89 600 701 ^r	31 084 130 ^r	3 419 257 ^r
1999	19 ^r	92 420 734 ^r	36 095 313 ^r	4 541 329 ^r
2000	23	190 594 719	56 286 293	6 659 649
2001	24	185 920 490	61 026 062	6 978 219
2002	28 ^r	202 989 713 ^r	68 891 407 ^r	8 650 432 ^r
2003	27 ^r	235 329 230 ^r	88 526 402 ^r	11 196 828 ^r
2004	11	29 697 890	11 463 850	1 663 632
2005	1	11 101 704	3 443 790	586 384
Total	147	1 037 655 181	356 817 247	43 695 730

1. Productions ayant bénéficié du Programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle.

Source : SODEC.

à 28 comparativement à 27 en 2003. Toutefois, la part québécoise des devis de production et les dépenses de main-d'œuvre admissibles sont nettement supérieures en 2003, car elles représentent une augmentation de 15,9 % et de 28,5 %. Ainsi, en 2002, pour 28 productions, le devis québécois s'établit à 203 M\$ et les dépenses de main-d'œuvre admissibles, à 68,9 M\$, tandis qu'en 2003, pour 27 productions, le devis québécois s'élève à 235,3 M\$,

et les dépenses de main-d'œuvre admissibles, à 88,5 M\$. Le crédit d'impôt attribué a ainsi connu une croissance de 29,4 % et il a atteint 11,2 M\$ en 2003.

En 2003, la proportion des films en provenance des États-Unis a augmenté de 20,8 % par rapport à 2002, soit cinq productions de plus. Le nombre de films d'origine canadienne et allemande a diminué, passant respectivement de cinq à deux et de trois à deux. L'origine des films est peu diversi-

fiée en 2003. Outre l'Allemagne (7,4 %), le Canada (7,4 %) et les États-Unis (81,5 %), on note une production de la Corée (3,7 %).

Tableau 11.5

Productions¹ cinématographiques et télévisuelles visées, par année de tournage selon le pays d'origine, Québec, 1998-2005

Pays	1998		1999		2000		2001		2002		2003		2004		2005		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Allemagne	1	7,1	-	-	1	4,3	4	16,7	3	10,7	2	7,4	3	27,3	-	-	14	9,5
Australie	-	-	1	5,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0,7
Canada	5	35,7	6	31,6	4	17,4	3	12,5	5	17,9	2	7,4	2	18,2	1	100,0	28	19,0
Corée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	3,7	-	-	-	-	1	0,7
Danemark	-	-	1	5,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0,7
États-Unis	8	57,1	9	47,4	15	65,2	16	66,7	17	60,7	22	81,5	6	54,5	-	-	93	63,3
France	-	-	2	10,5	1	4,3	-	-	1	3,6	-	-	-	-	-	-	4	2,7
Hongrie	-	-	-	-	1	4,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0,7
Luxembourg	-	-	-	-	-	-	-	-	1	3,6	-	-	-	-	-	-	1	0,7
Pays-Bas	-	-	-	-	-	-	1	4,2	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0,7
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-	-	1	3,6	-	-	-	-	-	-	1	0,7
Royaume-Uni et Danemark	-	-	-	-	1	4,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0,7
Total	14	100,0	19	100,0	23	100,0	24	100,0	28	100,0	27	100,0	11	100,0	1	100,0	147	100,0

1. Productions ayant bénéficié du Programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle.

Source : SODEC.



: Daniel et les Superdogs
: Photo : Jean Demers

Réalisé par l'Institut de la statistique du Québec, avec la collaboration de plusieurs organismes intéressés à l'activité cinématographique, ce document réunit les informations et les analyses nécessaires pour en saisir toute l'ampleur.

Ainsi, on y trouve la liste des longs métrages réalisés, la valeur de la production québécoise, le nombre de films examinés et classés, de même que le nombre des titulaires d'un permis spécial de distributeur.

On y apprend également que, compte tenu de la population et du degré de développement, l'activité relative à l'industrie du

film au Québec soutient avantageusement la comparaison avec les résultats obtenus ailleurs.

Cette publication fait non seulement le tour complet de l'industrie du film mais elle permet aussi, grâce à la pertinence des sujets choisis, de bien saisir toute la réalité de cette partie importante de la vie socioculturelle québécoise.



CINÉMATHÈQUE
QUÉBÉCOISE
Musée du cinéma

Institut
de la statistique

Québec 

Avec la participation de :

- Régie du cinéma
- Société de développement des entreprises culturelles

ISBN : 2-551-22793-3



9 782551 227938

18,95 \$

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca
Imprimé au Québec, Canada